

CAVOUR ET LA GUERRE DE CRIMÉE

I.

Premières négociations.

Par sa situation au centre de la Méditerranée, l'activité commerciale et l'expansion d'un peuple laborieux et indépendant, l'Italie a été de tous temps amenée à intervenir dans les affaires d'Orient. Le souvenir y est demeuré vivace de l'empire romain, qui comprenait les provinces d'Asie et du Pont; dès le moyen âge, les républiques de Venise, de Gênes, ont multiplié leurs comptoirs aux Échelles du Levant; s'y heurtant contre les négociants grecs aux XVII^e et XVIII^e siècles, les Italiens étaient portés à protéger la Turquie, ennemie de leurs concurrents, et, pendant la guerre de Crimée, Cavour se faisait un malin plaisir de publier les documents diplomatiques démontrant que déjà, vers 1780, la politique sarde avait protégé le Croissant contre les visées de la Russie¹. Avec une vue prophétique, Balbo, dans ses *Speranze d'Italia*, avait, dès 1844, prévu une future guerre d'Orient dont profiterait l'Italie et annoncé le déplacement des ambitions autrichiennes de la vallée du Pô vers les principautés du Danube, prévision que devait réaliser le Congrès de Berlin trente-quatre ans plus tard, en remettant à la cour de Vienne la Bosnie et l'Herzégovine comme compensation de ses pertes occidentales. Pour le Piémont, nul heurt et nulle rivalité avec le sultan; comment s'en fut-il produit?

Avec la Russie, au contraire, les relations politiques étaient exécrables, en état de rupture diplomatique depuis 1848, Nicolas tenant le Piémont pour un antre de révolutionnaires, et les patriotes italiens voyant la cour de Pétersbourg favorable à

1. Castelli (intime de Cavour), *la Politique sarde sur la question d'Orient en 1783 et 1784, documents diplomatiques extraits des Archives du royaume*. Turin, 1855.

toutes les brutalités de l'Autriche; mais les rapports économiques étaient suivis et importants. Depuis quelques années, les négociants de Gênes avaient installé des succursales sur les rives de la mer Noire; le nombre des bâtiments sardes franchissant le Bosphore dépassait celui de toute autre nation, sans excepter l'Angleterre; le commerce des céréales, des bestiaux en importation vers la Sardaigne, de la soie, des tissus, des bijoux en exportation vers la Russie, atteignait des chiffres considérables; des commerçants sardes s'étaient installés dans tous les ports de la mer Noire, y avaient acquis des immeubles, consenti des prêts, le tout sans aucun obstacle du gouvernement local¹. Détestant la politique des Russes, les Génois appréciaient leurs grains et leurs roubles.

Lorsque, aux Lieux saints, une rivalité de monastères souleva entre la Russie et les puissances occidentales un conflit d'où surgit une guerre longue et sanglante, l'opinion publique dans les États sardes était tout en souci des événements de Milan², elle s'inquiéta néanmoins « d'une question à laquelle le Cabinet de Turin devait prendre un intérêt de tradition³ ». Bientôt les événements se précipitent : la mission du prince Menschikof en Turquie, son ultimatum à la Porte, son bruyant départ de Constantinople⁴. A Turin, à Gênes, l'émotion est vive; « l'importance des événements de Constantinople吸orbe entièrement les esprits », car on prévoit « un contre-coup possible en Italie⁵ »; et le premier effet, désiré, ardemment appelé, c'est l'entrée de l'Autriche dans une aventure fâcheuse, dont le Piémont pourra tirer parti au détriment de son irréductible ennemie : car la ferme résolution de bouter l'Autriche hors de la péninsule dictera la conduite de tous les patriotes italiens pendant toute la guerre d'Orient. Le 20 avril 1854, Victor-Emmanuel disait au duc de Guiche, ministre de France : « Si jamais les armées s'ébranlent, la France trouvera dans le Piémont une avant-garde courageuse, ardente et sympathique; l'Empereur aura dans son roi un allié sur

1. Protestation de députés de la province de Gênes contre l'accession de la Sardaigne au traité d'alliance anglo-français, 22 janvier 1855. « Les intérêts commerciaux que la Sardaigne a dans la mer Noire sont très considérables » (Cavour à Villamarina, 22 mars 1855).

2. Tentative d'insurrection du 6 février 1853.

3. M. Aymé d'Aquin à M. Drouyn de Lhuys, 9 mars 1853.

4. Voir Bersezio, *Il regno di Vittorio-Emanuele II*, t.-VI, p. 257.

5. Duc de Guiche à M. Drouyn de Lhuys, 28 mai 1853.

lequel il pourra compter sans réserve¹ ». Dans sa pensée, il ne pouvait être alors de guerre que contre l'Autriche. Mais quelques mois plus tard, le monarque adressait de pareilles invites à M. de Reiset, de passage à Turin, lui exprimant son désir de prendre part en personne aux opérations militaires d'Orient, car il aimait passionnément la vie des camps et était heureux de se retrouver sur un champ de bataille ; le diplomate s'empressa de rapporter ces propos à l'Empereur², à qui ils étaient évidemment destinés.

Le 5 juillet 1853 les Russes passent le Pruth, comme un autre Rubicon. Cavour, président du Conseil, et Dabormida, ministre des Affaires étrangères, entretiennent de suite le duc de Guiche de ce grave événement : leur sentiment, comme celui des Chambres, est que « cette occupation devra entraîner comme conséquence l'entrée des flottes dans les Dardanelles » ; les deux Italiens espèrent que le passage du détroit deviendra la base des négociations, le retrait des flottes devant être la compensation offerte pour l'évacuation des principautés. Quelques jours après, le général Dabormida a une longue conversation avec le ministre de France sur les affaires d'Orient : « Ni lui ni ses collègues ne peuvent désirer ouvertement qu'il en résulte une guerre européenne, dont il n'est permis à personne de dire, *a priori*, quelles seraient les conséquences ; mais, aux sentimens qu'inspire une cause injuste soutenue par un gouvernement aussi antipathique que l'est la Russie au Piémont, il est naturel, qu'en prévision d'une complication européenne, les hommes de ce pays se posent cette question : « Que fera l'Autriche ? » N'y a-t-il pas lieu pour eux d'espérer que la situation qui serait faite à l'Autriche mettrait à l'abri l'indépendance du Piémont et ses institutions sans cesse menacées³. » La politique sarde demeure très prudente, réservée, pleine de « circonspection » ; le gouvernement autorise néanmoins quelques officiers à entrer dans l'armée turque⁴, notamment « permet » au capitaine Govone de se rendre au quartier général d'Omer pacha, en lui accordant un congé, mais sans lui confier une mission officielle ; l'extrême finesse de l'offi-

1. Duc de Guiche à M. Drouyn de Lhuys, 20 avril 1853.

2. Comte de Reiset, *Mes souvenirs*, t. II, p. 220 (août 1853).

3. Duc de Guiche à M. Drouyn de Lhuys, 4 et 20 juillet 1853. Cf. A. Luzio, *Studi e bozetti di Storia litteraria e politica* (Milan, 1910); t. II, p. 159, *La guerra di Crimea e la politica austriaca*.

4. Dont Pinelli, ancien président de la Chambre et commandant du cadre de réserve.

cier-diplomate fournira les plus précieux renseignements à son gouvernement¹.

L'été passe en négociations, comme si les adversaires se tâtaient avant la prise aux corps, et c'est, à la colère des Sardes, à Vienne que s'ouvre la première conférence, comme si la maison de Habsbourg devait servir d'arbitre en Orient : déjà, peut-être, les subtils diplomates italiens ont-ils deviné le jeu de la Hofburg, tout de bascule, ses affections étant à Pétersbourg et ses intérêts en Occident, et croyant habile d'attendre qui sera vainqueur pour se porter vers lui avec enthousiasme. A Turin, on ne doutait pas que l'Autriche fût destinée à devenir l'alliée de la Russie et envahît les territoires limitrophes « pour s'assurer une part de la spoliation ». M. de Guiche prévoyait qu'à ce moment l'Italie du Nord se soulèverait, les populations lombardes appelleraient à leur secours le Piémont qui serait entraîné dans le mouvement ; l'appui de la France serait sollicité dès que l'Autriche se rapprocherait de la Russie².

A la fin de novembre, la destruction de la flotte ottomane par les Russes à Sinope « n'atteint pas seulement la Turquie », suivant l'expression de M. Drouyn de Lhuys ; de probable, la guerre devient certaine ; chaque belligérant de demain tient à savoir sur qui il peut compter : aussi Napoléon III délègue-t-il de divers côtés ses informateurs personnels, en Italie le baron Brenier. Diplomate de carrière, jadis consul à Livourne, pendant quelques semaines ministre du prince-président, fin, disert, un peu bavard, le baron était envoyé officiellement pour négocier un traité postal avec la Toscane, en réalité « pour parcourir les divers pays de l'Italie et recueillir, chemin faisant, des observations sur l'état des esprits, les tendances des populations et les opinions des principaux personnages³ ».

Il débute par Turin, s'entretint avec le roi, Cavour, les ministres, et en fit rapport au quai d'Orsay. « J'ai trouvé », écrivit-il, « tous les esprits très préoccupés naturellement de la question d'Orient, non seulement comme complication européenne, mais surtout sous le rapport des conséquences que cette grave affaire

1. Govone, *Mémoires*, trad. Weil, p. 33 et suiv. Cf. l'importante correspondance de Govone et La Marmora, publiée par Mario degli Alberti, *Per la Storia dell' Alleanza e della Campagna di Crimea, 1853-1856* (Turin, 1910), p. 1 à 93.

2. Duc de Guiche à M. Drouyn de Lhuys, 12 novembre 1853.

3. M. Drouyn de Lhuys au duc de Guiche, 9 décembre 1853.

peut avoir pour les choses italiennes. » Le parti de l'émigration — Lombards, Toscans ou Romains, — le parti de la guerre nationale espèrent y trouver une occasion de reprendre les armes, mais en général les sentiments demeurent modérés. M. Brenier est frappé de la prudence, presque de la tiédeur, avec laquelle les ministres envisagent la perspective d'une action plus directe de leur gouvernement dans les affaires de la péninsule, « quelques-uns se hasardent même à blâmer l'attitude militaire et les paroles résonnantes du Roi, et celui d'entre eux dont les antécédents s'accordent le moins avec une politique réservée¹ est peut-être le modérateur le plus constitutionnel et le plus sincère des idées belliqueuses... Le souverain, au contraire, semble plutôt disposé pour une vie active et chevaleresque que pour les calmes succès d'un règne pacifique... On doit se demander si l'opinion de ceux qui voient en lui le futur auteur d'une croisade italienne, entreprise opportunément et avec l'auxiliaire d'événements favorables, ne se rapproche pas davantage de la réalité² ».

Ceci était très bien vu : le roi, bouillant et habile, voulait frapper d'estoc et de taille, et, pour le mieux faire, tirer parti d'une brouille entre la France et l'Autriche, produite par la dérobade de celle-ci.

Et Cavour? Il était resté avec le baron Brenier sur une discrète réserve, parce qu'il ne lui convenait pas de se découvrir encore. Il n'avait aperçu d'abord dans la dispute orientale qu'une gêne aux transactions commerciales; en novembre 1853, il écrivait : « Les affaires d'Orient se compliquent, si jamais la guerre éclate nous aurons une fameuse besogne sur les bras. J'espère encore, toutefois, que le moment de dégainer ne viendra pas de sitôt³ ». Avec la bataille de Sinope disparaissait tout espoir de paix; l'ébranlement à l'est, prédit par Balbo, allait se produire; il s'agissait d'en tirer parti. Les libéraux de la grande tradition, Farini, Castelli, ne cessaient de s'entretenir, en parlaient à leur grand ami, pressaient sur lui pour qu'il ne manquât point l'occasion⁴. Lui-même regardait et réfléchissait. Pour rendre à la

1. M. Rattazzi qui, jusqu'à la fin de 1854, fut opposé à l'intervention.

2. Baron Brenier à M. Drouyn de Lhuys, 21 décembre 1853.

3. Cavour à E. de La Rue, 24 juin, 15 novembre 1859.

4. Castelli, *Il conte di Cavour*, p. 53 et suiv.; Lang, *Cavour und der Krimkrieg*, dans *Historische Zeitschrift*, 1885, p. 3.

patrie, des Alpes à la Sicile, son indépendance et assurer son *risorgimento*, alors que l'Italie était divisée, « avilie par une double tyrannie », ses meilleures provinces sous le joug étranger, le Piémont, certes vaillant et libre, mais petit et sans force, il fallait obtenir l'aide matérielle de la France, sans atteindre l'autonomie et le prestige du royaume sarde¹. Et comment mieux s'assurer cet indispensable concours qu'en offrant d'abord le siens dans une guerre européenne entreprise au nom même de la liberté ? Œuvre hardie et difficile, où le subtil génie de Cavour va s'exercer avec persévérance.

En janvier 1854, sa décision était prise dont il ne se départit plus. Il connaissait l'opinion du roi, qui la faisait savoir à tout venant. « Ne semble-t-il pas à Votre Majesté », avait demandé le ministre au souverain, « que nous devrions trouver moyen de participer à la guerre que les puissances occidentales déclarent à la Russie ? — Si je ne puis aller moi-même, j'enverrai mon frère », avait répliqué laconiquement Victor-Emmanuel². Cavour s'en entretenait en février avec un exilé lombard, le comte Toffetti, qui l'encourageait naturellement avec force. Le 8 mars, à propos d'un projet d'emprunt, il faisait allusion devant les députés à la possibilité « que le pays fût appelé à participer activement aux grands événements qui se préparent en Europe ». Mais il tenait à choisir son heure, envoyait à son correspondant financier en Angleterre des protestations pacifiques. « Si cependant, » ajoutait-il, « l'Autriche se déclare pour la Russie, si la guerre embrase tout le continent d'Europe, alors nous y prendrons forcément part³. » La discréption lui était imposée, autant que par le mystère des chancelleries, par sa situation dans le Cabinet où il était presque seul à partager l'opinion du roi : Rattazzi sous l'influence de la politique intérieure, Darbormida par prudence diplomatique, le général La Marmora pour ne point disclose une armée difficilement réorganisée, ne voulaient point d'intervention en Orient.

1. M. Luzzatti aux fêtes du centenaire de Cavour, *Solenne commemorazione del centenario della nascita di Camillo Cavour* (Turin, 1910), p. 64. Sur les idées de Cavour à cette époque concernant l'avenir de l'Italie, voir Messeri, *la Politica del conte di Cavour nella liberazione di Mezzogiorno*, dans la revue *Il Risorgimento italiano*, 1913, p. 280-281.

2. Massari, *Vita di Vittorio-Emmanuele II*, p. 157.

3. Cavour à Hambro, 26 mars 1854. Mayor, *Nuove Lettere di Cavour*. Cf. Treitschke, *Cavour*, dans les *Historische und Politische Aufsätze* (éd. 1886), t. II, p. 313.

A ce moment, les Cabinets de Paris et de Londres espéraient mieux que l'envoi des maigres contingents du Piémont; déjà les diplomates français croyaient qu' « une alliance intime existe aujourd'hui entre l'Autriche et le gouvernement de l'Empereur¹ ». En quoi le quai d'Orsay était bien mal renseigné, car la cour de Vienne faisait le jeu d'une vieille coquette qui, entre deux galants, sourit à l'un et jette œillade à l'autre. Pour se faire bien valoir, le galant de l'ouest se livra à une manifestation brutale et déplacée. Le 22 février 1854, le *Moniteur universel* contenait, dans sa partie officielle, une note faisant allusion aux négociations qui rapprochaient « chaque jour davantage » l'Autriche de la politique française; on pourrait redouter des complications venant de l'esprit révolutionnaire, des troubles, soit en Grèce, soit en Italie, « qui se mettraient en opposition directe avec l'intérêt de la France... Le gouvernement ne pourrait pas permettre, si les drapeaux de la France et de l'Autriche s'unissaient en Orient, qu'on cherchât à les diviser sur les Alpes ».

La menace était directe, non contre les seuls « révolutionnaires » de Lombardie ou de Vénétie, mais adressée à ceux de Piémont, aux « nationalistes », qui annonçaient l'attaque des États sardes dans le flanc de l'Autriche et pour profiter d'une situation troublée. L'émotion fut vive en Piémont, et légitime. Le ministre de France, qui séjournait à Gênes avec le roi, notait une « très grande sensation ». « Vous nous menacez », lui disait M. Dabormida, « qu'avons-nous fait pour cela ? Et cependant sur les Alpes il n'y a que nous². » Le duc de Guiche protestait que l'article du *Moniteur* ne s'adressait qu'à l'esprit révolutionnaire; or, « entre le parti révolutionnaire et la monarchie constitutionnelle il y a un abîme ». Mais l'opinion sarde était froissée, d'autant que la « vive satisfaction de l'Autriche », les remerciements qu'elle adressait au quai d'Orsay, son espoir que « le Cabinet des Tuilleries lui viendrait en aide pour engager les Lombards à reconnaître leurs devoirs envers l'Empereur³ », toute l'attitude de la cour de Vienne soulignait avec ostentation la portée de la note française.

Le ministre de Sardaigne à Paris fut chargé de demander des explications au gouvernement français; elles furent conformes à celles du duc de Guiche. « En s'exprimant comme il l'a fait,

1. Duc de Guiche à M. Drouyn de Lhuys, 15 février 1854.

2. Duc de Guiche à M. Drouyn de Lhuys, 6 mars 1854.

3. Villamarina à Dabormida, 25 février 1854. Chiala, *l'Alleanza di Crimea*, p. 28.

répondit M. Drouyn de Lhuys, le *Moniteur* n'a eu en vue qu'un parti dont le Cabinet de Turin condamne comme nous les projets et les plans, et qui n'a jamais réussi qu'à compromettre et à perdre les intérêts qu'il prétendait servir. Le Cabinet piémontais a donné trop de preuves de son dévouement à la cause de l'ordre social pour ne pas comprendre qu'en travaillant à décourager ce parti, par la netteté de notre langage, nous lui évitons à lui-même des embarras qu'il ne peut qu'avoir à cœur de prévenir¹ ». Le gouvernement sarde se déclara satisfait de ces déclarations, mais Cavour comprit que l'heure était venue pour lui de se prononcer, d'autant plus que le 27 mars la guerre était déclarée, que le 10 avril la France et l'Angleterre signaient une convention les unissant dans les hostilités et qu'une clause de ce traité prévoyait l'adhésion de toutes autres puissances à l'alliance franco-anglaise.

La convention fut notifiée au gouvernement sarde, comme à plusieurs autres. La réponse, qui ne fut donnée officiellement qu'en juin, fut « sympathique », sans plus². Le général Dabormida s'en expliqua au ministre de France : une adhésion formelle eût mis les États sardes en état de guerre avec la Russie et sacrifié les intérêts du commerce génois dans la mer Noire ; en outre, par un article de la convention, les Hautes Parties contractantes renonçaient d'avance à retirer aucun avantage particulier des événements qui pourraient se produire ; pour le Piémont, c'eût été promettre de respecter les territoires autrichiens de la Lombardie. Mais Dabormida insistait sur la nécessité pour la Sardaigne de conserver le bienveillant appui de la France et de l'Angleterre³. Ce n'étaient là que les paroles officielles. En secret, de bien autres négociations étaient engagées. Ici intervint nettement la politique personnelle de Cavour, approuvée par le roi.

Le 18 avril 1854, M. Scarlett, chargé d'affaires anglais à Florence, eut un entretien avec M. Landucci, ministre de l'Intérieur en Toscane, tout dévoué à l'Autriche, et qui exhala d'amères récriminations contre le gouvernement sarde : « Le Piémont », dit-il, « n'a pas d'autre idée que de se mettre à la tête d'un mou-

1. M. Drouyn de Lhuys au duc de Guiche, 6 mars 1854. Bianchi, *Storia documentata*, t. VII, p. 529.

2. Cf. *infra*, p. 171.

3. Duc de Guiche à M. Drouyn de Lhuys, 21 mai 1854.

vement insurrectionnel en Italie. Le roi l'a en quelque manière promis aux émigrés qu'il a vus à Gênes. Il se croit appelé à conduire la révolution italienne et à mériter ainsi le titre qu'il ambitionne « d'épée de l'Italie ». Ces dispositions sont connues de l'Autriche; elle sait que le Piémont ne manquera point l'occasion de soulever contre elle-même l'Italie; elle ne pourra jamais se déclarer contre la Russie tant qu'elle doit redouter sur ses derrières l'insurrection conduite par le roi Victor-Emmanuel. Si l'on veut qu'elle se prononce, il faut lui donner quelque gage. Dans ce dessein, le maréchal Radetzki désirerait pouvoir tenir une garnison autrichienne dans la citadelle d'Alexandrie.

De ces propos si graves, reflets certains de l'opinion autrichienne, M. Scarlett s'empessa d'aviser son gouvernement et adressa copie de sa dépêche à son collègue près la cour sarde, sir James Hudson. Celui-ci connaissait déjà ces accusations contre le Piémont par des renseignements privés qu'il tenait de Rome et d'autres villes italiennes; il n'avait pas instruction d'en aviser officiellement le Cabinet de Turin, mais, lié d'amitié avec Cavour, il s'en ouvrit à lui dans une conversation privée¹.

Cavour repoussa ces accusations avec énergie et, dans la vivacité de ses protestations, il s'écria : « De pareilles intentions sont tellement opposées à celles qui nous animent que, pour ma part, je pense que si la France et l'Angleterre nous demandaient un contingent de 14 ou 15,000 hommes², le gouvernement du roi devrait les donner et les envoyer en Orient. » M. Hudson répondit que ce serait, en effet, la meilleure preuve à donner de la fausseté des griefs articulés par le Cabinet toscan — donc, par l'Autriche — et il pria Cavour de tenir le ministre de France au courant de cette conversation, partant lui-même le lendemain pour Gênes.

Cavour se rendit immédiatement au Conseil des ministres, rapporta l'entretien dans tous ses détails et... fut blâmé par tous ses collègues : l'un regrettait de voir le Piémont diviser ses forces

1. Massari, *Vita di Vittorio-Emanuele II*, p. 150. Duc de Guiche à M. Drouyn de Lhuys, 30 avril 1854. Cf. Dabormida à Villamarina (Bianchi, *Storia*, t. VII, p. 354) et le *Diaro de Dabormida* (Chiala, *l'Alleanza*, p. 46). Il est souvent difficile de concilier ces documents, surtout les deux derniers avec les deux premiers.

2. C'est le chiffre même auquel fut fixé l'apport du Piémont à l'alliance. Cavour avait évidemment étudié la question — et avec quelle raison. On verra qu'il tenait ce chiffre, peut-être l'ordre de le donner, du roi lui-même.

et intervenir dans une guerre sans nécessité, loin de son territoire et de ses intérêts; un autre n'eût voulu accorder l'adhésion à l'alliance que moyennant compensation, la levée des séquestres¹; un dernier rappelait l'état critique des finances; bref, tous regrettaien la « précipitation » du président du Conseil, et après une séance longue, « très animée », devant l'opinion unanime des ministres, Cavour se rendit auprès de M. Hudson pour lui signaler le caractère tout personnel de ses déclarations: il semble bien qu'un billet du diplomate anglais était déjà parti pour Londres, la dépêche officielle fut estompée. Qu'importe, le premier coup était porté et c'est bien ainsi que l'entendait la profonde intelligence de Cavour.

Le duc de Guiche avait été laissé dans l'ignorance de cet incident, qui ne fut connu du Cabinet de Paris que par une communication du gouvernement anglais. M. Drouyn de Lhuys en écrivit à son ministre en Piémont, lui détaillant la conversation qu'il croyait officielle, lui demandant pourquoi Guiche n'en avait dit mot. « Car je ne puis supposer, » ajoutait-il, « que le général Dabormida ou M. Hudson lui-même ne vous aient pas instruit d'une démarche aussi importante². » Vexé, le duc se rendit sur-le-champ auprès de M. Dabormida et ce dialogue s'engagea entre les deux hommes: « *Demande*. Le Cabinet a-t-il reçu de la part de M. Hudson des ouvertures pour adhérer au traité d'alliance de la France et de l'Angleterre? — *Réponse*. Non. — *D*. Le gouvernement sarde a-t-il dit qu'il y entrerait volontiers et qu'il pourrait contribuer pour un contingent de 15,000 hommes à la guerre d'Orient? — *R*. Non. — *D*. Mais si les puissances alliées le demandaient, le Cabinet serait-il disposé à le faire? — *R*. Le Cabinet n'a pas délibéré sur cette proposition et se réserve de l'examiner, si on s'adresse à lui. Elle n'a jamais été soulevée au Conseil, ni soumise au roi. — *D*. Mais le président du Conseil a exprimé son opinion à cet égard; est-il donc en désaccord avec ses collègues? — *R*. Le président du Conseil n'a pu exprimer qu'une opinion toute personnelle, elle ne peut servir d'élément à une conversation officielle. Le Conseil ne s'est pas occupé de la question et n'a donné à personne la mission de parler pour lui³. »

1. A la suite de l'insurrection de Milan (février 1853), le gouvernement autrichien avait mis sous séquestre les biens des patriotes lombards émigrés et récemment naturalisés sardes.

2. M. Drouyn de Lhuys au duc de Guiche, 26 avril 1854.

3. Duc de Guiche à M. Drouyn de Lhuys, 29 avril 1854.

Intrigué de ces paroles, qui dénotaient un flagrant conflit entre le Conseil des ministres et son président, Guiche alla chez M. Hudson, qui lui révéla tout l'incident. Et le due (il fut parfois, hélas ! moins perspicace) en conclut « à l'aveu tacite du consentement que le Cabinet de Turin serait obligé de donner si on lui faisait à ce sujet des ouvertures directes » (30 avril).

Dabormida ne pouvait que reconnaître ces faits, qu'il regrettait, qu'il amoindrisait dans ses dépêches officielles, jusqu'à affirmer que « ni le Cabinet ni M. de Cavour lui-même ne sont nullement engagés ». Il a écrit dans son *Diario* que « le gouvernement n'accorderait sa coopération à la guerre que lorsqu'il serait garanti que sa sécurité en Italie ne serait point menacée ; que la cessation des séquestres mettrait un terme à la position anormale et *humiliante* dans laquelle il se trouvait envers l'Autriche, et qu'il aurait la prospective (sic) que ses sacrifices seraient récompensés par des avantages ». La dernière raison ne manque point de valeur, elle est compréhensible, humaine et a inspiré la politique de Dabormida jusqu'à son départ ; mais le génie de Cavour avait une autre envergure. Quoi qu'en prétendit son ministre des Affaires étrangères, il se considérait comme « engagé ». Pour l'heure, il ne pouvait que tenir le langage de son Conseil et, dans une conversation ultérieure avec Guiche, il posait sinon la condition, au moins la question des séquestres : si, en garantie de la sincérité et de la franchise de ses propres intentions, le Piémont envoyait 15,000 hommes en Orient, ne serait-il pas équitable qu'en compensation l'Autriche renonçât à la mesure qui était la cause du différend entre les deux gouvernements ? La France et l'Angleterre ne pourraient-elles entremettre leurs bons offices pour obtenir du gouvernement autrichien la mainlevée du séquestre sur les biens des Lombards naturalisés sardes ?

La conversation continua quelque temps, sans aboutir. Le 2 juin, M. Dabormida remettait aux ministres de France et d'Angleterre sa réponse à la notification du traité d'alliance. On l'a dit, elle demeurait à dessein dans le vague. « Les puissances alliées », y était-il écrit, « ne peuvent douter que toutes les sympathies (du gouvernement du roi) ne soient acquises à la cause qu'elles ont entrepris de défendre, et qu'il n'applaudisse au dévouement désintéressé avec lequel elles poursuivent en commun le triomphe d'une politique saine et libérale, la seule qui puisse à nos yeux, comme aux leurs, procurer à l'Europe les bienfaits

d'une paix assise sur des bases solides. » Elle se terminait en exprimant des vœux pour « le succès que doit désirer toute puissance ayant véritablement à cœur l'indépendance des États et le maintien de l'équilibre de l'Europe ». Mais le dernier mot était dit, à juste titre, par le duc de Guiche : « Je crois pouvoir affirmer que les puissances occidentales peuvent compter sur 15,000 hommes de très bonnes troupes, infanterie et artillerie, le jour où elles croiraient devoir les demander¹ ».

Cavour avait lieu de n'être pas satisfait d'avoir été abandonné par son Conseil et désavoué par son propre ministre des Affaires étrangères. Mais, qui sait avoir raison, sait attendre et reprendre. Avec sa perspicacité et sa ténacité, Camille voulait gagner des mois et des voix au Conseil : comme le Cid, de Corneille, il laissait faire « le temps, sa vaillance et son roi ».

Son roi agit le premier : peu de jours après la remise par Dabor-mida de la réponse officielle, le 6 ou 7 juin, Guiche se rendit auprès de Victor-Emmanuel, en visite privée, et ce pittoresque dialogue s'engagea entre le monarque et son hôte² : « Ah! ah! s'exclama le roi, vous avez bien fait de venir. Je suis bien aise de vous voir. Eh bien! cela ne va pas; n'est-ce pas? Nous allons causer. Voyons, mettez-vous là. Voulez-vous un cigare. » Et tout en tirant sur son *trabuco* : « Non, cela ne va pas; qu'est-ce que vous en pensez? Voyons, parlez franchement. » Comme le diplomate avouait qu' « il avait trouvé la note un peu diplomatique... », Sa Majesté rétorqua : « Ah! oui, elle est belle, la note; parlons-en. Moi je la trouve bête, voilà mon avis. Ils se sont mis à sept ou huit pour la faire. Je leur ai dit ma façon de penser. J'aurais fait autre chose, moi. — *Le duc* : Peut-être que V. M. aurait répondu dans le sens des ouvertures de M. de Cavour. — *Le roi* : Qu'est cela, les ouvertures de Cavour? Voyez-vous, mon cher, il faut appeler les choses par leur nom. Il n'y a pas d'ouvertures de Cavour : c'est moi qui ai parlé. Je lui ai dit de vous offrir 15,000 hommes... Cavour a été tellement malmené par ses collègues qu'il n'a plus voulu continuer. Ils lui ont persuadé que ce serait impopulaire d'entrer dans une alliance où

1. Duc de Guiche à M. Drouyn de Lhuys, 2 juin 1854.

2. Ce dialogue d'après un document communiqué par Gramont à Massari (*Vita di Vittorio-Emanuele II*, p. 165 et suiv.). Le duc ne l'a point mentionné dans sa correspondance officielle, peut-être le roi et le diplomate ont-ils chacun quelque peu forcé la note : mais elle est bien conforme au langage de Victor-Emmanuel.

sera l'Autriche, à moins que l'Autriche ne nous donne un gage par la levée des séquestrés sur les biens des émigrés lombards. Mais moi, je vous dis une chose, et vous pourrez l'écrire à l'Empereur. L'Autriche n'y est pas dans votre alliance et elle n'y sera jamais, et si vous comptez sur elle, vous vous trompez », et, après avoir daubé sur ses ministres : « Il n'y a que Cavour et moi. Mais attendez un peu et vous verrez. — *Le duc* : Dois-je comprendre que V. M. veut entrer dans notre alliance et y apporter son contingent de troupes ? — *Le roi* : Oui, je le veux et cela sera. C'est par mon ordre que Cavour en a parlé, et, s'il faut changer les ministres, je les changerai. » Et, comme l'attitude du Français exprimait quelque incertitude, Victor-Emmanuel de répliquer en redressant d'un coup brusque la tête, par un geste qui lui était familier, vraiment royal : « Ah ! ça, dites donc, vous, est-ce que vous en douteriez, par hasard ? »

Le temps agit ensuite : les troupes alliées avaient débarqué à Gallipoli, les Russes avaient abandonné le siège de Silistrie, les soldats français et anglais s'étaient installés à Varna et avancés dans la Dobroudja pour y être décimés par le choléra. Le Cabinet autrichien continuait son double jeu, signait des traités avec la Prusse et la Turquie, négociait à Vienne les « quatre garanties » qu'on exigeait de la Russie et renouvelait néanmoins à la cour de Pétersbourg ses ménagements, sinon ses encouragements. En été, les armées alliées débarquaient en Crimée ; le 20 septembre, la bataille de l'Alma faisait croire à la prochaine prise de Sébastopol, qu'annonçait déjà un Tartare inconnu¹. Mais la bataille de Balaklava, quoique victorieuse pour les armées alliées, démontrait la ténacité des Russes : il était certain que la campagne serait longue et dure : « Mon impression est que nous sommes ici pour tout l'hiver », écrivait le chef d'état-major de l'armée anglaise².

Enfin, la « vaillance » de Cavour agissait avec ténacité, Camille pratiquant la politique de l'aide-toi, le ciel t'aidera. En Piémont, l'opinion publique était partagée ; deux partis, les extrêmes, étaient opposés à toute intervention : la droite avec le haut clergé, parce que l'alliance avec la France et l'Angleterre, surtout signée

1. « ... Si un nouveau Tartare ne met pas de nouveau cette nuit l'Europe sens dessus dessous... », mandait Cavour le 7 octobre 1854 au marquis César Alfieri.

2. P. de La Gorce, *Histoire du Second Empire*, t. II, p. 291.

par le Cabinet Cavour-Rattazzi, par le *connubio* responsable des premières mesures anticléricales et bientôt de la lutte contre les congrégations et donc contre le Vatican, cette alliance eût été néfaste à l'esprit clérical, au principe d'autorité qui inspirait les vieux *codini*; l'extrême gauche, parce qu'elle n'y voyait que l'inféodation à l'empereur du Deux-Décembre et percevait mal l'intérêt pour l'unité italienne d'une lutte en Orient; les députés génois continuaient à redouter que la guerre avec la Russie déterminât une grave crise commerciale. Le pays — l'homme dans la rue ou dans le village — et, avec lui, la majorité de la Chambre, au contraire, comprenaient que toute campagne victorieuse relevait le prestige national, abattu par les malheureuses batailles de 1848 et 1849. L'armée « se joignait aux alliés de ses vœux, comme elle était disposée à le faire sur les champs de bataille¹ ». Le Cabinet était partagé, mais non plus comme en avril : ici paraissait le travail de son chef.

Quant à lui, il n'avait point changé; il était ancré dans cette décision d'attacher Napoléon et la France à la fortune de sa patrie. « En tout cas et quoi qu'il arrive, disait-il le 4 octobre à M. de Guiche, l'Empereur nous trouvera de fidèles alliés, et toujours prêts, quand il le faudra, à marcher avec la France, que nous ne quitterons plus. » Auparavant, il avait encore maintes difficultés à vaincre : « Il me faut », écrivait-il dans une lettre intime, « traîner le char de l'État sur une route remplie d'ornières et bordée de précipices². » Mais déjà il avait acquis à son opinion deux ministres : Cibrario était un ferme partisan de l'intervention et le général La Marmora y était gagné, espérant commander les troupes du corps expéditionnaire; au contraire, les deux ministres les plus considérables résistaient, Rattazzi, à l'Intérieur, hésitant, mais encore défavorable à une intervention sans compensation; Dabormida, aux Affaires étrangères. « Celi-là, disait le roi, n'écoute rien et ne cède jamais. »

Le duc de Guiche, alors en France, l'avait entrepris dans une correspondance personnelle, « latérale », évidemment inspirée par Napoléon III. Le 22 octobre³, le diplomate français avait écrit à « son cher général » une lettre toute confidentielle, lui

1. Duc de Guiche à M. Drouyn de Lhuys, 5 octobre 1854.

2. Cavour à E. de La Rue, 1^{er} octobre 1854.

3. Cette importante correspondance dans Chiala, *l'Alleanza di Crimea*, p. 72 et suiv.

exposant que la France se trouvait à court de bâtiments et demandant si la Sardaigne consentirait à lui prêter une frégate, une corvette ou même un aviso, sans avoir à engager aucune dépense quelconque. Dabormida avait envoyé « à son cher duc..., son bon et très sûr ami », une longue lettre, très enveloppée et délicate, de refus, le Piémont ne voulant pas « s'introduire furtivement dans l'alliance... Le jour où nous verrons nos véritables intérêts garantis, nous sommes prêts à porter notre grain de sable au glorieux édifice que la France et l'Angleterre travaillent à éléver avec tant de sacrifices à la civilisation et à la prospérité de l'Europe ». Avec une suave douceur, le duc avait répliqué qu'il comprenait, mais que « la neutralité ne serait bientôt plus possible et ne paraîtrait même pas très politique », et le diplomate avait aimablement ajouté que le Piémont n'était connu en Europe que par les violences de sa presse, « et vous êtes aux yeux de l'Europe responsables et complices de cette intempérance de langage ». Bref, avec une parfaite politesse, les deux hommes d'État s'étaient brouillés à jamais.

Le 2 décembre, la discussion du budget des Affaires étrangères fournissait l'occasion au leader de l'extrême gauche, Brofferio, de s'opposer avec vigueur à tout funeste traité avec la France, car « entre l'autocratie de Pétersbourg et le despotisme de Paris, je ne mets aucune différence ». Dans sa réponse, et tout en protestant de sa sympathie pour les puissances alliées, le ministre Dabormida déclarait sans ambages : « Nous sommes libres de tout engagement et indépendants. » Or, le même jour, à Paris on apprenait la nouvelle du douteux combat d'Inkermann, et à Vienne les puissances alliées signaient avec l'Autriche une nouvelle convention, et qu'elles croyaient définitive.

II.

Adhésion de la Sardaigne à l'alliance franco-anglaise.

La guerre était bien autrement rude qu'elle n'avait paru lorsqu'elle avait été déclarée — on disait alors la guerre de Troie¹ ; — le soldat russe, résigné, solide, brave, tenait ferme contre la furia française et la froide énergie des Anglais ; en France, l'opinion

1. Sur la campagne à la fin de 1854, C. Rousset, *Guerre de Crimée*, t. I, p. 284 et suiv.

publique était inquiète et découragée : « Les lenteurs, malheureusement trop explicables, du siège de Sébastopol ont mis la Bourse en déroute », écrivait le directeur des Affaires politiques, « et la ville est pleine de sinistres rumeurs¹ ». Or, un échec en Crimée, humiliation pour l'orgueil anglais, eût entraîné l'effondrement du trône français ; après « l'Empire, c'est la paix », une guerre malheureuse devait avoir pour juste conséquence l'inévitable fuite de l'empereur Napoléon. Il fallait donc recourir à tous appuis possibles, forts ou faibles, et « faire flèche de tout bois ».

L'alliance puissante était celle de l'Autriche : malgré les déceptions du printemps, la France et l'Angleterre croyaient encore possible de lier à leur sort la fuyante Hofburg ; des négociations très serrées s'engageaient en novembre et elles aboutissaient le 2 décembre à un traité reprenant les quatre garanties d'avril², affirmant que, si le rétablissement de la paix générale n'était pas assuré avant la fin de l'année, les souverains de France, d'Autriche et d'Angleterre, délibéreraient « sans retard sur les moyens efficaces pour obtenir l'objet de leur alliance ». On crut la *triple alliance* enfin réalisée, le quai d'Orsay et Saint-James se congratulèrent comme si la citadelle de Sébastopol était enlevée, et à Turin on s'inquiéta de ce que signifiait le traité ; le roi mandait à Dabormida de vérifier s'il n'y avait point quelque clause secrète garantissant les territoires autrichiens en Italie ; « cela changerait bien notre alliance et il faut en être très sûr avant ». Et le vigoureux monarque, toujours optimiste, terminait sa lettre par ces mots joyeux : « Ciao, cher ami, en avant, marche, et soyez gai³ ». Cavour écrivait : « L'alliance de l'Autriche avec la France et l'Angleterre paraît un fait accompli. Il faut s'y résigner et tâcher d'en tirer tout le parti possible ». L'événement, loin de l'arrêter, le poussait : car si l'Autriche avait fait payer son concours par une garantie de ses possessions en Italie, c'était un danger que le Piémont avait intérêt à détourner en entrant de suite dans l'alliance occidentale ; le Cabinet de Vienne se déroberait-il cette fois encore, le gouvernement sarde ne pouvait que gagner à le devancer par une initiative hardie et d'apparence désintéressée ; enfin l'Autriche se rejeterait-elle vers

1. M. Thouvenel à M. Benedetti, 9 novembre 1854. L. Thouvenel, *Pages de l'histoire du Second Empire*, p. 127.

2. Article 5 du traité. P. de La Gorce, *loc. cit.*, p. 347; d'Harcourt, *les Quatre ministères de M. Drouyn de Lhuys*, p. 78.

3. Chials, *l'Alleanza...*, p. 120.

la Russie, les puissances occidentales ne manqueraient point de la harceler sur son flanc d'ouest et de lui enlever, en expiation, ses provinces italiennes¹. Cavour comprit ainsi : il suivit l'Autriche pour la devancer et la vaincre.

Or, au même moment, les deux alliés, estimant qu'on a souvent besoin d'un plus petit que soi, surtout en présence d'un ennemi vigoureux et d'un ami inconstant, se tournaient vers le Piémont². L'idée vint presque simultanément à Londres et à Paris, mais il résulte bien des pièces que c'est le Cabinet de Saint-James qui en prit l'initiative³.

Le 29 novembre, avant donc que fût signé le traité de Vienne, les lords Clarendon et John Russell envoyèrent chacun à sir James Hudson, leur représentant à Turin, une dépêche très pressante pour le prier de sonder les dispositions du gouvernement sarde à fournir un corps de troupes pour l'expédition de Crimée, soit en le mettant à la solde de l'Angleterre et sous le commandement de lord Raglan, soit en adhérant au traité du 10 avril et envoyant, en conséquence, un contingent à son propre compte. Par suite d'une erreur dans la répartition des sacs postaux, ces lettres n'arrivèrent à Turin qu'après quatorze jours de circulation.

Pendant qu'elles voyageaient, M. Drouyn de Lhuys avait écrit à Londres pour proposer au Cabinet anglais de demander l'adhésion pure et simple du Piémont au traité d'alliance : sir James Hudson « prendrait les devants », mais M. de Guitaut, chargé d'affaires pendant un congé du duc de Guiche, aurait des instructions identiques et se joindrait à son collègue anglais. Lord Clarendon acquiesça à ces propositions, qui répondaient aux instructions données par lui, et avertit sir James Hudson qu'elles modifiaient les données de sa lettre du 29 novembre. M. Drouyn de Lhuys, avisé du consentement du noble lord, écrivit le 14 décembre à M. de Guitaut, en termes un peu pompeux, que les garanties données par le Piémont, la décision prise par l'Autriche

1. Mazade, *le Comte de Cavour*, p. 110. Rosi, *Storia contemporanea d'Italia* (éd. 1920), p. 271.

2. « Dans leur invitation au Piémont, la France et l'Angleterre ne visaient qu'à décider l'Autriche en assurant la paix en Italie, » a écrit Oriandi, *La lotta politica in Italia*, p. 531.

3. Ici ces pièces officielles concordent à quelques nuances près. M. Drouyn de Lhuys à M. de Guitaut, 11 décembre 1854; M. de Guitaut à M. Drouyn de Lhuys, 14 et 15 décembre 1854; M. Dabormida à M. de Villamarina, 15 décembre 1854.

l'avaient amené « à se reporter sur l'accueil sympathique que la simple communication du traité d'alliance avait reçu de Turin ». Il informait donc son chargé d'affaires des instructions que M. Hudson avait dû recevoir de son gouvernement, lui mandait de s'entretenir avec le ministre anglais des démarches faites, et, si celui-ci « en espérait une issue conforme à nos vœux, l'autorisait à les soutenir confidentiellement ».

Les deux lettres du 29 novembre étaient enfin parvenues à destination le 13 décembre, et, sur-le-champ, M. Hudson en donna connaissance à M. Dabormida. Le Conseil des ministres en délibéra et prit les ordres du roi : on décida d'écarter *de plano* la mise de troupes sardes à la solde de l'Angleterre, « cette armée étant composée, d'après la constitution, de citoyens désignés par le sort pour payer leur tribut du sang à la patrie, on ne pouvait leur demander le sacrifice de la vie que pour la défense ou dans l'intérêt direct de leur pays » ; par ailleurs, le gouvernement sarde se déclarait « prêt à faire accession au traité à des conditions équitables ». Ces « conditions », c'était la mainlevée des séquestrés. Et la réponse du Cabinet fut apportée le soir même par M. Dabormida à sir James.

Le lendemain, 14 décembre, MM. Hudson et de Guitaut recevaient les instructions dernières de leurs gouvernements : mission de proposer l'accession pure et simple au traité, avec envoi d'un contingent de 10,000 Sardes. M. Dabormida les rejoignit chez sir James pour recevoir communication de ces nouveaux documents ; il déclara ne rien pouvoir décider avant d'avoir à nouveau pris les instructions du roi et l'avis de ses collègues, mais, spontanément, il insista sur la question des séquestrés ; on ne pouvait, selon lui, laisser à l'opposition parlementaire ce redoutable argument « d'un traité conclu sans qu'on fût préalablement revenu sur cette mesure ». M. Hudson, puis M. de Guitaut insistèrent sur une adhésion pure et simple.

Le Conseil des ministres se réunit le même jour sous la présidence du roi : l'accord était malaisé, le roi et Cavour étant favorables à une adhésion pure et simple, Dabormida et, moins fortement, Rattazzi tenant à la condition de mainlevée des séquestrés. On se résolut à une proposition mixte, la remise d'une note officielle avec une annexe secrète : la note contenait l'adhésion au traité du 10 avril avec mise à la disposition des alliés d'un contingent de 15,000 hommes, à condition qu'un prêt de 20 millions de livres sterling à 3% d'intérêts fût con-

senti au Piémont. Les deux puissances occidentales déclareraient qu'il serait tenu compte au gouvernement sarde, à la conclusion de la paix, des services rendus à la coalition et de ses sacrifices en hommes et en argent¹. « Par ce traité, le gouvernement sarde entre dans le concert européen, prend part aux négociations et intervient au Congrès ayant pour but le rétablissement de la paix et l'affermissement de l'équilibre européen. » Les articles secrets étaient au nombre de deux : les puissances occidentales s'engageaient par le premier « à faire tous leurs efforts pour faire lever par l'Autriche le séquestre sur les propriétés des sujets sardes », et par le second « à prendre en considération l'état de l'Italie au rétablissement de la paix ». Et c'était tout. Sauf ceci encore, ajouté ensuite dans une dépêche de M. Dabormida à M. de Villamarina, la garantie que le traité avec l'Autriche du 2 décembre ne contenait aucun article secret de nature à léser les intérêts matériels ou moraux du Piémont ou préjuger la question italienne.

Les représentants de France et d'Angleterre furent appelés le soir même au Conseil, où on leur remit cette réponse. Ils l'envoyèrent tout de suite à Londres et Paris; dans une dépêche datée du lendemain, M. de Guitaut ajoutait que les deux articles secrets « pouvaient être considérés comme insignifiants », demandés par le Conseil « pour couvrir plus tard sa responsabilité devant les Chambres ». Le gouvernement sarde accepterait une modification dans le fond et la forme, mais insistait sur l'urgence de la solution, à raison des attaques probables des deux partis extrêmes².

Il était à craindre que ces conditions — parfaitement raisonnables en elles-mêmes et que dépassa un prochain avenir — fussent tenues pour inacceptables à l'époque où elles étaient présentées : M. Dabormida voulait brusquer ce que Cavour attendait d'une inévitable évolution. En effet, lord Clarendon télégraphia de Londres que les deux articles secrets constituaient un obstacle à la conclusion du traité. Et c'était évident : comment demander aux deux puissances occidentales de signer un traité dont deux pointes étaient dirigées contre un État avec qui elles venaient de traiter³. M. Dabormida répondit vainement aux objections anglaises par deux lettres fort sensées, si on les prend

1. Texte de la note dans Bianchi, *Storia documentata*, t. VII, p. 540.

2. M. de Guitaut à M. Drouyn de Lhuys.

3. Zanichelli, *Cavour*, p. 259.

au point de vue sarde, mais si peu chaleureuses pour l'accession, si pleines de réticences, qu'elles paraissaient contenir plutôt une retraite polie qu'une négociation en cours de réussir¹.

L'affaire était mal engagée; Cavour le sentait, qui priait une Italienne de Paris de le renseigner sur « la véritable pensée des gens qui gouvernent la France », car si le Piémont est prêt à des sacrifices, encore importe-t-il « de connaître dans quel esprit ces sacrifices seront accueillis par ceux à qui ils doivent spécialement profiter² ». Ces négociations embarrassées, ces dissensments entre ministres ne passaient point inaperçus : quelque inquiétude se glissait dans les milieux politiques. « Notre ministère », écrivait la marquise d'Azeglio, « se trouve comme dans un tremblement de terre et ne sait s'il y résistera³. » Mais une très noble démarche était faite au nom des victimes du séquestre lombard par deux d'entre elles : Mauri écrivit à Oldofredi qu'il fallait sacrifier leurs propres intérêts plutôt que ceux de l'Italie; mieux valait signer le traité sans réserve sur le séquestre que ne point le passer, et Oldofredi remit cette lettre à Cavour en l'appuyant vivement. Le geste était beau, convaincant⁴.

Depuis plusieurs semaines, le roi était resté dans son isolement de Majesté⁵, Cavour dans l'anonymat du Conseil, le duc de Guiche au loin. Quand ils traiteront ensemble, l'affaire roulera, non sans heurts, mais vite.

Le ministère du quai d'Orsay était demeuré dans une grande réserve pendant ces négociations, car il était entendu avec Londres qu'en l'absence du due de Guiche l'initiative et l'action appartiendraient à M. Hudson. Le 27 décembre, M. Drouyn de Lhuys annonçait à M. de Guitaut le prochain retour de Guiche, ajoutant : « Il a naturellement de moi verbalement les instructions que je me proposais de vous adresser. »

Le duc arrive le 2 janvier 1855, et dès le 3 rend visite à

1. M. Dabormida à MM. de Villamarina et E. d'Azeglio, 21 décembre 1854.

2. Cavour à la comtesse Rasini, 22 décembre 1854; lettre déjà publiée par Mayor, *Nuove Lettere*, rééditée et revue par L.-C. Boltéa, *Una « Sillage » di lettere del Risorgimento* (1919), p. 63.

3. Marquise d'Azeglio au marquis Emmanuel d'Azeglio, 1^{er} janvier 1855.

4. Bersezio, *Il regno di Vittorio-Emanuele II*, t. VI, p. 270. « Les exilés comprenaient que de l'Orient pouvait surgir vraiment l'aurore de la renaissance italienne », a dit poétiquement M. Daneo aux fêtes du centenaire de Cavour, *Solenne commemorazione del centenario della nascita di Camillo Cavour*, p. 18.

5. Depuis sa conversation de juin avec Guiche.

M. Dabormida, puis à Cavour¹ : il désire tâter le terrain avant de s'y engager; il reste donc sur une réserve bienveillante et approbatrice. Il constate que le gouvernement sarde proteste de son désir d'adhérer au traité du 10 avril et abandonne la forme des articles secrets, additionnels au pacte d'accession, mais qu'il demande la signature d'une note distincte, quoique connexe à l'adhésion — on l'appellera la note réversale — et contenant à peu près les mêmes conditions. Cette persistance, remarque Guiche, se justifiait jusqu'à un certain point par une dépêche officielle de lord Clarendon, destinée à être communiquée au gouvernement sarde : cette pièce, tout en blâmant la forme des traités secrets, reconnaissait en principe leur objet digne de tout l'intérêt du gouvernement de la reine, promettait son appui, prévoyait les éventualités qui pouvaient amener des changements *désirables* dans les conditions actuelles des États de l'Italie. Il était naturel que, connaissant ce document, M. Dabormida voulût en transporter les éléments dans une note réversale.

Mais cette dépêche officielle était destinée à la publicité du *Blue Book*. Les véritables instructions de lord Clarendon étaient renfermées dans une lettre particulière et d'une nette précision : « Dans aucun cas », y était-il écrit en substance, « il ne faut consentir à faire de ces sentiments sympathiques ou de ces promesses officieuses l'objet d'une déclaration solennelle et publique. » Ainsi, les instructions de Londres concordaient avec celles qu'à Paris Guiche avait reçues de M. Drouyn de Lhuys. Les deux ministres anglais et français pouvaient aller de l'avant, mais avec prudence, discrètement, si possible. Pendant quatre jours on n'avança guère, M. Dabormida se refusant à céder sur la question des séquestrés, où il voyait engagé l'honneur même du Piémont, les deux diplomates se réservant. Le 7 janvier, une nouvelle conférence était tenue sans résultat.

Mais, et ceci est de haute importance, le même jour, 7 janvier, le duc de Guiche vit le roi qui lui déclara sans ambages² : « Je

1. Le duc de Guiche à M. Drouyn de Lhuys, deux dépêches du 6 janvier 1855.

2. Document produit par Massari, *Vita di Vittorio-Emanuele II*, p. 171, et confirmé en substance dans une dépêche officielle de Guiche, en date du 7 janvier 1855, onze heures du soir. La date du 8, donnée par Massari, doit donc être rectifiée en 7.

sais tout, je sais absolument tout et je suis très mécontent. D'abord, je vous déclare que je ne suis pour rien dans ces hésitations et ces conditions ; je les trouve stupides : si nous y allions franchement et promptement, nous y gagnerions bien davantage. Quant à moi, je suis d'avis qu'il faut s'allier en toute confiance, sans restrictions ni réserves, ou ne pas s'allier du tout. L'Empereur et moi nous avons échangé des assurances d'amitié formelles : il a ma parole, j'ai la sienne ; nous sommes incapables de nous tromper, et cela me suffit. Si nous sommes battus en Crimée, nous nous en tirerons toujours, et si nous sommes vainqueurs, eh bien ! cela vaudra mieux pour les Lombards que tous les articles qu'ils veulent joindre au traité... Patience : vous savez ce que je vous ai dit, je n'ai qu'une parole, et si ceux-là ne veulent pas marcher j'en prendrai d'autres qui marcheront, mais nous n'en viendrons pas là ; car, voyez-vous, le pays et les Chambres sont de mon avis. »

Ainsi, le duc de Guiche connaissait la décision du roi ; il savait aussi l'avis du président du Conseil, affirmé dès le mois d'avril, et facile à retrouver même dans les négociations où il appuyait son ministre des Affaires étrangères, car, écrit celui-ci dans son *Diario*, « Cavour était impatienté des retards et craignait le mauvais effet d'une rupture¹ ». Par le souverain même, Guiche avait appris l'opinion du pays et du Parlement. Il pouvait donc « y aller », et le fit même avec plus de vivacité qu'il ne l'a rapporté dans ses dépêches officielles.

Le 9 janvier, au soir, Hudson et Guiche se rendirent au ministère des Affaires étrangères retrouver Cavour, Dabormida, La Marmora et Rattazzi. La discussion reprit sur la note réversale que Dabormida et Cavour croyaient acceptée, en principe et sauf modifications, par les diplomates anglais et français. La discussion fut vive, Dabormida étant « irrité de ce qu'il considérait... comme un manque de loyauté... », Cavour croyant « que le plénipotentiaire français n'était pas le fidèle interprète des intentions amicales et bienveillantes de son gouvernement² ». Le président du Conseil ne tenait compte ni des instructions orales de Drouyn de Lhuys ni de celles écrites de lord Clarendon. Les deux diplomates se résolurent alors à produire la lettre

1. Chiala, *l'Alleanza*, p. 133.

2. Cavour à Villamarina, 11 janvier 1855.

confidentielle du noble lord : « Dans aucun cas, il ne faut consentir à faire de ces sentiments sympathiques ou de ces promesses officieuses l'objet d'une déclaration solennelle et publique. » Dabormida se tourna vers le duc comme pour lui demander si ces instructions le concernaient aussi; Guiche fit un signe affirmatif. Cavour, alors, prit la parole brusquement : « En face », dit-il, « d'instructions aussi précises, il est, en effet, difficile de demander aux ministres de France et d'Angleterre de signer une note, mais je ne puis m'empêcher d'exprimer mon étonnement de cette réserve. » D'ailleurs, continua-t-il, il me paraît superflu de prolonger une discussion qui ne peut aboutir. Et il annonça que le Conseil avait décidé, le matin même, d'envoyer à Paris le ministre de la Guerre, La Marmora, « pour se concerter avec le gouvernement de l'Empereur sur la question » controversée. Surpris, mécontent de cet acte de méfiance et de ce que le Cabinet sarde se flattât d'obtenir directement par l'un de ses membres ce que les gouvernements alliés prescrivaient à ses représentants de ne point faire, Guiche protesta hautement, très hautement : « Je ne puis empêcher », dit-il, « M. le ministre de la Guerre de se rendre à Paris, s'il le juge convenable; mais je lui déclare que mon gouvernement ne changera pas un mot à ce que je lui dis aujourd'hui en son nom; et je désire que soit constaté dans un protocole que c'est contrairement à mon avis que ce voyage s'accomplit dans les circonstances présentes... Qu'espérez-vous? Discuter la question? Mais au point où elle est arrivée elle n'est plus discutable... Vous pensez que le ministre de la Guerre obtiendra de M. Drouyn de Lhuys et de lord Clarendon de nous désavouer et de changer des délibérations prises en commun après mûres délibérations! Comment pouvez-vous croire que nous approuvions une démarche semblable, aussi insolite dans la forme que blessante dans le fond¹. » Ayant exprimé ses regrets de la décision du Conseil sarde, il fit entendre que sa réplique de ce chef était catégorique : insister sur la mission de La Marmora, c'était abandonner le projet d'accession, et, d'ailleurs, rien n'empêchait le Piémont de conserver son attitude de neutralité bienveillante.

1. Le duc de Guiche à M. Drouyn de Lhuys, 9 janvier 1855; d'après Cavour, le duc « alla jusqu'à dire que le ministre de la Guerre *serait mal reçu* et autres choses également peu aimables » (à Villamarina, 11 janvier 1855).

Ce discours, « très bien inspiré¹ », appuyé par M. Hudson, fit une forte impression sur les ministres, mais sans les convaincre en rien d'autre que de la nécessité de céder : « Si nous avions été animés d'un moins grand dévouement aux intérêts de notre pays », a écrit Cavour le surlendemain, « si nous n'avions pas été pénétrés de l'importance de ne pas envenimer et de ne pas laisser traîner en longueur des négociations aussi délicates et difficiles, nous aurions rompu tout à fait avec M. de Guiche, pour recommencer de traiter soit à Londres, soit à Paris. » Cavour était assez bien renseigné pour connaître par avance la décision de M. Drouyn de Lhuys, et celle de lord Clarendon était sous ses yeux : une nouvelle négociation au quai d'Orsay ou à Saint-James Palace était condamnée à un échec certain ; il fallait rompre ou traiter. La rupture, c'était l'isolement, la fin d'un grand et profond dessein ; il traita. « Il n'est pas question de rompre », reprit-il avec vivacité, « la neutralité n'existe plus ; par le fait même de cette discussion, nous avons abandonné la neutralité. Pour justifier devant l'opinion publique la signature du traité, le gouvernement du roi a besoin de voir dans un écrit les assurances de sympathie des deux puissances occidentales. A titre de transaction ne pourra-t-on insérer, non dans un traité, mais dans un protocole qui en précédera la signature, les raisons que nous avons pour expliquer notre réserve, particulièrement en ce qui concerne les séquestrés². »

L'invention était ingénieuse, de cette souplesse où Cavour enveloppait sa ténacité ; les deux diplomates demandèrent à en délibérer, se retirèrent dans un salon voisin et décidèrent d'accepter la proposition de Cavour, mais à condition que le protocole ne serait ni publié ni connu du public, qu'il ne contint aucun engagement pour l'avenir ni aucune opinion ou jugement sur le présent, qu'enfin il se bornât à mentionner la question des séquestrés sans faire allusion aux conditions politiques de l'Italie. Ils préparèrent un projet de protocole dans cet esprit³. En voici le texte :

Le ministre des Affaires étrangères, président du Conseil, exprime

1. Dabormida, *Diario*.

2. Massari, *Vittorio-Emanuele II*, p. 175.

3. Il a été amendé sur quelques points de détail et après la démission de Dabormida, notamment dans la mention du nouveau titulaire des Affaires étrangères.

le désir de son gouvernement d'accéder au traité du 10 avril et regrette de voir, d'après les communications qu'il a reçues des ministres de France et d'Angleterre, que leurs instructions s'opposent à ce qu'ils puissent signer aucune note secrète ou publique par laquelle leurs gouvernements promettraient d'employer leurs bons offices pour engager le gouvernement autrichien à lever les séquestrés des biens situés sur son territoire et appartenant à des sujets sardes. Il désirerait savoir, avant de lier la Sardaigne à la France et à l'Angleterre par un traité d'alliance aussi intime, si quelques circonstances nouvelles, en modifiant la politique de ces puissances, ont motivé la réserve dans laquelle se renferment leurs représentants.

Le ministre de S. M. Britanique, prenant la parole en son nom personnel et au nom de son collègue le ministre de France, répond que les gouvernements alliés, loin d'entretenir vis-à-vis du gouvernement sarde des sentiments moins amicaux que par le passé, croient, au contraire, lui donner une preuve nouvelle de leur amitié en l'invitant à entrer dans leur alliance. En ce qui concerne la question des séquestrés, ils ont souvent, mais toujours en vain, interposé leurs bons offices près du gouvernement de S. M. l'Empereur d'Autriche. Il est évident que si les gouvernements de France et d'Angleterre, dans un traité public ou secret avec la Sardaigne, signaient quelque article qui eût rapport à cette question, cette démarche, en blessant l'Autriche dans son honneur, rendrait la mesure désormais impossible et éloignerait à jamais peut-être la réalisation du but que poursuit le gouvernement sarde.

L'alliance du gouvernement sarde aux gouvernements de Leurs Majestés promet, au contraire, un ensemble de circonstances dans lesquelles les bons offices des puissances pourront se produire avec de meilleures chances de succès.

Ceci constaté, le ministre des Affaires étrangères se déclarait autorisé par son souverain à signer en son nom l'acte d'accession et une convention militaire; on prendrait un jour prochain pour procéder à leurs signatures dès que les ministres de France et d'Angleterre auraient reçu à cet effet les pleins pouvoirs nécessaires.

Pendant que Guiche et Hudson rédigeaient ce texte dans leur salon réservé, les ministres sardes délibéraient à nouveau : Cavour et La Marmora acceptaient protocole et traité, Dabor-mida s'y opposait, Rattazzi hésitait, plutôt hostile. Quand les plénipotentiaires revinrent et lurent leur projet, Cavour, irrité de la lutte, déclara brusquement qu'au nom du gouvernement

royal il acceptait les deux actes. Tous étaient un peu nerveux. Guiche lui demanda s'il ne croyait pas devoir soumettre les textes au monarque. « Le roi n'entre pas dans ces discussions, moi seul suis juge de ce qui doit être dit. — Vous avez mal compris mes paroles », repartit le duc, « il vous appartient de juger ce que vous devez faire; mais à moi de savoir ce que je dois faire. » Cavour réfléchit, et, vers deux heures du matin, se rendit auprès de Victor-Emmanuel : le roi n'hésita pas un instant et approuva le président de son Conseil.

Dabormida donna immédiatement sa démission avec une grande loyauté¹; il se considérait comme trop engagé sur la question des séquestrés pour signer un traité où elle n'était point posée et ajoutait que sa présence eût été un obstacle à la suite des négociations. Cavour prit par intérim le portefeuille des Affaires étrangères, qu'il eût voulu confier définitivement à Massimo d'Azeglio; le chevalier s'excusa sur l'état de sa blessure, « sa maudite jambe² »; en réalité, il ne lui convenait pas de travailler avec ce « diable d'homme », tenace en ses desseins; Paleocapa voulait suivre Dabormida, Cavour lui persuada qu'il n'était pour rien dans l'affaire des séquestrés³; Rattazzi, engagé de la veille dans le débat sur les congrégations, qui lui tenait à cœur, n'hésita point à conserver son portefeuille.

Le lendemain de cette nuit historique, au matin, le duc de Guiche et sir James Hudson étaient mandés par un billet de Cavour, qui leur apprit la démission de Dabormida, l'autorisation donnée par le roi de signer le protocole qui devait précéder l'acte d'adhésion et la convention militaire, ses nouvelles fonctions de ministre des Affaires étrangères. Rendez-vous fut pris dans la soirée pour l'échange des signatures.

A huit heures du soir, ce 10 janvier 1855, le protocole était signé en triple expédition, avec jonction d'un projet d'acte d'adhésion et d'une convention militaire⁴; une convention financière fut ultérieurement passée avec le gouvernement anglais, par laquelle celui-ci avançait de suite, en prêt, un million de livres sterling et s'engageait à fournir même somme si la guerre

1. Degli Alberti, *Per la Storia dell' Alleanza...*, préface, p. xvii-xviii.

2. Cavour à E. d'Azeglio, 10 janvier 1865.

3. Cavour à Oldofredi, 11 janvier 1855, lettre où il remercie Oldofredi et Mauri de leurs « paroles de réconfort ».

4. L'acte d'adhésion fut légèrement remanié, la convention militaire modifiée à plusieurs reprises et jusqu'au dernier moment.

ne finissait pas dans les douze mois. L'acte d'adhésion était fort simple, constatant l'invitation adressée au gouvernement sarde, par les deux puissances alliées, d'accéder à la convention du 10 avril, la volonté du roi de Sardaigne de donner à l'empereur des Français et à la reine de Grande-Bretagne « toutes les preuves d'amitié et de confiance qui sont en son pouvoir », le mandat confié par son monarque au ministre des Affaires étrangères de Sardaigne : « En conséquence, le soussigné... déclare que S. M. sarde accède à la susdite convention en celles de ses clauses dont l'objet n'est pas encore rempli et s'engage notamment à se concerter lorsque besoin sera avec S. M. l'Empereur... et S. M. la Reine... pour procéder, conformément à l'article 2, à la conclusion des arrangements de détail... »

Au protocole du 10 janvier, les signatures sont d'une ferme écriture.

III.

La campagne de Crimée.

Cet acte était l'œuvre de deux hommes, Victor-Emmanuel et Cavour; il est juste de le constater au moment où des douleurs privées allaient « abattre » le roi pendant plusieurs mois¹. Mais seul Cavour sut en tirer parti. Pour obtenir l'accession du Piémont à la ligue des puissances occidentales, il avait lutté pendant huit mois, contre ses amis plus encore que contre ses adversaires; il avait rallié presque tous les ministres, comme demain il ralliera les trois quarts du Parlement, et désormais le Piémont est attaché à la France, mais la France également liée au Piémont. Ce petit royaume, « seul en Italie libre et indépendant² », se hausse brusquement au rang de grande puissance et entre dans la politique européenne; par son action nette, franche, sans réserve, il s'est mis en violent contraste avec la politique cauteleuse de l'Autriche, son ennemie; et ceci est déjà une victoire, qui en présage d'autres et plus décisives.

Dès que le traité fut connu, son importance éclata. « C'est un coup de pistolet contre l'oreille de l'Autriche », s'exclama le diplomate prussien Usedom. A Vienne, le mécontentement

1. En quelques semaines, Victor-Emmanuel avait perdu sa mère, sa femme, son frère.

2. Cavour à M^{me} de Circourt, [janvier] 1855.

était vif, et c'était là maintenant que l'on se demandait avec inquiétude ce que contenait et signifiait le traité conclu par le mauvais voisin ; la presse autrichienne de Lombardie fulminait. En Russie, l'étonnement égalait la colère, et, avant même que le traité fût ratifié, le tsar déclarait la guerre au royaume sarde. « La Russie nous a prévenus. Patience », écrivait Cavour¹. D'Angleterre, arrivaient de vives félicitations pour « la sagesse et le courage manifestés par le Piémont » pour « ses heureux efforts afin d'établir une liberté rationnelle² » ; l'opinion publique était très chaleureuse à Londres. En France, le gouvernement étant satisfait, les journaux étaient louangeurs. En Italie, la cour de Rome demeurait froide et hostile, entendant conserver dans cette guerre une stricte neutralité ; les principautés vassales de l'Autriche étaient, par nature, amères et vexées ; la cour de Naples exhalait « un sentiment de mécontentement et d'envie³ » ; les nationalistes d'Italie étaient partagés, ceux de courte vue regrettaiient que le Piémont dépensât hommes et argent ailleurs qu'en Lombardie, les prévoyants avaient compris. En Piémont même, l'opinion moyenne se ralliait à un acte qui mettait le royaume en si brillante situation, mais « le parti démagogique et le parti clérical avaient fait une ligue étroite et uni leurs efforts pour accumuler toutes les accusations possibles contre le ministère⁴ », leurs journaux reprochaient au Cabinet de mener le pays à la ruine, de sacrifier le sang de la patrie pour une cause étrangère⁵ ; ces exagérations avaient leur habituelle suite : « Le traité d'alliance », écrivait la marquise d'Azeglio, « bien reçu par toutes les personnes sensées, gagne tous les jours en popularité », et elle ajoutait avec une légère pointe d'envie, n'aimant point Cavour, « le ministère est bien chanceux⁶ ».

Pour couper court à toutes discussions, Cavour avait grande hâte que le traité fût ratifié et soumis au Parlement : dès le 12 janvier, il demandait au duc de Guiche d'écrire à Paris pour qu'on abrégât les délais de la réponse, car « il avait peine à contenir l'impatience de la Chambre et le général La Marmora aurait voulu commencer le plus tôt possible les préparatifs du corps

1. Cavour à Alfieri de Sostegno, février 1855.

2. Lord Clarendon à Hudson, 31 janvier 1855.

3. M. Drouyn de Lhuys au duc de Guiche, 26 février 1855. Cf. Thayer, *Life and times of Cavour*, t. I, p. 332.

4. Duc de Guiche à M. Drouyn de Lhuys, 1^{er} février 1855.

5. Masi, *Nell' Ottocento*, p. 259.

6. Marquise d'Azeglio à son fils, 20 janvier 1855.

d'armée qu'il était probablement appelé à commander¹ ». Le 25, le président du Conseil écrivait à Villamarina que le retard de la signature « produit un effet très fâcheux. Les ennemis du traité, et ils sont nombreux dans les salons, s'en servent comme d'un argument pour prouver le peu d'empressement des puissances occidentales à conclure une alliance avec nous². » Le lendemain, 26, enfin, arrivent le traité d'accession et la convention militaire : immédiatement le président du Conseil et le ministre de la Guerre se réunissent aux ministres de France et d'Angleterre ; à deux heures et demie, tout est signé, scellé, définitif.

A peine les signatures échangées, Cavour se rendit à la Chambre des députés et, au milieu d'un profond silence, déposa un bref rapport³ et les deux actes. La discussion s'engagea aussitôt dans les bureaux. Il apparut rapidement que le traité serait vivement discuté, mais ratifié⁴. L'opposition se divisait en trois groupes : la droite faisait valoir l'état des finances très obérées et que chargerait jusqu'à la ruine une expédition coûteuse, l'inutilité de sacrifices sanglants et pour une cause étrangère, la médiocrité du concours donné aux grandes puissances ; l'extrême gauche déclarait, avec Tecchio, que « le traité nous rend complices de l'oppression des peuples et nous jette impuissants, désarmés, ruinés à la merci de l'étranger », et quel étranger ! d'une part, l'empereur des Français, l'ennemi de toute liberté ; d'autre part, l'empereur d'Autriche, « le principal exécutant du concert européen »⁵ ; enfin, le parti génois redoutait les conséquences économiques et vingt députés présentaient une pétition contre le traité qui anéantirait, disaient-ils, le commerce florissant de Gênes avec Odessa. Mais, par contre, les gros partis de l'Assemblée, droite et gauche modérées, semblaient décidés à approuver le traité. « Je compte sur une majorité de trente voix », écrivait Cavour le 29 janvier⁶.

La nomination de la commission spéciale ne fut point pour

1. Duc de Guiche à M. Drouyn de Lhuys, 12 janvier 1855.

2. Cavour à Villamarina, 25 janvier 1855.

3. Artom et Blanc, *Oeuvre parlementaire de Cavour*, p. 231-234.

4. Sur ces débats, Orsi, *la Guerra di Crimea e il Parlamento subalpino*, dans la *Rivista d'Italia*, octobre 1918, p. 151 et suiv.

5. En février 1855, Mazzini publiait une adresse à l'armée sarde, représentant le départ de celle-ci pour la Crimée comme imposé par l'Autriche et favorable « aux intérêts mercantiles de l'Angleterre comme aux intérêts politiques de l'Empereur des Français. »

6. Cavour à E. de La Rue, 29 janvier 1855.

déplaïre au Cabinet, tous ses membres étaient favorables au traité, sauf un, le bouillant Brofferio. Lanza fut chargé du rapport, qu'il rédigea en fort bons termes, modérés et sensés, et déposa à la Chambre le 2 février. La discussion s'engagea trois jours après et chaque parti affirma son opinion, notamment la droite par Revel, l'union des centres par le général Durando, l'extrême gauche par Brofferio ; l'histoire a enregistré les paroles lapidaires du dernier : « L'alliance est économiquement une grande légèreté, militairement une grande folie, politiquement une mauvaise action. » Le président du Conseil prit la parole le 6 février pour soutenir d'un grand discours la ratification du traité¹. Après en avoir, à larges traits, exposé l'historique, il aborde directement la question : « Avant tout, le gouvernement a dû considérer en quel sens la guerre d'Orient pouvait influer réellement sur l'état de nos affaires, et si vraiment nos intérêts matériels et politiques nous conseillaient d'y prendre part. » Si la Russie remporte la victoire, elle « acquerra une prédominance absolue dans la Méditerranée, une prépondérance irrésistible en Europe. Eh bien, Messieurs, l'une et l'autre de ces conséquences ne pourraient qu'être fatales aux intérêts du Piémont, de l'Italie ». Après avoir exposé dans leur détail « les immenses intérêts engagés pour nous dans la guerre d'Orient », l'orateur examine « comment la question de notre participation à la guerre doit être envisagée au point de vue pratique. Nous n'avions que l'un de ces deux partis à prendre : accéder au traité ou rester neutres ». En fait, la neutralité était impossible matériellement, « car nous ne pouvions rester neutres sans entraver indirectement, et d'une manière tout à fait indépendante de notre volonté, les opérations des puissances occidentales, et sans faire les affaires de la Russie » ; moralement, parce que « la neutralité nous aurait fait perdre les sympathies du grand parti libéral européen, qui s'est résolument déclaré en faveur de la guerre. Si, contre tous nos intérêts, nous avions refusé d'y prendre part, après y avoir été invités, nous aurions vu baisser aussitôt la considération que les hommes éclairés ont pour le Piémont : c'eût été un grand malheur... L'alliance était donc inévitable ». Certes, le président du Conseil ne dissimule point tous les inconvénients de l'accession : charges financières, objections économiques, difficultés militaires, conséquences politiques ; mais il faut les opposer aux

1. Artom et Blanc, *Œuvre parlementaire de Cavour*, p. 234 à 262.

avantages. « Notre entrée dans l'alliance est-elle nuisible ou avantageuse à l'Italie? Voilà le point à résoudre, la question à laquelle il faut répondre. Eh bien, je dis que le traité sera très utile à l'Italie. Nous sommes entrés dans l'alliance en maintenant nos sympathies comme nous maintenions nos principes à l'intérieur. Nous n'avons donc pas caché notre haut intérêt pour l'avenir de l'Italie et le très vif désir que nous avons toujours nourri de voir un jour son sort amélioré. Mais comment, me dira-t-on, ce traité pourra-t-il servir la cause de l'Italie? Je réponds qu'il la servira de la seule manière qu'il soit possible dans la situation où se trouve actuellement l'Europe. L'expérience des dernières années, l'expérience des siècles a démontré... combien peu ont valu à l'Italie les conjurations, les complots, les révolutions, les mouvements désordonnés... La condition principale de l'amélioration du sort de l'Italie, celle qui passe avant toutes les autres, est de relever sa renommée, de faire que toutes les nations du monde, que les gouvernements, que les peuples rendent justice à ses qualités. Pour cela, deux choses sont nécessaires : il nous faut d'abord prouver à l'Europe que l'Italie a assez de sagesse civile pour se gouverner librement, qu'elle est en situation de se donner la forme du gouvernement la plus parfaite. Il faut, en second lieu, établir que la valeur militaire est en Italie ce qu'elle y était du temps de nos aïeux... La gloire que nos soldats sauront rapporter des rives de l'Orient fera plus pour l'avenir de l'Italie que n'ont fait toutes les déclamations du monde... »

Ainsi parla Cavour. Grande éloquence? Non, mieux : une parole claire au service d'une argumentation sensée, toute de raison, ne disant que ce que voulait le ministre et omettant, sans fraude ni imprudence, les autres et plus fortes causes de la convention. Bref, le langage d'un homme d'État.

La délibération se prolongea encore trois séances, nerveuses, fertiles en incidents, dont un fort vif entre Revel et Cavour; le leader de la droite en donna sa démission de dépit, la Chambre lui demanda de la reprendre, sur l'initiative de Cavour, généreux à pardonner à ceux qu'il avait houssillés. Enfin, le 10 février, la convention fut approuvée par 101 voix contre 60, majorité légèrement supérieure à celle pronostiquée par Cavour. Les centres avaient voté en bloc pour le Cabinet; la minorité comprenait la droite, tenace en sa rancune, l'extrême gauche,

quelques députés génois. Détail piquant, le marquis Gustave de Cavour avait voté contre la convention passée par son frère.

Le président du Conseil porta de suite les actes au Sénat ; dans une assemblée où le parti conservateur était fortement représenté, il avait « de sérieuses craintes sur le sort de la loi » et pourchassait ses partisans pour le vote¹. En fait, le débat était épuisé, le pays avait pris son parti avec une netteté telle que la Chambre haute ne pouvait s'y opposer ; la convention avait au Sénat un défenseur de splendide envergure, Massimo d'Azeglio ; enfin les deuils dont était accablé le roi empêchaient plusieurs sénateurs, ses amis personnels, de critiquer publiquement un acte dont il était le partisan, voire même l'inspirateur notoire. Cavour n'eut presque pas à intervenir. Le 3 mars, le Sénat approuvait les conventions par 65 voix contre 27. Le lendemain, les ratifications étaient échangées entre Cavour et les plénipotentiaires anglais et français ; le même jour, 4 mars, le roi notifiait l'alliance au pays, dans un manifeste, œuvre du président de son Conseil, où « il rappelait à leur antique loyauté ses peuples aimés, ses vaillants soldats, confiant dans la protection de ce Dieu qui depuis plus de huit siècles a conduit à de glorieux succès la monarchie de Savoie² ».

Les hautes parties contractantes travaillèrent à l'exécution immédiate du traité. La convention financière avec l'Angleterre regardait uniquement Cavour, muni des deux portefeuilles des Finances et des Affaires étrangères : sa compétence en matière bancaire, ses relations personnelles à Londres lui simplifiaient la besogne, et très heureusement pour son pays, car, il le confessait sans ambages, « lorsque nous avons signé le traité, nous étions loin de nous imaginer combien sont énormes les dépenses d'une expédition de la nature de celle que nous allons entreprendre³ » ; encore fallut-il qu'il pressât l'Angleterre « de ne pas marchander avec nous » ; dans l'ensemble, il n'y eut point grandes difficultés ici.

Mais il n'en fut pas de même pour la convention militaire, apanage du ministre de la Guerre ; le général Alphonse La Mar-

1. Cavour au marquis Sauli, sénateur, 12 février 1855.

2. Le 13 mars, en suite de son accession à la convention du 10 avril, la Sardaigne signait un traité avec la Turquie.

3. Cavour à E. d'Azeglio, 23 avril 1855. De nombreuses lettres adressées au ministre sarde à ce sujet ont été publiées par Bianchi, *la Politique de Cavour de 1852-1861*, p. 36 et suiv.

mora avait été désigné pour le commandement du contingent sarde, et le monarque n'avait pas le choix, c'était le seul homme de guerre du royaume; la charge entière de l'expédition lui incombaît donc comme ministre et comme général en chef; il partit pour s'entendre avec les cabinets alliés¹; peut-être fut-il reçu à Paris avec quelque distraction — le maréchal Vaillant croyait que l'armée sarde était « à la solde de l'Angleterre » — et à Londres avec quelque hauteur: « il est très difficile de tirer quelque chose des Anglais et surtout de Russell », lui avait annoncé Napoléon III. A ce moment, quelque frottement se produisait entre les deux grands alliés, sur le transport des troupes, sur le voyage en Crimée projeté par l'empereur et redouté de l'Angleterre; ce n'était point pour simplifier la tâche de La Marmora, qui avait son franc-parler; bref, de légers malentendus se formèrent qui soulevèrent « l'irritation du Cabinet anglais² » et s'aggravèrent lorsque La Marmora se trouva devant Sébastopol, isolé de tout conseil immédiat. Grâce à un vigoureux travail, le roi put passer en revue le contingent expéditionnaire le 14 avril au champ de manœuvres d'Alexandrie³, — et à la fin du mois les troupes s'embarquèrent pour la Crimée. Il faut le reconnaître, pour une armée point préparée à pareille opération, où il avait fallu tout improviser, cette promptitude constituait un vrai succès.

Pendant ces préparatifs et l'ardente bataille sur la loi des congrégations, Cavour suivait deux négociations importantes, suites du traité avec les puissances alliées, l'une relative aux relations avec l'Autriche, l'autre concernant la participation du Piémont aux conférences internationales.

L'alliance avec l'Angleterre et la France amenait le gouvernement sarde à envisager la modification de ses rapports avec la cour de Vienne. Cavour comprenait que, pour traiter en égal, il fallait participer aux négociations où l'Autriche, quoique non belligérante, avait une part importante. Dès le 25 janvier 1855, il écrivait à Villamarina: « Si vous voyez le général Nugent, tout en lui répétant que le Piémont ne se rapprochera pas d'une

1. D'après les lettres adressées de Paris et de Londres par La Marmora. *Degli Alberti*, p. 102 et suiv.

2. Cavour à La Marmora, avril 1855.

3. « Gran concorso, emozione generale », note le colonel Cadorna dans son *Journal*. L. Cadorna, *Il generale Cadorna nel Risorgimento italiano*, p. 52.

ligne de l'Autriche tant que les biens d'un seul de ses citoyens sera frappé (*sic*) de séquestration, tâchez de lui faire comprendre que nous ne demandons pas mieux que de voir se rétablir de bons rapports entre les deux gouvernements¹. » M. Drouyn de Lhuys désirait vivement un rapprochement de deux puissances dont l'une était l'alliée et l'autre paraissait l'amie de la France : il invita donc ses représentants à Turin et à Vienne à s'entretenir discrètement, et, à la fin de janvier, le duc de Guiche s'en entre tint avec le président du Conseil ; celui-ci déclara qu'il n'avait aucun sentiment hostile envers l'Autriche, fit allusion à une mainlevée des séquestrations qui pourrait avoir, comme « satisfaction réciproque », des poursuites contre les journaux coupables d'offense envers le gouvernement autrichien, ou même, « dans le cas où il serait démontré que la loi sur la presse est inefficace », la modification de cette loi². Et il écrivit le lendemain à son chargé d'affaires à Vienne une lettre fort raisonnée³. Le marquis Cantono s'activa avec beaucoup de finesse à cette œuvre de réconciliation et pendant quelques semaines « les tendances à un rapprochement entre les cours de Vienne et de Turin prirent un caractère de plus en plus marqué⁴ ». Malheureusement, l'ambassadeur de France, M. de Bourqueney, qui secondait habilement les négociations du diplomate sarde, remarquait « une répugnance de François-Joseph à se rapprocher de la cour de Sardaigne, au moment même où ses rapports avec le Saint-Siège viennent de recevoir une nouvelle et si fâcheuse atteinte⁵ ».

Néanmoins, on cherchait quelque *combinazione* qui permit le rapprochement désiré, et, en tout cas, il importait à Cavour de démontrer au gouvernement français sa bonne volonté, que seule arrêtait l'apréte autrichienne : il adressa au marquis Cantono une nouvelle lettre très conciliante, d'une subtilité raffinée, un peu à la manière de Talleyrand : « Une fois l'obstacle des séquestrations levé », écrivait-il, « nos rapports avec la cour de Vienne doivent nécessairement se modifier et devenir plus réguliers et

1. Mayor, *Nuove Lettere di Cavour*, 25 janvier 1855.

2. Le duc de Guiche à M. Drouyn de Lhuys, 1^{er} février 1855.

3. Cavour au marquis Cantono, 1^{er} février 1855. Bianchi, *Storia documentata*, t. VII, p. 200. Il n'y était d'ailleurs pas fait allusion à une modification de la loi sur la presse.

4. M. Drouyn de Lhuys au duc de Guiche, 26 février 1855.

5. Par le dépôt de la loi sur les congrégations.

plus intimes... Le ministère actuel ne renie pas son passé ; il est loin de proclamer qu'il est devenu indifférent au sort de l'Italie... Mais ces sentiments ne nous empêchent pas de comprendre dans toute leur étendue les nécessités que les conditions actuelles de l'Europe nous imposent ni de méconnaître les devoirs qui sont la conséquence de traités contractés avec franchise et loyauté... Il est évident que le sort des autres provinces italiennes ne peut s'améliorer que par l'action libre et spontanée des souverains qui les gouvernent... La cruelle expérience de ces dernières années et plus encore les coupables folies du parti mazzinien ont ouvert les yeux à bien des gens et dissipé bien des illusions. Les esprits, dans bien des endroits, et dans les provinces lombardo-vénitiennes surtout, revenus à des idées positives, sont disposés à accueillir avec sincérité et avec reconnaissance une politique de conciliation. Que l'Autriche l'essaie, et certes elle n'aura pas lieu de s'en repentir¹.

Nous savons que « la lettre confidentielle de M. de Cavour, communiquée à Vienne par le chargé d'affaires de Sardaigne, avait produit une très favorable impression² » ; on le croira sans peine ; prise à la lettre et au sérieux, elle constatait l'abandon par le Piémont de ses grands desseins. Oignez vilain... ; la *combinazione* offerte par le Cabinet autrichien se bornait à autoriser les nouveaux sujets sardes à vendre leurs biens séquestrés en Lombardie, mesure que le quai d'Orsay reconnaissait lui-même « avoir quelque chose de choquant au point de vue des traités entre la Sardaigne et l'Autriche ». Le Cabinet de Turin ne pouvait donc qu'enregistrer son échec et probablement est-ce cela même qu'avait désiré Cavour ; car, quelques semaines après, le duc de Guiche — devenu duc de Gramont par la mort de son père — écrivait à son département : « Le Cabinet de Turin paraît avoir complètement renoncé à toute démarche tendant à le rapprocher du gouvernement autrichien. La froideur et la mauvaise volonté qu'il a rencontrées, tout récemment

1. Cavour au marquis Cantono, 17 mars 1855. Mayor, *Nuove Lettere*, p. 235. M. Bolléa, *Una « Silloge » di Lettere*, p. 69, n. 1, pense que ces instructions sont de janvier 1855 ; il nous semble qu'elles sont postérieures à celles du 1^{er} février, marquant une progression dans l'esprit de conciliation, et qu'elles sont visées dans la lettre de M. Thouvenel en date du 7 avril 1855. Si cette lettre est de janvier, Cavour en a écrit une autre dans le même esprit en mars.

2. M. Thouvenel au duc de Guiche, 7 avril 1855.

encore, de la part du comte de Buol, l'ont éclairé sur les chances d'un accommodement. Après de véritables avances, la Sardaigne n'a pas même recueilli quelques-unes de ces paroles obligeantes qui, à défaut de faits, se prodiguent assez volontiers à Vienne¹. » Ainsi Cavour, ses avances repoussées, était en mesure de déclarer qu'il reprenait sa libre conduite dans les affaires italiennes.

Durant ces négociations, une nouvelle conférence s'était tenue à Vienne², sans le Piémont, à son dépit. La participation aux débats internationaux nés de la guerre avait été une des ambitions, parfaitement légitimes, du gouvernement sarde dès le début des délibérations sur l'alliance : qui dépense sang et argent a droit d'en connaître l'emploi. Lors donc que les puissances belligérantes se réunissaient à Vienne, auprès d'une cour neutre, il sembla au Piémont, belligérant aussi, que sa place y était également. Nulle invitation ne vint. Le 22 mars, Cavour envoyait à son délégué en France, Villamarina, une dépêche, dont celui-ci devait laisser copie au ministre du quai d'Orsay, exprimant ses regrets que « le Piémont, sans représentant accrédité à Vienne, ne pût prendre une part quelconque aux conférences qui se sont ouvertes dans la capitale de l'Autriche... Cette circonstance place la Sardaigne dans une position non moins fâcheuse qu'exceptionnelle³ ». Et il exprimait l'espérance que « si les négociations de Vienne amenaient la signature d'un traité de paix, ce traité ne pourrait avoir lieu sans que la Sardaigne y prit une part directe ». M. Thouvenel, qui faisait l'intérim du ministère pendant que M. Drouyn de Lhuys était à Vienne, lord Clarendon, qui avait reçu analogue communication, n'y répondirent que par de vagues promesses ; Cavour était mécontent.

Le Piémont ne fut donc point convié aux conférences de Vienne ; elles se terminèrent médiocrement, sur un protocole en six articles tentant de régler tous les litiges d'Orient, mais qui ne donnait pas satisfaction à l'Angleterre ; à son retour à Paris, M. Drouyn de Lhuys, désavoué par l'empereur Napoléon, se retira avec dignité du quai d'Orsay et fit place à M. Walewski⁴.

1. Le duc de Gramont à M. Walewski, 15 juin 1855.

2. On comptait que la mort de Nicolas, survenue le 5 mars, pourrait amener une détente entre les belligérants.

3. Cavour à M. de Villamarina, 22 mars 1855 ; à E. d'Azeglio, 11 avril 1855.

4. D'Harcourt, *les Quatre ministères de M. Drouyn de Lhuys*, p. 142 et suiv.

M. Thouvenel, directeur des Affaires politiques, était nommé ambassadeur à Constantinople; le gouvernement sarde se trouvait donc en présence d'un ministère entièrement renouvelé; il en profita pour reprendre la question de sa participation aux conférences.

Cavour avait été absorbé pendant quelques semaines par la crise politique née de l'incident Calabiana¹: dès qu'il fut confirmé dans ses fonctions de ministre des Affaires étrangères, il écrivit au marquis de Villamarina une longue dépêche pour exposer l'opinion de son gouvernement sur les négociations de Vienne² et peu de jours après il s'expliquait très nettement avec M. de Gramont sur les protocoles qui en étaient résultés. « En premier lieu », dit-il au diplomate français, « le cabinet de Turin s'est montré, sinon blessé, du moins surpris, de n'avoir aucune communication directe et de n'avoir appris le détail des conférences que par la publication qui en a été faite par les journaux. » Critiquant les protocoles qui préparaient la paix même pour la Sardaigne et malgré l'absence de celle-ci, il en concluait : « Le Piémont est placé en dehors du concert européen qui doit succéder à l'état actuel. » Il déclarait qu'une fâcheuse impression en était résultée dans le pays. « On craint », ajouta-t-il, « que l'amitié de la France et de l'Angleterre se borne pour l'avenir, comme pour le passé, à une abondance de paroles vaines et sympathiques, sans qu'aucun avantage résulte de cette affection stérile³. » Et, de fait, les adversaires du traité, ceux de droite comme ceux de l'extrême gauche, ne manquaient pas de dauber sur cette guerre inutile; mieux eût valu se rapprocher de l'Autriche en sacrifiant la constitution — insinuaient les premiers; il eût été préférable de laisser les soldats sur le Tessin — clamaient les seconds.

A ce moment, Cavour passait le département des Affaires étrangères à celui des ministres qui l'avait, en Conseil, le plus fortement appuyé pour réclamer l'accession à l'alliance, Cibrario (31 mai). Mais lui-même continua à diriger, en fait, la politique extérieure : Cibrario fut pendant quelques mois ce qu'au XVIII^e siècle on appelait un « premier commis », excellent d'ail-

1. Au cours du débat sur les congrégations et qui amena la démission temporaire du cabinet.

2. Cavour à M. de Villamarina, 15 mai 1855.

3. D'après une dépêche de M. de Gramont à M. Walewski, 23 mai 1855.

leurs, sûr, prévoyant, collaborateur de premier ordre, mais traduisant une inspiration que Cavour ne cessa de donner, tant qu'il fut ministre, personnelle, à la marque de son génie.

Le lendemain même de sa nomination, Cibrario envoyait à son représentant à Paris une note revendiquant le droit pour la Sardaigne de prendre part aux négociations de paix, « droit reconnu, disait-il, en principe par le gouvernement français », et dont il importait maintenant de préciser les modalités¹. Des négociations très serrées s'ensuivaient entre les Cabinets français et anglais et, après de multiples dépêches², le 17 juin M. Walewski remettait au marquis de Villamarina une note-réponse constatant l'accord des deux gouvernements pour admettre que le « plénipotentiaire sarde prendrait part à toutes les discussions dans lesquelles les intérêts particuliers de la Sardaigne se trouveraient impliqués ; les représentants de la France et de l'Angleterre auraient soin de le tenir complètement informé des ouvertures ou des projets d'intérêt général qui seraient produits ou discutés dans les séances auxquelles il ne serait point appelé ; le délégué sarde signerait le traité final ».

Cette solution ne donnait point satisfaction au gouvernement sarde, qui entendait être traité en égal, non en « moindre puissance », et Cibrario en marqua quelque aigreur. « Les grandes puissances veulent s'octroyer un monopole », répliqua-t-il à M. de Gramont : et celui-ci d'observer avec finesse dans sa correspondance : « Je ne sais si le comte de Cavour eût pensé comme M. le chevalier Cibrario, mais certainement il ne l'eût pas dit... Il sait la force, la richesse, la valeur de son pays... ; il a un but, il y marche³. »

Le débat continua toute l'année et ne se termina, à la veille même du Congrès, qu'à l'avantage de la Sardaigne.

Une maladresse de Napoléon III souleva de nouvelles plaintes : dans le discours impérial à l'ouverture du corps législatif, où les troupes anglaises étaient couvertes d'éloges, il n'était mot du corps sarde ; d'où « quelque amertume » pour le Cabinet de Turin, vives attaques de l'opposition : le ministère a sacrifié le pays uniquement « pour se faire soutenir par le gouvernement

1. Cibrario à Villamarina, 1^{er} juin 1855.

2. Notamment lord Clarendon à lord Cowley, 13 juin ; Walewski à Persigny, 15 juin 1855.

3. Le duc de Gramont à M. Walewski, 4 juillet 1855. Cf. *Degli Alberti*, p. xv.

de l'Empereur¹ ». Une note au *Moniteur universel*, le 12 juillet, dut donner des explications de nature à satisfaire le Piémont ; une phrase, parmi d'autres, y était de haute importance et l'on s'en réjouit à Turin : « Associés dans la guerre », y était-il écrit, « les gouvernements anglais, français, piémontais, le seront encore dans les négociations, lorsque la paix sera conquise par les armes. Dangers, honneurs et avantages, tout sera partagé. »

Cependant les troupes sardes étaient arrivées en Crimée, prêtes à se battre². Les débuts de l'expédition ne furent point heureux : les soldats avaient débarqué en pleine épidémie de choléra ; avant même que de se mettre en ligne, ils avaient été frappés et des centaines d'Italiens mouraient du mal impitoyable, « plus de 100 cas et jusqu'à 65 morts par jour, c'était déchirant³ ». Turin en était d'autant plus ému que plusieurs officiers appartenant à la meilleure société piémontaise étaient enlevés, le général Alexandre La Marmora, frère du général en chef, un Saint-Marsan, un Casati. Les moins atteints écrivaient des lettres décourageantes, et, à la demande des gouvernements alliés, Cibrario était obligé de les rappeler à la discréption. Le général sarde Alphonse La Marmora avait des démêlés avec les généraux alliés. Cavour en recevait l'écho par son représentant à Londres, E. d'Azeglio, et il était encore contraint d'intervenir : « Persuadé que ces plaintes sont injustes », écrivait-il dans une lettre intime au général, « cependant je crois devoir te conjurer d'éviter toute cause ou prétexte de mésintelligence⁴. »

Lui-même rencontrait partout des difficultés. Tension nouvelle avec l'Autriche, et celle-là n'était point pour lui déplaire. Rupture diplomatique avec le gouvernement de Florence : la nomination d'un secrétaire à la légation sarde, le comte Antoine Casati, avait offusqué Baldasseroni, président du Conseil des

1. Le duc de Gramont à M. Walewski, 11 et 18 juillet 1855.

2. Sur l'action du corps d'armée sarde, Manfredi, *la Spedizione sarda in Crimea nel 1855-1856*, d'après les archives de l'État-major, et un intéressant volume : *Ricordo pittorico-militare della spedizione sarda in Oriente*, publié par l'État-major.

3. La Marmora à Cavour, 16 juin 1855. Bolléa, *Una « Silloge » di Lettere*, p. 76.

4. Cavour au général Alphonse La Marmora, 30 juillet 1855. Et celui-ci de répliquer, au lendemain de la Tchernaya, par des protestations contre « les prétentieux griefs des généraux en chef » et par des plaintes contre « ces brouillons de diplomates de Paris et de Londres » (La Marmora à Cavour, 17 août 1855). Bolléa, *Una « Silloge » di Lettere*, p. 77.

ministres toscan, parce que le père du jeune diplomate était un émigré lombard, récemment nationalisé sarde ; Baldasseroni s'en expliqua avec une vivacité telle que le Piémont rappela sa légation, et ce minuscule incident, évidemment exploité par le Cabinet de Vienne, s'enfla, grossit, énorme, avec intervention des cours de France et d'Angleterre, dépêches, propositions, contre-propositions et vétilles de protocole, « une tempête dans un verre d'eau », écrivait sir James Hudson¹ ; Cavour prenait tout ce tapage assez gaillardement. « Ce qu'il y a de mieux à faire pour la question de Toscane, c'est de n'en plus parler », écrivait-il en novembre². Et il fallut six mois de correspondance pour rétablir un *statu quo* sans aménité.

Virulente attaque du pape, enfin : alors que le marquis Migliorati, chargé d'affaires sarde à Rome, annonçait que l'Église reconnaissait « les faits accomplis », Pie IX convoquait brusquement le consistoire pour lancer l'excommunication majeure « contre tous ceux qui, dans le royaume subalpin, n'ont pas craint de proposer, approuver et *sanctionner* les lois et décrets contraires aux droits de l'Église, ainsi que leurs mandants, auteurs, conseillers, adhérents et exécuteurs³ ». Le roi était personnellement visé comme ayant donné la *sanction*. Mais l'effet du bref pontifical fut contraire à celui voulu par le Vatican, car, en Piémont, même les catholiques déclaraient qu' « il ne faut pas confondre la religion de leur conscience avec la politique des hommes violents » ; une partie du clergé contestait le bref papal par des arguments théologiques tirés de la mission de l'Église⁴ ; la France, fille ainée de la catholicité, « faisait entendre quelques représentations à Rome⁵ ». Et Cavour écrivait en plaisantant : « Le pape nous a fulminés..., mais il accorde l'autorisation aux curés de recevoir les salaires que la caisse leur alloue... Le clergé, recevant l'argent des couvents, n'aura pas bonne grâce à maudire la main qui le secourt⁶. »

A l'intérieur, autres difficultés : les partis extrêmes s'agitaient ; leurs journaux jetaient feu et flamme contre le Cabinet, contre

1. Sir James Hudson à La Marmora, 22 octobre 1855. *Degli Alberti*, p. 210.

2. Cavour à E. d'Azeffio, octobre ou novembre 1855.

3. Bref du pape, 26 juillet 1855.

4. Le duc de Gramont à M. Walewski, 8 août 1855.

5. M. Walewski au duc de Gramont, 15 septembre 1855.

6. Cavour à E. d'Azeffio, 7 août ; à Santa-Rosa, 9 août ; à La Marmora, 14 août. Cf. Leti, *Roma e lo Stato Pontificio dal 1849 al 1870* (1911), p. 334.

le pape, contre l'empereur des Français, contre l'expédition de Crimée. Le roi, déprimé par ses malheurs privés, s'occupait difficilement d'affaires publiques. Le pays était découragé par l'inaction du corps expéditionnaire, « une chose lamentable », confessait Cavour dans l'intimité. Et, comprenant que sa vie politique se jouait sur l'expédition, il ajoutait avec mélancolie : « Je sens ma fin approcher ! »

Brusquement, tout changea. Le 16 août, les Russes attaquèrent à l'improvisée le secteur tenu sur la Tchernaïa par le contingent sarde : un avant-poste se replia avec méthode, les deux divisions sardes accoururent à la rescoufle et réagirent fortement ; la bataille continua sur la droite, au pont de Traktir, et les troupes françaises s'engagèrent². Au soir, les Russes se sauvinrent en désordre, ayant éprouvé de lourdes pertes. C'était la victoire, due à la vaillante résistance des Italiens, et que le général La Marmora annonça au roi dans un télégramme empreint de fierté et de modestie³.

L'enthousiasme fut vibrant à Turin, dans tout le royaume, d'autant plus que profonds avaient été la déception et le découragement. Cavour traduisait exactement le sentiment unanime lorsqu'il écrivait : « Ce glorieux fait d'armes a relevé l'esprit public. Nous en avions grand besoin⁴. » Au Parlement, la nouvelle en fut accueillie aux cris de : « Viva il Re ! Viva Alfonso⁵ ! » De Paris, de Londres arrivaient de chaleureux télégrammes louant avec joie la « valeur sarde ». Les défaites de 1848 et de 1849 semblaient vengées⁶ : pour l'armée sarde, le jour de gloire était arrivé. D'aucuns, qui demandaient la veille pourquoi le Piémont était allé en Crimée, le comprenaient maintenant.

Il semble que ce succès, secondaire, mais brillant, ait désembourré le « char de l'État ». Les batailles se succédaient autour de Sébastopol ; si les Sardes n'y prenaient plus une part active,

1. Cavour à La Marmora, 30 juillet, 14 août 1855. L. Cadorna, *Il generale Cadorna*, p. 65.

2. Général Govone, *Mémoires*, p. 94-95 ; C. Rousset, *Histoire de la guerre de Crimée*, t. II, p. 347 et suiv.

3. Les Italiens eurent 25 tués et 200 blessés à la bataille de la Tchernaïa ; ils perdirent pendant la campagne 2,000 hommes de maladie.

4. Cavour à Santa-Rosa, 22 août 1855.

5. Alphonse La Marmora, général en chef du contingent sarde.

6. Degli Alberti, *Per la Storia...*, p. xvii.

au vif regret de Cavour et de ses amis¹, ils participaient à la gloire de l'armée alliée, prise dans son ensemble. Le 10 septembre, Sébastopol était abandonné par les Russes; Cavour répondait aux télégrammes des alliés par de réciproques félicitations, réclamait un *Te Deum* dans la cathédrale de Turin et résumait en ces termes heureux le résultat de la campagne sarde : « L'Italie et le Piémont ont suffisamment grandi dans l'opinion européenne; ils se sont réabilités. Le souvenir de Novare est moralement réparé, et c'est beaucoup². » Mais ce n'était pas tout. Il s'agissait d'en tirer parti dans les négociations de la paix; le roi et Cavour se rendirent à Paris et à Londres pour pressentir les pensées des puissants alliés.

En faisant entrer le Piémont dans l'alliance franco-anglaise, Victor-Emmanuel et Cavour ont réalisé un de ces actes à longue portée qui exercent une influence profonde sur la destinée même des nations; par de tels actes, l'homme d'État fait l'histoire. Le petit royaume de Sardaigne était jusqu'alors serré entre deux puissants voisins, humilié par les désastres de 1848 et 1849, contraint à une politique d'économies et de « concentration³ » : mais, seul en Italie, il avait une dynastie nationale et était demeuré fidèle au Statut, sauvegarde des libertés. Par l'acte de janvier 1855 et la participation aux victoires de Crimée, il sort de sa situation mesquine pour entrer dans la politique européenne, où il parlera, non dans son seul intérêt, mais comme représentant de l'Italie entière, car il a gagné la confiance de tous les « patriotes ». Il a une foi nouvelle dans son avenir : à la force matérielle de l'Autriche, il oppose la force morale du droit, appuyée sur une double et puissante alliance. Dès lors, les grandes espérances lui sont permises, qu'un génie, tout ensemble subtil, prudent et audacieux, transformera en de splendides réalités.

Paul MATTER.

1. Cavour à Rattazzi, 11 septembre 1855.

2. Cavour à La Marmora, 28 septembre 1855.

3. Orsi, *Cavour and the making of modern Italy*, p. 148.

MÉLANGES ET DOCUMENTS

LA JOURNÉE DE HUIT HEURES

ET

LES VIGNERONS DE SENS ET D'AUXERRE DEVANT LE PARLEMENT
EN 1383-1393

La question de la durée de la journée de travail, qui trouble si profondément, à l'heure présente, toute notre économie sociale, n'a pas affecté une gravité moindre dans nos communes du moyen âge, à certaines époques calamiteuses où le fléau des guerres, les famines, les mortalités, en raréfiant la main-d'œuvre, incitaient les éléments subsistants à éléver leurs prétentions ou seulement à défendre épurement, contre le retour offensif des exigences patronales, certaines habitudes de relâchement introduites, en des temps plus prospères, dans les rapports du capital et du travail.

Nous avons donné de ces faits, pour plusieurs époques du XIV^e siècle, quelques démonstrations significatives, en ce qui concerne la ville d'Amiens. Peut-être est-il plus intéressant encore d'en relever, vers le même temps, de nouveaux exemples, dans un milieu quasi tout agricole, où de tels conflits semblent, à première vue, plus inattendus que dans ce foyer déjà effervescent d'industrie avancée ou de travail concentré et de grande production qu'était une commune du Nord.

Nous avons cette fois, par surcroit, la bonne fortune de rencontrer, dans un arrêt détaillé du Parlement, un exposé très précis et en partie double des faits, c'est-à-dire les deux versions adverses des intéressés. Si l'arrêt rendu par la Cour est un monument d'équivocité et de subtilité juridique, qui semble s'ingénier, comme à plaisir, à laisser les deux parties en présence, sans même tenter d'arbitrer ou de concilier leurs prétentions, cette double version ne nous laisse rien ignorer des mobiles et des péripéties du drame. On y verra qu'aucun des phénomènes ou des symptômes de guerre économique, que nous sommes tentés de croire particuliers à notre temps et caractéristiques de l'état présent de nos mœurs — manœuvres de sous-production dans un dessein de solidarité ouvrière ou, comme nous disons, grève des bras croisés, vengeances des ouvriers, sabotage du

fonds ou des instruments de travail, coalition des employeurs, etc. — n'était ignoré de ces époques reculées, tant il est vrai que, l'homme changeant à peine au cours des siècles, ce sont les formules seules de ses revendications ou de ses colères qui changent, c'est-à-dire les mots, non ses passions et les excès où elles l'entraînent.

Nous voulons parler ici d'un conflit qui s'éleva, à la fin du XIV^e siècle, entre les gens d'église, nobles et bourgeois de Sens et d'Auxerre, propriétaires de vignes d'une part, et la plèbe des gens de labour, vigneron travaillant à la journée ou à la tâche, eux-mêmes ou la plupart d'entre eux petits propriétaires ou tenanciers en leur particulier, au sujet du maintien de la journée de huit heures et du salaire de cinq sous défendus par ceux-ci, contestés par ceux-là, en dépit d'un assez long usage que les circonstances viennent de retourner contre les employeurs.

Qu'on nous permette un bref exposé des faits, simple résumé des textes qui suivent et qui peuvent presque se passer de commentaires.

Exactement à dix ans d'intervalle (juillet 1383-juillet 1384, mars-juillet 1393), le mouvement débute, dans l'une et l'autre ville, par les mêmes symptômes : tout d'abord une ordonnance du roi, rendue sur la plainte des propriétaires, dénonce les méfaits des ouvriers et ceux des gardes, sergents, messiers, qui semblent d'accord avec eux pour ajouter à la carence du travail le pillage des récoltes ; mais à Sens, où l'explosion paraît avoir été plus soudaine et le mal plus profond, l'agitation dure une année entière. Non contents de braver les foudres royales, les vigneron s'assemblent hors la ville, sur la colline de Saint-Martin-du-Tertre, alors couverte de vignes et dominée par l'éperon de l'église, que nous retrouverons, en d'autres études, comme l'Aventin de la plèbe sénonnaise toutes les fois qu'elle eut à se concerter pour tenir tête à la contrainte et à l'oppression. A la fin, l'énergique répression des gens du roi, l'énormité des amendes portées par l'ordonnance et appliquées à la rigueur découragent les meneurs. Condamnés au siège du bailliage, leur premier mouvement a été d'en appeler au Parlement ; mais, à la réflexion, l'appréhension d'un long procès, l'effroi de tout cet appareil de justice et de procédure si imposant « à de simples gens » les découragent. Ils implorent du roi la grâce de pouvoir se déporter de l'appel, sans autre amende que la première ; grâce qui leur est accordée et entérinée par la Cour le 8 juillet 1384 (n° 2).

Dix ans plus tard, le souvenir de cette reculade sera un trait de lumière pour le clergé, la noblesse et la bourgeoisie d'Auxerre qui, d'eux-mêmes, porteront leur plainte droit au Parlement, deux mois à peine après l'octroi d'une nouvelle ordonnance royale, simple réplique

de celle qu'avait obtenue, en 1383, la propriété de Sens; et cette brusque offensive ne fait que souligner l'ambiguité d'un arrêt qui, au fond, ne donne satisfaction à aucune des deux parties.

Mais arrêtons-nous un instant au détail de ces griefs si vivement relevés par le roi dans la plainte de la haute classe sénonnaise : ce n'est pas la journée de huit heures, mais bien de six ou sept heures, que, « puis aucun temps en ça, tous ou la plus grande partie des ouvriers et laboureurs... repairans aud. Sens... (prétendent ériger en usage), délaissant leur ouvrage et se partant entre midi et none ou environ, espéciallement grant espace de temps avant que le soleil soit couché », pour aller ouvrir en leurs vignes ou autres tâches auxquelles ils donnent autant et plus de labeur qu'au maître qui les a payés pour la journée. Travaillent-ils pour celui-ci : « ils se soignent et espargnent... afin d'estre plus fors et moins travaillez pour ouvrir (là) où ils vont après leur département... ; toutes choses qui sont abus desraisonnables contre Dieu et justice... ». Que dire aussi des gardes, sergents, messiers, ordonnés pour garder les vignes et la récolte, qui prennent, cueillent, mangent, donnent les raisins confisés à leur garde, « en font moust nouvel », vendangent et tirent le vin nouveau, sans posséder un cep au soleil? Ce n'est pas tout encore. Il y a l'exploitation des ouvriers étrangers par ceux du cru, la sous-location de travail, à titre onéreux, 5 s. et plus, le *sweating system*, non moins scandaleux. Contre tous ces méfaits, 60 s. t. d'amende, 6 l. aux sergents, gardes et messiers qui en prennent pour leur grade ; rétablissement de la règle de la journée entière du lever au coucher du soleil.

Passons à ceux d'Auxerre. Plus qu'à Sens, la vigne est, à Auxerre, l'élément principal de la richesse, donc des revenus ecclésiastiques, seigneuriaux, bourgeois. Dans les années prospères, sa générosité est sans égale. Rien d'étonnant que clercs, nobles, bourgeois qui, d'un œil attendri, contemplent ou entrevoient d'avance leurs celliers débordants, se laissent aller à faire largesse au pauvre tâcheron ou se résignent, sans trop de peine, à voir, d'un double mouvement parallèle et contraire, croître son salaire de 3 à 5 sols, décroître le cours de sa journée, de la durée du plein jour d'été, à moins de neuf heures, récréation, c'est-à-dire repas et sieste compris, en fait, huit heures et moins.

Le mode d'embauchage quotidien, le signal du repos final ou de la cessation du travail se prêtent également à ce double progrès.

1° Au lieu du travail à façon qui, de nos jours, est devenu la règle et laisse à l'ouvrier toute latitude dans la disposition de son labeur de l'année, l'usage est, à Auxerre, pour la période des grands

travaux (taille, piochage, levage, fichage, sarclage ou binage, de Pâques à l'exaltation de la sainte Croix, mi-septembre [14]), d'engager vignerons et manœuvres, chaque matin, au lever du soleil, sur une place de la ville spécialement affectée à cette louée, et de les conduire ou faire conduire aux champs, où chacun se voit distribuer sa tâche du jour. Nul doute que ce marchandage public de services quotidiens ne soit, en règle générale, favorable aux travailleurs, qui, non seulement y trouvent moyen de se concerter entre eux, mais bénéficient forcément de la recherche dont est l'objet l'ouvrier de choix, connu de tous, et qui débat publiquement, aux yeux de tous, le prix de son labeur.

2° Le travail, commençant à peu près à la même heure pour tous (en moyenne six heures du matin), prend fin pareillement au son de la cloche de none (en principe trois heures de vêpre) qui dure environ une heure, précédé lui-même d'un signal, le *cliquet*, trois instants distincts qui peuvent fournir matière à contestation.

Tel est le thème sur lequel s'engage le débat que nous allons résumer :

Les choses semblent avoir gardé d'abord, à Auxerre, une allure assez paisible, plus longtemps qu'à Sens, jusqu'au siège que la ville eut à soutenir en mars 1359.

Ce siège, suivi d'une occupation de six mois, 10 mars-18 septembre, fut apparemment l'occasion de grands ravages tout à l'entour, de destruction de nombreux vignobles; d'où, au retour de la paix, des travaux considérables de reconstitution, tous à la charge de la propriété, et, si l'on ajoute l'appauvrissement général du terroir, quelques mauvaises années survenant par là-dessus, la préoccupation très légitime de l'une de faire participer les ouvriers aux sacrifices nécessaires, la résolution non moindre des autres de maintenir, envers et contre tous, les positions acquises.

C'est ici que l'expérience de Messieurs de Sens est mise à profit par Messieurs d'Auxerre et leur fournit les moyens de résoudre en quatre mois une crise qui a troublé Sens une année :

Premier stade : requête et plainte au roi et octroi par celui-ci d'une ordonnance qui est la réplique presque littérale de celle de juillet 1383, à quelques variantes près : même exposé de griefs, même restitution des anciens usages, sous la sanction des mêmes peines (mars 1393, n° 3).

Deuxième stade : application vigoureuse par les officiers royaux de ces mesures de rigueur, peut-être même renforcées de leur propre initiative; assignations aux délinquants, arrestations, consignations ou extorsions d'amendes, détentions prolongées, serments arrachés

par contrainte d'obéir à l'ordonnance et de renoncer à toutes voies d'appel, d'opposition ou de défense.

Troisième stade : et sans doute parce que les choses ne marchent pas assez vite à leur gré, recours direct des plaignants eux-mêmes au Parlement, avec adjonction du ministère public, constitution de procureur en la personne de Thomas Geneste, tabellion royal, etc.

La Cour, sans tarder, dépêche à Auxerre l'un de ses sergents, Guillaume de l'Épine, qui, en son nom, suspend ou lève tous procès, exécutions, amendes, écrous, séquestrés, particulièrement de la vigne d'un certain Thomas Liger ou Robillart, reçoit l'appel des demandeurs et donne assignation aux parties à la quinzaine suivante (mandement du 17 juin, n° 4).

Effectivement, la cause instruite, plaidée et appointée en moins de six semaines est entièrement vidée et résolue, le 26 juillet, par un arrêt définitif.

Arrivons maintenant devant la Cour pour entendre non plus le double récit des faits — on remarquera que, sur le fond, les parties sont d'accord ou peu s'en faut ; les deux versions se complètent au lieu de se contredire — mais les arguments pour ou contre les deux points en litige.

Tout d'abord ceux des vignerons, bien que le double appel soit formulé au nom de la partie adverse : après le couplet de rigueur sur l'ardeur des saisons et l'apréti du sol — éternelle plainte de l'homme des champs — leur défense se réduit en somme à quatre ou cinq points :

1^o La règle de la neuvième heure se fonde sur une pratique aussi générale qu'immémoriale, puisqu'on la trouve appliquée en divers terroirs, notamment à Prunay, dans le Blésois, et ailleurs.

2^o Elle est d'autant plus juste (ou du moins leur plainte) qu'aujourd'hui, à Auxerre, la cloche de none sonne entre la quatrième et cinquième heure de vêpre (après midi), qui régulièrement doit sonner à la troisième.

3^o Et cependant les vignerons se contentent d'un salaire de 3 ou 4, 5 sous au plus. Aussi est-ce sans pitié pour leur labeur que les habitants ont obtenu du roi ces lettres qui les astreignent à peiner du lever au coucher du soleil, sans pouvoir demander plus de 5 sols, sous peine d'une énorme amende de 60 sous.

4^o Puis, après une nouvelle plainte, forcément poussée au noir, des rigueurs qu'elles leur ont values, la dénonciation de ces lettres manifestement subreptices, parce qu'elles ne font nulle mention des usages et observances sur lesquels ils se fondent ; parce qu'elles innovent sans information faite au préalable ; parce que l'usance du

pays, pour toutes offenses, méprises, délits ou défauts, hors le cas de l'effusion du sang, n'admet que l'amende de 5 sous au plus, non de 60, comme s'il y avait risque de leur liberté personnelle.

5° Enfin et surtout les vignerons ont si peu coutume de dépasser la neuvième heure que, si l'un d'eux laisse inachevée quelque partie de sa tâche journalière, [il n'est pas de règle] qu'il la termine avant son départ. En conséquence, etc.

Voici la réponse des appelants : si la vigne est la richesse principale du terroir auxerrois et le plus clair revenu de ses habitants, elle est pourtant, depuis la prise de la ville par l'ennemi, d'un médiocre produit, à ce point qu'on trouverait à peine qui couvre présentement ses frais et dépens ; ce qui n'a pas d'autre cause que les excessifs salaires des vignerons et ouvriers et le peu de durée de leur travail quotidien : celui-ci calculé pour imposer à l'employeur un plus grand nombre de travailleurs, d'où, par voie de conséquence, une plus grande somme de salaires, quand le travail presse¹.

Il y a plus : alors que, comme il est juste, tout journalier, surtout quand il travaille pour lui-même, ouvre et doit ouvrir du lever au coucher du soleil, déduction faite des repos nécessaires, et que l'usage du pays l'a ainsi établi de toute antiquité, cependant nos vignerons, depuis la prise de la ville, ont successivement arrêté leur journée au dernier, puis au premier son de la cloche, enfin au signal [d'avertissement] de none qu'on appelle *cliquet*. Que si même la sonnerie tarde trop à leur gré, se fixant sur le cours du soleil, ils limitent l'heure, à leur fantaisie, à ce point qu'à peine travaillent-ils la moitié du jour et cependant exigent le salaire de 5 sols, comme s'ils avaient rempli leur journée entière. On les voit alors quittant la tâche, ayant en poche ce gain immérité, les uns s'en aller à leurs propres vignes, les autres aux tavernes, jeux de paume et autres distractions, tous vaguer çà et là aux heures du jour les plus propres au travail des champs.

Et, sans doute, tout cela leur fut plus d'une fois toléré en des temps où la vigne était de meilleur rapport ; mais aujourd'hui ils en emportent le fruit pour un labeur infime et, en quelque sorte, prennent le grain, ne nous laissant que la paille ; et par là nombre d'habitants sont contraints de laisser leurs vignes en friche.

C'est à ces maux qu'ont porté remède les lettres du roi, lesquelles ont reçu toute la publicité requise, sans soulever d'opposition ou

1. « *Propter laboris necessitatem* » ; on sait que le travail de la vigne est commandé par la marche de la végétation, de la saison, la qualité du jour, et ne saurait être remis.

appellation de quiconque, et ont été observées dans tous les terroirs d'environ, comme à Coulanges, Irancy, Saint-Bris et ailleurs.

Mais, parce que plusieurs transgessaient l'ordonnance, le prévôt en a fait citer jusqu'au nombre de deux cents et plus qui ont promis et juré, de plein gré, de l'observer, même consigné l'amende, pour le cas d'infraction; en fait, rien n'en a été retenu. Pourtant, en dérision et mépris de l'autorité du roi, il n'est pas de dommages que journallement ils n'aient commis et ne commettent aux vignes, toujours sous couleur de cet abus ou tolérance de quelque temps de par deçà. Que viennent-ils se plaindre d'un labeur qui excède les forces humaines, alors qu'en d'autres terroirs tant d'autres journaliers ouvrent du lever au coucher du soleil pour un moindre salaire, qu'ils n'ont subi aucune extorsion ou, si peut-être consigné, du moins jamais payé l'amende? En conséquence, etc.

La Cour, ainsi mise en demeure de se prononcer pour ou contre l'ordonnance deux fois répétée, rend un arrêt¹ qui affecte de l'ignorer pour se référer, d'une part, à l'usage contesté qui fait précisément l'objet du litige, et, d'autre, fixer de la journée une limite si vague qu'elle semble appeler, comme à plaisir, toutes les transgressions. Voici, en huit lignes, ce monument d'équivocité et de subtilité: les vigneronns se rendront au travail et seront tenus d'y arriver à l'heure observée d'ancienneté; ils en partiront à telle autre qu'ils puissent rentrer en leurs demeures au coucher du soleil et non avant. Avis aux amateurs de maraude, braconnage et autres musardises, qui ont perdu dès longtemps l'habitude des raccourcis! Les négligents ou retardataires — du matin ou du soir (?) — perdront le salaire de la journée, dont moitié reviendra au patron employeur, moitié sera affectée aux fortifications et autres travaux de la ville.

Nous sommes loin des amendes de 60 sous et de 6 livres. Rien, du reste, contre les méfaits des messiers. On se demande si Perrin Dandin somnolait le jour où il rendit cet arrêt si mal venu.

Ed. MAUGIS.

1. Trois des documents de cette étude ont été ou publiés ou analysés séparément, mais d'une manière fautive et incomplète; l'ordonnance de juillet 1383, dans le *Bulletin de la Société archéologique de Sens*, t. XIII, par M. Guérin; celle de mars 1393, dans *l'Inventaire de la Collection de Chastellux, Châtel-Porée*, Paris, Picard, 1907, in-8°, p. 102, l'une et l'autre sans un mot de commentaire; l'arrêt du 26 juillet 1393 a été analysé, mais sommairement, dans les *Mémoires concernant l'histoire civile et ecclésiastique d'Auxerre*, du chanoine Lebeuf, édition Challe-Quentin, Auxerre, Perriquet, 1855. En réalité, ces documents sont inseparables et n'acquièrent tout leur sens que par le rapprochement.

N° 1. — *Ordonnance du roi Charles VI réglant les heures de travail des vignerons et autres ouvriers de Sens et réprimant les vols de certains d'entre eux (juillet 1383).*

Charles, roi, etc., savoir faisons à tous, présens et avenir, que, oye la grieve clamour et complainte de plusieurs gens d'église, nobles, bourgeois et habitans de la ville de Sens et du pais d'environ, disant que ja sont, jaçoit ce que raison, tous ouvriers de bras et laboureurs de vignes soient tenus, puis que ils sont pris, retenus ou louez pour ouvrir à journée, de eulz tenir en l'œuvre où ils sont mis et de gaigner leurs journées bien et loyaument sans en partir, ne laisser leur ouvrage jusques à heure ordenée et compétent, c'est assavoir soleil couchant, et ainsi est-il acoustumé d'ancienneté et doit estre fait. Néantmoins, depuis aucun temps en ça, tous ou la plus grant partie des ouvriers et laboureurs estans et repairans environ ladite ville de Sens, qui est pais de vignoble, en abusant, fraudant et décevant les bonnes gens ausquel ilz euvrent, ont délaissé et délaissent leur ouvrage et se partent entre midi et none ou environ, espécialement grant espace de temps avant que soleil soit couché, et vont ouvrir en leurs vignes ou en leurs tâches, là où ilz besoignent et exploitent autant d'ouvrage ou plus comme ilz ont faict tout le jour pour ceulz qui les paient de leurs journées; et qui plus est, en ouvrant à journées, ils se soingnent et espargnent, sans faire leur devoir, afin qu'ils soient plus fors et mains travailliez pour ouvrir ès lieux où ils vont après leur département; et ces chouses, qui sont abus desraisonnables contre Dieu et justice et le bien et utilité publique, veulent yceulz laboureurs et ouvriers tenir à conséquence, ne autrement ne le veulent faire, combien que plusieurs s'en soient dolus et complains, et si viennent tard en place et prennent grant pris et salaire de leurs journées. Et avec ce les gardes, sergents ou messiers qui sont ordenez ou commis pour garder les vignes et le fruit estant en ycelles, dont ils ont et prennent grant pris et salaire, de leur auctorité, prennent, cueillent, mengnent et donnent des raisins estans en leur garde et en font moust, et plusieurs excès et oultraiges ou préjudice, grief et dommage de ceulz à qui lesdites vignes sont, et par telz fais ont esté ceulz à qui la chose touchent moult grevez ou temps passé et seroient encore plus ou temps avenir se sur ce n'estoit pas briefment pourveu de remède convenable. Nous, à leur supplication et requeste, volans telz abus abatre et faire cesser du tout et nostre peuple estre tenu et gouverné en bons usages, avons ordené et ordenons par ces présentes que dorresenavant tous ouvriers et laboureurs, hommes et femmes, toutesfois qu'ils voudront gaignier, seront tenus de venir ès lieux et ès places ordenées et acoustumées en ladite ville de Sens et ès lieux voisins et y estre avant soleil levant; et après ce qu'ilz auront esté louez et retenus pour ouvrir et labourer là où leurs maistres et maistresses les ordeneront et emploie-

ront, et en leurs ouvraiges se tendront et ouvreront continualment en gaignant bien et loyaument leur salaire jusques à soleil couchant sans revenir à la ville ou issir ou partir de leur besoingne, se ce n'est pour prendre leur récréation de boire et de mengier et pour eux repouser raisonnablement; et aussi des ouvriers estrangers qui vendront nouvellement pour ouvrir ils ne pourront prendre, lever ne exiger aucune hanse oultre cinq sols tournois, sur peine de LX sols tournois d'amende, en quoy sera encou et encheu envers nous chascun qui deffauldra ou fera le contraire de ceste présente ordeneance; et oultre que les gardes, sergents ou messiers desdites vignes, ne autres pour eux, ne pourront prendre ou cueillir doresenavant ès dites vignes raisins pour faire moust nouvel, ne autre despense, ne pour donner à leur voulenté, sur peine de six livres tournois d'amende à appliquer à nous. Si donnons en mandement, par la teneur de ces présentes, au baily ou prévost de Sens et à leurs lieux tenans et à chacun d'eulx, si comme à lui appartendra, que, en ladite ville de Sens et ailleurs où ils verront que mestier sera, ils facent crier et publier nostre présente ordeneance, et ycelle tiengnent et gardent et facent tenir et garder de point en point, selon ce qui dessus est dit; et sur ceulx qui l'enfraindront et feront le contraire lieuent et facent lever lesdites amandes, par la manière qui appartendra de raison. Et pour ce que ce soit ferme chose et estable à tousjours, nous avons fait mettre à ces lettres nostre seel ordené en l'absence du grant, sauf en autres choses notre droit et l'autrui en tout.

Donné à Paris, l'an de grâce mil III cens IIII^{**} et trois, et de nostre règne le tiers, au mois de juillet. Par le roy, à vostre relacion, Mau- loué.

(JJ. 123, n° 96.)

N° 2. — *Entérinement par la Cour de lettres de grâce accordées par le roi à deux vigneron de Sens et qui les relèvent, sans amende, d'un appel en Parlement (Paris, 11 juillet 1384).*

Karolus, etc., Universis, etc. Notum facimus quod, visis per nostram Curiam aliis notris litteris continentibus hunc tenorem : Charles, par la grâce de Dieu, roy de France, à nos amés et feaux gens tenans et qui tendront nostre parlement à Paris, salut et dilection. Jehan Bui- gnant et Milet Machefer, povres vigneron demourans à Sens, nous ont fait exposer que, à l'instance de nostre procureur ou bailliage de Sens, ils ont esté approchés par devant nostre bailli ou son lieutenant audit lieu pour ce que, sens licence de justice, ilz avoient fait assembler avec eulz plusieurs autres vigneron en certain lieu près de Saint Martin du Tartre lez Sens, pour pourchassier le droit que ils se disoient avoir ès heures que les vigneron de Sens et d'environ doivent avoir pour lessier leur journée. Et pour ce, deux moys a ou environ, ont esté condanpnez chascun en soixante solz parisise d'amende envers

nous, dont ils ont appelé en nostre parlement; lequel appel eulz, qui sont simples gens ignorans le fait de plaidoirie, ne pourroient et n'ont voulenté de poursuir, mais y renonceroient voulentiers, si comme ils dient, supplians humblement que à ce les weillons recevoir sens nous paier pour ce aucune amende. Et nous inclinans à leur supplicacion, consideré ce que dit est, leur avons ottroyé et ottroyons, de grâce especial, par ces présentes, que, en paient chascun ladite somme de soixante sols, en quoy ils ont esté condanpnez, comme dit est, ils soient receuz à renoncer audit appel par eulz fait et d'icelui tenus quittes et paisibles, sans ce que ils soient tenus de le poursuir, ne pour ceste cause estre condanpnez à nous paier aucune nouvelle amende. Si vous mandons que de nostre présente grâce les faciez et souffrez joyr et user paisiblement, sans les molester ou empescher aucunement au contraire. Donné à Melun, le xiv^e jour de juing, l'an mil CCCIII^{xx} et quatre, et le quart de nostre règne.

Dicta nostra curia, presente, auditio et non contradicente procuratore nostro pro nobis, prescriptis litteris nostris obtemperavit et obtemperat per presentes. Datum Parisius in parlamento nostro, VIII^a die julii, anno octogesimo quarto.

(X^{1^a} 32, fol. 249 v^o.)

N^o 3. — *Carta pro habitantibus ville Autissiodorensis* (Paris, mars 1393 n. st. Réplique de l'ordonnance de 1383. Voy. *supra*, n^o 4).

Charles, etc., savoir faisons à tous, présens et avenir, nous avoir oye la grief clamour et complainte de plusieurs gens d'église, nobles, bourgeois et habitans de nostre ville d'Aucerre et du pays d'environ, contenant que, ja soit ce que, selon raison, tous ouvriers de bras et laboureurs de vignes et autres labouraiges soient tenus, puis que ils sont prins, retenus ou allouez pour ouvrier à journée, de eulz tenir en l'œuvre où ils sont mis et de gaingner leurs journées bien et loyalment sans en partir, ne laisser leur ouvrage jusques à l'eure ordonnée et compétent, c'est assavoir soleil couchant, et que ainsi doit-il estre fait, néanmoins tous ou la plus grant partie des ouvriers et laboureurs estans et repairans en nostre dite ville d'Aucerre et ou pais d'environ, qui est pais de vignoble, en abusant, fraudant et décevant les bonnes gens ausquelz ils ouvrent, délaissent leur ouvrage et se partent d'icelui à nonne ou environ, grant espace de temps avant ce que soleil soit couchié, et vont ouvrier les aucuns en leurs vignes ou autres labouraiges, là où ils besongnent et exploittent autant ou près comme ils ont fait tout le jour pour ceulz qui les paient de leurs journées, ou au moins pevent faire grant ouvrage depuis ladite heure. Et qui plus est, en ouvrant à journée ne font mie leur devoir raisonnablement. Et ces choses, qui sont abus desraisonnables contre Dieu et justice et le bien et utilité publique, vuellent yceux ouvriers et laboureurs tenir

à conséquence, ne autrement ne vuellent faire de leurs journées; et avecques ce les gardes, messiers ou sergents qui sont ordonnés et commis pour garder les vignes et autres labouraiges et le fruit estant en ycelles, dont ils ont et prennent pris et salaire, de leur autorité, prennent, cueillent, mengnent et donnent des roisins et autres fruis estans en leur garde et en font moust et plusieurs autres excès et outragez ou préjudice, grief et dommage de ceulz à qui lesdites vignes et autres labouraiges sont. Et par telz fais ont esté ceulz à qui la chose touche moult grevez et dommagiez ou temps passé et seroient encores plus ou temps avenir se sur ce n'estoit briefment pourveu de remède convenable, mesmement que par telz choses et autres leurs héritages sont de trop plus grans fraiz qu'ils ne souloient et de mendres revenues. Pourquoy nous, ces choses considérées, voulans telz abus abatre et faire cesser du tout et nostre peuple estre tenu et gouverné en bons usaiges, avons ordonné et ordonnois que doresenavant tous ouvriers et laboureurs, hommes et femmes, toutefois que ils vouldront gaingner, viennent ès lieux et places ordonnez et acoustumez en la ville d'Aucerre et autres lieux et villes du pays d'Aucerrois avant souleil levant, et, après ce qu'ils auront esté allouez et retenus, euvrent et labeurent là où leurs maistres ou maistresses les ordonneront et emploieront bien et loyaument, et se tiennent et euvrent continuelment esdis ouvraiges en gaingnant leur salaire jusques à souleil couchant sans revenir à ville ne yssir, ne partir de leur labouraige, se ce n'est pour prendre leur récréation de boire et de mengier raisonnablement, et aussi que lesdis ouvriers et laboureurs ne puissent prendre, lever, ne exigir par jour pour leur salaire oultre cinq solz tournois, sur peine de LX sols tournois d'amende en quoy encherra et encourra envers nous chascun qui deffauldra de ce faire. Et oultre que les gardes, sergents ou messiers desdites vignes et autres labouraiges ne aultres pour eux ne prengnent ou cueillent ou souffrent prendre ou cuillir par autres à qui il n'appartient doresenavant esdites vignes, ne autres labouraiges, vergiers et jardins ou courtillaiges, roisins ne autres fruis pour faire moust nouvel ou autre excès ou despense sur peine de vi livres tournois d'amende, en levant sur eux et chascun d'eulz qui feront le contraire lesdites amendes à nostre proufft par la manière qu'il appartendra de raison, laquelle chose nous voulons ainsi estre faite pour consideracion des choses dessusdites et ausdis complaignans l'avons ottroyé et ottroyons de grâce espécial par ces présentes. Si donnons en mandement par ces présentes ou bailli de Sens et d'Aucerre et au prévost d'Aucerre ou à leurs lieuxtenans et à chascun d'eulz, en les commettant quant à ce se mestier est..., etc.

Donné à Paris, ou moy de mars, l'an mil CCCIII^{xx} et douze, et le XIII^e de nostre règne.

(JJ. 144, fol. 87 v^e.)

N° 4. — *Mainlevée donnée par la Cour aux vignerons d'Auxerre de leurs personnes et de leurs biens (17 juin 1393).*

Karolus, Dei gracia Francorum rex, Universis, etc. Notum facimus quod, litigantibus die date presencium in nostra parlamenti curia vitticolis seu vinearum cultoribus ville et territorii Autissiodorensis et patrie circumvicine, ex una parte, et procuratore nostro baillivie Autissiodorensis, necnon Thoma Geneste, tabellione nostro Autissiodorensi, de gentibus ecclesiasticis, nobilibus, burgensibus et habitantibus dictae ville et territorii Autissiodorensis et parcium circumvicinarum ex altera, occasione hore a qua dicti vitticole, singulis diebus, tempore estivo, laborem et culturam dictarum vinearum intrare et ab eodem labore recedere debent et aliter, ac partibus predictis ad certos fines super principali in arresto appunctatis, prefata nostra curia duas appellaciones, unam videlicet per dictum procuratorem nostrum et aliam per dictum tabellionem in hujusmodi negocio factas ac omnes processus contra dictos vitticolas vel eorum aliquos per quasunque personas in hujusmodi negocio tam coram preposito Autissiodorensi vel ejus locum tenente quam alibi factas vel inchoatas preter dictum principale sine emenda et expensis annullavit et annullat, manumque nostram in vinea Thome Ligerii, alias Robillart, occasione hujusmodi litigii appositam levavit atque levat per presentes, incarceracionibus et emendis contra dictos vitticolas et eorum quemlibet occasione premisorum cessantibus hinc ad quindenam proximo venturam, quo pendente tempore dicta curia super dicto principali ordinabit aut aliter super dictis incarceracionibus, compulsionibus et emendis providebit ut fuerit racionis. Datum, etc., die XVII^e junii anno nonagesimo tercio.

(X¹ 40, fol. 73.)

N° 5. — *Arrêt de la Cour sur la question (26 juillet 1393).*

Cum, litigantibus et constitutis in nostra parlamenti curia vitticolarum seu vinearum cultorum in villa atque territorio Autissiodorensi degencium procuratore, ex parte una, et personarum ecclesiasticarum, nobilium atque burgensium Autissiodoris commorancium procuratore, nostro Autissiodorensi procuratore cum ipsis adjuncto, ex altera, non nullis appellacionibus per dictum procuratorem nostrum Autissiodorensem ac eciā Thomam Geneste, tabellionem publicum, interjectis atque certis processibus coram preposito Autissiodorensi et alibi inter aliquos ex dictis vitticolis et procuratorem nostrum predictum pendentibus penitus annullatis, predicti vitticole proponi fecissent quod : cum in territorium Autissiodorensis, quod maxime vineis habundat, cultores vinearum habeant in eodem, potissime estatis tempore, laborem difficultimum ob duritatem et asperitatem territorii, quapropter ab antiquo et tanto tempore de cuius contrario non extabat hominum memoria, quod predicti laboratores, a festo Pasche usque ad festum exaltacionis

sancte Crucis in mense septembri, et [a solis ortu] usque ad horam nonam dumtaxat, opus suum et laborem diurnum facere et eidem insistere, ordinatum extitit et eciam observatum, qui quidem usus et observancia non tantum in dicto Autissiodoreni territorio sed eciam alibi ac diversis territoriis circa Pruvium in patria Blesensi et alibi consuevit observari; et merito, cum in dicta villa Autissiodoreni inter quartam et quintam horam post meridiem hora nunc predicta pulsari consueverit, que tamen patet (?) et circa hora tercia regulariter pulsatur tempore predicto. Et licet iidem laboratores trium vel quatuor aut ad plus quinque solidorum summa pro suo labore diurno consueverint contentari tempore supradicto, quo maxime pondus diei et estatis sustinere consueverunt, supradicti tamen habitantes Autissiodorenses eorum laboribus minime compacientes, observationis antique non contenti, pretextu quarundam litterarum a nobis anno Domini millesimo CCC^{mo} nonagesimo secundo obtentarum, dictos viticolas ut in platea qua consueverunt de manu conducibiles reperiri ante solis ortum existant ac continuare laborem suum usque ad solis occasum teneantur, et quod ultra quinque solidos turonensium pro salario suo diurno [non recipiant] sub pena sexaginta solidorum emende, quociens contra fecerint compellere nitebantur. Dicebant ulterius operarii supradicti quod nonnulli ex ipsis per prepositum Autissiodorensem, ejusque locumtenentem ac procuratorem nostrum ibidem, colore sub umbra litterarum predictarum quesito, quamplures eorum, quod tardius ad opus accesserant vel quod ante solis occasum, esto eciam quod in propriis suis vineis operarentur, dicesserant ipsis imponendo, adjornari, arrestari, incarcерari ac eciam gagari et executari, necnon ad emendas trahi fecerant tociens et tot frequenter quod intolerabile eidem erat tantum gravamen diuicius sustinere. Quinymo premissi non contenti supradicti prepositus, locumtenens et procurator ac eciam servientes dictos laboratores aut saltem ipsorum aliquos per detencionem corporum suorum in carcere ad jurandum quod dictis nostris litteris obtemperarent et ad renunciandum appellacionibus et oppositionibus per ipsos interjectis, necnon ad renunciandum procuracionibus per ipsos pro suorum jurium [defensione] in hac parte prosequendis factis et constitutis coegerant atque compulerant et de die in diem compellere nitebantur ac, quod deterius est, aliquos ipsorum in carceribus longo tempore detinuerant et donec supra gravaminibus ac extorcionibus antedictis litteras a dicta curia nostra obtinuerant, quarum virtute Guillermus de Spina, predicte curie hostiarius, eosdem a dictis carceribus liberaverat ac supradictos habitantes, viros ecclesiasticos, nobiles et burgenses in dicta curia nostra comparituros adjornaverat. Dicebant preterea quod littere nostre supradicte, cum ad requestam predictorum Autissiodoris commorancium fuissent obtente, ex premissis subrepticie liquide poterant apparere, presertim cum in eis nulla de premissis usu et observancia longinqua ac territoriali et laboris difficultate mencio habeatur, tam quia dicta littera, que per

modum nove constitucionis facte dicuntur, nulla facta informacione de comodo vel incomodo, fuerant obtente, tum eciam quia, cum in dicta patria pro offensis seu mesprisionibus sive delictis, citra tamen sanguinis effusionem, aut defectibus judicialibus, emende summanam quinque solidorum turonensium excedere non consueverint, que tamen in dictis litteris sexaginta solidorum, quasi libertatis eorum naturalis oneranda causa, extitit apposita; et maxime cum dicti vitticole horam none in dicta patria observari consuetam anticipare non consueverint, quinymo, si aliquid in opere suo diurno remaneat peragendum, illud ante suum compleant decessum. Premissis igitur attentis, predictas litteras esse cassas et irritas aut saltem subrepticias, opposicionemque ipsorum ne suum sortiantur effectum fore bonam et validam et quod in dictis suis usibus antiquis teneantur et conserventur, incarcacionesque, arresta et impedimenta tam in bona sua quam corpora facte vel facta annullentur et ad plenum expediantur, captaque et levata ac indebita exacta sibi restituentur (*sic*) et quod baillivo et preposito Autissiodorensi, procuratorique nostro ibidem ac ceteris officiariis nostris inhibeat ne de cetero, sub dictarum litterarum nostrarum pretextu, ipsos prosequi vel vexare presumant quovismodo, ac quod ad proposita per ipsos erant et sunt admittendi dici et pronunciari, necnon quod predicti habitantes, viri ecclesiastici, nobiles et burgeses in eorum dampnis, interesse et expensis condempnarentur petebant ac eciam concludebant vitticole supradicti.

Ex adverso vero pro parte dictorum virorum ecclesiasticorum, nobilium, burgensium et habitancium dictae civitatis Autissiodorensis extitit propositum quod dictum territorium Autissiodorensense, quod quamplurimum vineis habundat, pauci tamen redditus et commodi existit et ex tunc maxime depaupertatum remansit, quod dicta villa Autissiodorensis ab inimicis nostris capta fuit, habentque habitantes in dicta patria pro majori victum suum et sustentacionem super vineis ibidem existentibus, que, cum sint magni sumptus, vix reperitur qui misias et expensas in ipsis factas valeat recuperare, quod ex eo maxime provenit quia dicti vitticole et operarii vinearum excessiva recipiunt salario et paucis diei horis in ipsis laborant, unde majori operariorum multitudine volentibus tempore debito vineas suas colifacere opus existit et ad majorem operariorum quantitatem major eciam propter laboris necessitatem sequitur expensa. Quinymo, cum, secundum rationem, unusquisque diurnus operator, presertim operas suas conducens, ab ortu solis usque ad occasum, recreacionibus dumtaxat necessariis exceptis, operari debeat et laborare, sicutque antiquitus in dicta patria facere consueverit, vinearum cultores, a tempore tamen capcionis ville predicte, successive primo usque ad finem pulsacionis none, deinde quoque pulsari inciperet, nunc vero usque ad evocationem none, que vulgariter cliquetus nuncupatur, predictam sui laboris horam diminuerunt; et si forsitan ultra eorum beneplacitum pulsacio tardaverit, horam predictam secundum solis dispositionem pro sue libito

voluntatis limitare nituntur et de facto limitant, adeo quod [deductione facta] de dictis horis quibus suam refectionem recipere consueverunt, vix dimidia parte diei laborare censentur, et tamen salarium quinque solidorum ac si opus diurnum integre peregrissent pro die exigere nituntur et de facto recipiunt; ac tunc, dum alienam pro die receperunt mercedam (*sic*) indebite, suum opus relinquentes, quidam eorum ad proprias vineas excollendas, alii vero ad tabernas ac ludos palme vel alibi accedunt, residuis horis diei ad laborem magis propiciis et habilioribus omnino (*ou ottiose?*) pervagando. Et licet predicta facere aliquociens fuerit eisdem tolleratum, id extitit tunc temporis quando scilicet fructus vinearum eisdem erant majoris fertilitatis et commodi quam nunc existunt, et ob hoc quia hujusmodi vitticole utilitatem quasi totalem pro tam modico labore, quasi palea relicta granum reportant, quod non meruerunt, unde multi habitancium predictorum fore incultas vineas relinqueru coguntur. Premissis nobis expositis, per litteras nostras in formam edicti perpetui generalis editas, quod predicti vitticole et ceteri agricultores diurnas operas lucrari volentes ante solis occasum (ortum) pro se ipsos conducendo ad loca consueta [accendant] et, cum conducti seu locati fuerint, quod in vineis et labore suo, sub pena sexaginta solidorum emende nobis applicande, usque ad solis occasum remaneant debitis recreacionibus suis et necessariis exceptis, extitit ordinatum; que quidem ordinacio extitit debite publicata absque opposicione cuiuscunq; seu quod ab ea quisquam appellaverit; quod non tantum in dicto Autissiodorensi territorio, ymo eciam et aliis circumvicinis territoriis, scilicet de Colengis, de Yrenciaco, de Sancto Bricio et alibi circumquaque consuevit observari. Dicebant insuper quod nonnulli ex predictis vinearum cultoribus propter transgressionem constitutionis predicte coram preposito Autissiodorensi fuerant evocati, numero quippe plus quam ducenti, qui predictam constitutionem observare voluntarie promiserant et juraverant ac emendam propter transgressionem plicaverant, sed nichil exinde ab eisdem fuerat exactum; et tamen, hiis non obstantibus, predicti vitticole, in ordinacionis nostre predicte derisum et contemptum, quamplurima dampna vineis predictis, quasi quadam habita inter se conspiracione, intulerunt et cotidie inferebant, colore quesito abusus supradicti qui tamen nusquam fuerat observatus nisi, ut dictum est, a modico tempore citra; nec conqueri debent quod ab eis labor ultra nature possibilitatem exigatur cum et labore a predicto solis ortu usque ad solis occasum alii conducici laboratores in aliis territoriis excerceant qui tamen nec tam excessiva salario requirunt, nec, ut per premissa liquet, aliquid a se extortum, vel indebite exactum possunt conqueri, cum revera, etsi emendas plicaverint, nichil tamen exinde persolverunt, ut profertur. Ex quibus per eos lacius propositis dictam ordinacionem nostram fore bonam et validam ac juste et rationabiliter factam et quod suum sortietur effectum et ad ipsam impugnandum vitticole supradicti et ad proposita per ipsos in

contrarium non erant admittendi ac quod eis perpetuum silencium imponatur et ad ipsam observandam de cetero compellerentur, habitantes supradicti ecclesiastici, nobiles et burgenses, dici et pronunciari petebant et insuper quod predicti vitticole in eorum expensis condempnarentur, et ad hoc concludebant.

Supradictis igitur partibus in hiis que circa premissa et tam repli-
cando quam eclam duplicando dicere et proponere voluerunt auditis
et ad tradendum raciones suas hincinde super premissis et in arresto
appunctactis, visis insuper per dictam curiam nostram litteris et munici-
mentis per dictas partes eidem curie exhibitis, ipsisque diligenter
unacum dictarum parcium rationibus attentis et omnibus allis consi-
derandis ac ceteris que dictam curiam nostram movere poterant et
decebant, Prefata curia nostra per suum arrestum ordinavit et ordi-
nat quod prefati vitticole ad laborem suum diurnum peragendum
mane hora ab antiquo observata accedunt et accedere tenebuntur et a
dicto suo opere inter festum Pasche et exaltacionem sancte Crucis,
que est in mense septembri, discedant et discedere poterunt tali hora
quod in solis occasu et non ante ad domos suas potuerint reverti; et,
si in premissis fuerint negligentes vel remissi, tocius diei salarium per-
dent et amittent, cuius medietas magistro qui operarium vel vitticola-
lam locaverit, reliqua vero in fortificacionem et opera ville Autissiodo-
rensis couvertetur. Et per idem arrestum memorata curia nostra pre-
missa deinceps observari voluit, ordinavit et ordinat donec per eam
aliud super hoc exiterit ordinatum.

Pronunciatum XXVII^a die julii, anno nonagesimo tercio.

(X^{ta} 40, fol. 254.)

BULLETIN HISTORIQUE

HISTOIRE DE FRANCE

FIN DU MOYEN AGE

(1328-1498).

PUBLICATIONS DE TEXTES. — Les historiens connaissaient déjà, au moins en partie, le poème de Guillaume de Machaut, *le Confort d'Ami*, composé en 1357 pour consoler Charles le Mauvais, prisonnier. M. Ernest HOEPFFNER vient de nous en donner une nouvelle édition¹. Comme le remarque M. Hœppfner dans son Introduction, Guillaume de Machaut n'est pas bien sûr que le roi de Navarre soit innocent, et il se réserve : il se ménage le moyen de se rallier à la cause du roi de France. Il adresse au roi de Navarre des consolations et des conseils qui ne sortent guère de la banalité. Les pages les plus intéressantes sont celles où Guillaume évoque, en un style agréable et coulant, les hautes vertus, le désintéressement, la générosité du fameux Jean l'Aveugle, roi de Bohême, dont il avait été pendant de longues années le secrétaire. Avant Froissart, il a créé ainsi la légende chevaleresque de ce paladin.

Le quatrième et dernier volume des *Dépêches des Ambassadeurs milanais en France sous Louis XI et François Sforza*, publié par M. Charles SAMARAN², nous ramène à une réalité historique plus assurée. Les cinquante-sept dépêches, expédiées à François et Galéas Sforza, du 9 octobre 1465 au 14 mars 1466, et dont le principal auteur est Jean-Pierre Panigarola, ne le cèdent pas en intérêt aux précédentes. On assiste pour ainsi dire jour par jour aux fluctuations de la politique et aux mouvements de la prodigieuse activité de Louis XI. Il dort peu et travaille beaucoup, nous dit l'ambassadeur Emmanuel de Jacopo, qui se trouve à ses côtés, en décembre 1465, à Orléans ; il se lève de bonne heure, dit ses orai-

1. *Oeuvres de Guillaume de Machaut*, t. III. Paris, Champion, 1921, 263 p.; prix : 25 fr. (Société des Anciens textes français). Le volume contient aussi le poème de la *Fontaine amoureuse*. Cf. *Rev. histor.*, t. CXLIV, p. 264.

2. Paris, Champion, 1923, 367 p.; prix : 15 fr. (Société de l'Hist. de France).

sons, va entendre la messe, puis il passe dans une maison contiguë à la sienne, où se réunit le Conseil, et il travaille avec ses conseillers toute la matinée. Il continue à s'occuper d'affaires jusque dans sa salle à manger, où il reste jusque vers deux heures. Il se remet ensuite à travailler dans son cabinet. Vers la fin de la journée, il se promène en ville, à pied ou à cheval, pour prendre de l'exercice. Il revient encore travailler avec quelques fidèles, jusqu'à l'heure du souper, qu'il prend assez tôt. Il se couche fort tard. Le discret Emmanuel de Jacopo ne dit point ce que Louis XI fait entre le souper et le coucher; d'autres documents ne nous le laissent pas ignorer. A cette vie, le roi allait user rapidement sa frèle santé. Il voulait que toutes les affaires fussent examinées en Conseil, qu'il s'agit des relations avec les princes ou des grandes réformes intérieures qu'il projetait; mais il voulait aussi que rien ne se décidât sans lui. Sur ce qu'il ressentait, imaginait, combinait, il faisait de fréquentes confidences aux envoyés milanais, car il voulait rester en relations intimes avec François Sforza: plus que jamais l'alliance milanaise lui paraissait indispensable. Il y sacrifia sans hésiter les ambitions italiennes de la maison d'Anjou, que d'ailleurs il détestait et rendait responsable de la guerre du Bien Public. Jean d'Anjou était, à son sens, un dangereux intrigant, mal conseillé et maladroit, et il ne voulait de lui ni en Italie ni à la cour, où il aurait préféré voir s'installer « quatre Turcs ». Il se déclarait bien décidé à ne tenir envers lui aucune de ses promesses et à agir en cela « comme les frères de saint François », c'est-à-dire à « faire l'hypocrite ». C'était bien d'ailleurs la même politique qu'il suivait envers la plupart des anciens ligueurs, dont il était fermement résolu à se venger. Dès le 19 novembre 1465, il annonçait secrètement à Panigarola et à Bollate qu'il ne laisserait pas la Normandie à son frère, et il ne tarda point, en effet, à en opérer la reprise, avec un savoir-faire et une énergie qui remplirent d'admiration les ambassadeurs. Seule la maison de Bourgogne l'intimidie un peu. Il parle bien (25 janvier 1466) de faire une campagne en Lorraine, de s'emparer de Metz, de s'assurer les services de la ligue d'Allemagne et de « rogner les ailes au duc de Bourgogne ». Mais, s'il veut punir le vieux Philippe le Bon, il garde l'espoir de s'entendre avec Charolais. Il le fiance avec sa fille, songe sérieusement à faire de lui l'héritier de la couronne. Il faut lire ces dépêches de 1465-1466 pour comprendre l'état d'esprit qui devait l'induire à la téméraire démarche de Péronne. Tout le volume est d'ailleurs une mine de renseignements précieux. Ce recueil est décidément une source de premier ordre, et, si la Société de l'Histoire de France se décidait à le continuer, la valeur docu-

mentaire n'en serait dépassée, aux yeux de l'historien, ni par la Correspondance de Louis XI, ni même par les Mémoires de Commyne.

Les pièces historiques imprimées au xv^e siècle exigent parfois le même effort de recherches que les documents inédits. Certaines ne nous sont connues que par des exemplaires rarissimes ou même uniques. C'est généralement le cas des *Pièces imprimées sous le règne de Louis XI* que la Société des Bibliophiles français vient de publier, pour le plaisir des yeux et le service de l'histoire¹. Ce magnifique recueil contient la reproduction en fac-similé, avec commentaires historiques et bibliographiques, de onze incunables, qui d'ailleurs ne sont pas tous du temps de Louis XI. Les historiens de la littérature apprécieront le fac-similé du *Temple de Mars*, de Molinet, d'après l'exemplaire unique de Chantilly, et la réimpression du même poème d'après l'édition assez différente de 1531, et surtout la charmante édition du *Chevalier délibéré* d'Olivier de la Marche, ornée de belles gravures sur bois. Les historiens de Charles le Téméraire et de Pierre de Hagenbach connaissaient la *Burgundesch Legende* de 1477, la *Chronique* de Conrad Pfettisheim et celle de Hans Erhart Tuesch, mais ils trouveront ici la reproduction des éditions originales et une traduction soignée et exacte, qui n'était point toujours aisée à établir. Citons encore un curieux manifeste de Marie de Bourgogne et du duc d'Autriche contre Louis XI, reproduit en fac-similé et édité d'après un exemplaire unique; un pamphlet anglais de 1483, *The Promise of Matrimonie*, dont il aurait été bon de donner la traduction. La belle publication que vient de mener à bien la Société des Bibliophiles français a été entravée par la guerre, puis par la mort des deux savants qui en avaient successivement assumé la charge, Émile Picot et Paul LACOMBE; elle n'a pu être terminée que grâce au dévouement et à la profonde érudition de M. Henri STEIN, dont on retrouve la main dans l'édition de la *Chronique* de Tuesch et du *Chevalier délibéré* et dans les identifications qui accompagnent l'impression du *Traité d'Arras*. Les premières pages du volume, en revanche, ne paraissent pas avoir été écrites par un homme très versé dans la connaissance du règne de Louis XI. Il y est dit (p. 1) que Louis XI, « toujours déifiant, ne paraît pas avoir favorisé l'invention » de l'imprimerie, « ni avoir cherché à la faire servir à l'exécution de ses desseins politiques. Il ne se préoccupait d'ailleurs aucunement de l'opinion publique ».

1. Émile Picot et Henri Stein, *Recueil de pièces historiques imprimées sous le règne de Louis XI*, texte et fac-similé. Paris, pour la Société des Bibliophiles français, librairie Lefrançois, 1923, in-4°, 367-310 p.

Autant d'erreurs que de mots. Louis XI a consacré sa vie à la politique et n'a pas eu le temps d'être un bibliophile ou un Mécène ; mais il a donné à l'invention de l'imprimerie des gages de son admiration, et le recueil même dont nous rendons compte présentement prouve qu'il la fit « servir à l'exécution de ses desseins politiques », car nous y trouvons le fac-similé d'une des neuf éditions que Louis XI fit faire du *Traité d'Arras*, et M. Stein nous dit que le roi, voulant « répandre très vite et dans tout le royaume la nouvelle du traité, en fit tirer des exemplaires par des presses variées » à Paris et dans le nord et l'est de la France. Il suffit d'ailleurs de lire sa correspondance pour savoir quel prix il attachait à l'opinion publique, et l'on sait avec quel soin tyannique il essaya d'empêcher qu'on ne parlât de son humiliation de Péronne.

On a malheureusement édité peu de textes d'histoire de la fin du moyen âge en ces dernières années, et il ne nous reste à signaler que deux publications d'un intérêt plutôt local que général. M. Henri GRANGE, ancien chapelain de Saint-Louis-des-Français, trouvant que les travaux de l'École française de Rome sont bien lents, nous donne les sommaires en latin des lettres pontificales des papes d'Avignon intéressant le département actuel du Gard¹. La table des « cinq ou six mille noms » qui figurent dans ces actes n'est pas encore parue ; seule elle pourra rendre facilement utilisables ces analyses. Espérons aussi que M. Grange y joindra une Introduction historique. — Le *Cartulaire de Mirepoix*, conservé dans les archives du duc de Lévis-Mirepoix au château de Léran (Ariège), est presque entièrement composé de documents du XIV^e et du XV^e siècle, et l'édition que vient d'en donner M. Félix PASQUIER, magnifiquement publiée par la maison Édouard Privat, doit être signalée ici². Dans cette seigneurie de Mirepoix, la condition des personnes ainsi que l'évolution politique et administrative ont été dominées à la fin du moyen âge par deux faits : le pays, converti à la religion albigeoise (je crois que c'est un terme plus exact que celui d'hérésie), fut conquis par Simon de Montfort, qui y introduisit la coutume de Paris, et une seigneurie de Mirepoix fut constituée en faveur du principal lieutenant de Simon, Gui de Lévis, maréchal d'Albigeois : le chef de la maison porte encore aujourd'hui le titre de maréchal héréditaire de la foi ; d'autre part, en 1390, un descendant de Gui de Lévis,

1. H. Grange, *Sommaire des lettres pontificales concernant le Gard (anciens diocèses de Nîmes, d'Uzès et parties d'Avignon et d'Arles) émanant des papes d'Avignon*. Nîmes, 1911-1922, 525 p., en deux parties.

2. Félix Pasquier, *Cartulaire de Mirepoix*. T. I, *Introduction historique* ; t. II, *Textes*. Toulouse, Privat, 1921, in-4^e, 187 et 51 p., 483 p.

Roger-Bernard I^{er}, acculé à la ruine par ses prodigalités, passa un contrat de paréage avec le roi Charles VI, et désormais la nomination des juges appartint à la fois au sénéchal de Carcassonne et au seigneur de Mirepoix, qui partagea avec le roi les profits de justice; moyennant quoi Roger-Bernard obtint deux terres et une somme en or. Mais les habitants, ramenés de force au christianisme, gouvernés par une maison d'origine septentrionale, placés ensuite entre l'autorité seigneuriale et l'autorité royale, surent garder et étendre leurs libertés, et trouvèrent si profitable le paréage qu'ils s'opposèrent constamment à son annulation; il ne disparut définitivement qu'en 1652. On lira avec intérêt le texte du Cartulaire et les pièces que M. Pasquier y a jointes sur l'organisation municipale de la ville de Mirepoix, le paréage et les institutions de la seigneurie. Dans une Introduction très développée, et suivant un plan qui l'a amené à bien des redites, l'auteur a fait l'histoire de la seigneurie du XIII^e au XVI^e siècle et étudié le régime des personnes, les droits féodaux et l'administration. Nous devons prévenir le lecteur qu'il ne pourra pas se dispenser de recourir aux textes que M. Pasquier a utilisés. Le distingué archiviste semble avoir rédigé avec quelque hâte cette Introduction, où l'on désirerait maintes fois des explications plus précises, que les textes permettraient; il lui est arrivé même de commettre d'étonnantes distractions¹.

HISTOIRE GÉNÉRALE ET RÉGIONALE DE LA FRANCE. INSTITUTIONS.

— La régence d'Anne de Beaujeu a été féconde en intrigues compliquées, en négociations sans issue, en guerres avortées, mais aussi en grands événements, et nous avons ouvert avec curiosité le nouveau livre que M. John S. C. BRIDGE vient de lui consacrer et qui, d'après son titre, n'est que le premier volume d'une Histoire de France depuis la mort de Louis XI². Après l'Essai consciencieux et précis, mais bien sec, de P. Pélicier sur le *Gouvernement de la dame de Beaujeu*, après la solide et intéressante *Histoire de la réunion de la Bretagne à la France* d'Antoine Dupuy, qui datent de 1882 et de 1880, M. Bridge nous apporterait-il du nouveau? Il a eu à sa disposition les cinq volumes des *Lettres de Charles VIII*, publiées depuis ce temps pour la Société de l'Histoire de France par Pélicier lui-même; mais il n'a pas trouvé dans cette correspondance,

1. Cf., par exemple, l'article VI de la charte du 21 décembre 1321, éditée t. II, p. 158-159, et l'analyse très inexacte donnée dans l'Introduction, p. 63.

2. *A History of France from the death of Louis XI*. Vol. I : *Reign of Charles VIII, regency of Anne of Beaujeu, 1483-1493*. Oxford, Clarendon Press, 1921, xvi-295 p.; prix : 16 sh.

d'ailleurs beaucoup moins intéressante que celle de Louis XI, le moyen de découvrir des horizons inconnus, et il est caractéristique que M. Bridge ne s'y reporte qu'une vingtaine de fois dans ses notes. L'auteur n'a pas tenté de nouvelles recherches dans les documents inédits. Les historiens ne trouveront donc rien de bien neuf dans son livre. Nous en recommandons néanmoins la lecture, qui est fort agréable. M. Bridge sait choisir les faits qui méritent d'être retenus, et il les présente en ordre, avec talent, en général avec exactitude et précision. Les différentes parties du livre sont d'ailleurs d'inégale valeur. L'Introduction, « la France à la mort de Louis XI », contient des remarques judicieuses, notamment sur la théorie de la monarchie en France, mais les vues y sont souvent superficielles. Il est bien hasardeux, dans l'état actuel de nos connaissances, de vouloir définir la condition des paysans à la fin du règne de Louis XI ; au moins ne faudrait-il pas s'appuyer sur un document comme la fameuse description de Fortescue, qui voyageait en France vers l'époque de la guerre du Bien-Publie, et non pas quinze ans plus tard. Le chapitre sur les États-Généraux de 1484 est intéressant et le Journal de Masselin a été exploité avec intelligence ; rien de plus : les États de 1484 attendent encore leur historien. C'est le récit des guerres féodales, des relations avec l'Angleterre, des ambitions de Maximilien, qu'on lira avec le plus grand profit. — Dans sa conclusion, ainsi que dans son chapitre deuxième, M. Bridge nous présente une apologie d'Anne de Beaujeu et adopte les vues de Pélicier, selon lequel « la dame de Beaujeu a réellement gouverné la France durant les premières années du règne nominal de son frère ». Nous avons essayé jadis de montrer que c'était là un éloge exagéré et que le sire de Beaujeu, auquel Louis XI, bon connaisseur d'hommes, avait confié la garde de son fils, eut certainement autant de part que sa jeune femme à la conduite des affaires. M. Bridge nous a pris courtoisement à partie ; il nous oppose des textes qui ne nous convainquent pas. L'opinion de Brantôme, de Belleforest, de d'Argentré ne compte point. Les textes empruntés à l'*Histoire de Jaligny* et aux dépêches des ambassadeurs étrangers ne prouvent nullement que la dame de Beaujeu eut *seule* une influence décisive. Quant aux diatribes des ducs de Bretagne et d'Orléans, il est bien évident qu'on ne peut en faire état : lorsque le duc de Bretagne, par exemple, verse des larmes de crocodile sur « la subjection en quoi il (le roi) est tenu par une femme et par ses adhérez, laquelle veut tout faire et tout gouverner », il est clair que les auteurs de ce manifeste croient trouver là un bon argument pour émouvoir et spéculer sur l'orgueil de l'homme, qui de tout temps s'est mis en grande colère à la pensée

que la femme prétendait le mener. Lorsque le duc d'Orléans adressa une plainte de même sorte au Parlement de Paris, des lettres royales, que M. Bridge cite lui-même (p. 125), remirent fort nettement les choses au point : si le roi désire avoir constamment à ses côtés sa chère et bien-aimée sœur et a entièrement confiance en elle, c'est qu'il n'a point de parent plus proche ni de meilleur ami, et c'est parce que Louis XI a confié le soin et la garde de la personne royale au sieur de Beaujeu. Il me semble que ce texte, qui nous montre le pouvoir et l'influence partagés entre les deux époux, est une preuve péremptoire de ce que j'ai avancé et résumé en ces termes : « Ce n'est point le gouvernement d'Anne de Beaujeu qui a succédé à celui de Louis XI : c'est le gouvernement des Beaujeu qu'il faut dire. »

L'histoire régionale de la France s'est enrichie de bons ouvrages dus à d'anciens élèves de l'École des chartes, MM. Billioud, Latouche et Régné. La thèse de doctorat de M. Robert LATOUCHE sur la *Vie en Bas-Quercy du XIV^e au XVIII^e siècle*¹ doit être signalée dans ce Bulletin, car elle intéressera avant tout les médiévistes. Il suffit de parcourir les Pièces justificatives pour voir que l'auteur a été attiré surtout par les documents du moyen âge. Rien de surprenant d'ailleurs, et les conclusions auxquelles il est arrivé justifient une préférence qui n'était peut-être pas préconçue. Le Bas-Quercy, c'est-à-dire la région de Saint-Antonin, de Caylus et de Montpezat, au nord-est de Montauban, est un pays agricole; au moyen âge il se suffisait à lui-même et constituait une cellule bien vivante et florissante de l'organisme français; riche en céréales, en vins, suffisamment pourvu de bétail, doté des industries nécessaires, il portait une population de tenanciers arrivés à la quasi-propriété, qui se faisaient une existence confortable et libre; les communautés consulaires avaient une activité politique et sociale dont on ne se douterait point aujourd'hui en parcourant les vieilles rues de Saint-Antonin, mais que des documents de toutes sortes attestent. La révolution économique du xvi^e siècle et surtout le percement des grandes routes, qui ont rejeté le Bas-Quercy hors du mouvement commercial, lui ont été funestes. C'est donc avant tout l'image d'un passé lointain et tout à fait disparu que l'historien du Bas-Quercy doit nous présenter. M. Robert Latouche a traité avec intelligence et netteté le sujet qu'il a choisi. On lira avec beaucoup de plaisir et de profit ses études sur l'administration des communautés, la transformation de la con-

1. Toulouse, Éd. Privat; Paris, Aug. Picard, 1923, 520 p.; prix : 30 fr. (*Bibliothèque méridionale*, 2^e série, t. XIX).

dition des tenures, le travail agricole et industriel, etc. Le chapitre sur les épidémies de peste, qui ont eu certainement, comme il le dit, une répercussion profonde sur la vie sociale et morale du pays, est particulièrement curieux. La synthèse de M. Latouche n'épuise pas le sujet; certaines parties ont été délibérément laissées de côté, notamment la naissance de la Réforme et la résistance catholique; d'autres, comme « la vie morale », ont été traitées avec des documents insuffisants. Bref, comme l'avoue modestement l'auteur, il s'agit d'une construction « provisoire ». Mais nous ne saurions trop louer la méthode qu'il a adoptée. Il ne s'est point contenté de dépouiller laborieusement les fonds des archives départementales, communales et notariales : il a été géographe en même temps qu'historien, il a parcouru le pays, il a travaillé la carte sous les yeux. Une étude attentive de la toponymie lui a fourni des conclusions très intéressantes sur la colonisation agricole du pays. Les historiens régionaux feront bien de lire la thèse de M. Latouche, non seulement parce qu'ils y trouveront des renseignements intéressants, mais parce qu'à quelques égards elle est digne de servir de modèle.

Des éloges sont dus également au solide ouvrage de M. Joseph Billiou sur les *États de Bourgogne aux XIV^e et XV^e siècles*¹. Par les histoires générales de Bourgogne et les monographies concernant les ducs de Bourgogne, par les publications de textes d'un Joseph Garnier et d'un Champeaux et les travaux des érudits sur la défense organisée en Bourgogne contre les Écorcheurs, nous savions combien l'action des États avait été importante; mais le sujet n'avait jamais été traité en son ensemble, sauf dans les maigres positions de thèse d'un archiviste-paléographe, M. Bougenot. M. Billiou a recueilli avec diligence tous les documents, « souvent indirects et très vagues », en tout cas très dispersés, qu'il pouvait trouver, notamment dans les pièces comptables des anciennes archives de la Chambre des comptes de Dijon et dans les dépôts d'archives communales. Sa bibliographie et ses notes prouvent qu'il a tenu à se renseigner très largement sur les alentours du sujet; nous ne lui signalerons que deux lacunes : la monographie de M. Otto Cartellieri, *Philipp der Kühne, Herzog von Burgund*, et la fort précieuse thèse de l'abbé Dussert sur les *États du Dauphiné aux XIV^e et XV^e siècles*. Nous demanderons aussi à M. Billiou, qui, avec raison, a des préoccupations de style, d'écrire avec plus de simplicité, d'éviter les redondances et les longueurs. Mais félicitons-le de cet excellent début. Son ouvrage est bien composé et muni d'un

1. Dijon, 1922, xviii-498 p. (*Public. de l'Acad. des sciences, arts et belles-lettres de Dijon*).

appareil d'érudition qui prouve la qualité du travail et donne toute satisfaction aux chercheurs. Sur les origines des États, qui commencent véritablement en 1352 et fonctionnent régulièrement, ou presque, à partir de 1356 (234 sessions de 1356 à 1500), sur les convocations et les élections, les sessions, les impôts et leur recouvrement, l'action financière, politique, militaire, économique, administrative, législative des États jusqu'au xvi^e siècle, nous avons désormais un corps d'informations étendues, aussi précises que la documentation le permettait. Malheureusement, comme il arrive presque toujours, les procès-verbaux des États se sont perdus, et nous n'avons que bien indirectement des notions sur la vie même de ces assemblées et sur l'esprit qui en animait les membres. C'est tout à fait exceptionnellement que les procès-verbaux des séances des États provinciaux du moyen âge ont été conservés ; l'abbé Dussert en a retrouvé un pour les États du Dauphiné, et, puisque M. Biliouïd ne néglige pas les lumières que procure l'histoire comparée, il devra lire ce document et en tirer parti, s'il est amené à nous donner une seconde édition de son ouvrage.

A côté de ces grandes réunions provinciales des Trois-États, il y avait des assemblées de pays. Tels les États de Vivarais, qui, d'abord indépendants, furent à partir de 1425 les simples auxiliaires des États de Languedoc et n'eurent plus guère pour rôle que de répartir entre les paroisses du pays l'impôt fixé par ceux-ci. Les deux chapitres consacrés à leur formation et à leur organisation comptent parmi les pages les plus intéressantes d'un ouvrage qu'on a déjà signalé ici, l'*Histoire du Vivarais* de M. Jean RÉGNÉ¹. Ces États de Vivarais, qui s'intitulaient eux-mêmes, notamment dans le Cahier de doléances de 1451 qu'a publié M. Régéné, « les gens des trois estatz de Vivarais » (p. 495, pièce justificative n° XVI), ne comprenaient cependant, particularité assez curieuse, que treize seigneurs et les représentants de treize villes : l'accès de l'assemblée était fermé au clergé et l'évêque de Viviers n'y figurait que comme baron ; ce n'est que par la force de l'usage général dans le royaume qu'on employait le mot de Trois-États. Cette assemblée, née comme les autres des nécessités imposées par la guerre de Cent ans, eut une grande importance dans l'histoire du Vivarais ; elle acheva l'œuvre commencée par les baillis royaux, elle donna au Vivarais conscience de son unité, elle en fit vraiment, au point de vue politique, un pays. Sur la naissance et sur l'histoire des États, comme sur les

1. *Histoire du Vivarais. T. II : le Développement politique et administratif du pays de 1039 à 1500.* Largentière, 1921, 519 p.

organes locaux du pouvoir royal, les malheurs du pays pendant la guerre de Cent ans, la défense opposée aux routiers et aux Tuchins, on trouvera dans le livre de M. Régné beaucoup de détails intéressants, puisés dans des documents inédits. C'est dommage qu'il se soit abstenu presque systématiquement de consulter les grands ouvrages d'érudition qui lui auraient permis de compléter son exposé. On ne peut point croire qu'il ignore des ouvrages maintenant classiques comme *l'Histoire de Charles V* de Delachenal et la *France et le grand schisme d'Occident* de Noël Valois; cependant, il n'en a pas tiré profit et ne les cite point. On est déçu également par l'absence de tout développement sur l'état social et économique, la condition des personnes. On nous prévient que les souscripteurs pourront acheter à part, chez l'auteur, cinq brochures concernant ce sujet. Il faut espérer que dans le troisième volume, où l'on trouvera *l'Histoire du Vivarais de 1500 à 1789*, M. Régné, quitte à sacrifier quelques détails puisés dans les archives départementales qu'il conserve, nous présentera un exposé mieux équilibré.

BIOGRAPHIES. — Les biographies qu'on vient de nous donner de Philippe d'Arbois, évêque de Tournai, et de Jean de Bilhères-Lagraulas, abbé de Saint-Denis, ont quelques traits communs, qui d'ailleurs marquent le caractère et la carrière de beaucoup de prélates du XIV^e et du XV^e siècle. Tous deux furent après à la curée des bénéfices, se servirent de la politique pour se pousser aux honneurs et de l'appui des rois de France pour obtenir les faveurs pontificales. Philippe d'Arbois¹ fut « conseiller de Philippe de Valois », et les documents d'archives que son nouveau biographe, M. E. DE MOREAU, a mis diligemment en œuvre prouvent qu'il rendit de grands services à la royauté et fut un de ses agents en Flandre, sans qu'on puisse déterminer exactement quel fut son rôle. D'origine franc-comtoise, doyen de Saint-Donatien de Bruges en 1335, il accumula les bénéfices, devint évêque de Noyon en 1349 et fut transféré au siège de Tournai en 1351. Évêque fastueux et généreux, il se montra d'ailleurs attaché à ses devoirs de pasteur et n'encourut pas les reproches d'avarice et d'inertie que mérita au siècle suivant Jean de Bilhères-Lagraulas. Ce prélat, dont M. Charles SAMARAN nous apporte une biographie très soignée², n'avait guère attiré jusqu'ici l'attention des

1. E. de Moreau, *Un évêque de Tournai au XIV^e siècle : Philippe d'Arbois*. Paris, Champion; Bruxelles, Lamertin, 1923, 60 p. Ce mémoire est extrait du tome 1 de l'excellente *Revue belge de philologie et d'histoire*.

2. Jean de Bilhères-Lagraulas, *cardinal de Saint-Denis; un diplomate français sous Louis XI et Charles VIII*. Paris, Champion, 1921, 123 p. (Bibl. du XV^e siècle).

historiens. A vrai dire, c'est surtout par les hors-d'œuvre — telle la description de la vie des hobereaux de Lagrualas — que le petit ouvrage de M. Samaran retient la curiosité. On ne peut parvenir à s'intéresser à Jean de Bilhères, personnage assez médiocre à tous égards. Fils d'un petit seigneur gascon, il sort de l'obscurité vers l'âge de quarante-trois ans, en 1473. Probablement pour avoir abandonné à temps la cause de Jean V d'Armagnac, il reçut à cette époque l'évêché de Lombez. Il fit vite son chemin. Si nous en croyons le *Journal* de Masselin, il avait une simplicité étudiée, savait l'art de caresser les grands et était dépourvu de tout scrupule : sa fourberie suppléait, en une certaine mesure, à la pauvreté de sa culture et de son élocution. Il plut à Louis XI, qui aimait avant tout les serviteurs dociles. Dès 1474, il arriva aux plus grands honneurs : il devint abbé de Saint-Denis. Puis il entra au Parlement de Paris et au Conseil du roi. Un petit succès diplomatique, auprès des habitants des Quatre-Vallées, qui hésitaient entre France et Aragon et acceptèrent le rattachement à la couronne de France, le désigna pour des missions en Espagne, où il ne se montra pas bien brillant. Pendant la minorité de Charles VIII, il sut se faire valoir, prit une part assidue aux séances du Conseil, fut président des États-Généraux du 17 janvier au 12 février 1484. Le roi le chargea en 1489 de négocier la paix avec Maximilien, puis l'envoya comme ambassadeur à Rome, où il mourut en 1499. Il n'était pas à la hauteur d'une pareille tâche. C'était ce qu'on appelle aujourd'hui un « arriviste ». Il ne manquait pas de goût ni de flair, puisqu'il distingua le jeune Michel-Ange et lui commanda la *Pietà*, pour orner la chapelle de Sainte-Pétronille. Mais toutes les fois qu'il eut affaire à un homme d'intelligence supérieure, comme Ferdinand le Catholique ou Alexandre Borgia, il se laissa berner. Sa préoccupation principale était d'entasser les honneurs et les bénéfices fructueux. Il eut le chapeau de cardinal, cumula les abbayes, les administrations d'évêchés, les fonctions civiles, sans se soucier d'ailleurs beaucoup de faire face à tant de charges. En 1486, les religieux de Saint-Denis se plaignirent au Parlement de Paris de sa négligence et de son avarice dans un virulent mémoire, qui est une des pièces justificatives les plus intéressantes publiées par M. Samaran. Les érudits nous ont fait connaître quelques-uns des conseillers qui ont relevé la monarchie au temps de Charles VII et aidé Louis XI à être un grand roi. Il est bon, après tout, que nous sachions qu'à côté d'eux il y avait des hommes très médiocres qui savaient se hisser aux plus hautes fonctions. La race n'en est pas éteinte.

D'une tout autre envergure était le cardinal Pierre de Foix le

Vieux. Fils d'Archambaud de Grailly, qui devint comte de Foix et vicomte de Béarn en 1398, ce cadet de grande famille prit la robe franciscaine dès l'âge de dix ans ; mais il fut évêque à vingt-trois ans, cardinal à vingt-sept, et ses vœux de pauvreté et d'humilité ne l'empêchèrent pas de devenir un des plus illustres princes de l'Église. Tenace et laborieux, il réussit, après trois légations successives en Aragon, à éteindre le schisme qui s'y était perpétué. Nommé vicaire général du pape en Avignon et dans le Comtat en 1432, puis légat en 1433, il fut comme tel chargé non seulement d'administrer les terres pontificales, mais de veiller aux intérêts de l'Église dans toute la France méridionale. Il eut dans sa longue vie à résoudre beaucoup de questions difficiles et fut être à la hauteur de tant de tâches. Il eut notamment à manœuvrer entre le pape et le Concile, entre Charles VII et le dauphin Louis, qui prétendait mettre la main sur le Comtat. Il lui incomba de pacifier Avignon et le Comtat, pays turbulent et sans cesse menacé par les routiers. Il fut un protecteur des arts, un fervent bibliophile, et il fonda à Toulouse le collège de Foix. Obligé, dans sa robe franciscaine, à un faste qui ne paraît point d'ailleurs lui avoir répugné, il avait de graves embarras d'argent et il passa sa vie à quémander, lui aussi, de gros bénéfices et des dons. Eugène IV disait de lui : « Le légat se plaint fréquemment qu'on ne lui donne rien. » Il obtint cependant beaucoup, par exemple l'archevêché d'Arles et l'abbaye de Montmajour, mais il ne put faire face à ses charges. Ce franciscain laissa beaucoup de dettes et une succession très embrouillée. Curieuse figure, qui méritait une étude. Elle avait tenté un chartiste, François BARON. Ce jeune homme, tué à la guerre, n'avait pu retoucher sa thèse, qui lui avait coûté de longues recherches dans les archives départementales du Midi, dans les archives du Vatican et d'Aragon. On vient de la publier¹ « telle qu'il l'avait laissée », est-il dit dans la préface ; point tout à fait sans doute, puisque nous ne connaissons que par leur sommaire les vingt-cinq pièces justificatives : lettres inédites de Pierre de Foix, de Charles VII, des papes, etc... On a craint sans doute de ne point en donner la reproduction parfaite qu'aurait désirée l'auteur. Ce scrupule, les auteurs anonymes de la publication auraient dû l'éprouver plus amplement. Il a manqué, pour l'édition de cette thèse, soigneusement préparée, mais hâtivement rédigée, les soins d'un ami attentif. Non seulement il y a des fautes d'impression dans le texte et les notes, non seulement on a laissé le typographe imprimer en italiques

1. François Baron, *le Cardinal Pierre de Foix le Vieux (1386-1464) et ses légations*. Amiens, impr. Yvert, 1920-1922, 205 p. — Pierre de Foix le Jeune, qui devint également cardinal, était un petit-neveu de Pierre de Foix le Vieux.

des expressions que le jeune érudit, ou le correcteur de sa thèse, avait sans doute soulignées pour indiquer une malencontreuse répétition de mots ou une imprécision de langage, mais, ce qui est plus regrettable que ces lapsus, on a livré au public des pages, notamment la conclusion, qui sont visiblement bâclées. Les érudits pourront certainement tirer profit de ce travail ; mais il ne sera pas inutile de le refaire. La figure du cardinal ne se dégage pas de cet exposé, souvent incohérent et contradictoire. Les historiens feront bien de se reporter aux pages que M. Labande a consacrées au cardinal de Foix dans son *Avignon au XV^e siècle* et de ne chercher dans la thèse de François Baron que des détails, des textes et des précisions chronologiques.

Le seul livre important que nous ayons reçu concernant l'histoire de Jeanne d'Arc est une brochure de M. Félix BRUN sur le Soissonnais au temps de la Pucelle¹. Cet érudit, qui connaît parfaitement l'histoire de son pays, nous décrit en termes mesurés et justes la situation matérielle de Soissons au xv^e siècle, situation fort pitoyable, moins pitoyable cependant, comme il le dit, que l'état présent de cette malheureuse ville, et il nous peint avec non moins de vérité son état moral, très trouble. Il nous raconte comment Soissons accueillit Charles VII après le sacre (23 juillet 1429) et comment, dix mois après (milieu de mai 1430), le capitaine de la place, Guichard Bournel, refusa d'y laisser entrer Jeanne d'Arc ; au bout de quelques semaines, les Bourguignons l'occupèrent, ayant acheté Soissons à Guichard Bournel pour quatre mille saluts d'or. Sauf découverte de documents nouveaux, M. F. Brun nous paraît avoir très heureusement résolu les divers petits problèmes qu'il avait à se poser, et son mémoire témoigne de beaucoup de bon sens, ce qui n'est pas toujours le cas des ouvrages relatifs à Jeanne d'Arc. — M. le commandant QUENNEDEY s'est proposé de déterminer l'emplacement exact et la configuration de la prison où la Pucelle commença son martyre². Il nous expose ses investigations historiques et archéologiques avec une abondance excessive, mais elles ont été menées avec sagacité. On peut désormais considérer comme acquis que Jeanne d'Arc fut enfermée dans une tour du château de Philippe-

1. *Jeanne d'Arc à Soissons. Recherches sur Soissons et le Soissonnais au temps de la Pucelle.* Meulan, Reily, 1923, 75 p. D'après l'avant-propos, c'est la réimpression revue et corrigée d'une brochure tirée à petit nombre en 1920 « pour un très petit groupe de compatriotes et d'amis ».

2. *La Prison de Jeanne d'Arc à Rouen.* Paris, Champion, 1923, 132 p. (extrait du *Bull. de la Soc. d'émulation du commerce et de l'industrie de la Seine-Inférieure*, année 1921).

Auguste, donnant alors sur les champs, et dont on peut voir exactement l'emplacement, de nos jours, au n° 102 de la rue Jeanne-d'Arc : il y a là une cour circulaire, qui correspond au vide intérieur de ladite tour ; la prison de Jeanne était au premier étage. — Signa-
lons, à titre de « curiosité orléanaise », un *Éloge de la Pucelle* prononcé au XVIII^e siècle par le curé de Saint-Nicolas de Beaugency¹. Ce chanoine Mathieu Cosson ne manquait pas de sens historique ; mais sa harangue enguirlandée n'intéressera guère que les bibliophiles qui ont du temps à perdre et qui se réjouiront d'avoir entre les mains un joli volume, tiré à très petit nombre.

HISTOIRE LITTÉRAIRE. — Depuis longtemps, les historiens ont reconnu la valeur des documents littéraires ou artistiques pour la connaissance des anciennes sociétés. L'utilisation de ces documents, en ce qui regarde l'histoire de l'antiquité, est chose courante. On n'aurait pas idée, de nos jours, d'étudier le prémoyen-âge sans y avoir recours, et les érudits qui ont, depuis quarante ans, renouvelé notre savoir sur les institutions féodales et capétaines, tels que Flach, Luchaire, M. Charles-Victor Langlois, les ont largement utilisés. Si l'on ouvre au hasard un volume de *l'Histoire de France* publiée sur l'initiative de M. Lavisson, on constate quelle place ils y tiennent : pour ne citer que quelques exemples, c'est d'après les romans de *Jehan et Blonde* et de *Bauduin de Sebourg*, et les fabliaux, que la société française du XIII^e siècle a été décrite, et pour peindre celle du XV^e les textes littéraires de toute sorte ont été mis largement à contribution. Il y a trente ans, M. Jusserand, en publiant son *Histoire littéraire du peuple anglais*, nous a donné un admirable modèle à suivre. On est donc assez étonné de lire, dans l'avant-propos de *l'Histoire poétique du XV^e siècle*, tout récemment publiée par M. Pierre CHAMPION², que les historiens « ont négligé d'utiliser » ces « informations du plus haut prix ». Il est vrai que, quand M. Champion parle des historiens, c'est à Du Fresne de Beaucourt qu'il pense : on ne pouvait pas le deviner. En tout cas, il devrait se garder de généralisations si peu exactes. — Ce n'est donc pas une méthode nouvelle que nous révèle *l'Histoire poétique du XV^e siècle* ; mais, cela dit, louons comme il convient l'infatigable et intelligent labeur de l'auteur, qui joint à une érudition très étendue

1. *Les Curiosités orléanaises. Éloge de la Pucelle d'Orléans prononcé les 8 may 1771 et 1788 par le chanoine Mathieu Cosson, prieur-curé de la paroisse Saint-Nicolas de Beaugency.* Introduction par Jacques Soyer. Orléans, Pigelet, 1923 ; prix : 12 fr.

2. Paris, Champion, 1923, 2 vol., 395 et 475 p. (*Bibl. du XV^e siècle*).

et de plus en plus maîtresse d'elle-même un véritable talent d'exposition et des vues souvent originales. Ces deux beaux volumes, illustrés de magnifiques phototypies, sont tout à fait séduisants et d'une lecture extrêmement attachante ; ils auront autant de succès que le *Villon*, qu'on ne peut plus se procurer qu'à coup de billets de banque et que la maison Champion devrait bien réimprimer. — *L'Histoire poétique du XV^e siècle* est un commentaire de « documents lyriques » sur l'état d'âme des grands et petits poètes de l'époque ; de ce qu'ils ont senti et dit sur l'amour, sur les plaisirs que procurent les sens, les arts et la nature, sur les vicissitudes de la vie, la pauvreté, la captivité, sur la fuite du temps, la vieillesse et la mort. M. Champion cite beaucoup et choisit heureusement, tire d'un injuste oubli de très beaux poèmes, comme ceux du sombre, brutal et tragique Pierre de Nesson. Les onze poètes auxquels il a consacré des études sont tous, pour telle ou telle raison, des auteurs représentatifs¹. Il faut seulement s'étonner et regretter que Martin Lefranc, esprit si libre et original, et le grand Georges Chastellain aient été exclus, sous des prétextes qui ne sont point valables. M. Champion a longuement analysé les œuvres en vers et en prose d'Alain Chartier, et il a eu raison (encore qu'il ne soit pas exact de considérer comme « absolument méconnu » l'auteur du *Quadrilogue invectif*²). Mais, alors, pourquoi « écarter de propos délibéré » Georges Chastellain, parce que « c'est un poète lorsqu'il écrit en prose » ? Les poèmes politiques et les « poèmes en prose » de l'indiciaire des ducs ont pour nous une valeur analogue à celle du *Quadrilogue* ; c'est par eux que nous comprenons le trouble des grandes consciences françaises, à l'heure où les rois et les ducs de Bourgogne se livraient de mortels combats. — Je ne saurais entreprendre ici de donner un aperçu de l'ouvrage très riche de M. Champion, et j'aime mieux dire d'un mot que toute personne s'intéressant au moyen âge devra le lire. Les romanistes lui adresseront quelques critiques de détail : peu, sans doute. Quant aux historiens, ils le remercieront de ce bel apport à la connaissance du xv^e siècle, et ils lui demanderont seulement de ne se laisser jamais subjuguer par sa propre verve et de se méfier de sa facilité. Il a une certaine tendance,

1. Alain Chartier, Pierre de Nesson, Jean Régnier, Michault Taillevent, Pierre Chastellain dit Vaillant, Charles d'Orléans, Villon, Arnoul Greban, Meschinot, Henri Baude, Molinet.

2. Si M. Pierre Champion veut simplement dire que les plus belles pages d'Alain Chartier devraient figurer dans les *Morceaux choisis* présentés à nos écoliers, nous sommes tout à fait d'accord avec lui. Mais il paraît croire que les historiens ne le lisent pas et qu'il ne trouve point sa place dans les histoires littéraires. Il exagère.

dangereuse pour un savant, à imaginer les réalités passées à travers les lunettes d'un artiste et à se laisser tenter par des hypothèses originales et amusantes, qu'il présente avec assurance et qui n'ont aucun fondement. Je songe notamment à son récit de la bataille de Montlhéry. A l'en croire, les deux armées se contentèrent de se regarder et il n'y eut pas de bataille, mais seulement « quelques défis et combats individuels » ; on « but du vin à la goulée » et « tout cela fut comique ». Commynes, dont M. Champion invoque l'autorité, parle bien de plusieurs pipes de vin qu'on défonça pour faire boire les hommes, car il faisait « hideusement chaud »¹ ; mais les récits de Commynes et des autres chroniqueurs n'ont rien de comique. La bataille fut extraordinairement confuse et aucune idée stratégique n'y fut réalisée, comme il arrivait le plus souvent au moyen âge ; mais elle fut sanglante : deux mille hommes y périrent, parmi lesquels des guerriers illustres, comme Pierre de Brézé et Philippe de Lalain ; Charles le Téméraire fut blessé, et Louis XI faillit être tué par le bâtarde de Bourgogne. M. Champion aurait donc mieux fait de ne pas chercher ici son inspiration dans les plaisanteries bachiques du « joyeux buveur » Molinet. Les textes littéraires (nous ne songeons pas ici aux poèmes de Molinet, qui ne méritent guère ce nom, et auxquels M. Champion fait à tous égards trop d'honneur) peuvent nous éclairer magnifiquement sur les pensées, les sentiments et les rêves de nos ancêtres ; mais si nous leur demandons davantage, prenons garde qu'ils peuvent nous entraîner hors de toute réalité.

Ch. PETIT-DUTAILLIS.

1. Voir les textes réunis par B. de Mandrot : *la Bataille de Montlhéry*, appendice à son édition du *Journal de Jean de Roye*.

COMPTEES-RENDUS CRITIQUES.

Lucien FEBVRE, avec le concours de Lionel BATAILLON. **La terre et l'évolution humaine. Introduction géographique à l'histoire.** Avant-propos par Henri BERR. Paris, 1922. In-12, xxvi-471 pages. Prix : 15 fr. (« Bibliothèque de synthèse historique. L'évolution de l'humanité ».)

Il est deux grands problèmes que tout historien, pour peu qu'il ne dédaigne pas de parti pris de réfléchir sur son métier — mais s'il s'impose ce dédain est-il vraiment un historien? — rencontre tôt ou tard sur sa route : celui de la race et celui du milieu; problèmes presque angoissants parce qu'ils nous amènent à douter de la valeur même des causalités proprement historiques que nous nous efforçons si péniblement de dégager. Pour prendre un exemple un peu gros et, par là même, commode, à quoi bon nous fatiguer à reconstituer, textes en main, la série d'événements plus ou moins fortuits d'où semble découler la formation du monothéisme juif, tel qu'il se révèle à nous vers l'époque d'Auguste, si cette forme religieuse se trouvait inscrite dès l'origine des temps dans la constitution cérébrale de la « race » juive ou sémitique, ou bien si elle doit être conçue comme commandée par certaines conditions de sol et de climat, le « désert » étant essentiellement « monotheïste »? Traçant l'ample canevas d'une collection consacrée à l'*Évolution de l'humanité*, M. Henri Berr ne pouvait négliger ces deux troublantes questions. Des circonstances malheureuses ont retardé l'apparition du volume sur la *Race*, que nous attendons avec infiniment de curiosité. Voici, du moins, celui qui concerne la *Terre et l'évolution humaine*. Le soin de l'écrire n'a pas été confié à un géographe de profession. Certes, M. Lucien Febvre est parfaitement au courant des méthodes et des résultats de la géographie : ses beaux travaux d'histoire provinciale témoignent qu'étudiant l'homme il n'a jamais omis de s'intéresser à la « Terre ». Mais enfin il est et se dit historien. Son livre ne veut pas être un manuel de géographie humaine. C'est une étude méthodologique appuyée sur des connaissances étendues et précises, un effort pour poser correctement le groupe complexe de problèmes que j'indiquais plus haut; l'auteur se propose d'orienter les recherches dans les directions où le travail sera susceptible d'être fécond; livre extrêmement riche, un peu touffu parfois, mais vivant au possible, suggestif, entraînant; enfin, si j'ose employer ici dans son sens plein un terme trop souvent prodigué, singulièrement

intelligent. Je voudrais en indiquer brièvement les idées essentielles, quitte à présenter ensuite à leur sujet quelques réflexions.

Dès le début de son enquête, M. Febvre s'est trouvé amené à prendre position vis-à-vis de deux chefs d'école qu'avait avant lui préoccupés le problème du milieu : Vidal de la Blache et Durkheim. Si les parallèles, à la mode du vieux temps, étaient encore de saison, il serait tentant d'en esquisser un entre ces deux hommes si dissemblables : d'un côté cet humaniste — car tel était Vidal par sa formation première — de goût fin et nuancé et, pour tout dire, artiste jusqu'aux moelles, en face de lui ce dialecticien impérieux, ce métaphysicien épris de rigueur et de nécessité que fut Émile Durkheim ; ils n'ont guère qu'un trait commun, c'est d'avoir marqué tous les deux d'une empreinte qui ne s'effacera pas toute une génération d'historiens. M. Febvre a subi leur influence autant que quiconque et, si ni l'un ni l'autre n'avait écrit ou enseigné, il est probable que ce livre sur la *Terre et l'évolution humaine* n'eût pas été conçu sous sa forme présente. Mais, n'ayant pas le tempérament d'un disciple, M. Febvre a gardé, en face des deux fortes pensées dont il s'est nourri, toute son indépendance ; surtout il ne s'est pas laissé séduire par les constructions, parfois plus rigides que ne l'eussent sans doute voulu les maîtres, qu'ont élaborées les deux écoles issues de Vidal ou de Durkheim. Il distribue ses coups des deux parts, frappant, à vrai dire, peut-être plus souvent sur le camp sociologique que sur le camp adverse ; les pages de contre-critique, où il rétorque les objections, parfois singulières, faites jadis par M. Simiand aux travaux des géographes, comptent parmi les meilleures qu'il ait écrites. Ne serait-ce que par cette attitude méthodologique, cet ouvrage marque une date.

En vérité, c'est une seule et même chose que M. Febvre reproche aux deux écoles qu'il attaque : la superstition d'une causalité nécessaire et toujours uniforme. Les géographes admettent qu'une valeur causale de cette sorte doit être reconnue, dans certains cas, au milieu physique ; c'est le postulat qu'ils jugent nécessaire à leur science ; les sociologues nient ce postulat et croient ainsi ruiner la géographie humaine. Qui ne voit que la thèse est au fond la même ? Toute différente est la position de M. Febvre : la formule suivante, par où débute un des chapitres (p. 284), pourrait servir d'épigraphie au livre tout entier : « Des nécessités nulle part. Des possibilités partout. » Donc obligation pour l'historien d'étudier toujours avec soin le milieu terrestre, riche de virtualités pour ainsi dire infinies, où vit le groupe social qui forme l'objet de ses recherches ; mais incapacité totale pour la géographie d'établir des rapports nécessaires, valables en tout lieu et en tout temps, entre certaines conditions de milieu et des formes sociales déterminées ; en somme, pas de « lois » géographiques.

Pourquoi faut-il renoncer ainsi aux vastes espoirs que la géographie avait, à de certains moments, semblé pouvoir ouvrir ?

D'abord parce que les conditions mêmes du milieu terrestre, en tant

qu'elles sont aptes à influencer l'homme, sont infiniment plus diverses qu'une classification trop sommaire, héritière de formules anciennes, avait pu le faire croire. Il n'y a pas une « vie de montagne », — cela pour beaucoup de raisons, mais en particulier parce que le mot de montagne n'a de précision qu'en apparence; il n'y a pas de notion anthropogéographique d'insularité (c'est l'exemple que M. Febvre développe le plus abondamment et qu'il traite avec le plus de bonheur), ne serait-ce que pour ce motif, suffisant même à défaut d'autres, que le concept d'île, ainsi que le concept voisin de côtes, recouvre en fait une foule de réalités disparates.

En second lieu, supposer cette influence nécessaire du milieu sur l'homme, c'est postuler que l'homme ne modifie pas, ou ne modifie pas sensiblement, le milieu. Erreur qui n'a plus besoin d'être démontrée : l'aspect extérieur que revêt aujourd'hui notre planète n'est-il pas en grande partie l'œuvre de l'humanité?

Enfin, et peut-être surtout, affirmer qu'un milieu donné agit toujours sur un groupe social dans un même sens revient évidemment à admettre que dans cette interaction le facteur humain est toujours pareil à lui-même; devant des conditions géographiques déterminées, la réaction de la collectivité humaine serait toujours identique, ou peu s'en faut. Ainsi se trouve ressuscité, sous une forme à peine différente, l'homme abstrait que l'économie politique « classique » reçut jadis des mains de la philosophie du XVIII^e siècle, cet homme qui suivait toujours son « intérêt » et dont l'« intérêt » demeurait toujours le même. Mais il n'y a pas plus d'*homo geographicus* que d'*homo economicus*. Croire que la distribution des points d'eau règle toujours, ou même règle essentiellement, la répartition des habitations, c'est oublier qu'une pareille répartition, autant que de la soif, est fonction du besoin de sécurité, des habitudes sociales nées de la vie de clan, de famille, de village, de la vie religieuse aussi... Prétendre qu'une côte poissonneuse attire l'homme, c'est négliger le cas de ces sociétés nombreuses qui, par obéissance à un « tabou » religieux ou tout simplement par goût ou par routine, refusent ou dédaignent de manger du poisson. En face de la complexité de la nature, il faut poser la complexité du sentiment et du raisonnement humain.

Telles sont, trop séchement résumées et privées de tout l'appareil d'exemples et de réflexions qui en fait le soutien et le prix, les thèses maîtresses de ce livre, écrit dans un esprit résolument et sainement relativiste. On ne saurait, il me semble, qu'approuver en son principe cette vigoureuse réaction contre un schématisme trop facile. Dans le détail, M. Febvre convainc souvent; là même où on lui résiste un peu, il invite à méditer. Limité ici par la place, je me bornerai à présenter deux ou trois observations.

Voici d'abord, à mon sens, dans cet ouvrage si plein, une lacune. J'y aurais voulu un chapitre sur l'illusion géographique; je veux dire l'influence exercée sur les conceptions humaines et la vie même des

sociétés par la notion mal comprise de certaines pseudo-nécessités géographiques. M. Febvre montre fort bien que les fleuves ne sont pas en réalité des frontières « naturelles ». D'accord; mais si on les croit tels, en un certain sens par là même ils le deviennent. M. Febvre, qui sait utiliser ses expériences de guerre, nous fournit lui-même un exemple d'illusion de cette sorte : ces secteurs de front que délimitait absurdement un cours d'eau sans valeur tactique. L'histoire en présente bien d'autres : est-il besoin de rappeler que, pour César, la Seine séparait les Belges des Celtes ? Ou, si l'on récuse comme sans portée pratique la géographie savante ou censée telle dont César se faisait l'écho, comment oublier que la même idée se poursuit dans la géographie populaire du moyen âge avec cette notion si singulière du pays d'Hurepoix, qui n'est en réalité que l'Entre-Seine et Loire ? N'est-ce pas d'ailleurs de représentations de cette sorte qu'est issue la théorie politique dite précisément des frontières naturelles, qu'on ne peut nier avoir été vraiment agissante, non seulement au temps de Richelieu et plus tard, mais déjà bien auparavant quand, sous Philippe le Bel, elle prenait la forme plus simpliste encore de la théorie des quatre rivières (Escaut, Meuse, Saône et Loire, limites prétendues du royaume de France)¹ ? A ce propos, il eût été intéressant de rechercher dans quelle mesure les conceptions politiques ont pu être modifiées, vers l'époque moderne, par l'habitude de consulter des cartes ou des atlas. Il n'est pas possible que le fait de se représenter le sol, non plus d'une façon à la fois vague et concrète grâce à des souvenirs ou des récits, mais sous la forme plus précise en apparence et en même temps terriblement abstraite du schéma graphique, n'ait influencé en quelque mesure l'activité des grands conducteurs d'hommes.

En écrivant le chapitre dont je regrette l'absence, M. Febvre fut d'ailleurs resté tout à fait dans la ligne de sa doctrine. Sur un autre point, je me séparerais plus complètement de lui. Il a très bien vu que la discussion entre les sociologues et les géographes se ramène, au moins dans une certaine mesure, à la controverse qui mit aux prises plusieurs fois sociologues et historiens « historisant » : les géographes et les historiens, sensibles surtout aux liens que crée entre les différents phénomènes sociaux, en apparence disparates, une unité de lieu ou de temps, étudiant de préférence ces ensembles spatiaux ou chronologiques que sont une région ou une civilisation; les sociologues tendant, au contraire, à découper ces réalités trop complexes, à leur gré, pour former présentement un objet de science, et s'attachant de préférence à l'étude à travers le temps ou l'espace d'un phénomène d'un type déterminé, le sacrifice, par exemple, ou la répartition de la population. Mais, en mettant ainsi clairement en lumière cette opposition de principe, M. Febvre a-t-il été tout à fait

1. Cf. F. Kern, *Die Anfänge der französischen Ausdehnungspolitik bis zum Jahr 1308*. Tübingen, 1910, p. 16 et suiv.

juste pour le point de vue si vigoureusement défendu par certains sociologues, M. Simiand par exemple? Après tout, le procédé analytique, malgré ses dangers, est celui de la plupart des sciences. Du reste ces dangers, qui sont évidemment l'abstraction et le schématisme, sont-ils tellement grands? Si, suivant le conseil de M. Simiand, un géographe avait étudié dans différents pays bien choisis la répartition des habitations, les résultats de ses recherches, les cartes qu'il aurait dressées, comparées à d'autres cartes (des points d'eau par exemple), ne nous aurait-il pas débarrassés de l'importance quasi supersticieuse attribuée à certaines causalités plus vite que ne l'ont fait beaucoup d'études régionales? M. Febvre dissèque admirablement la notion de nomadisme; mais, après sa critique, le fait subsiste de l'existence sinon d'un type, du moins de quelques types assez nets de vie nomade, qu'il vaut la peine d'étudier pour eux-mêmes, en les comparant entre eux.

Aussi bien peut-on se demander si M. Febvre, dont les travaux ont spécialement porté sur une région, la Franche-Comté, qui, par un privilège plus rare qu'on ne pense, présente une véritable unité géographique (j'entends anthropogéographique) et historique, ne s'est pas trouvé conduit par là même, sans s'en douter, à attribuer à la notion de région une valeur peut-être trop absolue. J'aurais, en tout cas, aimé sur ce point une discussion critique, qui manque dans son livre; car les historiens auxquels il s'adresse plus particulièrement se trouvent souvent arrêtés par ce problème, lorsqu'il s'agit pour eux de fixer un cadre à leurs études; et l'on sait toute l'importance qu'une question, à beaucoup d'égards analogue, celle des dialectes, a prise en linguistique. J'ai ailleurs essayé de montrer que l'historien, chaque fois qu'il étudie un ordre de phénomène particulier, doit se tracer à lui-même sa propre région; cette solution semble bien au fond dans la direction d'esprit indiquée par M. Febvre; ne nous invite-t-il pas sans cesse, et de la façon la plus persuasive, à réagir contre cette paresse instinctive qui nous inclinerait à chercher dans l'œuvre des géographes seulement des résultats tout faits, que l'historien n'aurait qu'à utiliser tels quels? Mais, si vraiment l'on doit admettre que la «région» est quelque chose de si variable et si peu «donné», n'est-ce pas justifier dans une certaine mesure les critiques fondamentales des sociologues¹?

1. Peut-être M. Febvre accepte-t-il trop facilement la théorie, d'ailleurs classique, selon laquelle les frontières des diocèses médiévaux représentent celles des cités romaines, et, par delà l'époque romaine, des peuples gaulois. On ne saurait oublier que les limites des diocèses ne nous sont connues que par des pouilles, dont les plus anciens, d'ordinaire, ne remontent pas plus haut que le XIII^e siècle; d'autre part, il est certain que ces limites ont subi pendant le haut moyen âge des remaniements, dont il est difficile d'apprécier l'ampleur. Cf. mon étude : *l'Île-de-France (les Régions de la France, t. IX)*, p. 69 et suiv.

Il me sera permis d'exprimer en terminant un souhait et un espoir. Dans sa conclusion, M. Febvre, exposant à grands traits le programme de la géographie historique, constate que cette science, au vrai sens du mot, n'existe pas encore. Cette dernière remarque n'est que trop vraie. Puissent les conseils de M. Febvre trouver quelque écho parmi les travailleurs ! La plus belle récompense que l'on doive souhaiter à son beau livre, c'est d'être un livre fécond.

Marc BLOCH.

Édouard SALIN. *Le cimetière barbare de Lezéville.* Nancy-Paris-Strasbourg, Berger-Levrault, 1922. 1 vol. in-4°, 156 pages, 8 planches en couleur et 8 planches en noir. Prix : 50 fr.

Comme beaucoup d'autres fouilles archéologiques, l'exploration du cimetière barbare de Lezéville est due à l'initiative d'un particulier, M. E. Salin, maître de forges à Dammarie. Lezéville est un vieux village à demi dépeuplé de la Haute-Marne, non loin des confins des départements de la Meuse et des Vosges, à une dizaine de kilomètres à l'ouest du centre gallo-romain important de Grand, autour duquel les cimetières barbares apparaissent nombreux. Poursuivies de 1911 à 1920, les fouilles ont mis au jour 270 tombes à inhumation groupées en quatorze rangées parallèles exactement orientées du nord-est au sud-ouest. La nécropole avait été établie sur le flanc et jusqu'au sommet d'un coteau calcaire où la pierre, presque à fleur du sol, se lève en bancs minces et rend facile l'établissement de fosses taillées en plein roc. A soixante-dix pas des sépultures les plus basses, au pied du coteau, passe la voie romaine d'Andelot à Gondrecourt. Une partie du mobilier décrit et figuré dans le volume a malheureusement péri dans l'incendie qui, à la fin de 1921, a dévoré la résidence de l'auteur.

Un inventaire précis de chacune des tombes est donné en appendice. Dans le corps de l'ouvrage, M. Salin étudie d'abord le cimetière lui-même et les rites funéraires, puis les éléments du mobilier : armement et équipement, plaques de ceintures et fibules, parures, amulettes, très nombreuses et variées, parmi lesquelles plusieurs silex néolithiques, les objets divers et les vases. Nous signalerons en particulier une épée courte, de trente-six centimètres sur cinq de large, avec les garnitures de bronze du fourreau et surtout les fibules et plaques de ceinturon en bronze ou en fer incrusté d'argent ou de laiton. D'admirables planches en couleur en reproduisent la décoration. D'un intérêt exceptionnel sont une garniture de vêtement en minces plaquettes d'or et les ornements métalliques d'une couverture de livre. Les vases de verre sont rares à Lezéville ; la poterie, enduite d'un vernis noir, est grossière et de qualité médiocre. L'ensemble indique une population de guerriers assez pauvres, chrétienne sans doute, mais conservant bien des usages et des superstitions hérités d'une barbarie encore toute proche. La conclusion

de M. Salin est que le cimetière a dû être choisi par les Francs, comme lieu de sépulture, dès leur arrivée dans le pays, c'est-à-dire dès le milieu du ^{VI} siècle, pour être abandonné vers le milieu du ^{VII} siècle.

C'est peut-être en faire remonter le début un peu haut. Malgré l'incertitude qui règne encore touchant la chronologie de l'époque barbare, il semble, en effet, qu'au ^{VI} siècle l'épée était d'un usage général. La spatha s'est trouvée remplacée au cours du ^{VI} siècle par la scramasax, simple couteau, d'assez petite taille au début, qui grandit peu à peu, pour devenir, au ^{VII} siècle, l'arme principale. Or, les 270 tombes de Lezéville n'ont fourni que trois épées et les scramasax y sont d'assez grande taille. Les haches, également, figurent en bon nombre parmi le mobilier, ce qui semble indiquer le ^{VI} siècle. La décoration des belles plaques de ceinturon ne peut guère dater que du ^{VI} siècle. M. Salin en met très justement en lumière le style tout orientalisant. Or, c'est surtout au ^{VII} siècle que les influences orientales se sont exercées sur l'art barbare. Il faut laisser de côté l'hypothèse qui tend à expliquer ce caractère oriental de la décoration par les migrations et l'origine lointaine des Francs. Il y avait de longs siècles que les Francs, établis en Gaule à ce moment, habitaient dans le voisinage de ses frontières. D'une façon générale, l'ensemble du mobilier semble ne dater la nécropole de Lezéville que de la seconde moitié du ^{VI} et de tout le ^{VII} siècle.

En admirant le luxe de la publication, on louera la sobre précision des descriptions, la sûreté des rapprochements, la netteté de tout le raisonnement. M. Salin fait de l'archéologie une science exacte. Son travail représente une précieuse contribution à l'étude d'une période injustement négligée et sur laquelle les fouilles aussi bien conduites que les siennes sont en mesure d'apporter d'utiles renseignements. C'est, en un mot, un bel et bon ouvrage.

A. GRENIER.

Jacob MANN. *The Jews in Egypt and in Palestine under the fatimid caliphs*, a contribution to their political and communal history based chiefly on genizah material hitherto unpublished. Oxford, University Press, 1920-1922, 2 vol. In-8°, 280 pages et 430 pages.

Ce que les *kōms* éventrés de la Haute-Égypte, avec le flot toujours ininterrompu de papyrus qui s'en échappe, ont été pour le renouvellement de l'histoire de l'Égypte gréco-romaine, la *gueniza* de la synagogue juive du Caire, ce gigantesque panier à papiers découvert il y a quelques années, l'a été, toute proportion gardée, pour la civilisation des Juifs d'Orient, et en particulier d'Égypte, sous les califes. M. Mann a déchiffré et publié, dans cet ouvrage qui lui a valu le titre de docteur de l'Université de Londres, près de deux cents documents de cette

provenance, pour la plupart des lettres et des poésies, dont la majorité se rapporte aux affaires du judaïsme d'Égypte et de Palestine sous la domination des Fatimites, c'est-à-dire de 969 à 1171 de notre ère. Ces documents ont été fournis notamment par les collections Taylor-Schechter (Université de Cambridge) et Elkan Adler (Londres). M. Mann les imprime *in extenso* dans son tome II, avec des notes critiques et explicatives, mais, malheureusement pour les non-hébreu-sants, sans traduction et même sans analyse.

Le tome I est consacré à la mise en œuvre de ces pièces justificatives, encadrée dans un aperçu historique pour lequel l'auteur a utilisé consciencieusement toutes les autres sources hébraïques accessibles et — de seconde main — les sources arabes, qui nous apprennent peu de chose.

La condition des Juifs sous la dynastie fatimite fut, en somme, très supportable. Enveloppés dans le mépris commun qui atteignait tous les « peuples du tribut », ils ne furent pas, en général, molestés dans leur culte ni dans leur commerce. Naturellement il y eut des exceptions à la règle. Le calife Hakim (mort en 1021) était un fanatique, qui fit observer avec rigueur les anciennes ordonnances relatives au costume distinctif des Israélites et brûla même leur principale synagogue ; il y eut alors des incarcérations, des exodes, des apostasies ; mais il n'est pas vrai, comme le raconte Graetz, que Hakim ait chassé les Juifs d'Égypte : la communauté de Fostat (Vieux Caire), la plus importante du pays, est mentionnée dans un document de 1016. On peut citer encore le supplice du riche et influent Juif Abou Saad en 1048, et, vers 1125, une obscure persécution attribuée à un vizir Sipats (?). Même lorsque le gouvernement central se montrait équitable, il y eut, dans les districts éloignés et mal soumis, des faits assez fréquents d'intolérance, sans compter les tueries et les extorsions qui accompagnaient les rébellions, mal endémique. En particulier, en Palestine, les rapports entre Juifs et Arabes étaient aussi tendus qu'aujourd'hui. L'abatage des animaux *more judaico* fut souvent entravé. Il arriva que dans une ville de ce pays la municipalité arabe coupa la branche de l'aqueeduc qui alimentait le ghetto, sous prétexte que les musulmans ne pouvaient pas boire la même eau que les Juifs. Ceux-ci n'obtinrent justice que moyennant un fort *bakchich* payé au gouverneur. Les temps ont-ils beaucoup changé ?

A certaines époques, la tolérance se tourna en faveur, du moins pour quelques privilégiés de la fortune ou du savoir, notamment les médecins. Il arriva même de temps à autre qu'un juif fut élevé au rang de vizir. Tel fut, à la fin du x^e siècle, le cas de Ménassé ben Ibrahim, préfet de Damas, au fils duquel un poète anonyme adresse un long poème qui s'est retrouvé dans la gueniza. Tel fut aussi celui de Aboul Mouanya ben Shaya, directeur de l'agriculture en Égypte vers 1112, qui creusa un canal dérivé du Nil. Naturellement, les Drumont de l'époque

protestaient contre de pareilles nominations. « Peuples d'Égypte », s'écrie ironiquement un poète arabe, « faites-vous Juifs, car le ciel s'est fait juif lui-même ! »

Les documents publiés et commentés par M. Mann ne nous renseignent pas seulement sur la condition légale et matérielle des Juifs dans les deux pays conjugués. Ils nous permettent aussi de reconstituer la biographie de nombreux personnages plus ou moins notables; ils nous font pénétrer dans l'existence parfois agitée des communautés, projettent des lumières sur leur vie intellectuelle et religieuse, sur les écoles et les académies, les rabbins et les mécènes, les aumônes et les rachats de captifs, les discussions théologiques et juridiques, l'âpre rivalité des rabbanites et des karaïtes. Une des figures les plus saisissables est celle du gaon (chef d'académie) palestinien, Salomon ben Yehuda (1025-1051), dont nous possédons une correspondance copieuse. Elle nous montre à quel point le gaonat palestinien, tout en exerçant une vague suprématie spirituelle sur le judaïsme égyptien, se trouvait en réalité, au point de vue matériel, sous la dépendance de celui-ci. En particulier, les Juifs de Jérusalem, dès le XI^e siècle, ne subsistent guère que d'aumônes. La ville sainte attire dès lors nombre de pèlerins. Il en vint un de Salonique, qui était originaire de Russie et qui ne savait que le russe, ne parlait ni le grec ni l'hébreu (t. II, p. 192): on voit combien, dès cette époque, l'assimilation — au moins au point de vue de la langue — était avancée¹.

Le livre de M. Mann pêche par la composition. Les faits vraiment intéressants, comme ceux dont j'ai cité quelques exemples, doivent être extraits laborieusement d'un amas savant, mais confus, de discussions de détail, groupées autour des textes utilisés et disposés dans un désordre vaguement chronologique. Ce n'est pas ainsi qu'il eût fallu procéder. La place de ces dissertations était dans le tome II; le « tableau » du tome I, dégagé de tant d'échafaudages et de copeaux, eût gagné à prendre la forme d'un exposé systématique, concis et clair. Le seul chapitre où M. Mann ait suivi cette méthode est le sixième qui traite de l'organisation des Juifs d'Égypte, et il est excellent. Nous y voyons, à la tête de toute la juiverie égyptienne, un *nagid* ou prince, souvent hérititaire, représentant légal des Juifs devant le calife; puis, dans chaque communauté, un chef (*rosh hakkahal*), des conseillers (*parnassim*), les anciens, le rabbin (*haber, dayyan*), le juge (*bet-din*), le chantre (*hazzan*), le lecteur. Voilà un tableau clair et satisfaisant. Tout le reste constitue moins un livre qu'un

1. Je doute fort que le Juif errant, t. II, p. 191, vienne de Rodez en France: son aventure n'est pas de celles qui pouvaient se produire dans une ville française au XI^e siècle. Je croirais plutôt qu'il vient de Rhodes: les deux noms, on le sait, s'écrivent exactement de même en hébreu rabbinique; et même on les a confondus (par exemple dans la biographie d'Ibn Ezra) avec celui de la ville de Dreux, qui s'écrit presque de même.

recueil de matériaux, à la vérité précieux, et où l'on s'oriente assez aisément grâce à un index abondant et bien disposé¹.

Th. REINACH.

Académie royale de Belgique. Commission royale d'histoire. **Correspondance de la cour d'Espagne sur les affaires des Pays-Bas au XVII^e siècle**, par Henri LONCHAY (†) et Joseph CUVELIER. Tome I : *Précis de la correspondance de Philippe III (1598-1621)*. Bruxelles, 1923. In-4^e, 660 pages.

M. Joseph Cuvelier a remplacé M. Lonchay, mort à Schaerbeek le 13 décembre 1918. Lonchay avait été chargé par la Commission royale d'histoire de continuer la correspondance de Philippe II, commencée par Gachard, mais qui resta inachevée. Lonchay s'occupa peu de la correspondance de Philippe II, mais porta surtout son attention sur le XVII^e siècle, qui était son domaine. A sa mort, la Commission d'histoire, du fait de la guerre actuelle, n'avait achevé que les feuillets 1-46 du tome I, et M. Cuvelier eut à finir ce tome. Il aurait renoncé à prendre la succession de Lonchay, à cause de son incompétence en matière espagnole, s'il n'avait trouvé, parmi les employés des Archives de Belgique, un jeune érudit, M. Lefèvre, auteur d'un mémoire sur les *Relations commerciales des Pays-Bas avec l'Espagne au XVIII^e siècle*. Les textes espagnols cités dans le tome I sont en général corrects et les noms propres aussi (le marquis de *Canete*, lire *Cañete*). Les archives espagnoles (malgré les efforts faits par Philippe II, qui établit le dépôt à Simancas) ont été dilapidées par les fonctionnaires ou les ministres; même les papiers écrits par les ambassadeurs se sont perdus ou ont été gardés par leurs héritiers. D. Santiago Agustín Riol chargé, en 1726, par Philippe V, d'informer sur les archives, disait : « De los papeles ocasionados en las Embajadas y ministerios que exercieron los sujetos nombrados por esta corona para los Virreynatos, y para Embajadores enviados en las Cortes extranjeras, no tengo noticia de que en ningun tiempo se hubiese dado orden, ni providencia general para recogerlos y asegurarlos... Y habiéndose reconocido los graves daños que producia este desorden, se intentó aplicar algun remedio que le reparase en parte. Por su real Decreto mandó el señor Felipe IV se participase a los Virreyes y Embajadores, que quando acabasen sus oficios formasen una relacion muy individual y diaria del estado en que quedaba el reyno que gobernaban : los negocios y casos graves que sucedieron en el discurso de su tiempo, su

1. J'ai étudié dans les *Mélanges Schlumberger* (sous presse) un des documents les plus curieux du recueil, un contrat de mariage juif de l'an 1022 provenant de Mastaura (Lydie) et qui abonde en vocables grecs, parfois nouveaux.

exito y estado, i los que quedaban pendientes; y la remitiesen à S. M., previniendo, que no executandolo no se les pagase el sueldo, ni se les diesen finiquitos de su embajada hasta que constase à los Tribunales haber dado las citas relaciones. *Pero esta providencia se olvidó luego, y la de recoger los papeles de los que fallecian en Madrid se practicó muy rara vez* » (*Semanario erudito*, t. III, p. 198-199).

Je ne comprends pas très bien ce que M. Cuvelier dit (p. VIII) : « Il (Lonchay) accorda, par contre, une attention toute particulière aux lasses aux dépêches (*despachos de Flandes*), aux lasses aux lettres (*cartas*) et surtout aux consultes du Conseil d'État. » Pourquoi ne pas dire : « Aux dépêches, aux lettres et aux consultes du Conseil d'État? » Ces consultes (*consultas*), qui se divisaient en *consultas de oficio* et en *consultas de partes*, étaient les rapports faits par les membres du Conseil d'État sur les affaires qui leur étaient exposées. A ces consultes s'en joignaient d'autres émanant des *juntas* (les Belges disent *jointes*), comités particuliers qui étaient chargés de telle ou telle affaire. Ces *juntas* jouent un grand rôle dans l'histoire d'Espagne de tous les temps.

Nous ne voyons que des observations de détail à faire à ce tome I. P. 33. *D. Diego de Ibarra*. Il était membre du Conseil d'État et mourut le 11 mai 1626 (Garma y Duran, *Theatro universal de España*, t. IV, p. 80). — P. 67. Lettre du duc de Sesa à D. Baltasar de Zuñiga (Rome, 6 avril 1601) touchant les prétentions d'Isabelle, fille de Philippe II, au trône d'Angleterre au détriment du roi d'Écosse. J'avais envoyé une copie au regretté Lonchay de cette lettre, qui se trouve à la page 589-590 du tome I : p. 590, ligne 5 du bas, il faut lire : « *con algun desconsuelo* ». — P. 87. *Juan Batista Lavaña*. Lettre de Philippe III à Baltasar de Zuñiga pour lui recommander ce *cronista*, du 29 novembre 1601. Il y a une notice sur lui dans D. Domingo García Peres, *Catálogo razonado biográfico y bibliográfico de los autores portugueses que escribieron en castellano*, (Madrid, 1890, p. 313-314). — P. 121. « L'Espagne manque de fondeurs... » Ces fondeurs venaient de Liège, mais aucun d'eux ne voulait rester par crainte de l'Inquisition. — P. 123. Banquiers génois. Anvers ne paie plus d'impôts; il faut faire venir les banquiers génois, et en particulier Francisco Marin. — P. 193. *D. Juan Fernandez de Velasco*, sixième duc de Frias et connétable de Castille. C'est celui qui reçut une *copa* magnifique du roi d'Angleterre Jacques I^{er}, qui fut enlevée par un religieux, vers 1885, à l'abbaye de Medina de Pomar, auquel le connétable l'avait donnée en 1609. Le religieux vint à Paris et essaya de la vendre : le baron Pichon, qui avait lu la relation du connétable, l'acquit au prix de 6,500 francs et la revendit à un musée anglais pour 200,000 francs. Le religieux fut envoyé à Ceuta, non pas en prison, mais pourvu d'un bénéfice, et l'abbesse du couvent de Medina de Pomar fut suspendue (*Gazette des tribunaux*, mars et avril 1885; D. Francisco R. de Uhagón, *la Copa del Condestable de Castilla, dans la Revista de archivos, bibliotecas y museos. Tercera época*, t. V, p. 116-119). — Frère Martin, moine portugais de

l'ordre de Saint-Benoit, en religion frère Martin du Saint-Esprit. C'était un espion et, d'après B. de Zuniga, « frère Martin est un faux moine ; il vit selon la loi de Moïse, si tant est qu'il en ait une : il fut l'agent des Juifs portugais qui, craignant l'inquisition, quittèrent l'Espagne quelques années auparavant pour aller s'établir à la Rochelle, à Nantes, à Rouen et dans d'autres ports où ils entretenaient des relations avec Lisbonne. » Au temps du duc d'Olivarès, et même avant, il y eut chez les membres du Conseil d'État le désir de renouer des relations avec les Juifs, vu la pénurie des finances espagnoles. — p. 275. Les Sueyro étaient portugais et juifs (ce que ne dit pas M. Cuvelier). Emmanuel Sueyro, espion de la cour d'Espagne, avait des goûts littéraires : il traduisit Tacite. — P. 332. *Nación*, au sens de « soldat étranger ». Cf. mes *Études sur l'Espagne. Troisième série*, p. 433-438. — P. 338. Mémoire de don Emmanuel de Portugal à Philippe III, sans date. Il intercède en faveur de Christophe de Portugal et de Da Loysa de Portugal, ses frère et sœur, et demande qu'on lui paye ses dettes. — P. 346. Saisie du *Tractatus septem* de Juan Mariana (1610), à cause des critiques du *De monetae mutatione*. — P. 432. Frère Gerónimo Gracian, le confesseur de sainte Thérèse, qui mourut à Bruxelles le 21 septembre 1614. La consulte parle d'un écrit dudit frère sur les dangers auxquels sont exposés les Espagnols par suite de leur contact avec des hérétiques... « le désespoir pousser des soldats espagnols à passer à l'ennemi et à embrasser le protestantisme ». Voyez le discours à l'Académie de l'Histoire du marquis de San Juan de Piedras Albas, *Fray Jerónimo Gracian de la madre de Dios, insigne coautor de la reforma de Santa Teresa de Jesús* (Madrid, 1918). — P. 563. Carlos Coloma. M. Cuvelier aurait bien fait de citer Azevedo Coutinho y Bernal (J. F. A. F. de), *Généalogie de la famille de Coloma*, s. l. n. d. (vers 1770), où tous les membres de la famille sont recensés. D. Carlos Coloma fut baptisé à Alicante le 5 février 1566 et mourut à Madrid, le 23 novembre 1637. Cf. Alejandro Llorente, *Discursos leídos ante la Academia de la Historia... el dia 21 de junio de 1874* (Madrid, 1874, in-4°). J'ai publié *Une lettre de l'historien D. Carlos Coloma dans le Bulletin hispanique*, t. XIII, p. 230-233.

A. MOREL-FATIO.

MARQUÉS DE VILLA-URRUTIA. *Fernando VII, rey constitucional.*

Historia diplomática de España de 1820 à 1823. Madrid, Francisco Beltran, 1922. In-8°, 376 pages.

M. le marquis de Villa-Urrutia est un diplomate et il occupait encore, il y a quelque temps, le poste d'ambassadeur à Rome. Dans une note très courte, il nous explique qu'ayant été assez vivement rappelé, après cinquante ans de « loyaux services », il a supporté cette disgrâce en s'occupant des morts. Il avait déjà publié de nombreux ouvrages d'his-

toire moderne : *España en el Congreso de Viena, Relaciones entre España e Inglaterra durante la guerra de la Independencia, la Misión del Baron de Agra a Londres en 1808, El rey José Napoléon, las Mujeres de Fernando VII*, etc. Ce premier tome, consacré à Fernando VII, roi constitutionnel, va jusqu'au congrès de Vérone. Dans l'exposé qu'il donne, M. de Villa-Urrutia remonte souvent plus haut et le fait qu'il ne cite pas de date d'année entraîne quelques confusions, mais les portraits d'hommes politiques qu'il dépeint ne manquent pas de valeur, par exemple Juan de Escoiquiz, qui devint le valido de Ferdinand VII.

Ce roi, aussi lâche, cruel et vindicatif — et il n'a pas fait beaucoup d'honneur à la maison de Bourbon — est ici apprécié avec sévérité. M. de Villa-Urrutia, quoique très bon Espagnol, ne cache pas que Napoléon aurait pu donner un roi à l'Espagne, s'il s'y était pris avec quelque habileté. « A Sainte-Hélène, Napoléon, réfléchissant sur ses malheurs, vit clairement que ceux qui lui vinrent par sa guerre d'Espagne il aurait pu les éviter, en donnant aux Espagnols le roi qu'ils désiraient, sans autre condition que de les gouverner avec une constitution comme celle de Bayonne, très supérieure à celle de Cadix, et en cédant à la France les provinces jusqu'à l'Èbre, cession à laquelle Ferdinand se serait prêté, de gré ou de force » (p. 47).

Ferdinand, élevé par Escoiquiz dans les principes de roi absolu, n'avait d'autre intention, en revenant en Espagne, que de rester fidèle à la tradition : il s'entoura, en 1814, d'un ministère — ou plutôt d'une *camarilla* — de forcenés absolutistes, qui détestaient les révolutionnaires. D'où conflit avec les députés des Cortès et avec les militaires libéraux, et les exécutions de Porlier, de Lacy, etc. Mais Ferdinand avait de qui tenir. Sa mère, Marie-Louise était la Messaline d'Espagne; son père, Charles IV, esprit bonasse, mais borné, ne voyait dans la politique extérieure ou intérieure que « *Manolito* », le nom du prince de la Paix, uniquement responsable de toutes les fautes qui ont précipité l'Espagne dans la guerre et la ruine. M. de Villa-Urrutia nous conte l'histoire des « *corrieras nocturnas* » de Ferdinand VII, celle de *Pepa la Malagueña*, escortée du duc d'Alagon, cadet de la maison de Sástago, et du « *rufian* » Chamorro, car Ferdinand VII, qui méprisait les hommes, n'avait pas une meilleure opinion des femmes. A propos de la reine, María Josefa Amalia, princesse de Saxe, qui devint l'épouse de Ferdinand VII en 1819, il fait allusion à la chronique scandaleuse de la cour, représentant le roi, « qui se sauva en jurant et fut huit jours sans vouloir toucher à sa royale épouse ». L'anecdote a été contée par Mérimée dans ses *Sept lettres de Mérimée à Stendhal* (Rotterdam, aux frais de la Compagnie, 1898, in-12, recueil tiré à 25 exemplaires) : la lettre est de la fin de 1830. Naturellement, Mérimée a mis dans son récit une liberté de langage qui n'appartient qu'à lui.

Il y a encore dans l'ouvrage de M. de Villa-Urrutia des détails sur les navires russes acquis par l'Espagne : cinq navires et trois frégates,

incapables de naviguer. Le prix de cette flotte fut de soixante-huit millions et la vente des débris ne rapporta à Cadix que 396,000 francs, en vente publique. Cette négociation fut un marché honteux où Tatitscheff, l'ambassadeur de Russie, le roi, Ugarte, Eguia et Zea se mirent d'accord, car le roi avait besoin d'argent. On trouve encore des portraits intéressants sur Alcalá Galiano, Cevallos, Pizarro, Riego. Le livre de M. de Villa-Urrutia est une contribution fort importante à l'histoire de Ferdinand VII, et nous sommes heureux de louer autant qu'il le mérite le diplomate « à la retraite ».

A. MOREL-FATIO.

M. PILLET. L'expédition scientifique et artistique de Mésopotamie et de Médie (1851-1855). Paris, (Champion,) 1922. 1 vol. in-8°, VIII-276 pages, illustré de 26 dessins et d'un plan.

Botta, vice-consul de France à Mossoul, avait interrompu ses travaux à Khorsabad en 1846. La Révolution de 1848 l'avait envoyé en disgrâce à Tripoli de Syrie, et la République se désintéressait des recherches scientifiques en Orient. Lorsque le ministre de l'Intérieur, Léon Faucher, alla à Londres en 1851, il put voir au Musée britannique quelle collection merveilleuse avait été recueillie sur les champs de fouilles abandonnés par la France; comprenant la nécessité d'agir, il demanda la création d'une mission en Mésopotamie et Médie qui n'avaient pas encore été régulièrement explorées. Les crédits furent votés par la Chambre par 319 voix contre 252.

La direction de l'expédition fut confiée à Fulgence Fresnel, excellent arabisant, connaissant de longue date l'Orient, qui avait alors cinquante-six ans. Il désigna pour l'accompagner l'architecte Félix Thomas, qui devait lever les plans des sites explorés et dessiner les objets trouvés par la mission, et Jules Oppert. Celui-ci, né en 1825, s'était déjà fait connaître par de solides travaux d'orientalisme, notamment sur les inscriptions perses. Par la suite, la mission s'adjointit comme secrétaire E. Perreymond, qui connaissait bien la langue arabe.

Le départ eut lieu le 1^{er} octobre 1851 et, à partir de ce moment, les difficultés commencèrent. L'arrivée à Beyrouth eut lieu le 5 novembre, et là Fresnel prolongea son séjour plus que de raison au dire même de ceux qui étaient le mieux disposés pour lui; il invoquait la nécessité où il était de procéder à un nouvel emballage de ses bagages. Il ne quitta Beyrouth que sept semaines plus tard, toucha Alep au début de janvier, Diarbékir au milieu de février et Mossoul le 4 mars 1852.

Il y retrouva V. Place, le continuateur de Botta, et l'Anglais Rawlinson, qui effectuait des recherches pour le Musée britannique. Il s'agissait d'atteindre l'Irak, où devaient avoir lieu les fouilles; dès Bagdad, Fresnel se vit arrêté par l'insécurité du pays et l'impossibi-

lité, en partie véritable, en partie feinte, du gouverneur turc d'assurer le passage de la mission. C'est seulement le 5 juillet que celle-ci put se mettre en route; le 15, elle commençait ses travaux sur le site de Babylone, dans la saison torride, la plus impropre aux travaux de ce genre.

Des fouilles de Fresnel, il ne nous est rien resté; outre qu'elles furent de résultats tout à fait disproportionnés à ses efforts, les antiquités recueillies firent partie du naufrage qui engloutit celles de Place, lors du retour en France.

C'est alors, en septembre 1852, que Thomas, sous l'influence de la fièvre causée par la chaleur, blessta d'un coup de feu un des Arabes qui l'escortaient. L'affaire, qui aurait pu être grosse de conséquences, n'eut pas de suites, mais il fallut que Thomas se séparât de ses compagnons pour regagner la France. Au retour, il s'arrêta à Khorsabad, où Place lui confia l'exécution des planches de l'*Atlas de Ninive et l'Assyrie*, qui parut en 1867.

Après le départ de Thomas, la mission subit les plus dures épreuves. Comme la néfaste pratique des bureaux consistait à ne payer que par fractions et contre justification des dépenses précédentes, Fresnel manquait d'argent; lui et Oppert durent avancer ce qui leur appartenait, et, au 13 novembre, la mission était obligée, faute de subsides, d'interrompre les travaux. Les bureaux ne s'étaient pas avisés, en effet, que, de Bagdad à Paris et retour, il fallait un minimum de quatre mois, à condition qu'on fit diligence, pour l'envoi des fonds.

Pendant cet arrêt des travaux, Fresnel rédigea plusieurs rapports sur les fouilles, tandis qu'Oppert étudiait les inscriptions découvertes. Il fallut emprunter, tirer des traites qui furent protestées; le ministère refusait certaines pièces, voulait des reçus réguliers. Des reçus! Moins encore que maintenant, il n'y fallait songer. Ce n'est pas un usage accepté en Orient de donner quittance d'une opération réglée comptant, et l'on vit parmi des illétrés! Pendant ce temps, le dénuement de Fresnel nuisait au prestige de la France, d'autant plus que la résidence anglaise vivait dans le luxe (p. 117); l'Oriental simpliste méprisait ce chef en qui son gouvernement ne paraissait pas avoir confiance (p. 118).

Oppert, qui dès le début avait été en lutte ouverte, ainsi que Thomas, contre Fresnel, abandonna l'expédition et rentra en France sans autorisation. Il quitta Bagdad en février 1854 et arriva à Paris en juillet suivant. Le résultat de ses travaux fut : *l'Expédition scientifique en Mésopotamie*, qui contient quelques belles planches, mais dont la partie capitale fut l'exposé du déchiffrement de l'assyrien.

Pendant ce temps, le ministre pressait Fresnel de rentrer en France, négligeant de mettre assez d'argent à sa disposition pour qu'il pût liquider ses dettes. D'ailleurs la distance, et surtout le temps invraisemblable qu'il fallait à la correspondance pour la parcourir, rendaient toute explication illusoire.

Rawlinson, pour correspondre plus commodément avec l'Angleterre, avait organisé une poste particulière par courriers ; il l'avait aimablement mise à la disposition de Fresnel ; mais les dépêches venues de France suivaient la route ordinaire de consulat à consulat. C'est ainsi qu'un ordre urgent du Ministère, parti de Paris le 10 juin 1853 fut remis à Fresnel quatre mois plus tard, le 19 octobre.

Bientôt Fresnel, depuis longtemps malade, se rendit compte qu'il lui serait impossible de regagner la France. Il se fit professeur de langues à Bagdad pour assurer sa subsistance, recevant toujours de France des demandes de comptabilité et jamais de fonds. Son caractère s'aigrit : dans ses derniers jours, il se brouilla avec le secrétaire Perreymond qui, lui non plus, ne pouvait rentrer faute de l'argent nécessaire. Bref, Fresnel mourait à Bagdad dans le dénuement, le 30 novembre 1855, à soixante et un ans.

Mais l'histoire de la mission ne finit pas là. Perreymond demande maintenant son rapatriement : c'est en vain. Il ne peut quitter Bagdad, s'y fixe et s'y marie avec la fille d'un drogman du consulat de France ; il meurt à Bagdad entre 1858 et 1860.

Après le décès de Fresnel, le consul de France, qui avait obtenu un peu plus de mille francs en faisant vendre les meubles du chef de la mission, avait sollicité du ministère l'autorisation de les donner à Perreymond absolument sans ressources. Après la mort de Perreymond, comme il n'avait pas été pris de décision, le consul proposa de reporter sur sa veuve cette somme de mille francs qui, depuis plusieurs années, était l'espoir de la malheureuse famille.

C'est seulement le 31 mai 1869, soit après plus de douze ans, que le ministère consentit à accorder à la veuve de Perreymond cette somme qui, au cours du change, représentait exactement 974 fr. 25.

La quatrième partie du volume a trait aux relations de Fresnel 1^o avec les ministères et les agents consulaires français ; elles se ressentirent naturellement des difficultés que Fresnel eut avec la métropole ; 2^o avec les explorateurs anglais, et c'est pour l'auteur l'occasion de rendre un hommage mérité au tact, à la courtoisie, et même à la générosité de Rawlinson.

Le volume de M. Pillet est de lecture captivante, poignante même. On ne peut que déplorer la fin malheureuse de Fresnel, dont le seul tort fut d'être de caractère hésitant, d'avoir une santé chancelante et d'avoir accepté dans ces conditions la direction d'une expédition aussi pénible ; mais, par contre, il ne rencontra aucun des appuis sur lesquels il était en droit de compter.

G. CONTENAU.

Adrien BOUDOU, S. J. **Le Saint-Siège et la Russie. Leurs relations diplomatiques au XIX^e siècle.** Tome I : 1814-1847. Paris, Plon-Nourrit. Prix : 20 fr.

M.-J. ROUET DE JOURNEL. **Un collège de Jésuites à Saint-Pétersbourg, 1800-1816.** Paris, Perrin et C^{ie}. Prix : 7 fr.

La mort du P. Pierling (février 1922) ne lui avait pas permis de conduire l'étude des rapports de la Russie et du Saint-Siège au-delà de la rupture entre Alexandre I^{er} et le pape Pie VII (1817). On pouvait se demander si ses travaux seraient continués et qui serait en état de les reprendre : on peut être maintenant rassuré, le Père Pierling a trouvé un successeur digne de lui.

L'introduction générale de l'ouvrage du P. Boudou rappelle les faits antérieurs qui ont marqué les rapports de l'Église catholique et de l'État en Russie, sous les règnes de Pierre I^{er}, de Catherine II, de Paul I^{er} et d'Alexandre I^{er}, jusqu'à la veille du Congrès de Vienne. Le chapitre II expose les péripéties de la lutte engagée entre Alexandre I^{er}, ses représentants, Razoumowskii, Nesselrode, Stackelberg, d'une part, et Consalvi, d'autre part : c'est le premier conflit. Deux nouveaux représentants sont envoyés successivement, Tuyl et Italinskii (1815-1818), sans que l'entente s'établisse. Le titre du chapitre III : « Mysticisme, Biblisme, Sainte-Alliance (1815-1825) » suffit à en indiquer le contenu. Les chapitres IV-XI mènent le récit des faits qui ont trait aux rapports de l'Église catholique et de l'État russe depuis l'avènement de Nicolas (1825), et exposent leurs négociations réciproques, jusqu'à l'année 1845. Dans le chapitre XII, de nouvelles négociations s'engagent (1846). Elles prennent corps dans le chapitre XIII et aboutissent au Concordat de 1847.

L'exposé des faits donne une impression de parfaite sécurité. L'auteur a tenu à invoquer, de préférence, le témoignage des historiens russes et orthodoxes : sa connaissance approfondie du russe lui ouvrira aisément l'accès des sources authentiques. Une imposante bibliographie, qui comprend les sources manuscrites, empruntées presque toutes aux archives du Vatican, et les imprimés (russes, polonais, italiens, français, allemands), nous atteste la variété des documents consultés. Enfin l'érudition de l'auteur ne fait aucun tort à des qualités littéraires tout à fait distinguées.

La correction typographique est à peu près impeccable, et la transcription des noms russes laisse peu à désirer. Enfin l'auteur, pour rendre plus aisées les recherches dans cet ouvrage volumineux, que complètent d'utiles appendices, l'a muni d'un « index onomastique » très détaillé, dont tous les lecteurs lui sauront gré.

Le second des ouvrages signalés plus haut touche, par bien des côtés, au précédent : il raconte un épisode des relations de l'Église catholique avec l'État russe. Comment la Compagnie de Jésus, bannie de

Russie par un oukaze du 18 avril 1719, maintenue, après le démembrement de la Pologne, dans la province cédée (traité de 1773, art. V), malgré le bref du pape, fut l'objet de toutes les faveurs de Catherine II; comment Paul I^{er}, séduit par les qualités exceptionnelles du P. Gruber, rendit à la Compagnie la direction de l'Académie de Vilna, lui confia l'administration de l'Église catholique de Saint-Pétersbourg, avec autorisation d'« ouvrir des écoles selon leur prudence » (11-23 octobre 1800); comment l'école annexée à l'église de Saint-Pétersbourg, après des débuts modestes, se transforma en « collège des nobles »; comment le succès prodigieux de ce collège, attesté par des conversions retentissantes au catholicisme, causa sa dissolution et sa ruine (oukaze d'Alexandre I^{er}, 20 décembre 1815-4^e janvier 1816); tel est le sujet traité par l'auteur. Le livre, adroûtement composé, se lit avec plaisir. Une partie de la société cultivée de Saint-Pétersbourg revit dans ces pages, conduites avec habileté jusqu'au dénouement dramatique de l'aventure.

L'ouvrage est muni d'une bibliographie (a. Manuscrits ; b. Imprimés) et d'un index des mots cités. Les fautes d'impression sont rares. Les transcriptions, généralement correctes, sont parfois capricieuses : pourquoi ne pas écrire Svetchine au lieu de *Swetchine*, qui est une graphie allemande ? Le nom, sous cette forme, n'en serait pas moins reconnaissable. Il faut lire (p. 136) Prozorovski, comme à la p. 262 ; p. 152, Davydov ; p. 154, la perspective Nevski ; p. 154, Vasilchikov, etc. Quoique la forme *Golitsyne* rompe avec les usages reçus, il faut savoir gré à l'auteur de l'avoir adoptée, car c'est la seule admissible.

E. DUCHESNE.

Paul MASSON. *Marseille depuis 1789. Études historiques, t. I...*

Paris, Hachette, 1921. In-8°, 567 pages, 4 fig. — *Les Bouches-du-Rhône...* Encyclopédie départementale, publiée... sous la direction de Paul MASSON. 2^e partie : *Des origines à 1789. T. III : les Temps modernes, 1782-1787...* Marseille, Archives départementales, 1921. Gr. in-8°, xii-868 pages, 24 planches et une carte¹.

I. — Les belles études que poursuit M. Paul Masson compteront parmi les plus utiles contributions à l'histoire du commerce de la France. Placé dans un merveilleux centre de recherches, M. Masson a eu l'art d'en tirer parti avec une intelligence, un sens du réel qui le classent au premier rang de nos historiens économistes. Ce nouveau volume ne pourra que fortifier ce jugement.

Dans le tome I se trouve l'étude intitulée : *Le commerce de Marseille de 1789 à 1814*; l'auteur y donne tout d'abord un crayon de notre prospérité commerciale entre la paix de Versailles et la Révo-

1. Voir plus haut, p. 106-108, un compte-rendu des tomes IX et X appartenant à la deuxième partie.

lution. De cette prospérité, les Marseillais furent les premiers bénéficiaires. On trouvera dans ce travail l'analyse des éléments de ce commerce, de ses débouchés géographiques, et aussi — ce qui lui donne un caractère des plus vivants — le portrait des hommes et des groupes qui dirigeaient ces grandes entreprises. Ce sont ces hommes qui essayent de défendre, contre les tendances des Constituants, leurs vieilles institutions économiques. Ce sont eux qui sont atteints dans leur fortune par les troubles, non seulement en France même, mais « dans les deux grands domaines de l'activité marseillaise, les échelles du Levant et les îles d'Amérique ». Les études de MM. Boissonnade et Pierre de Vaissière sur la question des noirs sont reprises ici, à l'aide de cet inestimable dépôt, les Archives de la Chambre de commerce, et aussi à l'aide des Archives de la Santé.

Vint la crise. Là encore M. Masson apporte de précieuses indications sur l'histoire financière et sur celle des subsistances. Au milieu de la crise, des fortunes rapides se constituent¹. C'est surtout la répression du mouvement fédéraliste qui porta un coup fatal à la prospérité de Marseille.

Cependant il faut noter que, jusqu'à la fin de l'Empire, Marseille passa par des alternatives de misère et de prospérité. A chaque traité de paix on signale une reprise d'activité, et il faut le Blocus continental pour amener la ruine définitive.

Au reste dès lors apparaissent, à côté de Marseille commerçante, les premiers linéaments de la moderne Marseille industrielle. Déjà dans la période que M. Masson appelle, d'une expression un peu toute faite, « l'anarchie révolutionnaire », nous voyons (p. 165-166) la houille du Gard apparaître et ravitailler les industries marseillaises. Ici le Blocus ne fut pas malfaissant (p. 271 et suiv.). De nouvelles routes s'ouvriraient d'ailleurs par terre, notamment pour apporter à Marseille les cotonns du Levant (p. 280).

Un second chapitre, *Marseille et Napoléon*, présente surtout l'aspect politique de la période impériale, mais le troisième revient sur l'un des côtés les plus intéressants de la vie économique à l'époque révolutionnaire, l'*Agence nationale d'Afrique*, créée par le Comité de Salut public le 19 pluviôse an II pour remplacer la Compagnie royale d'Afrique. Il s'agissait d'assurer le ravitaillement en blé d'Algérie et aussi de maintenir les concessions d'Afrique. Au milieu de toutes les difficultés, l'Agence — M. Masson le montre en toute impartialité — fit tous ses efforts pour nous garder une place dans l'Afrique du Nord. Elle essaya de transformer la Berbérie en « un réservoir de viande de boucherie », ce qui était une idée d'avenir; elle importa des

1. Et des projets s'élaborent. P. 113, en juin 1791, on projette un canal dérivé de la Durance, non seulement pour l'irrigation, mais aussi parce « qu'il favoriserait par la chute de ses eaux l'établissement de divers engins, fabriques et manufactures ».

cuirs, des laines, des cires. Elle tenta, pour diminuer nos sorties de numéraire, d'envoyer à Alger des draps et des bonnets.

C'est au milieu de ces difficultés que commença le rôle, qui devait devenir si important, des Juifs de Livourne, et particulièrement des fameux Michel Cohen Bacri et Nephtali Busnach. Par eux l'histoire de l'Agence d'Afrique se relie à celle de la prise d'Alger. Ce n'est pas « l'anarchie révolutionnaire », c'est la politique du Directoire et l'expédition d'Égypte qui amenèrent la rupture avec Alger et la perte momentanée de nos Concessions.

M. Masson a écrit là un nouveau chapitre, riche d'intérêt, de son histoire du commerce français dans les pays barbaresques.

II. — Nous retrouvons M. Paul Masson comme directeur de la monumentale publication entreprise par le Conseil général des Bouches-du-Rhône, avec le concours de la ville de Marseille et de la Chambre de commerce. L'impression de ce beau volume, commencée en 1914, remise en marche en 1919, a été achevée, moyennant quelques sacrifices, en 1921.

Il peut sembler étrange, et peu scientifique, de donner à une encyclopédie de ce genre le cadre départemental. Heureusement les collaborateurs de M. Masson n'ont pas cru, en général, devoir s'enfermer dans les limites étroites et arbitraires des Bouches-du-Rhône. C'est une histoire politique de la Provence, de l'annexion à la Révolution, qu'avait écrite feu GAFFAREL. C'est à la Provence que se réfèrent les trois chapitres d'histoire économique dus à la plume érudite de M. V. L. BOURRILLY, malgré son désir d'insister spécialement sur la Basse-Provence. Le développement du commerce marseillais, les origines des industries locales (savonneries, huileries, taille du corail, draperies, soierie d'Aix), la crise des guerres de religion, les débuts de l'irrigation et du colmatage, la lenteur des progrès agricoles, l'essor des manufactures sous le régime de Colbert¹ sont très soigneusement analysés, de même que la prospérité du XVIII^e siècle. C'est un très commode résumé des travaux de M. Masson sur le commerce, complété en ce qui touche l'agriculture et l'industrie par d'heureuses recherches dans les Archives départementales et celles de la Chambre².

Mais la pièce de résistance du volume est certainement l'ensemble de onze chapitres (p. 265 à 617) consacré par M. Raoul BUSQUET à *l'Histoire des institutions*. Peu de provinces peuvent se vanter de posséder un pareil tableau de leur ancienne organisation, et celui-ci est d'autant plus intéressant que, par suite des conditions spéciales de la réunion, la Provence possédait une « constitution », des institutions

1. Pour les toiles peintes et teintes (p. 200 et 249-250) il aurait fallut utiliser le travail de Depitre. — Il manque quelques détails sur le sel de Peccais.

2. Et aussi sur de nombreux écrits dus à des agronomes du temps, notamment sur la spécialisation de la Provence dans certaines cultures : vigne, olivier, mûrier, amandier, garance. Le paysage culturel de la Provence, vers 1740-1760, se fixe pour plus de cent cinquante ans.

originales. Entre ces institutions et les institutions de la monarchie, il s'établit de bonne heure une lutte pour la vie. M. Busquet étudie l'évolution du gouverneur et du grand sénéchal, puis celle de l'intendant, celle de la chancellerie de Provence, des vigueries et bailliages. Surtout il fait l'histoire du Parlement, créé d'abord pour annihiler le Conseil éminent, et qui devient à son tour une institution provinciale, ambitieuse et jalouse de ses droits, soumise aux empiétements des agents du pouvoir central. L'administration financière, le rôle des États, des procureurs du pays et des assemblées des communautés, l'Église ne sont pas étudiés avec une méthode moins sûre, avec une moindre utilisation des sources. Encore une fois, nous avons là une excellente monographie¹.

Le volume est complété par des articles de MM. Houdot et Gleize, Constans, Paul Masson, Stephan et Arnaud d'Agnel sur l'enseignement, la littérature d'expression provençale et d'expression française, les arts et les sciences, enfin par une conclusion de M. Busquet sur l'état social et l'esprit public. L'illustration est surtout constituée par des portraits.

Il faut donc féliciter les assemblées qui ont rendu possible l'édification de cette œuvre, espérer qu'elles persisteront dans leur effort malgré les difficultés présentes, et souhaiter qu'elles trouvent ailleurs des émules.

Henri HAUSER.

Arnold van GENNEP. Traité comparatif des Nationalités. T. I : les Éléments extérieurs de la Nationalité. Paris, Payot, 1922. In-8°, 228 pages. Index.

Bernard LAVERGNE. Le principe des Nationalités et les guerres. Son application au problème colonial. Paris, Félix Alcan (les Questions actuelles), 1921. In-16, xi-261 pages.

La guerre, les traités de paix, les plébiscites ont donné un regain d'actualité au principe des nationalités. Ce principe, je me suis permis de l'appeler « une fausse idée claire ». Si les diplomates ne se sont guère souciés de l'éclaircir, de nombreux auteurs se chargent de ce soin.

I. — M. van Gennep a entrepris d'écrire un « traité de science comparée des nationalités² », en trois volumes. Le second sera consacré à la formation de la nationalité, le troisième à la vie des nationalités. Celui-ci traite des éléments extérieurs de la nationalité. Cela veut dire,

1. Le chapitre xx, sur les institutions communales, est dû à M. Raimbault.

2. Titre indiqué dans la Préface générale, un peu différent de celui qui figure sur la couverture.

si je comprends bien l'auteur : la nationalité a beau être un fait psychologique — de psychologie collective — ce fait est lui-même conditionné par d'autres faits, géographiques, ethnographiques, démographiques, linguistiques. On n'appartient pas à telle ou telle nationalité *in abstracto*, par attachement à un concept vide.

M. van Gennep reprocherait volontiers à ses prédecesseurs d'avoir trop tenu compte du concept, et pas assez de son contenu. Ce contenu est multiple. Il est surtout constitué par une série de symboles, dont M. van Gennep, avec sa science d'ethnographe, fournit des analyses intéressantes. Le costume « national » et le drapeau, l'habitation et le mode de peuplement (même si, à l'origine, ils ont pour causes des faits géographiques), et surtout la langue sont parmi les plus importants. Aucun historien ne lira sans curiosité ni sans profit la discussion très serrée des statistiques linguistiques, qui ont servi à certains peuples pour asseoir ou maintenir leur domination, à d'autres pour revendiquer leur indépendance. Quant au « symbole » scolaire, il me paraît n'être qu'un cas particulier du symbole linguistique.

Tout différent est le symbole territorial¹, qui se lie au captivant problème des frontières². Quant à ce que M. van Gennep appelle très ingénueusement « le symbole cartographique », qu'est-ce autre chose que le symbole territorial dans les pays où la diffusion de l'instruction livresque habite de bonne heure les esprits à voir non les choses, mais le signe et la représentation des choses ? La représentation cartographique du territoire national — éventuellement des espérances ou des regrets nationaux — agit à la façon d'une idée-force. C'est peut-être aller loin que de classer cette idée parmi les éléments « extérieurs » de la nationalité, puisqu'elle est le point d'aboutissement de tout un processus idéologique, une forme très consciente du vouloir-vivre national.

M. van Gennep tient beaucoup à distinguer *nation* et *nationalité*³. C'est une question d'espèce. Il ne serait pas suffisant de dire que la nationalité se distingue de la nation en ceci qu'elle n'est pas encore inscrite dans le cadre politique d'un État. Avant 1918, n'était-il pas déjà correct de parler de *nation*, plutôt que de nationalité tchèque, tandis que, de l'autre côté de la frontière commune, on ne pouvait parler que d'une nationalité slovaque ? D'une part, même sous une domination étrangère, un groupement conscient et organisé, avec ses institutions autonomes et ses aspirations définies ; de l'autre, une série de « symboles », mœurs, coutumes, costumes, folklore, langue, etc.

Dans un État constitué autour d'une nationalité dominante, parlons-nous toujours, comme M. van Gennep, de « nationalités » allo-

1. On s'étonne de le voir apparaître à la fin du chapitre scolaire.

2. Comparez sur ce point avec la *Géographie de l'histoire* de MM. Brunhes et Vallaux.

3. Il prend même à M. R. Johannet l'affreux adjectif « nationalitaire ».

gènes ? Là aussi, nous estimons que cela dépend des cas, c'est-à-dire du degré d'unité nationale atteint par l'État. Qu'il y ait une nationalité allemande en Bohême et en Moravie, cela n'est encore que trop vrai. Mais un Français admettra difficilement que l'on parle, en France, de « nationalité » bretonne, ou basque, ou catalane, ou flamande. Car les éléments extérieurs, si importants qu'ils soient comme constitutifs de la nationalité, ne valent, en fin de compte, que dans la mesure où ils sont sentis comme tels. On a beau déclarer insuffisante l'explication purement psychologique de la nationalité, il faut bien y revenir.

Multiple, le contenu du concept est très variable. Toutes les nationalités n'ont pas, dans leur arsenal idéologique, *tous* les symboles. A de très nombreuses manque aujourd'hui le costume. A d'autres fait défaut le symbole linguistique, ou un autre, dont M. van Gennep a parlé à peine, le symbole religieux. Il est tout dans certains cas, inexistant ou à peu près dans d'autres. Tant il est vrai qu'il s'agit, en définitive, d'un fait de conscience collective. La conscience collective des Belges ou des Suisses n'est pas faite comme celle des Tchèques, ni comme celle des Polonais ou des populations de l'Asie Mineure. Tel symbole essentiel ici est négligeable ailleurs. De même dans le temps : le rôle du symbole linguistique dans la vie belge d'aujourd'hui n'est plus exactement le même que dans la vie belge d'avant-guerre. J'en dirais autant de l'ukrainisme. Un simple « félibrige » peut devenir, dans certaines circonstances, un mouvement national réel.

C'est ce qui fait le très vif intérêt des analyses de M. van Gennep. Même quand elles ne s'appliquent pas aux faits accomplis, elles indiquent des virtualités.

II. — L'ouvrage de M. Bernard Lavergne se compose en réalité de deux parties reliées par un fil assez tenu : d'une part, un essai de définition juridique du principe des nationalités, d'autre part une étude sur le droit et le devoir des nations colonisatrices. M. Bernard Lavergne fait un louable effort pour donner d'un principe très vague une définition non seulement complète, mais réaliste. Il montre très bien que ce principe, comme tous les autres, ne saurait avoir une valeur absolue — ne serait-ce que parce que le droit d'une nationalité s'oppose généralement au droit d'une autre. De là vient la nécessité des compromis. Mais, dès qu'on entre dans les détails de l'application, les controverses commencent. On ne sera pas toujours d'accord avec l'auteur sur toutes les solutions, et l'on trouvera peut-être qu'à force de vouloir tenir compte, en historien, des réalités économiques et géographiques et des besoins des peuples, il donne une extension dangereuse à la notion du besoin, considéré comme mesure du droit¹. Qui sera l'ar-

1. M. B. Lavergne admet que le droit des peuples ne commence qu'au delà d'un certain nombre de kilomètres carrés, de tant de millions d'habitants, de telle puissance économique, etc. Même en lui concédant ce point, peut-on par-

bitre chargé de dire si, pour s'assurer « sa place au soleil », un peuple vigoureux a le droit de s'arrondir aux dépens de celui qui laisse dormir ses richesses ? M. Bernard Lavergne estime que ce rôle ne saurait être assumé par l'actuelle Société des Nations. Il est contradictoire de vouloir créer une Société des Nations qui ne soit pas un sur-État.

La seconde partie de l'ouvrage est, en somme, un exposé de la théorie du « mandat ». Tout État qui se trouve investi du pouvoir en un pays de civilisation inférieure est, en réalité et moralement, un mandataire. M. Lavergne, qui a été professeur à l'Université d'Alger, nous apporte ici les fruits de son expérience. Également éloigné de toute sensiblerie humanitaire et de tout orgueil de race, il expose un programme très judicieux, de nature à favoriser l'accession progressive et bienfaisante à un niveau supérieur des populations protégées¹.

Henri HAUSER.

H. G. MOULTON et C. E. MAC GUIRE. **Germany's Capacity to Pay. A Study of the Reparation Problem.** New-York, Mc Graw Hill, 1923. In-8°, XII-384 pages, 7 fig., index. (The Institute of Economics Series, Investigations in International Reconstruction.)

Il n'appartient pas à la *Revue historique* de discuter les thèses présentées par les auteurs « avec la collaboration du Conseil et du Comité

ler (p. 32) « des autres parties de la Russie, telles la Lithuanie, l'Esthongie, la Lettonie ? Ces États n'ont jamais été qu'artificiellement et par contrainte des « parties de la Russie ». Il est absolument inexact qu'ils soient « peuplés de races finnoises » et également inexact, du moins pour les deux derniers, qu'il leur manque « la capacité technique de se gouverner » — ils sont au contraire, à cet égard, très supérieurs à la Russie — et « un sentiment national véritable ». Ici M. B. Lavergne commet des erreurs de fait. — P. 43 : le Monténégro, « ridicule principauté ». D'accord, mais il y a un peuple monténégrin qui ne veut pas, quoique serbe, être gouverné par Belgrade et qui le prouve par l'insurrection permanente. — Même page : les Albanais ne sont pas « pour la plupart musulmans ». — Pages suivantes : le cas de l'Irlande est trop simplifié. On ne peut dire que le *Home rule* ait échoué devant « l'intransigeance et l'opposition inexcusables » des Irlandais, c'est au contraire le gouvernement anglais qui a capitulé devant l'intransigeance et les menaces de guerre civile des Ulstériens. C'est malgré Belfast, et d'accord avec Dublin, qu'on a finalement abouti à un compromis. — P. 65 : à la différence des Slovaques, il y a longtemps que les Moraves étaient unis aux Tchèques. On voudrait être sûr (même page) que les Croates vont « fusionner » avec les Serbes.

1. La « politique de meurtre » vis-à-vis des Indiens d'Amérique a été pratiquée beaucoup moins par les Espagnols que par les Anglo-Saxons. Cependant ce sont les Espagnols qui ont tiré le moins bon parti de leurs colonies. — L'auteur a l'admiration un peu facile pour les pratiques britanniques de colonisation. Ni l'Inde ni l'Égypte ne sont des modèles à opposer à l'Afrique du Nord et à l'Indo-Chine.

de l'*Institute of Economics* » de Washington¹. Il est seulement permis de dire que ce grave sujet est traité avec une légèreté, pour ne pas dire avec une puérilité, qui étonne. MM. Moulton et Mac Guire acceptent principalement pour sources les statistiques officielles allemandes (fiscales et douanières) quand, précisément, ce qui est en cause c'est la sincérité de ces évaluations. Ils ont l'air même de prendre au sérieux les comptes fantastiques en vertu desquels le Reich², à la date du 18 janvier 1922, aurait versé aux alliés 56 milliards et demi de marks-or. « Les totaux de ce tableau ont été utilisés par les auteurs comme l'exposé allemand le plus digne de foi, as the most authoritative German statement. » Il suffit de rappeler qu'une dédaigneuse note de la Maison Blanche a fait justice de cette plaisanterie un peu grosse. Nous ajouterons que, pour réfuter les thèses présentées par les auteurs, rien ne vaut la lecture du remarquable article signé ALPHA : *Reparations and the Policy of Repudiation*, paru dans le numéro de septembre 1923 de *Foreign Affairs*. On peut dire qu'après cet article, admirablement documenté, pas une ligne du présent volume ne tient debout, ni sur la capacité de paiement de l'Allemagne, ni sur la productivité comparée de la France et de l'Allemagne et leurs forces contributives, ni sur la dette des deux nations, ni sur la nécessité et la légitimité des réparations. Alpha évalue le total des paiements faits par l'Allemagne jusqu'au 31 décembre 1922 au total de 1,985 millions de dollars, et les dépenses de reconstruction faites par la France, jusqu'en août 1922, au total de 13 milliards 100 millions de dollars.

MM. Mac Guire et Moulton s'engagent sur le terrain de l'histoire rétrospective dans leur chapitre VII, consacré au paiement de l'indemnité de guerre de 1871. Sans même indiquer la différence essentielle entre une indemnité de guerre et une dette de réparations, ils écrivent : « Contrairement à l'opinion populaire, ce n'est pas grâce à son épargne et à son économie que le peuple français a payé cette somme énorme en un peu moins de deux ans ». Et cela sous prétexte que l'habileté du gouvernement français d'alors a trouvé des moyens financiers qui lui ont permis de s'acquitter de ses obligations sans troubler le marché des changes et sans soulever la redoutable question du transfert des grosses sommes d'une nation à une autre. Thiers et Léon Say ont démontré, par l'exemple et contrairement à la théorie, que ce transfert pouvait s'opérer autrement que sous la forme classique

1. Deux erreurs successives ont été commises par l'opinion française à propos de cet Institut. On a commencé par lui dénier tout caractère sérieux. En fait, c'est une création de la Carnegie Corporation, pourvue d'ailleurs d'une complète indépendance. Lorsqu'on a dû reconnaître que cet *Institute* avait bien pignon sur rue, on s'est ému de lire, sur la liste de ses *trustees*, des noms considérables. Mais rien ne permet de croire que les *trustees*, ensemble ou séparément, partagent les opinions professées par les auteurs de l'ouvrage.

2. Les auteurs évitent en général ce terme peu sympathique à leurs compatriotes et préfèrent « German commonwealth ».

d'un excédent des exportations. MM. Mac Guire et Moulton ne leur en savent nul gré. Ils sont bien obligés cependant de reconnaître que l'opération s'est traduite par un accroissement de la dette publique française, et que « cet accroissement a laissé derrière lui une charge fiscale permanente ». C'est donc bien, en définitive, le contribuable français qui a payé. Les auteurs essaient de diminuer la valeur de ce sacrifice en faisant état des conversions successives qui ont allégé le fardeau. Mais ces conversions n'ont rien coûté à l'Allemagne de 1871-1914 et rien n'empêchait l'Allemagne de 1919 d'envisager une politique financière qui l'aurait conduite aux conversions.

Sur cette politique financière de l'Allemagne, les auteurs ont une documentation si unilatérale (Schröder, Glasenapp, la collection *Wirtschaft-und Statistik*, Keynes et les publications du *Manchester Guardian*), qu'ils ne citent même pas le remarquable et capital ouvrage de M. Charles Rist. C'est à peine si ce livre est tardivement mentionné dans un appendice (p. 265, et uniquement à propos du revenu des frets maritimes).

Espérons que les prochains volumes de l'*Institute of Economics* seront plus sérieux. Celui-ci n'a guère qu'une utilité, c'est de nous donner dans ses appendices toute une série de tableaux documentaires dont on peut discuter la méthode, mais qu'il est commode de trouver ici rassemblés.

Henri HAUSER.

R. N. GILCHRIST. **Principles of political science.** Bombay et Londres, Longmans, Green and C°, 1921. 1 vol. in-8°, 799-11 pages. Prix : 18 sh.

Ce traité, qui se recommande par l'ampleur de l'information et par la précision de l'exposé, sera utilisé avec profit, non seulement par les étudiants en droit, mais encore par les historiens et les sociologues. M. Gilchrist considère, en effet, que la science sociale consiste essentiellement dans la science de l'Etat, qu'elle n'est qu'une branche de la sociologie, et qu'elle a des rapports étroits avec l'économie politique, l'éthique, la religion, l'anthropologie sociale et la linguistique. Elle traite, tout à la fois, de la jurisprudence, de l'administration publique, du droit constitutionnel, de l'organisation politique comparée. Elle use essentiellement de la méthode historique et de la méthode comparative, sans négliger la méthode philosophique, qui a contribué à la fonder.

L'auteur étudie avec soin la nature de l'Etat, dégage ses éléments essentiels : population, territoire, climat, configuration géographique, ressources naturelles. Il montre que l'Etat ne saurait exister sans le gouvernement qui en est la manifestation pratique et qu'il n'arrive à la pleine conscience de lui-même que lorsqu'il a pour fondement la nation. Le concept de nationalité est quelque chose de différent de

la nation ; il a un caractère plus spirituel, car l'accord des âmes est aussi nécessaire pour qu'il soit fondé que l'union des intérêts matériels ; la nationalité peut exister avant que la nation soit créée en fait, De plus en plus, au cours des xix^e et xx^e siècles, prédomine la conception que l'État doit avoir pour fondement la nationalité. M. Gilchrist montre aussi avec raison qu'il est dangereux d'identifier l'État avec un organisme biologique : il y a là une simple analogie, utile seulement en ce qu'elle le distingue d'un pur mécanisme.

On lira aussi avec intérêt le chapitre relatif à l'origine de l'État. L'auteur considère avec raison que, jusqu'au xix^e siècle, l'origine de l'État a donné lieu surtout à des théories purement spéculatives, qu'on l'attribue à la volonté divine ou au contrat social. L'histoire de la théorie du contrat social eût demandé un peu plus de précision ; il eût fallu distinguer, comme le fait heureusement M. Vaughan¹, deux conceptions différentes, l'une concernant l'origine de la société civile, l'autre, l'origine du gouvernement. Aujourd'hui, on étudie surtout l'origine de l'État en s'appuyant sur les données de l'histoire ; M. Gilchrist expose les diverses théories qui ont été émises ; il montre ce que les unes et les autres peuvent avoir de légitime, prouve enfin qu'il faut tenir compte, non seulement de l'organisation de la famille, mais aussi de la religion, comme le veut Frazer (il eût été bon de rappeler que Fustel de Coulanges, dans sa *Cité Antique*, a été, à cet égard, un initiateur), de la fondation de la propriété, sous ses diverses formes, de la nécessité d'assurer la sécurité et l'ordre. Ainsi s'est imposée la création des coutumes et des lois grâce auxquelles un État souverain a été possible.

L'auteur examine ensuite les divers éléments dont se compose cette souveraineté de l'État, et les divers aspects de la liberté, définit la liberté civile, la liberté politique, la liberté nationale.

C'est par la loi que se manifeste le pouvoir de l'État. M. Gilchrist décrit avec précision les origines de la loi et les diverses sortes de lois. L'exemple de l'Inde lui sert à montrer de quels éléments peut se composer un code : les lois hindoue et musulmane, les coutumes locales, enfin la législation anglaise sont venues se fonder pour former un tout aussi cohérent que possible. Au-dessus des lois nationales, commence à apparaître une loi internationale, que la Société des Nations s'efforce de réaliser, et l'œuvre de cette Société est caractérisée d'une façon fort heureuse.

Suit une étude détaillée de la constitution de l'État. L'auteur admet la classification de Bryce, qui distingue les constitutions flexibles et les constitutions rigides. Les premières (telle la constitution anglaise) sont l'œuvre de l'histoire ; les secondes (telles les constitutions françaises) sont fondées de toutes pièces par des assemblées constitutantes

1. Dans l'introduction de son édition du *Contrat social* (Manchester et Londres, 1920, in-8°).

et ont besoin d'être garanties par un pouvoir supérieur. Ce sont les constitutions *rigides* qui tendent de plus en plus à l'emporter dans le monde contemporain. — On a étudié aussi avec soin les diverses formes de gouvernement. On montre que le mode démocratique tend de plus en plus à se substituer aux autres, et qu'il y faut distinguer essentiellement le *gouvernement de cabinet*, responsable devant les Chambres, et le *gouvernement présidentiel*, non responsable.

De bons chapitres sont consacrés au droit électoral, ainsi qu'aux fonctions des assemblées législatives, du pouvoir exécutif et du pouvoir judiciaire. On montre très justement que la théorie de la séparation des pouvoirs est inapplicable et inappliquée en fait, mais qu'elle a eu une utilité historique, car elle a favorisé la lutte contre l'absolutisme. Le pouvoir judiciaire lui-même ne peut avoir aucune indépendance réelle; il est le plus souvent une fonction du pouvoir exécutif, ou bien si, comme aux États-Unis, il exerce une action législative, il a des rapports très étroits avec le pouvoir législatif. Il est très juste aussi de dire que le *referendum* a le plus souvent pour effet de maintenir l'état de choses existant.

Non moins intéressants sont les chapitres consacrés au gouvernement de parti, c'est-à-dire au régime parlementaire, aux diverses formes du gouvernement fédéral, tel qu'il fonctionne aux États-Unis et en Suisse, aux confédérations (tel l'Empire allemand). Des formes politiques qui prendront sans doute de l'extension, ce sont l'union entre États indépendants, et aussi le régime fédéraliste, instituant des liens plus lâches que ceux qui existent dans les États purement fédératifs. Signalons encore une étude très nourrie des divers aspects du gouvernement colonial, dont l'Angleterre fournit l'exemple le plus instructif. — L'auteur se demande ensuite quel doit être le but de l'État, si c'est l'individualisme ou le socialisme qui tend à prédominer. La question est assez bien posée; mais peut-être ne faudrait-il pas opposer d'une façon aussi rigoureuse les deux tendances, car le socialisme se propose, en fin de compte, l'émancipation économique et morale de l'individu. Il y a là une étude qui déborderait le cadre d'un traité de science politique, et qui est plutôt du domaine de l'économie politique et sociale.

Une dernière partie de l'ouvrage est consacrée à la description du gouvernement de quelques grands États (la France, l'Allemagne, le Japon, les États-Unis, la Grande-Bretagne). Le traité s'adressant surtout aux étudiants de l'Inde, un chapitre particulièrement nourri, s'étendant sur plus de cent pages (p. 571-689), concerne le gouvernement et l'administration de ce pays. L'étude s'ouvre par un exposé historique qui sera fort utile au lecteur français, car il montre avec précision comment s'y est opérée l'évolution de l'administration anglaise. L'*act* de 1909 marque déjà un progrès très sensible de l'autonomie, progrès qui s'accentue encore de 1915 à 1920, époque où sont

réalisées des réformes profondes dans l'organisation du pouvoir exécutif et surtout du pouvoir législatif. Le nombre des conseils législatifs locaux s'est beaucoup accru (il y en a maintenant plus de 300). L'assemblée législative d'Etat, constituée pour trois ans, sur 154 membres en a 103 élus, en vertu d'une franchise électorale assez large. Les attributions du Conseil, en matière législative et budgétaire, ont été considérablement étendues. On trouvera enfin dans ce chapitre une description précise de l'organisation administrative (centrale et locale), et aussi de la situation des États indigènes autonomes (*native States*), qui sont constitués sur le modèle de l'Inde anglaise.

A la fin du volume, l'auteur a dressé une bibliographie générale assez complète, mais qui rendrait plus de services et serait plus instructive si elle était répartie entre les différents chapitres.

Henri SÉE.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

Antiquité. — L. DELAPORTE. *La Mésopotamie. Les civilisations babylonienne et assyrienne* (Paris, Renaissance du livre, 1923, 1 vol. in-8°, 420 p., avec 1 carte et 60 figures dans le texte; prix : 15 fr.). — Ce volume, le septième d'une série consacrée à l'Évolution de l'humanité, trouve son introduction dans le tome précédent, où M. Moret a exposé la formation et le développement des deux grands empires de la haute antiquité : l'Égypte et l'Assyro-Babylonie. M. Delaporte a donc pu réduire au minimum la question des origines et s'attacher à la description de la civilisation définitive des empires qu'il étudiait. On s'aperçoit bien vite que l'Assyrie et la Babylonie, au premier abord si semblables, offrent des particularités bien tranchées dues aux éléments ethniques qui ont concouru à la formation des deux peuples. Pour bien mettre en lumière ces différences, M. Delaporte a complètement séparé l'étude des deux civilisations, tout en conservant le même plan pour chacune d'elles. Cette division, logique en soi, ne doit cependant être qu'une indication, et il reste entendu que, dans le recul du temps, nous pouvons considérer, en regard de la civilisation égyptienne, celle de l'Assyro-Babylonie comme un tout bien homogène.

En deux chapitres, l'auteur nous donne un résumé de l'histoire d'Assur et de Babylone d'après les plus récentes découvertes; les dates qu'il adopte pour les hautes époques sont celles qu'admet en général l'École française. On peut considérer aujourd'hui que, à quelques années près, la chronologie de l'Asie occidentale remonte à 3000 avant notre ère. On peut même dire : la chronologie générale, car les documents égyptiens et les recouvrements archéologiques fournis par les fouilles établissent des synchronismes qui permettent une histoire de l'Asie occidentale, de l'Égypte et du monde égéen. Les prochaines découvertes de la chronologie porteront maintenant sur le quatrième millénaire qui, de préhistorique, puis de protohistorique, est en situation de devenir historique. Les Assyro-Babyloniens ne se sont jamais préoccupés d'écrire un traité didactique; ils n'ont pas dessiné sur les parois de leurs tombeaux les menus faits de chaque jour, à l'imitation des Égyptiens; le sol des bassins du Tigre et de l'Euphrate, humide et chargé de sels, a détruit toutes les matières sujettes à la décomposition. Nous avons donc relativement peu de monuments figurés à notre disposition; par contre, les documents écrits abondent, grâce à l'habitude qu'avaient les Assyro-Babyloniens d'écrire avec un stylet sur

les tablettes d'argile fraîche qu'ils faisaient cuire ensuite. Nous arrivons ainsi à reconstituer la vie de chaque jour en Mésopotamie et même les lois qui ont présidé à son mécanisme, car le document écrit révèle la pensée qui a inspiré un acte, mieux qu'une simple représentation picturale de cet acte ne saurait le faire. Par les codes de lois, les contrats, les lettres particulières, nous connaissons la législation et l'aménagement économique du pays. Au sommet de l'organisme est le roi, vicaire des dieux, et, à certaines périodes, dieu lui-même. Monarque absolu, il est censé agir selon la volonté des dieux; c'est un pasteur de peuples. Les monuments qu'élève le monarque babylonien sont surtout à la gloire de la divinité; ceux du roi d'Assyrie, à sa propre gloire. Le code, qui reflète une civilisation avancée des deux peuples, indique cependant plus de raffinement en Babylonie; l'Assyrie apparaît moins policée. Tandis que les rois de Babylone relatent volontiers leurs travaux d'édilité, leurs constructions de temples, ceux d'Assyrie exposent complaisamment leurs conquêtes et les atrocités dont ils les ont couronnées. La religion, assez semblable chez les deux peuples, dénote cependant chez les Assyriens un certain progrès. Si le dieu d'Assur est un maître aussi impérieux que ceux de Babylone, c'est du moins le dieu d'un peuple, qui l'accompagne dans les déplacements de sa capitale; ce n'est plus, comme à l'époque primitive, le dieu d'une cité attaché au sol et à la ville.

C'est dans l'art des deux pays que se remarquent les plus grandes dissimilarités. Elles sont dues à la composition même des peuples; tandis que les Babyloniens sont des Sémites ayant emprunté leur civilisation aux Sumériens, peuple non sémitique qui les a précédés dans le bassin inférieur du Tigre et de l'Euphrate, les Assyriens, composés des mêmes éléments, ont reçu, en outre, de forts contingents asianiques, sinon protoaryens, par suite de l'influence exercée par les Hittites. Ceux-ci, établis en Asie Mineure, possèdent un art de qualité sumérienne; ils l'ont modifié selon leur génie propre et l'ont transmis aux Assyriens. Cet art assyrien est, pour ainsi dire, « cousin » de l'art de Babylone; ce n'est pas, comme lui, un dérivé direct de l'art de Sumer.

Telles sont les notions qui se dégagent du livre de M. Delaporte. C'est un excellent manuel, au courant des découvertes modernes. L'auteur, obligé de se mouvoir dans le cadre étroit d'un volume et désireux de ne rien omettre d'essentiel, n'a pu toujours donner à son exposé le développement qu'on aurait souhaité; la faute en est à la richesse des matériaux qu'il avait à mettre en œuvre.

G. CONTENAU.

— Ch.-F. JEAN. *Sumer et Akkad; contribution à l'histoire de la civilisation dans la Basse-Mésopotamie* (Paris, Geuthner, 1923, in-8°, 152 p. et 92 planches autographiées). — Le volume de M. Ch. Jean contient la reproduction au trait, la transcription et la traduction partielle de 284 tablettes cunéiformes, antérieures au deuxième millé-

naire avant notre ère, réparties entre la dynastie d'Ur, celle de Larsa et la première dynastie de Babylone. Ce sont pour la plupart des documents de comptabilité. Sans doute de tels petits textes n'ont pas l'intérêt de documents historiques fixant la durée d'un règne ou l'ordre des dynasties, mais, s'ils ne sont pas l'histoire, ils en sont la monnaie. C'est grâce aux recouplements qu'ils fournissent qu'on arrive peu à peu à reconstituer l'organisation de ces civilisations disparues, et chaque publication de ce genre est une contribution utile à l'histoire économique de l'Assyro-Babylonie. Nous y notons, tour à tour, des livraisons de bétail destiné aux sacrifices des temples ou à la cuisine du palais, un compte du revenu d'une palmeraie sise près de la ville d'Umma. Cette palmeraie, qui appartenait au temple, était affermée par lots à divers concessionnaires. La tablette est moins bien conservée que celle que le P. Scheil a publiée sur le même sujet dans la *Revue d'assyriologie*, t. X (1913); elle donne les revenus en dates des diverses portions du terrain. Puis viennent des fournitures d'objets en bois pour la construction de bateaux, de métaux et de pierres, de salaires et nourriture d'ouvriers. Les tablettes de Larsa, de caractère plus juridique, ont trait à des formations de sociétés, prêts d'argent, partages de biens. Celles de Babylone, de même caractère, sont consacrées à des ventes d'esclaves, louages de mercenaires, etc.; les autres sont des lettres. Les textes, copiés d'une façon fidèle et sans essai d'interprétation, sont quelquefois reproduits en caractères un peu fins; c'est un défaut dans lequel nous tombons presque tous en France et qui tient sans doute à ce que nous adoptons des formats moindres que ceux des publications étrangères.

Le sumérien de la seconde moitié du troisième millénaire, s'il garde son infirmité d'expression propre aux langues agglutinantes, est cependant fort riche; malgré l'abondance des vocabulaires suméro-babyloniens, quantité de termes, notamment de termes techniques restent pour nous sans signification. On constate également qu'en l'absence de vocabulaires il n'est pas possible d'aller au-delà de la probabilité dans les traductions de ces textes sumériens. La majeure partie de l'Introduction est consacrée à une étude des noms propres de la dynastie d'Ur (la III^e et non la II^e) et de la première dynastie de Babylone, sujet sur lequel M. Jean nous apporte un supplément d'utiles informations. Le nom propre en Mésopotamie est l'application à la personne de la théorie générale du nom: rien n'existe que ce qui a un nom; nommer une chose, c'est déjà lui conférer une part d'existence réelle¹. Les noms propres seront donc des formules ayant un sens, affirmant la foi en telle divinité ou souhaitant l'obten-

1. G. Contenau, *De la valeur du nom chez les Babyloniens et de quelques-unes de ses conséquences* (*Revue de l'histoire des religions*, 1920). — A la liste des principaux travaux sur les noms propres cités par M. Jean, on peut ajouter l'excellent ouvrage de K.-L. Tallquist : *Assyrian personal names*, Helsingfors, 1914, in-4°.

tion de faveurs divines. Ces formules peuvent être abrégées à l'extrême. A l'époque sumérienne, elles sont fréquemment empruntées à la littérature religieuse ou historique. M. Jean doute, avec raison, me semble-t-il, que les noms d'animaux et de plantes ou le fait que l'homme a été appelé fils de son dieu soient des vestiges d'un totémisme antérieur. Il faudrait qu'on fût assuré que les Sumériens regardaient ces animaux comme leurs parents, et ce n'est point le cas.

G. CONTENAU.

— Le tome XIII des *Mémoires présentés par divers savants à l'Académie des inscriptions et belles-lettres*, 1^{re} partie (Paris, Klincksieck, 1923, in-4^o, 384 p.) contient les neuf études suivantes : I. Étienne MICHON. Un décret du déme de Cholorgos relatif aux Thesmophories (daté de la 3^e année de la 111^e olympiade, soit 334-333 av. J.-C. Texte avec fac-similé et un commentaire). — II. Jules FORMIGÉ. Remarques diverses sur les théâtres romains, à propos de ceux d'Arles et d'Orange (ces deux théâtres, commencés sans doute dès la fondation des deux colonies en 46 av. J.-C., furent achevés à l'époque d'Auguste. Plan d'ensemble du théâtre d'Arles et croquis représentant l'agencement des machines motrices du rideau et les changements à vue des décors. Index des mots latins désignant les différentes parties des théâtres romains et index géographique). — III. G. GLOTZ. Le droit des gens dans l'antiquité grecque. — IV. D. SIDERSKY. Étude sur la chronologie assyro-babylonienne. — V. Jules FORMIGÉ. Le prétendu cirque romain d'Orange (ce n'est ni un cirque ni un stade, mais un gymnase; plan montrant l'état actuel et la restauration proposée par l'auteur). — VI. BONNEL DE MÉZIÈRES. Recherches de l'emplacement de Ghana; fouilles à Koumbi et à Settah (au Soudan; avec trois cartes). — VII. ID. Recherches sur l'emplacement de Tek-rour (au Soudan, près du marigot de Doué, chez les Toucouleurs). — VIII. Auguste AUDOLLENT. Les tombes gallo-romaines à inhumation des Martres-de-Veyre, Puy-de-Dôme (avec sept planches); suit (en IX) une Étude technique sur les tissus découverts dans ces tombes, par Charles PAGÈS (ce sont tous des lainages).

— M. Vasile PÂRVAN, spécialiste de l'histoire des colonies grecques du littoral occidental de la mer Noire (côtes de la Bulgarie et de la Roumanie), publie sur ce sujet dans le *Bulletin de la section historique* (t. X, tirage à part, 25 p. et une carte) et dans les *Mémoires de la section historique* (sér. III, t. II, n° 1, 133 p. avec 56 reproductions et 10 planches) de l'Académie roumaine (*Cultura Natională*, Bucarest, 1923) deux travaux extrêmement intéressants. Le premier, lu au Congrès des sciences historiques de Bruxelles en 1923, la *Pénétration hellénique et hellénistique dans la vallée du Danube*, reconstitue, d'après les résultats de cinq campagnes de fouilles, l'histoire de la première des colonies de la côte thrace, si négligées et si mal connues d'Hérodote, d'Istria (Istros), depuis le VII^e siècle avant

jusqu'au VII^e siècle ap. J.-C., son rôle politique, militaire et surtout commercial dans l'exploitation du bassin du Danube et de ses affluents, concurremment avec Callatis et Tomi; la liste et les emplacements des nombreuses autres factoreries et fondations grecques, notamment de Barbosh, de Carsium et d'Axiopolis; les rapports de ce monde grec avec les Scythes, les Gétes et les Daces. Le second travail, en roumain, avec un résumé en français, est intitulé *Histria*; l'auteur édite et commente les soixante et une inscriptions ou fragments d'inscriptions grecques et latines découvertes à Istria par lui en 1916, 1921 et 1922. Signalons en particulier des noms thraces et besses, une élégie funèbre en vers grecs, la mention dans un *vicus de lai*, qui sont peut-être des *laoi*, groupe de *gentiles* établis sur ce *limes*.

Ch. LÉCRIVAIN.

— J. B. BURY, Regius Professor of modern history in the University of Cambridge; E. A. BARBER, Sub-Rector of Exeter College, Oxford; Ed. BEVAN, honorary Fellow of New College, Oxford; W. W. TARN, Trinity College, Cambridge. *The Hellenistic Age, Aspects of Hellenistic civilization* (Cambridge, University Press, 1923, in-8°, vii-151 p.; prix : 6 sh.). — Recueil de quatre travaux sur l'époque hellénistique : trois lectures faites au collège Corpus Christi de Cambridge et un essai de M. Bury. Ce sont plutôt des aperçus agréables avec quelques idées ingénieuses que de véritables dissertations. Sous le titre « l'Époque hellénistique et l'histoire de la civilisation » (p. 1-29), M. Bury a résumé les traits principaux de cette période, les résultats politiques, scientifiques, commerciaux de la conquête d'Alexandre, le cosmopolitisme, la politique orientale de Rome, l'influence des institutions hellénistiques sur les institutions impériales, le rôle d'Aristarque, d'Ératosthène, d'Hipparche et de la bibliothèque d'Alexandrie. M. Barber a exposé les grandes lignes, les traits caractéristiques, les innovations de la littérature alexandrine (p. 30-78), en insistant sur le goût des légendes et des histoires locales, sur le rôle des jeux et des concours littéraires, sur les mimes, sur Timon de Phlionte et Parthenius, sur les fragments nouveaux, donnés par les papyrus, d'Hérodas, de Cercidas et d'autres; dans une courte bibliographie, il oublie le t. V de l'*Histoire de la littérature grecque* des Croiset. Dans la lecture « Philosophie populaire hellénistique » (p. 79-107), M. Bevan s'occupe surtout des écoles stoïcienne et épicienne, en particulier de la Vie d'Épicure de Philonidès et de Télés, avec quelques mots sur les Mystères grecs et le christianisme. Dans le quatrième article, « la Question sociale au III^e siècle » (p. 108-140), M. Tarn expose rapidement l'endettement des villes grecques, les salaires et les prix des marchandises, les réformes d'Agis et de Cléomène. Un appendice donne le catalogue des principaux objets de la collection Lewis, léguée récemment au collège Corpus Christi, intailles, camées, bronzes, vases, monnaies grecques, romaines, juives, françaises et anglaises.

Ch. L.

— Le plus récent fascicule de la *Realencyclopédie* de Pauly contient les articles allant de Sélinonte à Sila; on y peut signaler les suivants : *Sarmatia* et *Scythia*, par KRETSCHMAR; *Saxones*, par RAPPORPORT; *Schrift*, par WEINBERGER et GÄRTE; *Schulen*, par ZIEBARTH; *Scriba*, par KORNEMANN; *Septuaginta*, par HAUTSCH; *Sybillen*, par RZACH (*Pauly's Realencyclopädie der classischen Altertumswissenschaft*, publ. par Wilhelm KROLL et Kurt WITTE, 2^e série, t. IV¹. Stuttgart, Metzler).

Allemagne. — Bernhard HULDERMANN. *La vie de (sic) Albert Ballin d'après ses notes et sa correspondance* (Paris, Payot, 1923, xxxi-311 p.; prix : 15 fr.). — Ce volume dépasse beaucoup en intérêt ceux qui ont été consacrés dernièrement à Stinnes, à Tirpitz ou à d'autres. Est-ce parce que la nature de Ballin est plus sympathique, plus prime-sautière, plus franche, plus indépendante? Je crois que c'est surtout parce que ce livre est l'œuvre très conscientieuse d'un homme qui a collaboré avec son héros pendant plus de dix ans, qui a joui de toute sa confiance, qui l'accompagna ou même le suppléa dans des missions très délicates, enfin qui a utilisé les papiers très abondants laissés par Ballin. Des citations qu'il en fait, certaines (les lettres de voyage de Ballin à sa mère) auraient pu tomber sans dommage; quelques-unes sont des morceaux capitaux, que l'histoire utilisera. Le grand public ira sans doute d'abord à la seconde partie du livre, à la *Weltpolitik* et à la Grande Guerre. J'avoue avoir encore plus goûté la lente ascension du petit juif hambourgeois, chef à dix-sept ans de la firme Morris et Cie, d'abord rival de cette *Packetfahrt* dont il devait faire l'une des plus grandes puissances navales du monde. L'histoire de cette puissance, devenue célèbre sous le vocable de *Hapag* (Hamburg Amerikanische Packetfahrt Aktiengesellschaft), l'histoire des créations hardies et des initiatives de Ballin, celle de ses traités, de ses *pools* avec d'autres lignes de l'Atlantique-Nord, l'histoire aussi de ses luttes contre d'autres groupements d'intérêts comme le trust Morgan, cette histoire si passionnante ne pourra plus être écrite sans référence au livre de M. Huldermann. Peu à peu, le maître de la *Packetfahrt*, qui a imposé son alliance au *Norddeutscher Lloyd*, devient la figure représentative de l'expansion commerciale allemande. Il devient aussi un conseiller officieux, mais écouté, de Guillaume II. Trop peu écouté, car Ballin voyait sans joie venir la guerre. Avec une impartialité rare, M. Huldermann (p. 157) signale la vraie cause de cette guerre : la conjonction de deux éléments, « le vieil esprit prussien et la grosse industrie. Ces deux éléments de l'Allemagne, d'orientation si différente, se sont rencontrés sur le terrain économique pour faire une politique douanière, qui, sans doute, donna à l'Allemagne la prospérité, mais qui créa la matière de graves conflits internationaux ». Ballin n'avait pas plus de scrupules que les autres, mais, s'il ignorait et (jusqu'à Verdun) méprisait la France, il connaissait et redoutait l'Angleterre.

Aussi, par l'intermédiaire de son ami anglo-allemand Sir Ernest Cassel, il essaya d'écartier les menaces de conflit. On trouvera ici les documents les plus précieux sur la mission Haldane et les projets de *Naval holiday*. On verra comment ces projets, poussés très loin par une administration britannique folle de pacifisme et pleine de condescendance pour l'Allemagne, n'échouèrent que devant la mauvaise foi, l'amour du prestige, le souci des succès à l'intérieur du gouvernement impérial. Rien chez M. Huldermann qui ressemble de loin aux divagations d'un Lujo Brentano. Quant à la soi-disant responsabilité du gouvernement français de 1914, il « désirait si peu la guerre » (p. 234) que ses représentants à Londres avaient été, selon l'expression de Ballin, très petits, et feraient tout pour éviter la catastrophe ». Ce témoignage est de poids.

Durant la guerre, Ballin fut un des premiers Allemands à ne plus croire à la victoire. La guerre sous-marin, dont il n'a jamais, d'ailleurs, discuté le principe, lui paraissait une folie parce que l'Allemagne n'était pas assez forte pour la faire réussir. L'entrée en lutte de l'Amérique sonna pour lui le glas. Il se prodigua en vains efforts, en août 1918, pour dessiller les yeux de l'aveugle empereur et sauver ce qui pouvait encore être sauvé. Ajoutons que ce grand homme d'affaires, en raisonnant sur les conditions de la paix et sur les personnalités allemandes qui pouvaient avoir mission de la traiter, prêtait aux gouvernements alliés et associés une logique à laquelle ceux-ci n'obéissaient guère : il écartait le prince de Bülow, parce que « l'Angleterre, la France et l'Amérique trouveraient qu'un prince... n'était pas la personnalité capable de vouloir sérieusement la démocratisation de l'Allemagne ». Et l'on devait accepter Brockdorff-Rantzau !

Ballin est mort de la défaite allemande. A-t-il été brisé par la fatigue et le chagrin de voir s'écrouler son œuvre ? A-t-il refait, pour son compte, le geste d'un Prévost-Paradol ? Ce mystère rend plus intéressante encore cette figure, si caractéristique du nouvel Empire. La traduction de M. Simondet est précédée d'une préface due à M. Félix Roussel. Nous y signalerons une erreur de typographie p. 170 : toute la page devrait être en petits caractères; c'est Ballin et non, comme il arrive ailleurs, Huldermann qui raconte le dîner chez Sir Ernest Cassel. Un excellent fac-similé reproduit les notes, anglaises et allemandes, de Guillaume II sur l'article de la *Westminster Gazette* de 1911.

Henri HAUSER.

— Guy DE MONTJOU. *Impressions d'Allemagne. D'où viennent nos déceptions. Enquête sur l'aviation allemande* (Paris, Plon, 1922, in-8°, 147 p.; prix : 4 fr. 50). — Capitaine René FONCK. *L'aviation et la sécurité française* (Paris, éditions Bossard, 1924, in-16, 317 p.; prix : 7 fr. 50). — Ces deux livres, écrits l'un et l'autre par des députés-aviateurs, aboutissent aux mêmes conclusions peu rassurantes. Dès 1921, M. de Montjou avait rapporté d'un voyage d'études à travers l'Allemagne la conviction que l'aviation allemande, en pleine

renaissance, risquait de devenir rapidement une menace pour notre paix. Le capitaine Fonck, à son tour, pousse le cri d'alarme. Avec une compétence que nul ne songerait à discuter, il nous signale l'aviation allemande en nouvelle activité : les lignes commerciales servant à l'entraînement des pilotes militaires, les fabrications aéronautiques poursuivies à la faveur d'un habile maquillage d'industries quelconques, les techniciens penchés sur les problèmes les plus variés dans leurs bureaux d'études. En moins d'une année, l'aviation allemande pourrait mettre en ligne les moteurs indispensables à une reprise des hostilités. Qui pourrait, de sang-froid, songer à ce que serait une guerre nouvelle, collaboration de l'aviation et des gaz utilisés pour les bombardements ? Le capitaine Fonck souhaite que l'aviation française, maritime, coloniale ou commerciale ne cesse de se développer. Il voit dans une sérieuse coopération franco-anglaise aérienne un gage de paix pour l'avenir.

G. HUISMAN.

France. — *Les classiques de l'histoire de France au moyen âge*, publiés sous la direction de Louis Halphen; fasc. 2 : *le Dossier de l'affaire des Templiers*, édité et traduit par Georges LIZERAND (Paris, Champion, 1923, in-16, xxiv-229 p.; prix : broché, 12 fr. 50; relié, 15 fr.; et pour les souscripteurs, 10 fr. et 12 fr. 50). — Ce petit volume renferme tout l'essentiel du formidable dossier de l'Affaire des Templiers : enquête préalable; ordre d'arrestation; interrogatoires les plus caractéristiques; type d'inventaire des biens séquestrés; consultations juridiques touchant la procédure à suivre; pamphlets et discours destinés à influencer l'opinion publique; Etats-Généraux de Tours; dépositions; et enfin actes portant condamnation et suppression de l'Ordre. En appendice, l'auteur reproduit les passages les plus souvent visés de la règle du Temple concernant la réception des nouveaux frères. On trouvera dans l'introduction un clair résumé de l'histoire du procès et un aperçu des documents conservés, avec une bibliographie sommaire, extrêmement commode. Un index des noms propres et des matières termine cet excellent petit volume, d'une lecture attacheante, et très propre à donner du fameux procès et de la société religieuse au temps de Philippe le Bel une idée vivante et précise.

Deux autres fascicules de la collection sont actuellement sous presse et paraîtront à bref délai : le tome I des *Mémoires de Commynes* (qui seront complets en trois volumes), publiés par M. Joseph Calmette, et l'*Histoire anonyme de la première Croisade*, publiée et traduite par M. Louis Bréhier.

Louis HALPHEN.

— *Poèmes et récits de la vieille France*, publiés sous la direction de A. JEANROY : I. ADAM LE BOSSU, *le Jeu de la feuillée et le Jeu de Robin et Marion*, traduits par Ernest LANGLOIS; II. *Le roi Flore et la belle Jeanne; Amis et Amiles, contes du XIII^e siècle adaptés par G. MICHAUT* (Paris, E. de Boccard, 1923, 2 vol. in-16, xxxii-159 et 182 p.; prix : 5 fr. le volume). — Voici une nouvelle petite col-

lection, où l'on se propose de rendre accessibles à tous, en les traduisant ou adaptant au goût moderne, les œuvres les plus attrayantes et les plus caractéristiques de notre littérature médiévale. On ne peut que se réjouir de voir se multiplier les entreprises de ce genre, dont le succès croissant est un symptôme digne d'être retenu du goût de plus en plus prononcé du public pour tout ce qui est le passé de la France. La collection que dirige M. Jeanroy promet d'être, malgré son format un peu exigu, qui en exclura sans doute les œuvres de longue haleine, un très utile complément aux collections plus savantes réservées seulement à l'édition critique des textes originaux — comme sont celle des *Anciens textes français* ou celle des *Classiques français du moyen âge* de M. Mario Roques. Nous ne faisons aujourd'hui que signaler cette nouvelle entreprise. Nous y reviendrons, quand les volumes suivants auront paru, dès notre prochain « Bulletin ». Disons seulement que les deux premiers volumes sont d'exceptionnelle qualité, élégants et fort joliment « présentés ». L. H.

— *Histoire de la littérature française illustrée*, publiée sous la direction de J. BÉDIER et P. HAZARD (Paris, Larousse, in-4°). — Les fascicules de cette belle publication, sur laquelle nous avons déjà appelé l'attention de nos lecteurs (cf. *Rev. hist.*, t. CXLIV, p. 262), se succèdent de semaine en semaine avec une remarquable régularité. Le tome I, qui comprend le moyen Âge, le XVI^e siècle et la plus grande partie du XVII^e, est complet depuis la fin d'octobre (322 p. et 27 planches hors texte). Nous avons déjà dit la haute valeur et l'élégante netteté des chapitres rédigés par les collaborateurs du début. La suite mérite les mêmes éloges. MM. de Nolhac, Bidou, Villey, Vianey, Beaunier, Roustan, Moreau, Hallays se sont, en général, excellemment tiré des chapitres qui leur étaient confiés. Les fascicules parus depuis l'achèvement du tome I nous mènent jusqu'en plein XIX^e siècle. Ils ont pour auteurs d'abord MM. Bidou et Bédier, puis M. Ascoli, qui a apporté dans l'analyse de quelques-unes des œuvres les plus délicates du XVIII^e siècle un art souple et subtil tout à fait digne de ses modèles. MM. Mornet et Hazard ont écrit avec beaucoup de sûreté l'histoire littéraire des années qui préparèrent la Révolution, l'accompagnèrent ou la suivirent immédiatement; le romantisme a été abordé avec science et goût par M. Jean Giraud. Nous reviendrons sur l'ensemble de la publication dès qu'elle sera achevée. L. H.

— Gustave LANSON. *Histoire illustrée de la littérature française* (Paris, Hachette, in-4°). — Sous sa forme nouvelle, l'Histoire de la littérature française de M. Lanson progresse aussi avec régularité, à raison d'un fascicule par mois. Le tome I est également achevé et s'arrête à peu près au même point que le tome I de l'Histoire de MM. Bédier et Hazard; depuis lors, le XIX^e siècle a pareillement été entamé. L'éloge du texte même n'est plus à faire, encore qu'on puisse regretter que M. Lanson n'ait pas eu le loisir de le mettre plus

complètement au courant; mais on ne saurait trop louer la remarquable « présentation » de ce livre ni trop chaudement féliciter l'éditeur du soin apporté dans le choix d'une illustration, qui n'est pas seulement plaisante aux yeux, mais extrêmement instructive pour tous les lecteurs. Nous aurons à y revenir après l'achèvement du tome II.

L. H.

— Joseph FAUREY. *La monarchie française et le protestantisme français* (Paris, de Boccard, 1923, in-8°, IX-165 p.). — Il est très difficile de parler d'un tel livre. C'est un résumé — j'allais presque dire un *discours* — des rapports de l'État et des Réformés, entre François I^r et l'édit de 1578; résumé rapide, nécessairement incomplet, fait d'après des ouvrages de seconde ou de troisième main. Cela n'est généralement pas trop inexact, et il y a un effort vers l'impartialité, encore que l'auteur regrette évidemment que les circonstances aient amené la sécularisation progressive de l'État. Mais ce qu'on se demande, en l'état actuel des connaissances historiques, c'est à quoi de semblables ouvrages peuvent bien servir. — P. 57 : Coligny « paraît bien avoir trempé dans l'assassinat du duc de Guise. *En tout cas*, il n'a jamais cherché à dissimuler la joie qu'il en a ressentie ». Précisément, la seconde phrase dément la première. — P. 73 : le meurtre de Blois en 1588 « met la Ligue en révolte déclarée contre Henri III ». N'est-ce pas la révolte qui explique le meurtre? H. HAUSER.

— Victor GIRAUD. *La vie héroïque de Blaise Pascal* (Paris, Crès, s. d., petit in-8°, 257 p., 4 phototypies). — Il est malaisé de dire du nouveau sur Pascal. Sachons gré à M. Giraud de nous donner ce livre d'attachante lecture, où il a fait un constant effort pour revivre et repenser celui qu'il appelle « le plus grand nom des Lettres françaises », et qui est à tout le moins l'une des plus nobles âmes et l'un des plus puissants esprits dont s'enorgueillisse la France. On aura surtout plaisir à réapprendre avec ce guide averti les années d'enfance et de prime jeunesse : Clermont, Paris et Rouen. Pour le reste, pour le grand drame d'esprit et de cœur, M. Giraud ne pouvait rien ajouter à ce que nous a fourni, par exemple, le P. Bremond. Ce qui inquiète un peu, en ce très agréable volume, c'est la part vraiment large qui est faite à la conjecture. Sans vouloir introduire dans l'histoire, et surtout dans celle des âmes, trop d'esprit de géométrie, on aimerait plus de certitude. Notons cependant que M. Giraud laisse délibérément de côté l'histoire suspecte du pont de Neuilly et qu'il ne suit pas M. Jovy dans son exégèse des récits de l'abbé Beurrier. Pour lui, Pascal est resté fidèle à la foi pour laquelle était morte sa sœur Jacqueline, plus intransigeant même en cette foi que plusieurs de ces « Messieurs ». Jugement un peu flottant sur les *Provinciales*, « une erreur de génie ». A la fin du volume, la *Méditation sur Pascal* de M. Ed. Le Roy.

H. HR.

— *Oeuvres complètes de Bourdaloue*. Édition critique publiée
REV. HISTOR. CXLV. 2^e FASC.

18

avec le concours de l'Institut de France, par l'abbé GRISELLE. T. II : *Sermons pour tous les jours du carême* (Paris, Bloud et Gay, 1922, in-8°, LVI-322 p.). — Ce tome II comprend les huit premiers des trente-neuf sermons pour tous les jours du carême et reproduit le texte de l'édition de 1692. Dans l'introduction, l'abbé Griselle s'efforce de montrer, par de longues citations tirées des sermons de Claude Joly, évêque d'Agen, et de Fromentières, évêque d'Aire, tous antérieurs à 1678, ce qu'était l'éloquence religieuse entre 1660 et 1680. Son but est de comparer le style des sermons de Bourdaloue, tels qu'ils nous sont présentés dans les éditions subreptices des tachygraphes, à celui des sermons de Claude Joly et de Fromentières et de montrer que beaucoup d'idées et d'expressions se rencontrent, presque semblables, dans les uns et dans les autres. Il prouve ainsi la valeur des éditions subreptices, qui nous permettent presque de retrouver la forme même des sermons parlés.

G. PAGÈS.

— Th.-Louis LATOUR. *Princesses, dames et aventurières du règne de Louis XIV* (Paris, Figuière, 1723, in-18, 411 p.). — Une vingtaine de biographies sommaires. Des princesses : Anne d'Autriche, Henriette d'Angleterre, la duchesse de Bourgogne, etc. Des dames illustres : la duchesse de Longueville, Mme de La Fayette, Mme de Sévigné, Mme de Montespan, etc. Des aventurières : la Brinvilliers, la Voisin. Ni le texte ni la bibliographie ne seront utiles aux historiens. Peut-être les gens du monde parcourront-ils avec plaisir cette galerie de portraits, si connus qu'en soient dès longtemps les originaux.

G. P.

— René SAULIOL. *La manœuvre de Denain* (Paris, Charles-Lavauzelle, 1921, in-8°, VIII-107 p., avec cartes). — On ne trouvera dans ce volume qu'une étude technique de la manœuvre de Denain, écrite pour faciliter aux candidats à l'École de guerre la préparation de leur programme. Elle est très précise et très claire. Mais il va sans dire que l'auteur n'apporte aux historiens rien de neuf. Ce n'est pas de leur point de vue qu'il considère les faits. C'est ainsi, par exemple, qu'il écarte d'un mot la question de savoir qui a conçu la manœuvre : « Le chef est le chef » ; c'est donc à lui, en tout état de cause, qu'appartient, en cas de succès, le mérite de la victoire. Et il est vrai que cette question importe peu à qui se soucie uniquement du mécanisme de la manœuvre.

G. P.

— Hélène METZGER. *Les doctrines chimiques en France, du début du XVII^e siècle à la fin du XVIII^e siècle, 1^{re} partie* (Paris, les Presses universitaires, 1923, in-8°, 496 p.). — Mme Metzger a entrepris de reconstituer les théories chimiques qui ont eu cours au XVII^e et au XVIII^e siècle, en les rapprochant des théories philosophiques qui les ont inspirées. On ne trouvera ici ni l'histoire des découvertes ni celle des savants. Le but a été d'établir l'histoire des doctrines, afin qu'il soit possible, plus tard, de déterminer « par quel rapport l'évolu-

tion des doctrines, les découvertes expérimentales et les inventions techniques de la chimie sont liées à une même époque ». Cette première partie ne traite que du XVII^e siècle. Elle intéressera, cela va sans dire, les chimistes plus que les historiens. G. P.

— Le tome IV des *Sources de l'histoire de France au XVII^e siècle*, que nous devons à la collaboration de MM. Émile BOURGEOIS et Louis ANDRÉ, est consacré aux « Journaux et pamphlets ». Rien qu'à parcourir la table des matières, on peut se faire une idée précise de ce qu'il faut entendre par la liberté de la presse au siècle où la monarchie absolue reçut sa forme définitive (Paris, Auguste Picard, 1924, in-8°, 388 p.; prix : 15 fr. broché).

— Gaston CAYROU. *Le français classique; lexique de la langue au XVII^e siècle*, expliquant, d'après les dictionnaires du temps et les remarques des grammairiens, le sens et l'usage des mots aujourd'hui vieillis ou différemment employés (Paris, Henri Didier, 1923. Collection moderne de classiques publiée sous la direction de M. Paul Crouzet, in-12, xxviii-888 p. et 48 illustrations hors texte faisant connaître les hommes et les œuvres dont le souvenir intéresse l'histoire de la langue du XVII^e siècle; prix : 16 fr.). — Nous avons tenu à reproduire tout au long le titre de ce dictionnaire, parce qu'il en indique exactement le contenu et qu'il permet d'en deviner l'intérêt. On aura plaisir et profit à parcourir ce lexique qui contient des notices sur plus de deux mille mots, où voisinent Molière et Saint-Simon, à côté des grammairiens et des grands maîtres du style classique en prose et en vers. On y trouvera matière à de nombreuses réflexions et comparaisons sur la langue du XVII^e siècle qui visait à l'uniformité fondée sur le bon sens et le bel usage, et le langage usité de nos jours où l'individualisme tend à dominer sans règle et sans frein. Ch. B.

— G. GUÉNIN et J. NOUAILLAC. *Le Consulat, l'Empire et la Restauration, 1800-1830* (Paris, Plon, « Lectures historiques », 1923, in-8°, 440 p.; prix : 10 fr.). — Ce recueil fait suite à un volume consacré à la période révolutionnaire et que nous avons annoncé ici même (t. CXXXIX, p. 280). Il se lit avec intérêt et il est susceptible de rendre dans l'enseignement de réels services. Les éléments en sont empruntés pour la plupart à des témoins directs ou à des mémorialistes. Les auteurs n'ont pas borné leur effort à la recherche des scènes pittoresques; ils se sont attachés à mettre en lumière les aspects si variés de l'histoire du monde au lendemain de la tourmente révolutionnaire; ils sont sensibles aux gloires de l'Empire napoléonien, mais ils ne dissimulent pas ses faiblesses; tout en réservant à notre pays la majeure partie de leur travail, ils ont eu le souci de ne pas négliger l'étude des grands problèmes internationaux qui se posent à l'époque, en Europe et dans les Amériques, notamment après 1815. Il faut souhaiter que les élèves de nos lycées sachent tirer parti de ce petit livre qui leur est destiné. C. RICHARD.

— Dans l'Annuaire de l'École pratique des Hautes-Études (4^e section) pour 1923-1924, on trouvera une lettre écrite par un curé alsacien, nommé Pinelle, sur la séance du 4 août 1789 où l'Assemblée nationale déclara « la Nation française franche et libre ». En conséquence, « nous avons supprimé par un décret soleilien tout le régime féodal et les droits qui en résultait... ». Cette lettre, adressée à Chauffour le Cadet, datée de Versailles le 8 août 1789, est publiée avec un commentaire approprié par M. Rod. REUSS.

— Charles-V. LANGLOIS. *Les hôtels de Clisson, de Guise et de Rohan-Soubise au Marais*. Archives et Imprimerie nationales (Paris, J. Schemit, 1922, in-4^o, VIII-315 p., avec 53 planches, 3 plans et 18 fig.; prix : 150 fr.). — Qui ne connaît l'admirable hôtel Soubise, l'un des joyaux du vieux Paris ? Si beaucoup de Parisiens n'en ont jamais franchi les portes, plus d'un s'est attardé à admirer la célèbre cour d'honneur qui ouvre sur la rue des Francs-Bourgeois ; quant aux étrangers, ils ne manquent jamais cette visite qui fait partie de leur tournée historique dans le quartier du Marais. Mais personne ne s'était jamais avisé d'écrire l'histoire détaillée et complète de cet hôtel et des propriétés sur lesquelles il a été bâti dans les premières années du XVIII^e siècle, ainsi que des hôtels voisins (de Rohan, d'Assy, etc.). Léon de Laborde y avait songé sans doute, mais son désir n'avait pu être réalisé. Il était réservé à M. Ch.-V. Langlois, directeur des Archives nationales, qui ont trouvé là un asile définitif, de pousser ses recherches assez à fond pour pouvoir reconstituer minutieusement cette histoire ; nous devons nous en montrer reconnaissants, à lui comme à ceux qui l'ont précédé dans cette voie en étudiant la formation topographique de ce quartier ou en décrivant l'ancienne décoration de la chapelle de l'hôtel de Guise, dessinée par le Primatice. Car l'hôtel Soubise s'élève sur les terrains de l'ancien hôtel Clisson (dont il reste une porte à tourelles bien connue) et de l'ancien hôtel de Guise, aménagé à partir de 1553, devenu quelque temps après une sorte de Louvre rival de l'autre, quartier général de l'opposition et des ligueurs, demeure décorée avec magnificence (on y voyait entre autres les célèbres tapisseries des chasses de Maximilien, cédées plus tard à Louis XIV), habitée ensuite par Gaston d'Orléans et par sa fille, Mademoiselle, et où l'on assure que Gaignières (gouverneur de la principauté de Joinville pour les Guise, qui l'habita longtemps) prit le goût des collections historiques. Il reste bien peu de chose aujourd'hui de l'hôtel de Guise ; mais le livre de M. Langlois nous permet de nous remémorer les divers événements qui s'y déroulèrent ; grâce aux inventaires de l'ameublement et des objets d'art qui ont été retrouvés, nous pouvons nous faire une idée exacte de ce logis princier au XVII^e siècle. Puis vinrent les architectes Delamair et Boffrand, les sculpteurs Coustou et Le Lorrain, le décorateur Louis-Jacques Herpin, qui transformèrent l'habitation pour le prince de Soubise et firent un ensemble tout à fait nouveau (les derniers bâtiments de l'hôtel de

Guise disparurent en 1857) : la colonnade qui entoure la cour d'honneur, à laquelle rien n'était comparable à Paris au dire de Piganiol de la Force, est l'œuvre de Delamair, qui n'en fut guère récompensé; les boiseries dont furent ornés les appartements, et dont il subsiste encore quelques charmants spécimens, ne sont pas sûrement l'œuvre de Herpin, mais on aime à se représenter le décor où vécut le maréchal de Soubise, la princesse de Soubise dont Nattier nous a conservé les traits, et, tout près d'eux, dans l'hôtel voisin, le fameux cardinal de Rohan. Dans la description qu'a tracée M. Langlois des appartements conservés et restaurés avec goût (la plus grande partie est transformée en musée), nous trouvons le guide le plus sûr et le mieux documenté; son livre, abondamment illustré, est une heureuse reconstitution, digne en tous points du passé de ces vieilles demeures qui sont l'orgueil de notre ancien Paris.

H. STEIN.

— Marquis de ROCHEGUDE et Maurice DUMOLIN. *Guide pratique à travers le vieux Paris* (Paris, Champion, 1923, in-8°, 600 p., 60 croquis; prix : 25 fr.). — Ce Guide est une refonte complète de l'ouvrage si apprécié du marquis de Rochegude (1903-1909); il se recommande à tous ceux, Parisiens et autres, qui désirent trouver des renseignements précis et sûrs concernant les origines, le développement de la ville, l'histoire de ses monuments et maisons historiques. Une bonne table alphabétique permet de retrouver les lieux signalés dans le répertoire et marqués dans de nombreux croquis indiquant la route à suivre, non aux touristes pressés (qui ont à leur disposition d'autres guides plus brefs et beaucoup moins savoureux), mais aux gens de loisir curieux d'un passé plein d'histoire.

Ch. B.

— Henri BUSSON, Joseph FÈVRE, Henri HAUSER. *La France d'aujourd'hui et ses colonies* (Paris, Félix Alcan, 1924; prix : 12 fr. 50). — Nouveau tirage de cet excellent manuel; il diffère très peu de l'édition précédente (celle de 1920; voir *Rev. hist.*, t. CXL, p. 115); on remarque seulement quelques modifications dans la bibliographie qui termine chaque chapitre et qui a été mise au courant.

Grande-Bretagne. — Sir Paul VINOGRADOFF. *Historical jurisprudence. Introduction* (Oxford University Press, 1923, in-8°, 173 p.; prix : 10 sh.). — Une note préliminaire nous prévient que cette Introduction n'est autre chose que celle qui précède le bel ouvrage de l'auteur, *Outlines of historical jurisprudence*, que nous avons déjà annoncé dans la *Revue historique* (t. CXLII, p. 79) et dont une traduction française ne tardera pas à paraître. Nous n'avons donc rien de nouveau à en dire, sinon que, même pour une simple introduction, l'auteur a pris soin d'y faire ajouter un index.

Ch. B.

— Dans la petite collection de brochures « *Helps for students of history* », que publie la Société pour la diffusion des connaissances chrétiennes (S. P. C. K., Londres), nous pouvons signaler les suivantes : d'abord trois petits livrets où se trouvent indiqués les prin-

cipales sources et les ouvrages les plus notables concernant l'histoire d'Irlande à l'époque moderne, par le Rév. Robert H. MURRAY (*Ireland, 1494-1829*, n° 33-35; prix : 3 sh. 6 d.). Dans les Fondements de la géographie, H. J. FLEURE (*Geographical factors*, n° 44, 31 p.; prix : 6 d.) montre l'utilité pour la géographie de maintenir un contact permanent avec l'anthropologie et l'histoire. M. Fleure a été lui-même un des initiateurs de la géographie humaine en Angleterre; aussi n'a-t-il pas omis d'indiquer ses propres travaux dans la très brève bibliographie qu'il a donnée du sujet, liste où ne figurent, à l'exception de quelques livres français (Vidal de la Blache, Brunhes), que des ouvrages anglais. — Histoire et ethnographie, par W. H. R. RIVERS (*History and ethnology*, n° 43; prix : 6 d.), où ne sont mentionnés que les travaux publiés dans les quinze dernières années. — La bibliothèque de l'Université de Cambridge; ses principaux fonds et ses catalogues, par feu Harry Gidney ALDIS (*The University library, Cambridge*, n° 43; prix : 6 d.). — Les manuscrits relatifs à l'histoire du XVII^e siècle conservés à la Bodléienne, par G. DAVIES (*A student's Guide to the mss. relating to english history in the seventeenth century in the Bodleian library*, n° 47; prix : 1 sh.). — Le règlement des frontières à la conférence de la paix, par Alan G. OGILVIE (*Some aspects of boundary settlement at the peace conference*, n° 49; prix : 6 d.); tableau où l'on montre jusqu'à quel point les faits ont pu s'adapter tant bien que mal aux doctrines. Ch. B.

— H. E. SALTER. *Registrum annalium collegii Mertonensis, 1483-1521* (Oxford historical Society, 1923, LIV-544 p.). — Ce registre, tout entier rédigé en latin, fournit les détails les plus variés sur le personnel du collège de Merton, les bâtiments, les maladies épidémiques; ça et là aussi des indications intéressant l'histoire générale, par exemple sur l'aventurier Lambert Simnel, prétendant au trône d'Angleterre au temps de Henri VII.

— *Calendar of the Manuscripts of the Marquis of Salisbury*; t. XIV : *Addenda* (Londres, H. M. Stationary Office, 1923, in-8°, 406 p.; prix : 8 sh.). — *The Manuscripts of the Duke of Portland*, t. IX (Ibid., 434 p.; prix : 8 sh.). — *The Manuscripts of the House of Lords, 1708-1710* (Ibid., 408 p.; prix : 12 sh. 6 d.). — *Diary of the first Earl of Egmont*, t. II (Ibid., 517 p.; prix : 7 sh. 6 d.). — I. L'inventaire des manuscrits du marquis de Salisbury est terminé pour le règne d'Élisabeth par un volume d'*Addenda* où les lettres reproduites s'étendent de 1596 à 1603 : beaucoup d'autres ne sont pas datées, mais indiquées comme se rapportant au gouvernement de la reine; à la fin sont insérés des papiers d'origines diverses provenant de plusieurs pays européens. L'ensemble de ces documents présente un intérêt fort variable. Sont assez insignifiantes, par exemple, les lettres du comte d'Essex, de Robert Cecil, de Bacon, etc. Les indications sur les relations de l'Angleterre avec les autres puissances ont plus de valeur, mal-

gré leur brièveté. Je signale en particulier la lettre de l'envoyé La Fontaine à Élisabeth au sujet de Calais (p. 3), la communication faite aux députés hollandais à propos de la paix avec l'Espagne (p. 54), les négociations provoquées par les difficultés commerciales entre l'Angleterre et la France (p. 191). Notons encore dans ce volume une introduction intéressante et un index commode.

II. Des quatre parties qui composent l'inventaire des manuscrits du duc de Portland, seules la seconde et la troisième importent à l'histoire générale : les lettres de Copenhague (p. 167-288) et les lettres de La Haye et d'Utrecht (p. 289-408), qui s'étendent de 1704 et de 1707 à 1714. A Copenhague, l'Angleterre est successivement représentée à cette époque par James Vernon, Charles Vernon et Daniel Pulteney : leur correspondance, surtout celle des deux premiers, renseigne sur la guerre du Nord, dont les Danois suivent avec anxiété les péripéties à cause de leur commerce dans la mer Baltique; sur la guerre de la Succession d'Espagne, dans laquelle les troupes danoises combattent en Allemagne, en Flandre et en Italie à côté des Anglais et des Impériaux; sur les mœurs de la cour de Copenhague, etc. Le comte de Strafford est, à la même époque, ambassadeur à La Haye et délégué ensuite aux conférences d'Utrecht avec l'évêque de Bristol. Ses dépêches (1711-1714) sont destinées à informer le comte d'Oxford; par suite, il faut les considérer comme le complément de la correspondance officielle avec le secrétaire d'Etat Saint-John. Grâce à elles, on assiste aux diverses péripéties des négociations de paix, on connaît les personnages principaux, quelle que soit leur nationalité, parce qu'ils sont dépeints dans leurs attitudes, avec leurs espoirs, leurs exigences ou leur impatience. Bien plus, le diplomate anglais cite des paroles, énumère des faits, fournit des détails curieux et précis; il a écrit, sans s'en douter peut-être, une chronique du congrès d'Utrecht, que les historiens ne devront pas négliger.

III. Pour ce qui concerne la Chambre des Lords, les documents inventoriés concernent la période qui va du 16 novembre 1708 au 5 avril 1710, pendant la première et la seconde session du deuxième Parlement : il est fait allusion aussi à des documents antérieurs, dont quelques-uns même sont reproduits. La plupart se rapportent aux préparatifs navals de la France à Dunkerque et à ses projets d'établir le prétendant Jacques Stuart sur le trône d'Écosse. L'introduction de MM. LASCELLES et DAVIDSON énumère et analyse les très nombreuses affaires de détail que ce volume permet de connaître, mais qui, somme toute, présentent un intérêt minime.

IV. Le tome second du *Journal* du premier comte d'Egmont s'étend sur cinq années (1734-1738). Laissons de côté les renseignements que donne le narrateur sur les élections dans son fief de Harwich et arrivons vite à la partie essentielle du *Journal*, les délibérations du Conseil de la Société, qui entreprit de créer en Amérique une nouvelle colonie, la Géorgie. En 1741, Egmont écrivit ou fit écrire par le secré-

taire de ce Conseil un ouvrage intitulé : *An impartial Inquiry into the state and utility of the province of Georgia*, sorte de mémoire général et en même temps œuvre de propagande. Avec le *Journal*, au contraire, on assiste à l'élaboration en quelque sorte quotidienne des projets du Conseil, qu'Egmont présidait, et à leur réalisation parfois pénible : création de la colonie, débuts difficiles, multiples questions en matière d'administration, de politique ou de religion (apostolat évangélique de John Wesley et de Whitfield en Géorgie), tout cela est exposé amplement et assez souvent d'une façon pittoresque. Le mémoire est morne, le *Journal* vivant. En outre, on lira avec intérêt ce qui concerne le mariage du futur stathouder Guillaume IV avec la princesse Anne et ses conséquences politiques, les rapports si tendus entre le prince de Galles et ses parents, leurs discussions violentes, l'éclat de la rupture officielle en 1737, les détails sur la vie de cour et la vie de famille, etc. Ce *Journal* est donc une source d'une valeur considérable pour l'histoire intérieure et coloniale de la Grande-Bretagne.

Louis ANDRÉ.

— Lytton STRACHEY. *La reine Victoria*. Traduit par F. Roger-Cornoz (Paris, Payot, 1923, in-8°, 306 p.; prix : 10 fr.). — C'est avec un vif intérêt qu'on lit, dans cette traduction élégante et rapide, la charmante biographie de la reine Victoria par un écrivain des plus spirituels, un historien des mieux informés sur l'Angleterre contemporaine. Écrit sans l'ombre de pédantisme et avec une parfaite indépendance de jugement, à l'aide du journal de la reine et de sa correspondance, cet Essai (que l'on peut placer à côté des meilleurs produits de ce genre littéraire) ne fait pas connaître seulement la femme et la reine, personnage éminemment représentatif de son pays et de son temps, puis son époux, le Prince consort, dont les qualités et l'influence ont été retracées en traits infiniment nuancés ; il fournit, en outre, au lecteur étranger mal renseigné sur les choses d'outre-Manche l'occasion de voir fonctionner un des rouages essentiels de la constitution britannique, la « Couronne », dans ses rapports avec le Cabinet et avec le Parlement.

Ch. B.

— C. Grant ROBERTSON et J. G. BARTHolemew. *An historical Atlas of modern Europe from 1789 to 1922*. Second edition revised and enlarged (Londres, Humphrey Milford, Oxford University Press, 1924, in-fol., 31 p. et 42 cartes; prix : 7 sh. 6 d.). — Nous avons déjà signalé l'importance et l'intérêt de cet Atlas, si maniable, si instructif par son texte et par ses planches. Le public fit à la première édition (1915), qui fut vite épuisée, le meilleur accueil ; mais les traités qui ont suivi la Grande Guerre ont si profondément altéré la géographie politique et l'équilibre des États, grands et petits, qu'une seconde édition était nécessaire. Une refonte complète étant impossible si l'on voulait maintenir l'ouvrage à un prix abordable, M. Robertson a pris le parti de reproduire intact le texte primitif, qui donnait l'état du

monde en 1914, et d'y ajouter neuf pages nouvelles sur « la Nouvelle Europe » (1918-1922), plus six cartes : l'Europe telle qu'elle a été remaniée par les traités conclus de 1919 à 1922; l'Autriche et les « États successeurs »; l'Allemagne orientale, la Pologne et les États balkaniques en 1922 (avec deux cartes pour le Slesvig et le Holstein et pour la frontière belge); les Balkans et l'Adriatique en 1922; le Proche-Orient avec ses mandats, 1919-1922; le Pacifique et les sphères d'influence. Abondant répertoire de faits et d'idées qui illustre admirablement toute l'histoire moderne.

Ch. B.

Haiti. — Sur l'histoire d'Haïti, trop négligée en France malgré les liens nombreux qui rattachent à la métropole son ancienne colonie, on ne consultera pas sans profit plusieurs articles de M. Louis MORPEAU, fils du sénateur Moravia Morpeau. D'abord : *Une île de soleil et d'éternelle verdure : Haïti, 1789-1923*, où est résumée l'histoire politique de cette île depuis son affranchissement, pays de 2,500,000 habitants « dont la langue officielle et littéraire est le français, dont la législation et les coutumes sont françaises » (la *Revue contemporaine*, 1^{er} septembre 1923); ensuite et surtout une suite d'articles parus dans le *Monde nouveau* (septembre et octobre 1923) sous le titre général : *la France antiléenne*.

Ch. B.

Italie. — Romolo CAGGESE. *Roberto d'Angiò e i suoi tempi*. Vol. I (Florence, Bemporad, 1922, in-8°, xxxviii-687 p.; prix : 50 l.). — Robert d'Anjou est le fils et successeur de Charles II, qui mourut le 5 mai 1309; ce n'est pas seulement une biographie de ce roi, si fort loué par Pétrarque, que M. Caggese s'est proposé d'écrire; comme il le dit dans sa préface, s'il s'intéresse à Robert d'Anjou comme prince, législateur, homme politique, organisateur d'États, il a bien plus à cœur d'exposer les mesures prises par ce prince en vue de reconstituer la vie économique, politique, sociale et morale de l'Italie méridionale pendant la première partie du XIV^e siècle. Dans le présent volume, quatre chapitres sont consacrés aux classes et aux conflits sociaux, aux « universités » et aux coutumes locales, à la production et au commerce, aux finances et à la maison du roi. Début d'un ouvrage qui paraît devoir être très considérable.

Ch. B.

Islam. — P.-J. ANDRÉ, capitaine d'infanterie coloniale. *L'Islam et les races*. T. I : *les Origines, le tronc et la greffe*; t. II : *les Rameaux, mouvements régionaux et sectes* (Paris, Geuthner, s. d., [1923], 2 vol. in-8°, xxvi-270 p. et 325 p.; prix : 25 fr.). — M. P. J. André, qui a publié, en 1921, sous le pseudonyme de Pierre Redan, anagramme de son nom, un volume sur la Cilicie et le problème ottoman, a beaucoup voyagé : au Sahara, sur la côte orientale d'Afrique, au Maroc, en Cilicie; partout l'auteur a été en contact avec des populations musulmanes, qu'il était d'ailleurs préparé à connaître par un stage dans divers établissements d'enseignement supérieur de Paris. On conçoit qu'il ait voulu instruire le public d'un sujet qui l'intéressait

et auquel peu de personnes attachent le prix qu'il mérite; mais, pour écrire une synthèse historique de quelque valeur, il faudrait au moins connaître avec certitude les données que fournit l'orientalisme et ne pas remplacer la science par l'imagination; il faudrait pouvoir lire dans le texte les historiens qui n'ont pas encore été traduits.

M. André commet constamment, en histoire et en géographie, des confusions singulières: il prend Abou-Bekr pour l'oncle de Mahomet (t. I, p. 22); il déforme les noms propres: Yesguerd pour Yezdegard, Hindus pour Indus, Maowiya pour Moâwiya, le sultan Bours-beg pour Barsbâi, Abd-ul-Medjid pour Ibn-Madjid; il confond l'Asie Mineure et l'Asie antérieure et prend l'une pour l'autre. Malgré son affirmation, l'Islam n'a point été à l'origine (ni jamais) une religion de nomades, faite pour des nomades (t. II, p. 3); c'est une religion de sédentaires, qui s'accommode fort mal de la vie nomade, et que les Bédouins ne pratiquent qu'insuffisamment. Et les Turcs héritiers des khalifés par voie d'achat (t. I, p. 110 et 223)! Jamais personne ne l'a prétendu. Les Arabes ne devraient qu'à eux-mêmes nos chiffres actuels (t. I, p. 114), alors qu'eux-mêmes avouent qu'ils les ont tirés de l'Inde! Le *yassak* est la « consigne » pour les Ottomans, mais le *yassa* est la loi mongole; les modifications apportées par le sultan Soliman à l'application de la loi canonique n'ont jamais passé pour une consigne militaire. Le rôle important joué par la Perse dans la civilisation de l'Asie est passé sous silence.

Je ne pense pas qu'on puisse tirer grand profit de cette généralisation hâtive; tout au plus ces deux volumes pourront-ils fournir des renseignements utiles sur l'état actuel des populations musulmanes; ce qu'a vu l'auteur, ce dont il a été témoin, est exact et bien présenté: c'est là un sujet fort important à une époque où l'Orient a éprouvé des bouleversements que personne n'aurait prévus il y a dix ans.

Cl. HUART.

Pays-Bas. — J. CALBRECHT. *De oorsprong der Sinte Petersmannen* (Louvain, 1922, in-8°, xiv-186 p.). — Ce livre sur les « Hommes de Saint-Pierre » de Louvain est un travail approfondi; grâce à des documents des archives de La Haye, de Bruxelles ou même de Berlin (formules d'admission, chartes, jugements, etc.), l'auteur semble avoir à peu près élucidé l'origine, l'organisation et la nature de cette catégorie de personnes au moyen âge. La principale source inédite, qui a été utilisée, est une enquête (*informatie*) faite en 1516, par ordre du Conseil de Brabant, au sujet des priviléges des « Hommes de Saint-Pierre ». Déjà bien des savants s'en étaient occupés, et, après Juste Lipse qui leur avait consacré quelques passages de son *Louvanius* (1610), M. Pirenne les avait définis comme d'anciens serfs ecclésiastiques, transformés en caste privilégiée. M. Calbrecht démontre leur très ancienne origine (remontant peut-être au xi^e siècle, en tout cas au XIII^e) et attribue leurs franchises à la libéralité du comte de Louvain, duc de Brabant, avoué de l'église Saint-

Pierre, auquel, suivant la tradition, ils auraient sauvé la vie dans une bataille. Les « Hommes de Saint-Pierre », membres principaux de la « familia » ou « meisnie » du duc de Brabant, ont reçu de leur protecteur une série de priviléges, judiciaires et politiques, qui sont exposés pour la première fois avec clarté.

A. WADDINGTON.

— M.-G. DE BOER. *Leven en bedrijf van Gerhard Moritz Roentgen* (Rotterdam, 1923, in-4°, XII-168 p.). — Biographie assez curieuse qui a été écrite pour le centenaire de la Société néerlandaise de bateaux à vapeur de Rotterdam, actuellement Société pour la construction des vaisseaux et machines « Fijenoord », du nom de l'île en face de Rotterdam, où se trouvent les établissements. Roentgen, né en 1795, appartenait à une famille de l'Ost-Frise, pays incorporé peu après au royaume de Hollande sous Louis Bonaparte; après des études à l'Institut de marine de Fijenoord, il fut envoyé à Toulon sur l'ordre de Napoléon, mais il s'évada en 1813 et entra l'année suivante dans la marine hollandaise. Son intelligence tournée du côté de la technique navale et plusieurs mémoires sur l'emploi de la vapeur pour la navigation le désignèrent en 1822-1823 à l'attention du ministre de l'Instruction nationale, Falck, qui cherchait à relever la marine des Pays-Bas, et c'est ainsi qu'il devint bientôt directeur technique de la Société néerlandaise de bateaux à vapeur. La fondation de vastes établissements dans l'île de Fijenoord, à partir de 1826, lui permit de développer sans cesse les constructions navales, soit pour le service des voyageurs, soit pour le remorquage, soit même pour la marine militaire. La maladie l'obligea à se retirer en 1849; mais quand il mourut, trois ans après, son œuvre était en bonne voie.

De nombreuses gravures, représentant les premiers navires à vapeur construits sur les chantiers de Fijenoord, illustrent agréablement le livre de M. de Boer.

A. W.

— VAN DER FLIER. *War finances in the Netherlands up to 1918* (Oxford Clarendon press, 1923, in-8°, xv-150 p.). — La « fondation Carnegie pour la paix internationale » s'est proposé, dès la fin de 1914, d'étudier les conséquences de la Grande Guerre, surtout au point de vue économique et social, dans tous les pays du monde; en attendant une synthèse, actuellement impossible encore, elle publie une série de monographies. Tel est l'ouvrage sur les finances de guerre des Pays-Bas et, s'il présente peut-être un intérêt moins vif qu'une étude consacrée à l'un des pays belligérants, il mérite cependant de retenir l'attention: rien ne prouve mieux que lui, en effet, l'influence mondiale de la guerre et le contre-coup de ses dévastations sur le bien-être de tous les peuples, même de ceux qui, à l'abri du massacre et des ruines, paraissaient devoir en profiter plutôt qu'en pârir.

Après avoir montré la prospérité du petit Etat néerlandais, avec sa population relativement nombreuse, de plus de six millions d'habitants en 1914, l'auteur passe en revue les premiers effets de la guerre

sur le crédit et la situation économique du royaume neutre, les dépenses imposées par l'état de guerre chez ses voisins, les mesures prises pour y subvenir, enfin la négative répercussion des événements sur la vie du peuple, surtout les souffrances des classes moyennes au milieu du renchérissement de toutes les denrées. La conclusion est que la masse de la population s'est sensiblement appauvrie et qu'un relèvement, lent et lointain, ne sera possible que par une épargne acharnée et l'accroissement intensif de la production.

Ce travail, établi sur de nombreux documents et d'après des statistiques officielles, rendra service non seulement aux historiens futurs de la guerre, mais aussi aux économistes et aux moralistes de l'avenir.

A. W.

Suisse. — *Festgabe Paul Schweizer* (Zurich, 1922, in-8°, xv-347 p.). — M. Paul Schweizer est entré le 9 septembre 1922 dans sa soixante-dixième année. Ses amis et collègues de l'Université de Zurich ont saisi cette occasion pour lui témoigner l'affection qu'ils ont pour l'homme et leur estime pour le professeur, en lui dédiant un volume de *Mélanges* composé de sept mémoires, tous relatifs à l'histoire de la Suisse et plus spécialement de Zurich : I. *Die Anfänge des Zürcherischen Stadtstaates*, par M. Anton. LARGIADER, professeur à l'Université. — II. *Zur Geschichte der Vermögenverhältnisse in einigen Schweizerstädten in der ersten Hälfte des 15 Jahrhunderts*, par M. Hanz NABOLZ, archiviste d'État à Zurich. — III. *Die Jahrzehntenbücher der Zürcherischen Landschaft*, par M. Friedrich HEGI. — IV. *Regensberg zur Zeit der Reformation*, par M. Robert HEPPELER. — V. *Zürich und die Erneuerung des französischen Bündnisses, 1654-1658*, par M^e Frieda GALLATI. — VI. *Les Annales manuscrites de Genève*, par M. Paul-E. MARTIN, archiviste d'État à Genève. — VII. *Der Zürcher Putsch von 1839 in französischer Beleuchtung*, par le prof. Ernst GAGLIARDI. — Dans une brève introduction, M. Meyer von Knonau a exposé l'activité scientifique de M. Paul Schweizer, soit dans son enseignement à l'Université où il débute en 1879, soit par ses œuvres historiques depuis son premier travail, qui parut en 1876, sur les Préliminaires de la ligue souabe.

Yougoslavie. — Rudolf HERCEG. *Die Ideologie der kroatischen Bauernbewegung*, trad. du croate (Zagreb, 12 Akademieplatz, 1923, 1 vol. de 95 p.; prix : 10 dinar). — Cette brochure de propagande contient des renseignements intéressants sur le parti paysan qui, aujourd'hui, joue un rôle fort important en Croatie. Sans prendre parti, nous en donnons ici une analyse — Les paysans, qui constituent 80 % de la population de la Croatie, n'ont cependant pas formé de parti distinct avant 1904. Fondé à cette date, grâce à l'action d'Ant. Radic et de son frère Stiepan, qui, dès 1900, avaient créé une revue, le *Dom (oyer)*, le parti paysan a groupé rapidement un grand nombre de membres; mais le régime électoral en vigueur à l'époque

de la domination autrichienne et aussi les persécutions gouvernementales l'ont empêché d'avoir à la diète le nombre de représentants qu'il aurait dû avoir (3 en 1908, avec 3,000 voix ; 9 en 1910, avec 16,000 voix ; 3 de nouveau en 1911). C'est la guerre mondiale qui détermina les progrès extraordinaires du parti paysan, dont le programme se distingue nettement des programmes des autres partis. Il se prononce pour l'autonomie (dans le cadre fédératif), la forme républicaine, une politique pacifique avec réduction du service militaire, le *referendum*, le droit d'initiative populaire et le plébiscite, enfin pour toute une série de réformes destinées à assurer l'émancipation des populations rurales, comme l'extension des syndicats agricoles. Malgré l'hostilité des intellectuels, et surtout des dirigeants de Belgrade, le parti paysan obtint un très grand succès aux élections de la Constituante de 1920 (49 députés sur 93 ; 230,000 voix sur 440,000). Il a donc représenté les aspirations d'indépendance de la Croatie, qui, englobée dans la Yougoslavie, veut secouer la domination de la Serbie. — L'auteur pense qu'en dépit des persécutions les paysans finiront par faire triompher leurs revendications. Il montre aussi en quoi, notamment dans les pays slaves, les paysans constituent un *cinquième état*, distinct de la bourgeoisie et du prolétariat ouvrier. On peut regretter qu'il ne nous donne aucun renseignement sur la condition économique des paysans croates ni sur le régime de la propriété foncière ; on peut induire seulement de son exposé que les petits propriétaires paysans sont nombreux.

H. SÉE.

Histoire de la musique. — *Les maîtres de la musique* : Schubert, par Théodore GÉROLD ; Berlioz, par Paul-Marie MASSON ; Verdi, par Arnaldo BONAVENTURA ; Saint-Saëns, par Georges SERVIÈRES ; Massenet, par René BRANCOUR (Paris, Félix Alcan, 1923, petit in-8°, 219, 251, 212, 220 et 188 p. ; chaque volume : 7 fr. 50). — La collection des *Maîtres de la musique*, publiée sous la direction de M. Jean Chantavoine, s'est récemment enrichie de plusieurs volumes consacrés à des musiciens du siècle dernier. On connaît le plan de ces monographies : vie de l'auteur ; étude analytique de son œuvre ; jugement d'ensemble et bibliographie. Ce plan, à quelques variantes près, a été respecté par les collaborateurs des derniers volumes, sauf toutefois par M. Bonaventura, qui a préféré analyser l'œuvre de Verdi dans le cadre même d'une étude biographique et qui a été ainsi malencontreusement entraîné à écrire un véritable panégyrique de Verdi, pris comme type idéal du « musicien italien ». Les auteurs des quatre autres volumes se sont soigneusement gardés de ce défaut. Ils ont voulu écrire en historiens et en musicographes et y ont presque tous fort bien réussi. On goûtera particulièrement les pages délicates où M. Gérola (en un style qu'on voudrait cependant plus pur parfois) a su si bien replacer Schubert dans son temps et mettre en valeur les éléments nouveaux dont le *lied* fut redévable à ce génie tendre et profond, que la mort vint si tôt faucher. — D'une lecture extrêmement

attachante, le *Berlioz* de M. Masson se distingue également par la pondération du jugement et un sentiment historique très juste. Berlioz n'est pas surfait dans ce livre; mais M. Masson remarque avec raison que son influence a été considérable et qu'en fin de compte « il n'est pas un seul musicien français actuel » qui ne procède de lui à quelque égard. — Dans son *Saint-Saëns*, M. Servières n'a pu se défendre d'un peu de mélancolie: il a bien vu et bien mis en lumière les défauts de l'œuvre de l'artiste, passionné pour son art, mais souvent plus ingénieux que puissant, dont il s'est fait le biographe; mais il a su, lui aussi, remettre *Saint-Saëns* à sa vraie place, préciser son rôle, en bien ou en mal, comme éducateur du goût français en même temps que comme porte-parole de l'école musicale française à l'étranger. — Quant au livre de M. Brancour, il se lit avec agrément, tout en restant un peu superficiel, comme le musicien dont il déplore la lamentable facilité. Il se plaît du moins à évoquer d'assez jolie façon la figure de cet homme heureux, qui sut s'en aller dans un sourire.

L. HALPHEN.

Histoire des sciences. — Paul TANNERY. *Mémoires scientifiques*, publiés par J.-L. HEIBERG. T. V : *Sciences exactes au moyen âge, 1907-1921* (Toulouse, Privat; Paris, Gauthier-Villars, 1922, in-4°, xix-378 p.). — Dans ce volume on remarquera les articles suivants : les Prétendues notations pythagoriciennes sur l'origine de nos chiffres et sur l'étymologie du mot « chiffre »; — Un nouveau texte des traités d'arpentage et de géométrie d'Epaphroditus et de Vitruvius Rufus (texte latin d'après le ms. lat. 13084 de Munich, avec deux fac-similés); — La géométrie au xi^e siècle (Boëce, Gerbert, etc.); — Une correspondance d'écolâtres du xi^e siècle (échangée entre Ragiboldus de Cologne, Radulphus et Franco de Liège); — Maître Robert Anglès, de Montpellier (texte latin et ancienne traduction grecque de son *quadrant*); — Sur le « *Liber augmenti et diminutionis* » compilé par Abraham; — Sur la « *Practica geometriae Hugo-nis* »; — Notice nécrologique et bibliographique sur Maximilien Curtze (mort en 1903; auteur du savant ouvrage intitulé : *Urkunden zur Geschichte der Mathematik im Mittelalter*). — En appendice, on publie la partie encore inédite d'une « *Practica geometriae* » éditée autrefois par Curtze d'après un manuscrit incomplet de Munich.

Ch. B.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

FRANCE.

1. — **Annales révolutionnaires.** 1923, novembre-décembre. — L'hommage d'Arras à Robespierre (discours prononcés à cette occasion le 14 octobre 1923). — Albert MATHIEZ. La dictature économique du Comité de Salut public. — Henri SÉE. La diffusion des idées philosophiques à la fin de l'ancien régime. — Antoine RICHARD. Les résistances à la levée de 300,000 hommes dans le Puy-de-Dôme. — F. VERMALE. Autour des biens nationaux. Les conditions de rachat d'un bien national (d'après une lettre du 2 germinal an XI). — G. VAUTHIER. Le mobilier de Couthon (mis en vente le 18 messidor an III); la succession de Saint-Just (12 fructidor an III); le mobilier de Cofinal. — C.-rendus : *Ant. Richard*. Le gouvernement révolutionnaire dans les Basses-Pyrénées (excellent). — *Albert Duchêne*. Gabriel Malès et la reconstitution financière de la France en 1789 (insignifiant). — *J.-B. Manger*. Recherches sur les relations économiques entre la France et la Hollande pendant la Révolution française (conscienctieux, mais l'auteur connaît mal l'histoire intérieure de la France). — *G. Monod*. La vie et la pensée de Jules Michelet (Michelet « fut en réalité un de ces beaux fruits de l'éducation classique que recevaient dans les collèges les fils de la bourgeoisie... On ne trouve pas dans toute son œuvre une idée profonde et originale... Il n'est pas étonnant qu'il ait été profondément injuste pour Robespierre et son groupe. Entre Robespierre et lui, il y avait tout l'abîme de la phrase à l'action, du mysticisme épileptique à la pure pensée française »).

2. — **Bibliothèque de l'École des chartes.** 1923, juillet-décembre. — Pierre BERNARD. Une courte Histoire des rois de France de Charles le Chauve à Louis V (chronique inédite qui fournit certains détails intéressants; elle a été écrite à Saint-Corneille de Compiègne et se trouve dans un recueil d'homélies formé au x^e siècle. En tout, trente-huit lignes). — P. GUILHIERMOZ. De la taille du denier dans le haut moyen âge. — Henri STEIN. Les habitants d'Évreux et le repeuplement d'Arras en 1479 (Évreux fut invité à envoyer vingt-cinq familles pour repeupler la ville d'Arras dont Louis XI avait exilé en masse les habitants suspects de fomenter une insurrection contre lui et dont il avait voulu abolir jusqu'au nom en l'appelant *Franchise*. Cette initiautre fut réparée après le traité d'Arras en 1482). — Ph. LAUER. Déchiffrement de l'*ex-libris* du grand bâtarde de Bourgogne (son

ex-libris comprend la devise *Nul ne s'i frote*, puis une abréviation *ob* qu'il faut lire *ab* et interpréter *A[ntoine] B[astard de Bourgogne]*. Quant à la devise *Nul ne s'i frote*, elle a été abrégée par les initiales *N I E*. — **B. FAUCHER.** Les registres de l'état civil protestant en France depuis le *xvi^e* siècle jusqu'à nos jours. — **Jean CORDEY.** Le surintendant Fouquet et la bibliothèque du collège de Clermont. — **C.-rendus : W. Bauer.** Einführung in das Studium der Geschichte (utile). — **Marquis d'Albon.** Cartulaire général de l'Ordre du Temple (plus de six cents chartes et vingt-six bulles de papes forment le t. I, publié en 1913 après la mort de l'auteur, et ne dépassent pas l'année 1150. Un fascicule complémentaire, rédigé par *P.-F. Fournier* et publié en 1922, contient la table des sommaires des actes et l'identification des noms de lieu). — **Ch. Hirschauer.** La politique de saint Pie V en France, 1566-1572 (bon; importantes annexes tirées surtout des archives italiennes). — **E. de Moreau, S. J.** Un évêque de Tournai au *xiv^e* siècle : Philippe d'Arbois, 1378 (insuffisant). — **A. Mesquita de Figueiredo.** Arquivo nacional da Torre de tombo; roteiro prático (guide méritoire, utile pour les recherches aux Archives nationales de Portugal). — **D. G. Hogarth.** Arabia (utile résumé). — **L. Lemmens.** Acta s. Congregationis de propaganda fide pro Terra sancta, 1622-1847 (important). — **Dom Henri Quentin.** Mémoire sur l'établissement du texte de la Vulgate; I : Octateueque (chef-d'œuvre d'une science critique éprouvée). — **P. Alquier.** Saint-Louis du Sénégal, 1789-1809 (utile recueil de documents). — **Mandonnet et J. Destrez.** Bibliographie thomiste (bon). — **Chronique et mélanges : J. ESTIENNE.** Une affiche d'indulgence en 1323 (en faveur de la collégiale Saint-Martin de Picquigny au diocèse d'Amiens).

3. — Bulletin de la Société d'histoire moderne. 1923, novembre. — **Corbaz.** Genève et la politique du cardinal Fleury (son intervention dans les troubles qui éclatèrent à Genève en 1737 et dont le résultat fut la dispersion du parti patricien chassé par les démocrates; le cardinal, pressé d'intervenir par les chefs des patriciens, fit rendre, le 8 mai 1738, l'« édit de médiation » qui défendit les droits du peuple contre les empiétements de l'aristocratie; ce fut « la charte véritable de la démocratie genevoise ». Le rôle principal parmi les défenseurs de l'oligarchie fut tenu par le banquier Thellusson, dont l'activité est mise ici en pleine lumière). — **Lajusen.** Les turcophiles du *xvi^e* siècle. — **Ed. Esmonin.** Questions à éclaircir pour la liste des intendants de province de 1648 à 1790. — **Décembre.** Georges GIRARD. Bibliographie et sources de l'histoire des institutions militaires de l'ancien régime; état de la question (important dépouillement). — **H. Sée.** Les troubles agraires en Haute-Bretagne en 1790. — **E. Esmonin.** Histoiregraphie de Pascal. — **Lieutenant-colonel Mayer.** Autour de l'évolution de notre doctrine de guerre au *xix^e* et au *xx^e* siècle.

4. — Bulletin hispanique. 1923, octobre-décembre. — **René Costes.** Antonio de Guevara. Sa vie (René Costes, tué à la guerre en

octobre 1917, avait préparé une thèse sur Guevara, 1481-1545, évêque de Cadix, puis de Ciudad Rodrigo, l'historiographe de Charles-Quint. La biographie qui devait former le chapitre I était terminée et est donnée ici; elle sera suivie de quelques appendices retrouvés dans des cahiers de notes). — Eugenio MELE. Les poésies latines de Garcilaso de la Vega et son séjour en Italie; suite (en espagnol). — E. LAMBERT. Alphonse de Castille et la Juive de Tolède (passé en revue les œuvres littéraires que cette légende a inspirées, dont la plus importante est le drame de l'Autrichien Grillparzer). — C.-rendus : P. Boissonnade. Du nouveau sur la « Chanson de Roland » (très important article de M. G. Cirot; critique fine de la thèse de M. Boissonnade; quoi qu'on en pense, on apprendra beaucoup à la lecture de ce livre). — J. Costedoat-Lamarque. La question agraire en Andalousie (esquisse qui sera reprise).

5. — **Polybiblion.** 1923, octobre. — A. VINCENT. Publications récentes sur l'Écriture sainte et la littérature orientale (vingt-quatre numéros). — H. FROIDEVAUX. Géographie et voyages (*Vivien de Saint-Martin et Schrader; Léon Van der Essen, de Martonne, E. Granger, M. Sorre, etc.*). — Publications relatives à la guerre européenne, parmi lesquelles général *Palat*, t. VIII : la Ruée sur Calais (octobre-décembre 1914); t. IX : les Offensives de 1915 (l'étude la plus impartiale sur la guerre mondiale); *A. Grasset*. Un combat de rencontre : Neufchâteau, 22 août 1914 (comment a-t-on pu imprimer dans le compte-rendu : *Neufchâteau dans les Vosges* ?); général *Bouillaire*. Historique du 2^e corps de cavalerie, 1914-1919 (digne d'attention); *Geoffroy de Grandmaison* et *François Veuillot*. L'aumônerie militaire pendant la guerre, 1914-1918 (d'un intérêt passionnant); *Jean de Pierrefeu*. Plutarque a menti, et général ***. Plutarque n'a pas menti (on donne raison au premier contre le second). — *P. Duhon*. Le quétiste espagnol Michel Molinos, 1628-1695 (intéressant). — *M.-L. Pailleron*. François Buloz et ses amis. Les derniers romantiques (du nouveau quelque peu indiscret et familier). — *P. Fernes-sole*. Les origines littéraires de Louis Veuillot, 1823-1843; bibliographie de la jeunesse de Louis Veuillot (précision impeccable). — *J. Calmette*. La société féodale (clair et substantiel). — *Sebastian Puig y Puig*. Pedro de Luna, ultimo papa de Avignon (« ce gros volume est une déception »). — *Henri Naef*. La conjuration d'Amboise et Genève (très documenté). — *P. de Crousaz-Créchet*. Paris sous Louis XIV, II (concerne la vie paroissiale et la vie charitable; la vie administrative et politique; bon). — *Mgr Moïse Cagnac*. Le duc de Bourgogne, 1682-1712 (trop indulgent). — *D. Halévy*. Vauban (pas toujours exact). — *C. Leroux-Cesbron*. Le château de Neuilly (plein de récits amusants). — *Mme Paul Fliche*. Une Française d'Alsace : Mme Louise Humann, 1766-1836 (bonne étude sur la renaissance catholique à Strasbourg au début du XIX^e siècle). — *Baron de Damas*.

Mémoires; t. II : 1823-1862 (très intéressants sur les dernières années de la Restauration et sur l'éducation du duc de Bordeaux).

6. — **La Révolution française.** 1923, octobre-décembre. — A. AULARD. Le Père Loriquet : sa personnalité, sa fameuse phrase (« s'il n'a pas écrit la fameuse phrase, il n'a pas tout à fait volé sa réputation de falsificateur grossier »). — F. BRAESCH. Le dernier domicile du Père Duchesne (longue et minutieuse étude qui a pour conclusion : le dernier domicile du Père Duchesne portait le n° 4 de la Cour des Miracles ou 100 de la rue Réaumur; il a été démolî il y a peu de temps et sur son emplacement s'élève le nouvel hôtel de l'*Intransigeant*). — SAGNAC. Leçon d'ouverture du cours de l'histoire de la Révolution à la Sorbonne (fragment). — C.-rendus : M. Marion. Dictionnaire des institutions de la France aux XVII^e et XVIII^e siècles (des réserves, mais travail bien fait). — Soulge. Le régime féodal dans le Forez (introduction à une publication des terriers foréziens). — Ed. Esmorin. Les intendants du Dauphiné, des origines à la Révolution (très utile). — A. Duchêne. Gabriel Malès et la reconstitution financière de la France après 1789 (ne connaît pas bien les sources de l'histoire de la Révolution). — C. Piccioni. Histoire du Cap-Corse depuis les origines jusqu'à nos jours (bon). — Pierre de La Gorce. Histoire religieuse de la Révolution française, t. V (s'efforce d'être impartial, sans y réussir toujours). — G. Esquer. Les commencements d'un Empire. La prise d'Alger, 1830 (intéressant, instructif, mais a eu le tort de ne pas renvoyer à ses sources).

7. — **Revue archéologique.** 1923, mai-juin. — Fr. POULSEN. Un portrait de Caligula récemment acquis par la glyptotheque de Ny-Carlsberg (est l'œuvre d'un sculpteur grec et provient sans doute de l'Asie Mineure). — Sir William Mitchell RAMSAY. Notes anatoliennes (la déroute de Bardas Phocas; Paunalla, la ferme des paons; Lustra-Sultra). — J. de MORGAN. Observations sur la chronologie égyptienne, dite « réduite » (vive critique du système d'Ed. Meyer). — C. OURSEL. Le rôle et la place de Cluny dans la renaissance de la sculpture en France à l'époque romane, d'après quelques études et travaux récents (d'après A. Kingsley Porter, P. Deschamps, É. Mâle, chanoine V. Terret; la renaissance de la sculpture vint d'Italie à Cluny et par Cluny elle s'est répandue dans la France du XII^e siècle. Pour la France, c'est Cluny, non Moissac, qui a été l'artisan essentiel de la rénovation plastique). — Jean COLIN. Les nouvelles fouilles de Pompéi et les découvertes du Monte Mario (exposé des fouilles faites à Pompéi par M. Spinazzola et sur le Monte Mario par M. Dall' Osso; théorie de ce dernier sur les origines de Rome). — Paul COUSSIN. Les guerriers et les armes sur les bas-reliefs du mausolée des Jules à Saint-Rémy (détermine la nationalité des guerriers représentés et décrit leurs armes). — P. PARIS. Au musée archéologique de Grenade (ce musée vient d'être installé dans la *Casa de Castril*; description du monu-

ment et de quelques-uns des objets qu'il renferme). — *Dr L. CARTON*. La Carthage punique d'après les récentes découvertes (insiste sur la topographie de la Carthage punique; ses limites; ses monuments). — *Ed. NAVILLE*. Les temples Ramessides et Saïtes (d'après les planches publiées par *M. Gustave Jéquier*). — Nécrologie et nouvelles archéologiques. — *C.-rendus* : *O. Montelius*. Die älteren Kulturperioden im Orient und in Europa; II : Babylonien, Elam, Assyrien (d'un intérêt capital). — *M. Reygasse*. Études de paléthnologie maghrébine, II (montre le parallélisme de l'industrie paléolithique en Afrique et en Europe). — *M. Boule*. Les hommes fossiles, 2^e édition. — *Fernande Hartmann*. L'agriculture dans l'ancienne Égypte (c'est aussi une botanique et une zoologie). — *L. Delaporte*. La Mésopotamie. Les civilisations babylonienne et assyrienne (beaucoup de savoir et de méthode). — *Z. Le Rouzic* et *M. et M^{me} Saint-Just Péquart*. Carnac (fouilles bien conduites). — *Ch. Picard*. La sculpture antique (remarquable). — École française d'Athènes. Délos. Fasc. VIII. *J. Chamondard*. Le quartier du théâtre (quartier surtout occupé par des maisons privées). — *Ph. Fabia*. Musée de Lyon. Mosaïques romaines (bon). — *E. Esperandieu*. Recueil général des bas-reliefs, statues et bustes de la Gaule romaine; t. VIII : Gaule germanique (très utile; mais les planches sont une honte pour l'Imprimerie nationale). — *E. Babelon*. Le tombeau du roi Childéric et les origines de l'orfèvrerie cloisonnée (a insisté sur l'authenticité du sceau de Childéric). — *A. Kingsley Porter*. Romanesque sculpture on the pilgrimage roads, 10 vol. in-8° (véritable *Corpus de sculptures romanes*). — *Elise Maillard*. Les sculptures de la cathédrale Saint-Pierre de Poitiers (bon). — *Henri Martin*. La miniature française du XIII^e au XV^e siècle (fait pendant au livre de *M. Durrieu* sur la miniature flamande).

8. — **Revue critique d'histoire et de littérature.** 1923, 1^{er} décembre. — *F. Heiler*. Der Katholizismus, seine Idee und seine Erscheinung (c'est « le programme moderniste le plus net et le plus hardi qui ait été lancé »). L'auteur « est un protestant qui retient l'intelligence, l'amour et l'estime du catholicisme et qui, travaillant à le déromaniser, nourrit encore l'espoir d'un pape vraiment catholique, au sens où lui-même entend le catholicisme »). — *J. Schnitzer*. Savonarola; ein Kulturbild aus der Zeit der Renaissance (excellent). — *Vicomte du Motey*. Robert II de Bellême et son temps (bon). — *Pigafetta*. Relation du premier voyage autour du monde par Magellan, 1519-1522; édit. du texte français par *J. Dénucé* (cette édition n'est qu'une traduction à peu près contemporaine du texte, qui est en italien). — *Maximin Deloche*. Les Richelieu; le père du cardinal (beaucoup de menus détails). — *M. Rouff*. Tubeuf, un grand industriel français du XVIII^e siècle (bon). — *Émile Lauvrière*. La tragédie d'un peuple. Histoire du peuple acadien (intéressant et instructif). — *Paul Cottin*. Lettres inédites de Maury et de Consalvi au marquis et à la marquise d'Osmond, 1793-1798 (peu intéressant; l'éloge que l'éditeur

fait de Maury dépasse la mesure). = 15 décembre. *De Montessus de Ballore*. Ethnographie sismique et volcanique (remarquable). — *P. Monceaux*. Histoire littéraire de l'Afrique chrétienne, t. VI et VII (très instructif, en particulier sur saint Augustin). — *Raoul Labry*. Autour du moujik (livre charmant, prenant, très optimiste). = 1924, 1^{er} janvier. *M. Farnaise*. L'aventure du Gœben (très intéressant). — *B. Meistermann*. Guide de Terre sainte, 2^e édit. (bon guide, bien informé et commode). — *René Hubert*. Les sciences sociales dans l'Encyclopédie (étude impartiale et prudente qui témoigne d'un travail considérable). — *B. Bareilles*. D'Athènes à Angora (beaucoup trop favorable aux Grecs).

9. — **Revue de l'histoire des religions.** 1923, janvier-avril. — *Ém. SEVESTRE*. A propos d'une étude sur le régime de la liberté des cultes dans le Calvados pendant la première séparation, 1795-1802 (celle du pasteur Raoul Patry; il fallait bien distinguer le culte catholique, le culte constitutionnel et le culte révolutionnaire; on n'attache pas, en général, assez d'importance à ce dernier, qui est une véritable religion, qu'on a traité avec trop de dédain et dont l'histoire reste à faire). — *P.-L. COUCHOUD*. Reconstitution et classement des lettres de saint Paul (le Nouveau Testament les a rangées par ordre de longueur; ici on raconte les incidents de la vie de Paul et on les classe d'après les incidents de cette vie agitée; ces lettres ne couvrent qu'une période de cinq ans, entre 50 et 55). — *L. POINSSOT* et *R. LANTIER*. Un sanctuaire de Tanit à Carthage (d'après les fouilles commençées en janvier 1922 à Salammbô; autels et stèles découverts au-dessus de vases en terre cuite contenant les restes de sacrifices; ils forment quatre étages superposés, correspondant à quatre périodes différentes; tous ces monuments sont puniques). — *R. WEILL*. L'installation des Israélites en Palestine et la légende des patriarches (ce qu'on sait des conditions historiques de l'arrivée des Israélites en Palestine; pourquoi il fut nécessaire, dans la légende nationale, qu'on vit les ancêtres déjà installés dans le pays, en précurseurs de la conquête; et comment on emprunta les « patriarches », ancêtres mythiques, occupants et fondateurs en Palestine, à la légende cananéenne; à suivre). = *C.-rendus* : *Paul Leidecker*. Débris de mythes cananéens dans les neuf premiers chapitres de la « Genèse » (esquisse que l'auteur reprendra). — *J. Plessis*. Étude sur les textes concernant Ishtar-Astarté (travail considérable, fort bien mené, mais simplement lithographié). — *Preserved Smith*. A short history of christian theophagy (titre et livre hardis; croit que l'eucharistie primitive était réaliste et que la transsubstantiation n'est pas du tout une invention du moyen âge; M. Guignebert se rallie à cette idée). — *B.-J. Kidd*. A history of the church to A. D. 461 (très conservateur; quelques chapitres représentent un état de la science aujourd'hui périmé). — *Maurice Goguel*. Introduction au Nouveau Testament; t. III : le Livre des Actes (manuel excellent pour l'étudiant; guide très sûr pour le chercheur). — *Kaarle*

Krohn. Scandinavian Mytologi (a surtout recours aux traditions populaires pour expliquer la mythologie scandinave). — *Erich Jung. Germanische Götter und Helden in christlicher Zeit* (thèse contestable). — *Hugo Jungner. Gudinann Frig och Als härad* (la déesse Frigg et le canton d'Als en Vestrogothie, contribution importante à l'histoire de la religion chez les Germains). — *Karl von Amira. Die germanischen Todestrafen* (remarquable; démontre le caractère religieux de la peine capitale chez les Germains). = Société Ernest Renan. F. MACLER. Un dossier Ernest Renan à la bibliothèque d'Amsterdam (contient une lettre d'Ernest Renan à Moriz Carrière, professeur à Munich, du 18 mars 1889, sur la paix universelle).

10. — Revue des études historiques. 1923, octobre-décembre.

— P. LÉVY. Histoire linguistique de Thionville (l'allemand s'est établi en maître à Thionville, lors de l'invasion des Francs, et il a toujours persisté; il a été sérieusement menacé avant 1870 et l'est davantage depuis 1918). — J. VIVIELLE. Le marquis de Carabas (veut trouver dans l'histoire du Chat botté des éléments historiques concernant les Gouffier, comtes de Caravas). — P. DESLANDRES. Saint Vincent de Paul (d'après les huit volumes de sa correspondance publiés par le P. Coste). — Th. MALLEY. Un archevêque lieutenant de roi et gouverneur : Mgr Camille de Neufville de Villeroy (1606-1693; archevêque de Lyon; lieutenant général aux pays de Lyonnais, Forez et Beaujolais; petit-fils du ministre de Henri IV). — A. DUJARRIC-DESCOMBES. Une loge française aux États-Unis (1792-1802; elle fut créée à Philadelphie par les fugitifs français de Saint-Domingue). — Au diocèse de Montpellier, 1791-1792 (note composée par Mgr de Malide, évêque de Montpellier, et adressée à l'abbé Barruel pour son histoire du clergé pendant la Révolution). = C.-rendus : Centenaire de Lazare Carnot (cahiers de documents inédits ou peu connus sur Carnot). — Comtesse de Boigne. Mémoires, nouvelle édition, 5 vol. (impression luxueuse). — *Victor du Bled. La société française depuis cent ans* (causerie sur la vie mondaine en France au XIX^e siècle). — *Paul Mather. Gambetta* (a réussi en une tâche ardue). — S. Gorceix. Le miroir de la France (c'est vraiment une géographie littéraire des grandes régions françaises). — *Gabriel Faure. La vallée du Rhône* (grand charme). — E. Schkaff. La question agraire en Russie, contribution à l'histoire de la propriété foncière (fait réfléchir).

11. — Revue des études napoléoniennes. 1923, novembre-décembre. — Lettre du roi Joseph à la reine Hortense sur la mort du duc d'Enghien (Londres, 20 février 1834; le premier consul aurait voulu sauver le duc d'Enghien; on a précipité l'exécution du jugement à son insu et sans mauvaise volonté). — M. PEYRE. Marbeuf et l'organisation économique de la Corse à la veille de la Révolution (Marbeuf fut commandant militaire en Corse de 1769 jusqu'à sa mort en 1786; difficultés de sa tâche; travaux de desséchement; nouvelles cultures;

industries textiles; commerce). — **Baron de Strombeck.** Les Bonaparte à Florence et à Rome en 1835 (extraits des notes de voyage de ce baron, parues en allemand à Brunswick en 1836; il voit à Florence le roi Jérôme, le roi Louis et, à Rome, Madame Mère, qui mourut peu après cette visite; on publie en une planche hors texte un portrait de Laetitia, de 1834). — **J. DONTENVILLE.** Les idées napoléoniennes: la politique extérieure de Napoléon III (passe en revue cette politique de 1852 à 1870 et en fait l'apologie). — **Colonel E. MAYER.** Les tanks et les chars de guerre au moyen âge et sous le Second Empire (assimile aux tanks les voitures qui, dans les guerres hussites, formaient la *wagenburg*; le général polonais Mieroslawski proposa sous le Second Empire d'avoir recours à ces « tabors »). — Un masque « authentique » de Napoléon (qu'on a exposé rue de l'École-de-Médecine; mais l'authenticité est douteuse). — **C.-rendu : Émile Gabory.** Les Bourbons et la Vendée (les Bourbons n'ont pas été ingrats).

12. — Revue des questions historiques. 1924, 1^{er} janvier. — **Vicomte de Noailles.** La cour de France après la victoire de Rocroy (extrait du volume « la Mère du grand Condé », qui doit paraître prochainement). — **Marc de Germiny.** Les brigandages maritimes de l'Angleterre sous le Directoire et le Consulat (va en réalité de la paix de Bâle, 5 avril 1795, jusqu'à la déclaration de guerre de l'Espagne à l'Angleterre, 5 décembre 1805). — **E. Vacandard.** Le « de officiis ecclesiasticis » de Jean d'Avranches (étude sur le texte que l'abbé Delamare vient de publier. Jean d'Avranches fut archevêque de Rouen de 1067 à 1076). — **P. Bliard.** Bonaparte et les insurgés de l'Ouest, 1799-1804 (la pacification de l'Ouest n'est qu'en partie l'œuvre de Bonaparte; il l'entraîna par ses maladresses presque autant qu'il la favorisa par ses habiletés). — **C.-rendus :** le P. *Rouët de Journel*. Nonciatures de Russie. Nonciature d'Arezzo, 1802-1806; 1^{re} partie : 1802-1804 (452 documents, dont la plupart se trouvent aux archives du Vatican, fort bien publiés; une longue préface commente ces documents). — Général *Charles G. Dawes*. A journal of the great war (le général fut chargé avec des pouvoirs absolus de coordonner tous les achats pour les armées américaines en France; importance de son rôle; vif intérêt des deux volumes du journal). — **E.-G. Ledos.** Chronique générale (AcADEMIES, revues, nouvelles, nécrologies). — **Albert Isnard.** Revue des périodiques français. — **Maurice Besnier.** Chronique d'histoire ancienne grecque et romaine. L'année 1922. — **A. Vincent.** Chronique d'histoire orientale; II : les Sémites; les Hittites. — **Dom F. Cabrol.** Courrier anglais. Angleterre et Amérique. — **G. Allemang.** Courrier allemand; II : Du moyen âge à nos jours. — Notes bibliographiques; on y signale un certain nombre d'ouvrages, parmi lesquels : *Lynn Thorndike. A history of magic and experimental science during the first thirteen centuries of our era* (on vante le talent d'exposition et la richesse des sources); *Louis Brochard. Histoire de la paroisse et de l'église Saint-Laurent à Paris* (intéressant; plan un peu décousu);

abbé Léon Bournet. Le christianisme naissant, expansion et luttes (bon et honnête travail, sans éclat); Henry Martin. La miniature française du XIII^e au XV^e siècle (remarquable); P. Jacomet. Le Palais sous la Restauration (très vivant).

13. — Revue d'histoire de l'Église de France. 1923, octobre-décembre. — Marc DUBRUET. La cour de Rome et l'extension de la régale, II (expose la politique d'Innocent XI en cette matière). — Joseph GUILLAUME. Comment concevoir une monographie paroissiale ? (2^e partie. Essai d'un programme pour l'étude locale des institutions paroissiales de l'ancienne France; 3^e partie : Notes bibliographiques pour l'étude de ces anciennes institutions. Instructif). = C.-rendus : abbé Édouard Fournier. Les origines du vicaire général ; étude d'histoire et de droit canon (intéressant ; tend à prouver que le vicaire général devint auprès des évêques, à partir du XII^e siècle, ce qu'étaient les « procuratores » nommés par les papes Alexandre III et Innocent III pour remplacer provisoirement certains évêques décédés ou suspendus. Les croisades rendirent les vicaires généraux indispensables quand les évêques partaient pour la Palestine. Dès lors, le vicaire général se distingue nettement de l'official). — Hefele. Histoire des conciles; trad. H. Leclercq, t. VII (ce volume se rapporte aux conciles de Constance et de Bâle. Les notes de dom Leclercq sont trop souvent confuses et déconcertantes. « Il est dommage qu'un tel travail ne se présente pas avec toutes les garanties scientifiques désirables »). — Sainte Angèle Merici et l'ordre des Ursulines (deux volumes instructifs, mais qui sont loin d'épuiser le sujet). — Lucien Romier. Le royaume de Catherine de Médicis (remarquable ; l'abbé Victor Carrière s'efforce de montrer que l'auteur a fortement exagéré la décadence morale du clergé au XVI^e siècle). — Abbé Constant. La légation du cardinal Morone près de l'empereur et le concile de Trente, avril-décembre 1563 (excellent). — Abbé Victor Martin. Le gallicanisme et la réforme catholique, 1563-1615 (bonne étude sur l'introduction en France des décrets du concile de Trente). — Jos. Brauner. Die Strassburger Priester-Martyrer der Schreckenzeit, 1793-1794 (bonne étude sur quatre prêtres guillotinés à Strasbourg). = Chronique d'histoire régionale : Guienne et Gascogne, Languedoc, Béarn, Foix et Roussillon. = Dans les « Échos et informations » est donné un résumé de la communication faite à l'Académie des inscriptions par le R. P. Destrez sur la « pecia » dans les manuscrits du moyen âge.

14. — Revue historique de la Révolution française. 1923, octobre-décembre. — G. BELLISSENT. Le comte de Fersen créancier de Louis XVI (publie plusieurs documents provenant des papiers inédits de l'évêque de Nancy, Anne-Louis-Henri de La Fare, ancien député du clergé aux États-Généraux, puis émigré en Autriche. L'argent prêté par Fersen au roi pour faciliter la fuite à Varennes ne lui fut jamais restitué. Mercy-Argenteau ne craignit pas de violer le secret

de la correspondance échangée entre la reine et Fersen). — Henry POULET. L'esprit public à Thann pendant la Révolution. La Société des amis de la constitution, 1791-1795; suite et fin. — J. CHEVRON. A propos des ancêtres champenois de Gustave Flaubert au XVIII^e siècle. — G. LAURENT. La mission militaire de Fouché à la frontière d'Espagne en l'an IV.

15. — **Revue maritime.** 1923, novembre. — G. HÉDERER. L'île du Château-Rouge, I (souvenirs de voyage et d'histoire sur l'île de Castellorizo, qui fait partie maintenant du Dodécanèse italien; l'auteur parle de la cité antique et de ses ruines et réédite plusieurs inscriptions grecques avec commentaire. Plusieurs illustrations et une carte). — CAVAYÉ. Un plaidoyer « pro domo » de l'amiral Duperré au sujet de l'expédition d'Afrique (défend, contre les critiques formulées dans le « Journal d'un officier de l'armée d'Afrique », le rôle maritime dans les préparatifs pour l'expédition d'Alger et le débarquement à Sidi-Ferruch). — Edmond DELAGE. W. S. Churchill et les préliminaires de la guerre (observations sur l'ouvrage de l'ancien premier lord de l'Amirauté en 1911-1915 : l'Angleterre en face du problème franco-allemand et la déclaration de guerre). — C. VEN. Combats de Noli, ventôse an III; suite. — J. TRAMOND. L'autre guerre vue d'une préfecture maritime; suite (organisation précipitée de la défense de Brest, août-septembre 1870). — MAREC. Lettre à la Rédaction (au sujet du Répertoire des archives de Lorient). — Décembre. J.-G. CAMBON. Historique du Lloyd's (brève histoire de cette institution, qui touche de si près à celle du commerce et de la suprématie maritime du Royaume-Uni. Elle a pris naissance dans un cabaret tenu au bord de la Tamise par un certain Edward Lloyd connu seulement depuis 1689. En 1696, il commença la publication des « London News », où il donnait trois fois par semaine les nouvelles maritimes et commerciales les plus importantes; depuis 1914, cette revue appartient à la « Corporation of Lloyd's » et est éditée par le Royal Exchange sous le titre de « Lloyd's List »). — C. VEN. Combats de Noli; suite et fin (journées des 23-24 ventôse an III; défaite de l'amiral Martin. A Noli, « nous fûmes battus parce que ni matelots, ni officiers, ni capitaines, ni amiral ne s'étaient entraînés à combattre »). — C. HÉDERER. L'île du Château-Rouge; suite (la cité médiévale, appelée alors Castellum ruge, aujourd'hui Castellorizo, avec un plan des ruines et un essai de reconstitution). — J. TRAMOND. L'autre guerre vue d'une préfecture maritime; suite (mesures prises pour assurer le trafic, surtout celui des armes, avec les États-Unis). — 1924, janvier. P. DELONCLE. La curieuse aventure d'Ali-Arbi, tirailleur marocain (prisonnier de guerre des Allemands et transporté par eux au Maroc pour l'employer au service de la propagande antifrançaise. Récit qu'il en fit au consul de France à Las-Palmas). — C. HÉDERER. L'île du Château-Rouge; suite et fin (la cité moderne, depuis la seconde moitié du XIX^e siècle). — G. DE RAULIN. Les trois Bouvet; suite et fin (celui qui fut coulé dans les Dardanelles le

18 mars 1915). — J. TRAMOND. L'autre guerre vue d'une préfecture maritime; fin.

16. — **Le Correspondant.** 1923, 25 novembre. — Georges LE-CHARTIER. M. Lloyd George et la politique allemande aux États-Unis (dans son voyage aux États-Unis, l'ancien « Premier » a mené contre la France et Poincaré une violente campagne qui a relevé son prestige personnel au profit de l'Allemagne et à notre détriment). — Jean DES COGNETS. Augustin Cochin et les espérances chrétiennes, à propos du centenaire de sa naissance. — Pierre DE LA GORCE. La Belgique sous la domination française, 1792-1814, d'après le récent ouvrage de M. Paul Verhagen (quatre pages/d'éloges sans réserve sur cet ouvrage; cf. *Rev. histor.*, t. CXLIV, p. 85). — 10 décembre. Jacques BARDOUX. Une étape dans l'histoire anglaise. La Société des Nations britanniques et la session de novembre 1923 (embarras créés au gouvernement britannique par la nécessité où il se trouve de concilier ses intérêts et ceux des Dominions). — Georges GOYAU. Pour la défense de la morale chrétienne. L'actualité de saint François de Sales. — Marcel MALCOR. Pour que l'Allemagne paie sans nous ruiner; fin le 25 décembre. — Henri BRENIER. Le cinquième Congrès national de la natalité. — 25 décembre. Georges LECHARTIER. M. Coolidge et la campagne présidentielle aux États-Unis. — Henri BREMOND. Maurice Barrès (pénétrante, subtile et instructive étude par un très ancien ami et admirateur du grand écrivain disparu). — LIBER. Le général Debeney. — Abbé DE TOURVILLE. Le Christ et sa mission (notes posthumes publiées par Félix Klein. L'abbé de Tourville est mort le 5 mars 1903 à l'âge de soixante-un ans). — Mgr BEAUPIN. Les catholiques et la Société des Nations. L'Union catholique d'études internationales. — 1924, 10 janvier. Augustin COCHIN. Vingt lettres à Montalembert, publiées par Henry COCHIN (ces lettres vont de 1825 à 1854, II (à lire les lettres sur la guerre d'Italie en 1859; suite et fin le 25 janvier : 1861-1864). — Jacques BARDOUX. La poussée démocratique dans l'Angleterre contemporaine; I : la Défaite de Stanley Baldwin. — Marie-Jeanne DURRY. Une lettre inédite de Chateaubriand (à M. de La Ferronnays, ministre des Affaires étrangères, datée de Rome, 8 novembre 1828; pour servir de commentaire aux Mémoires d'outre-tombe). — 25 janvier. Augustin COCHIN. Vingt lettres à Montalembert; suite et fin. — Louis DELAVAUD. Un ami de la France : Herbert Ward (peintre de talent, né à Londres en 1863, fixé à Paris depuis 1900, engagé pour la durée de la guerre en France où ses deux fils furent l'un tué, l'autre blessé dans les rangs anglais; auteur de « Mr. Poilu, notes and sketches with the fighting French », ouvrage qui est comme une apothéose du soldat français). — Comte Jean DE PANGE. L'avenir de l'école en Alsace et en Lorraine. — DE LANZAC DE LABORIE. Un nouveau portrait de M^r Swetchine.

17. — **La Grande Revue.** 1923, décembre. — Tsarine ALEXANDRA.

Lettres au tsar Nicolas II (choix de lettres écrites en avril et juin 1915 par la tsarine à l'empereur, son mari tendrement aimé; on y constate l'hostilité que, dès cette époque, la tsarine ressentait contre le grand-duc Nicolas, ennemi de Raspoutine). — Elie FAURE. *Shakespeare; suite (le lyrisme de Shakespeare)*. — Martial DOUEL. Les récentes fouilles archéologiques d'Algérie (fouilles de 1913 à 1922). — Paul DESCAMPS. La coéducation en Angleterre (histoire du mouvement d'où est sortie l'émancipation intellectuelle et sociale de la jeune fille). — Charles GUIGNEBERT. Le secret de la confession (à propos d'une scène de l'opéra d'« Esclarmonde », où l'on s'est ému de voir, à une époque indécise du pré-moyen âge, un évêque violer le secret de la confession; montre que ce secret, avec toutes les conséquences qu'il comporte, n'est devenu obligatoire en droit canonique qu'au XII^e siècle. Décreté par le concile de Latran en 1215, il a été ordonné dans toute sa rigueur par le concile de Trente).

18. — *Mercure de France*. 1923, 15 décembre. — L. THUASNE. La Marseillaise et Rouget de Lisle, d'après des documents inédits (il est encore plus question de Rouget de Lisle lui-même que de son hymne patriotique; persécuté pour avoir protesté contre la révolution du 10 août, emprisonné pendant la Terreur, dénué de ressources pendant tout l'Empire et la Restauration, Rouget fut soutenu par Béranger, qui, après 1830, réussit à le tirer de la misère. Celui qui écrivit la Marseillaise mourut, comme on sait, à Choisy-le-Roi, le 26 juin 1836, à l'âge de soixante-seize ans. On publie ici le texte de la Marseillaise d'après quatre rédactions autographes données par Rouget de Lisle à diverses personnes, dont David d'Angers, qui fut, avec Béranger, le bon génie du vieillard illustre et abandonné). — Ambroise GOT. La Bavière depuis l'armistice. — F. RONDOT. Le problème de l'éducation sexuelle. — VAN GENNEP. Préhistoire (signale huit ouvrages récents). — Camille PITOLLET. Le plus ancien texte des Évangiles (réfute les critiques qui lui furent adressées par Mgr Batiffol au sujet de la découverte faite par M. Buchanan sur le palimpseste de Tarragone). — 1924, 1^{er} janvier. Jean BOURDON. Le mouvement de la population en Europe au XIX^e siècle. — A. VAN GENNEP. Folklore (signale sept ouvrages ou recueils divers, dont la « *Volkskundliche Bibliographie* » publiée à Bâle par Hoffmann-Krayer pour les années 1917-1919). — 15 janvier. E. SEMENOFF. L'or allemand et le bolchévisme pendant la guerre (l'auteur raconte comment il mena contre le bolchévisme naissant une campagne de presse, dans quelles circonstances et à l'abri de quelles garanties il communiqua en 1918 une cinquantaine de documents prouvant la collusion des chefs bolchévistes avec l'Allemagne en 1917-1918). — 1^{er} février. A. VAN GENNEP. Le culte populaire de saint François de Sales en Savoie (curieuse étude sur le folklore savoyard). — AURIANT. L'Angleterre et le canal de Suez, 1854-1855 (apporte des précisions nouvelles d'après des documents conservés au P. Record Office). — Robert LAUNAY. Maurice Barrès à l'« Action

française » (montre comment ce parti fut fondé en 1899, pour opérer contre les « Intellectuels » une révolution à la fois populaire et militaire. Barrès parut un moment sur le point d'en devenir le chef, mais les partisans du « nationalisme intégral » lui coupèrent l'herbe sous le pied. Les « Patriotes » voulaient avoir à leur tête un tribun, non un raffiné; et puis Barrès songeait encore plus à la revanche qu'à la révolution). — J. W. BIENSTOCK. Les lettres de Nicolas II à sa femme (le texte de ces lettres publiées par le gouvernement des Soviets est bien supérieur à l'édition Slovo, qui avait paru à Berlin; en outre, tandis que l'édition de Berlin n'avait donné que les lettres de l'impératrice, celle des Soviets contient la correspondance complète du couple impérial. Elle comprendra quatre volumes. Le premier paru est le tome III, contenant les lettres et télégrammes échangés entre Nicolas II et sa femme du 28 avril 1914 au 31 décembre 1915. Les lettres du tsar montrent que le dernier des Romanov était incapable de comprendre et de dominer les événements).

19. — **La Revue de France.** 1923, 15 décembre. — Paul DESCHANEL. Le Président de la République et la constitution (déclarations inédites, qui ont été recueillies en février 1921). — Raymond RECOULY. Armements allemands et politique française. — 1924, 1^{er} janvier. Louis JOURDAN. Comment étaient nourris, habillés, logés, disciplinés les matelots de la marine royale, surtout dans la seconde moitié du XVIII^e siècle (d'après des documents consultés aux Archives nationales). — André GAULY. L'anarchie allemande. — George CATTAU. En Égypte, à l'aurore d'une constitution (1922-1923). — 15 janvier. J.-Augustin LÉGER. Figures d'outre-Manche : M. Ramsay Mac Donald (il hait la France « d'une haine apocalyptique, parce qu'il voit en elle le grand obstacle à son rêve de désarmement, de réconciliation et de paix universelle »). — Henri BREMOND. Le Pappe de Trévern, 1754-1840, et la restauration de l'Église anglicane (analyse assez piquante et instructive de lettres écrites de 1816 à 1839 par Le Pappe de Trévern, qui fut évêque d'Aire en 1823, puis de Strasbourg en 1827, à son ami de toujours, Poulpiquet, évêque de Quimper. Le Pappe de Trévern s'inspirait des maximes gallicanes en ceci surtout qu'il souhaitait, pour l'avenir du clergé français, le retour au sérieux de la vie chrétienne et aux hautes études cléricales. Il avait réussi à gagner Mgr de Frayssinous à ses idées sur ce dernier point en 1827; mais Frayssinous quitta le ministère avant d'avoir pu « relever les murs de la vieille Sorbonne »). — Raymond RECOULY. L'année de la Ruhr. — 1^{er} février. E. RODOCANACHI. La fin de Lord Byron. Byron et l'insurrection grecque; sa mort à Missolonghi, 1823-1824 (utilise des journaux grecs inconnus en France). — Louis HALPHEN. Les débuts de l'histoire slave (d'après les ouvrages de Niederle, Jireček, Rostovtzeff et L. Réau. Annonce les publications de l'Institut d'études slaves).

20. — **La Revue de Paris.** 1923, 15 décembre. — Comte MOLÉ.

Souvenirs, I (extraits du tome III, qui ne tardera pas à paraître. Roman d'amour). — Jacques PIAU. Albert de Mun orateur. — Guy de VALONS. La Révolution aux Iles du Vent, 1789-1793 (fin de ces souvenirs). — 1924, 1^{er} janvier. Comte de FELS. De Belleville à Moscou (il s'agit du programme formulé par les républicains à Belleville en 1869; ce programme s'inspirait directement d'un manifeste lancé en 1849 par Marx et Engels; après 1871, les plus avancés des républicains se sont employés à le réaliser peu à peu, sans s'apercevoir que les principes affirmés dans ces deux documents conduisaient droit au collectivisme et au communisme, qui ont fini par triompher à Moscou). — Comte MOLÉ. Souvenirs, II (Molé ministre de la Marine en 1817; il parle peu de son ministère, davantage de la vie de cour et de l'amour malheureux qui le désespère). — G. LACOUR-GAYET. La princesse Pauline de Metternich, à propos de ses « Souvenirs » (auxquels l'auteur ajoute quelques traits et circonstances de nature à faire connaître mieux encore cette originale physionomie. L'auteur nie qu'elle ait profité de ses relations avec l'impératrice Eugénie pour servir la politique autrichienne; il note cette affirmation : « Je suis une patriote ardente, mais je déteste la politique ». « La plus parisienne des ambassadrices » mourut à Vienne, en 1921, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans). — 15 janvier. Henry-D. DAVRAY. Une visite à M. Ramsay Mac Donald (intéressantes déclarations faites par le chef du parti travailliste). — Comte MOLÉ. Souvenirs, III (ici, les Souvenirs de Molé nous offrent plus d'intérêt pour l'histoire; Molé, tout en continuant de parler de soi, donne aussi des indications utiles sur la politique intérieure et extérieure du ministère dont il fait partie. Amusants détails sur la fatuité du duc Decazes, sur l'attentat contre Wellington en 1818, etc.). — Henry PRIOR. Balzac à Turin (1836; ses rapports avec le comte et la comtesse Guidoboni Visconti, avec une aventure de lettres, Mme Marbouth, alias Claire Brunne, avec le comte Sclopis, avec Luigi Colla, juriste piémontais qui aimait à cultiver des plantes rares, avec les Sanseverino, etc.). — Jean BALDE. Au pays girondin (histoire humoristique des vins de Bordeaux depuis trois siècles). — Henri BIDOU. Autour de la politique (sur les livres récents du comte de Fels, de Barthou et de Klotz). — André CHAUMEIX. Les finances interalliées. — 1^{er} février. Sir Th. MORISON. Les mouvements d'opinion en Angleterre (deux mouvements principaux : l'un qui pousse l'Angleterre à revenir à la politique d'isolement « splendide » qui fut autrefois la règle, l'autre qui l'incite à fortifier la Société des Nations dans une intention résolument pacifique; mais elle restera défiante tant qu'elle ne sera pas rassurée au sujet des idées d'agrandissement territorial et d'hégémonie qu'elle soupçonne chez les Français). — Henry SALOMON. Le prince Richard de Metternich et sa correspondance pendant son ambassade à Paris, 1859-1871 (les extraits de cette correspondance, publiés ici pour la première fois, montrent l'ingérence passionnée de l'impératrice Eugénie dans les affaires politiques : Italie, Mexique).

Après la mort de Maximilien, quand il fut question d'une visite que les souverains français pensaient faire à Vienne, l'impératrice confie à Metternich, 11 juillet 1867 : « Ce sera la chose la plus pénible du monde de me trouver en face d'un frère et d'une mère à la douleur desquels j'ai contribué en poussant à l'expédition du Mexique »). — Fernand DE BRINON. Une visite à M. Hugo Stinnes. — H. BERGUIN. Notes sur l'enseignement supérieur.

21. — **Revue des Deux Mondes.** 1923, 1^{er} décembre. — Alexandre RIBOT. Lettres à un ami. Souvenirs de ma vie politique. Au ministère des Finances pendant la guerre (dix lettres écrites en 1920 et 1921; on y trouvera beaucoup de faits intéressants; suite et fin le 15 décembre). — R. DE LA SIZERANNE. Les masques et les visages. Le vertueux condottiere : Montefeltro, duc d'Urbino, 1422-1482 (brillante et attachante biographie; suite le 15 décembre et le 15 janvier). — Mgr BAUDRILLART. Chez les Latins d'Amérique. Argentine et Uruguay; II : les Influences françaises. — 15 décembre. Ernest d'HAUTERIVE. Correspondance inédite de Napoléon III et du prince Napoléon; I (en particulier vingt lettres écrites de Ham par le futur empereur à son cousin, qu'il aimait tendrement : « Tu es le seul de ma famille que j'aime comme un frère. Tu es le seul capable de porter dignement, comme j'ai tâché de le faire, le grand nom que le hasard nous a donné. » Quand l'ancien prisonnier de Ham est devenu Président de la République, les divergences politiques s'accusent parfois avec vivacité, mais l'amitié résiste toujours aux orages). — G. LENÔTRE. La Mirlitontouille. Épisodes de la chouannerie bretonne; I : Boishardy (organisation de la chouannerie par La Rouerie, au bénéfice du comte de Puy-saye, que Boishardy sert efficacement en lui apportant le concours chaleureux des Bretons; suite le 1^{er} janvier 1924). — Paul BOURGET. Maurice Barrès. — 1924, 1^{er} janvier. Ernest d'HAUTERIVE. Correspondance inédite de Napoléon III et du prince Napoléon; II : de la Crimée à l'Algérie (aux lettres de l'empereur, qui ont toutes été conservées et se trouvent aux archives de Prangins, s'ajoutent maintenant quelques-unes des lettres privées ou officielles du prince à son impérial cousin; intéressant pour le rôle du prince Napoléon comme général de division en Crimée, puis comme gouverneur général de l'Algérie. Correspondance relative au mariage du prince avec la princesse Clotilde en 1858-1859). — Henry BORDEAUX. Le retour de Barrès à sa terre et à ses morts. — Émile PICARD. Les théories de la lumière et de l'éther (intéressant chapitre de l'histoire des sciences mathématiques). — Louis GILLET. Lord Curzon en voyage (d'après ses « Tales of travel », qui le peignent fort bien au physique, ainsi qu'au moral. « On demeure stupéfait qu'ayant fréquenté tant de races, couvé tant de peuples, le voyageur paraisse se mettre si peu en peine de les comprendre. Hormis un seul individu, en qui il a trouvé son homme, on est effaré de le voir promener sur la surface du monde son irréductible jugement d'aristocrate anglais »). — 15 janvier. Maurice

PERNOT. La nouvelle Turquie; I : Du Sultanat à la République. — **Louis MADELIN.** Le premier son de cloche de la Révolution (la situation en 1743; projet de Machault concernant l'égalité de tous devant l'impôt, repoussé par les privilégiés; émeute parisienne de 1750, qui échoue parce qu'elle manque de chefs; mais le branle est donné). — **1^{er} février. Ernest d'HAUTERIVE.** Correspondance inédite de NAPOLEON III et du prince NAPOLÉON; III (démission du prince, mars 1859; projet de Congrès international imaginé par la Russie pour régler le différend entre l'Autriche et le Piémont, mais dont le Piémont serait exclu; rapports de l'empereur avec le prince pendant la guerre d'Italie. Malgré les ennuis que lui causent les incartades de son cousin, l'empereur ne cesse de lui témoigner la plus cordiale amitié). — **G. LENÔTRE.** La Mirlitantouille, 1794-1800; III : Duviquet (après la signature de la paix imposée par Hoche en 1796, le calme paraissait renaitre; mais les chefs de la chouannerie ne tardèrent pas à se lasser de leur inactivité. Le hasard amena l'un d'eux à faire la connaissance du lieutenant Pierre Duviquet, qui consentit à s' enrôler dans l'armée royaliste. La chouannerie va prendre un nouveau cours). — **Gustave LANSO.** La vie morale selon les *Essais* de Montaigne, I. — **Maurice PERNOT.** La nouvelle Turquie; II : l'Esprit du nouveau régime. — **M. LEWANDOWSKI.** Le plan d'évasion des capitaux allemands.

BELGIQUE.

22. — Revue belge de philologie et d'histoire. T. I, 1922, n° 4. — **P. THOMAS.** Notes et conjectures sur les œuvres de l'empereur Julien (corrections au texte). — **H. GRÉGOIRE.** Notes d'épigraphie byzantine (1^o l'épitaphe de l'évêque Macedonius; 2^o le *typikon* ou règle monastique attribué à Nicéphore Blemmydès, mais qui est de Nicéphore, patriarche de Constantinople; suit une inscription en vers hexamètres qui est l'œuvre de Blemmydès). — **J. FELLER.** Astanetum (nom de lieu restitué d'après les formes qu'il a prises dans la toponymie belge). — **P. HAMELIUS.** La littérature des proscrits en Angleterre (sur « le Chant du proscrit de Traillbaston », satire contre le statut de Traillbaston de 1305, et « le Conte de Gamelyn », qui est du milieu du XIV^e siècle; ces deux poèmes français ont été publiés par Th. Wright dans ses « Political songs »). — **L. LECLÈRE.** Les limites chronologiques du moyen âge (l'année 1492 convient mieux pour la fin de cette époque que celle de 1453). — **H. PIRENNE.** Mahomet et Charlemagne (montre que les invasions arabes, en fermant aux Occidentaux l'accès du Proche Orient, ont mis fin à la période mérovingienne, où se continue en réalité l'empire romain; avec Charlemagne, on entre donc dans le moyen âge proprement dit, avec son horizon retrécí, la Méditerranée, autrefois lac romain, étant devenue un « lac musulman »). — **A. HANSAY.** La villa et l'« oppidum » de Saint-Trond (le mot « oppidum » n'a pas le sens de ville fortifiée, mais de localité

« juridiquement affranchie ». Ce fut le cas pour Saint-Trond, qui était déjà ville affranchie en 1060). — H. NELIS. La date dans les actes de Philippe le Bon, 1419-1467 (le lieu d'émission des chartes de ce prince varie selon la chancellerie qui l'expédie, celle de Flandre-Bourgogne ou celle de Brabant; ce lieu peu se rapporter soit à la présence du duc, soit à celle de son chancelier, soit même à celle du premier chambellan ou d'un secrétaire ducal). — V. TOURNEUR. De la méthode à suivre pour évaluer en monnaies modernes les valeurs anciennes énoncées dans les textes historiques belges du XI^e siècle au XVIII^e siècle. — Paul GRAINDOR. Notes épigraphiques (grecques). — Ed. LALOIRE. Une quittance signée de Watteau (4 mai 1717, date de « l'Embarquement pour Cythère »). — C.-rendus : D. Zeglin. Der « homo ligius » und die französische Ministerialität (contestable). — J. D. Hintzen. De kruistochtplannen van Philips den Goede (honnête compilation sur les plans de croisade ébauchés par Philippe le Bon). — № 2. P. MARCHOT. Le nom de lieu gaulois Cambos, « La Courbe » (ce nom de lieu n'a rien à voir avec le suffixe « han » ou « hann »). — A. VINCENT. Les diminutifs de noms propres de lieux (dans les pays de langue française). — Henri LIEBRECHT. Les « Comédiens de campagne » à Bruxelles au XVII^e siècle. — J. VANNÉRUS. Les Chaumont germaniques; notes de toponymie. — F.-L. GANSHOF. Les « homines de casa Dei » du très ancien droit liégeois (ce terme est au XIII^e siècle synonyme de « ministeriales », serviteurs vivant dans la « familia ecclesiae »). — Fl. DE LANNOY. L'accession du Luxembourg au Zollverein en 1842. — H. NELIS. Bâtards de Brabant et bâtards de Bourgogne. — F. UZUREAU. Pie VI et le serment de « liberté-égalité ». — C.-rendus : Paul Hamelius. Introduction à la littérature française et flamande de Belgique (important, mais appelle de nombreuses corrections dans le détail). — Frans van Kalken. Histoire de Belgique (c'est un manuel et mieux que cela). — Giuseppe Pavani. Un vescovo belga in Italia nel secolo X (Ratier de Vérone, qui fut évêque de Vérone, puis de Liège, mort à Namur en 974). — J. Cuvelier. Les origines de la fortune de la maison d'Orange-Nassau (bonne étude sur le fondateur de cette fortune, Duvenvoorde). — № 3, juillet. P. GRAINDOR. Auguste et Athènes. I. L'initiation d'Auguste aux mystères d'Éleusis (Auguste n'a pas été initié avant 31 et, à cette époque, il fut initié, à une date exceptionnelle, deux fois aux grands mystères). II. Un décret d'Athènes en faveur d'Auguste (le décret mutilé qui a été publié dans l' « *editio minor* » des *I. Gr. II²*, 1071 doit être attribué à Auguste, alors qu'il vint à Athènes aussitôt après Actium). III. Un écho des « *ludi saeculares* » à Athènes. — F. ROUSSEAU. Un lignage namurois au XII^e siècle : les Falmagne (famille possessionnée au petit village de Falmagne, à neuf kilomètres de Dinant). — L. VANDER ESSEN. Jean d'Ypres ou de Saint-Bertin, † 1383; contribution à l'histoire de l'haïcographie médiévale en Belgique (dans sa « *Vita Erkembodonis* », Jean le Long, qui, né à Ypres, fut moine, puis abbé à Saint-Bertin, a

fait preuve d'un véritable esprit critique). — Ch. TERLINDEN. Le comte de Chambord à Anvers, février 1872 (expose, d'après un rapport confidentiel adressé au roi, le 28 février 1872, par Eenens, gouverneur militaire d'Anvers, les troubles occasionnés par le séjour dans cette ville du comte de Chambord). — A. HANSAY. Le diplôme de Henri IV pour l'église de Liège en 1107 (ajoute quelques observations nouvelles au commentaire de ce diplôme par G. Kurth). — H. EELLS. Date exacte d'une lettre adressée, un 30 avril, par Martin Bucer à Zwingli (il faut maintenir la date de 1528, proposée par Herminjard, au lieu de 1527). — C.-rendus : *J. Bidez et F. Cumont. Juliani imperatoris epistulae, leges, poemata, fragmenta varia* (excellente édition). — *G. Des Marez*. La première étape de la formation corporative : l'Entraide (étude neuve et intéressante qui nous place en plein XIV^e siècle). — Comte *Louis de Lichtervelde*. Le Congrès national de 1830 ; études et portraits (documentation sérieuse et approfondie). — *Rafael Ballester*. Bibliografía de la historia de España (utile). — *Molhuysen, Blok et Knappert*. Nieuw Nederlandsch biografisch Woordenboek, t. V (cette biographie comprendra dix volumes, chaque volume contenant des biographies de A à Z ; les cinq déjà parus renferment environ 15,000 biographies). — Bibliographie de l'histoire des Pays-Bas. Travaux publiés depuis octobre 1914 jusqu'à avril 1922 (cette bibliographie n'occupe pas moins de cinquante-sept pages). — N° 4, octobre-décembre 1922. P. MARCHOT. Les noms de lieux gaulois en « auos, aua, auon ». — J. R. KNIPPING. Du nouveau sur l'édit de tolérance de l'empereur Galère, 311 (reproduit le texte latin de l'édit par Lactance, avec une traduction anglaise en regard ; montre que son importance a été trop souvent méconnue). — A.-L. COLIN. La tombe de Tauler (bonne photographie de cette pierre tombale, qui existe toujours à Strasbourg, où mourut frère Jean Tauler, l'illuminé ; reconstitue l'épitaphe, qui marque la date de sa mort au 16 juin 1361). — Th. SIMAR. Les sources de l'histoire du Congo antérieurement à l'époque des grandes découvertes. — A. HANSAY. Note concernant l'apparition de la propriété allodiale au pays de Liège. — Id. L'ancienneté du droit urbain liégeois (ce droit est antérieur à la charte de liberté concédée à Huy en 1066). — C.-rendus : *P. Graindor. Chronologie des archontes athéniens sous l'Empire* (excellent). — *Marc Bloch*. Rois et serfs (« travail de premier ordre »). — *Grob et Van-nérus*. Dénombrement des feux des duché de Luxembourg et comté de Chiny ; I : 1306-1537 (important). — *Alph. Verhooren*. Inventaire des chartes et cartulaire du Luxembourg, t. V (très utile travail ; l'identification des noms propres est trop souvent défectueuse). — *Victor Friis*. Bibliographie de l'histoire de Gand de 1500 à 1850, I (bon). — Bibliographie (vingt pages sur Délos, par H. Philippart). — Chronique : L'« *Atlas de géographie historique de la Belgique* » et les critiques de M. Blok (les trois fascicules de cet « *Atlas* », qui ont paru jusqu'ici, se rapportent à l'histoire de la Belgique du XVIII^e siècle à

1839; ils ont été très vivement critiqués par le savant professeur de Leyde, P. J. Blok, dans le « *Museum* ». On donne ici la traduction du texte hollandais de cette attaque et la réponse des auteurs des cartes : MM. Ganshof et Léon Vander Essen. — 1923, janvier-mars. F. CUMONT. L'opuscule de Jean Pediasimos. Περὶ ἐπταμῆνων καὶ εὐνεα-
ψήνων (publie le texte inédit d'un traité de Jean Pothos Pediasimos qui vivait au XIII^e siècle et fut chartophylax de Bulgarie. Ce traité expose le problème qui consiste à savoir pourquoi les enfants naissent à sept mois ou à neuf mois; c'est un résumé tardif de doctrines qui remontent au moins jusqu'aux néo-platoniciens de la période alexandrine. Ces doctrines, à leur tour, ont une base scientifique, fondée sur les dimensions d'un triangle rectangle dont les côtés mesurent 3, 4 et 5, en relation avec les gestations de 7, 8 et 9 mois). — F. DE MO-
REAU. Un évêque de Tournai au XIV^e siècle : Philippe d'Arbois (agent ecclésiastique de la politique française en Flandre, Philippe d'Arbois fut, à la demande de Philippe VI, promu à l'évêché de Noyon en 1349, puis transféré à Tournai, 3 janvier 1351; mort le 25 juillet 1378). — J. LEFÉVRE. Les ambassadeurs d'Espagne à Bruxelles sous le règne de l'archiduc Albert, 1598-1621. — C. VAN LANGENDONCK. Le mou-
vement colonial en Belgique au XVII^e siècle. — Hubert NELIS. Phi-
lippe le Bon et le pape romain Grégoire XII (publie une lettre patente de Philippe, « conte de Charrolois », datée d'Audenarde le 11 octobre 1412, qui autorise les ambassadeurs de Jean XXIII à publier en Flandre la condamnation du roi de Sicile, Ladislas de Durazzo, et de ses par-
tisans, et à lever dans cette province une contribution pour une croisade projetée contre eux). — F. ROUSSEAU. Les pamphlets de la Révo-
lution brabançonne conservés aux Archives générales du royaume. — F. UZUREAU. Prêtres français en exil à Bruxelles, 1793. — C.-ren-
dus : Félix Solmsen. Indogermanische Eigennamen als Spiegel der Kulturgeschichte (très intéressant). — Dom Boniface del Marmol. Saint Albert de Louvain (bon résumé). — S. A. Waller Zeper. Jan van Henegouwen, heer van Beaumont (excellente biographie d'un sei-
gneur flamand qui appartenait à la famille d'Avesnes et combattit contre les Français avec les Anglais au début de la guerre de Cent ans). — Avril. P. THOMAS. Histoire et philologie (en quoi elles se dis-
tinguent et se font contre poids). — J. BIDEZ. Boèce et Porphyre (ce que le commentaire de Boèce sur les Catégories doit au Κατὰ περὶ τῶν τετραγώνων de Porphyre; il est nécessaire de donner de Porphyre une édition vrai-
ment scientifique; elle montrera que Boèce doit presque tout à son auteur). — H. VANDER LINDEN. La forêt Charbonnière (détermine les limites de cette forêt mérovingienne et montre qu'elle n'a pu faire ob-
stacle à une expansion ethnique ou linguistique venant du Nord). — V. TOURNEUR. Le sou de douze deniers de la loi des Francs ripuaires (c'est le sou d'or; le denier est le « *miliare* » de Phocas et d'Héra-
clius. « Cette pièce fut rapidement supplante par la demi-silique et le denier mérovingien; mais le compte de douze deniers au sou subsista.

Il s'ensuivit la constitution d'un sou de compte qui, officiellement reconnu par les premiers Carolingiens, devait durer jusqu'à la fin de l'ancien régime ». — H. PIRENNE. Un contraste économique. Mérovingiens et Carolingiens (« l'originalité de Charlemagne, c'est d'avoir tiré les conséquences de ce fait que l'Europe occidentale, coupée de l'Occident par les conquêtes de l'Islam, ne pouvait plus vivre de la Méditerranée. C'est en cela que réside le contraste entre son règne et celui des successeurs de Clovis; mais ce contraste n'implique en rien un progrès, c'est une décadence ». Sous l'empire carolingien, le commerce n'occupe plus qu'une place négligeable, et la vie économique n'a plus qu'un caractère tout local. Les marchés carolingiens n'ont d'autre but que d'assurer le ravitaillement des populations en assignant aux vendeurs et aux acheteurs d'une région déterminée des rendez-vous périodiques placés sous le contrôle de l'autorité »). — Dom Ursmer BERLIÈRE. Honorius III et les monastères bénédictins, 1216-1227; fin en juillet (leur activité, mais aussi leur particularisme et leur décadence). — H. NELIS. Les origines du notariat public en Belgique, 1260-1320 (avec une liste des notaires jusqu'en 1300). — J. CUVELIER. Les préliminaires du traité de Londres, 29 août 1604; fin en juillet. — L. VANDER ESSEN. Le rôle d'un ambassadeur au XVII^e siècle (analyse minutieuse d'une « Instruttione per un ministro cattolico » remise à un ministre du roi d'Espagne qui se rendait à Rome pour y occuper son poste auprès de la Curie; c'est un véritable traité du « parfait ambassadeur »). — H. VAN WERVEKE. Grands propriétaires en Flandre au VII^e et au VIII^e siècle (dans la région considérée, entre Canche et Yser, les riches propriétaires de terres ont été très répandus; dans les documents consultés, il n'y a pas trace de petits propriétaires libres). — L. VERRIEST. La fameuse charte-loi de Prisches, en Hainaut, 1158 (elle a été retrouvée par l'auteur dans un cartulaire de la terre d'Avesnes, où elle est accompagnée d'une traduction romane du XIII^e siècle. Analyse de cette loi qui, comme celles de Lorrain et de Beaumont, eut de nombreuses filiales. Le texte latin et le texte roman sont publiés en deux colonnes parallèles). — A. VINCENT. Les livres xylographiques du XV^e siècle. Le « Spirituale pomerium » (le texte original de ce traité fut composé en 1440 par Henricus de Pomerio, chanoine augustin, aumônier des chanoinesses du Val-Sainte-Barbe à Tirlemont; les gravures datent de 1440 et ont été exécutées pour Pomerius, non par lui). — C.-rendus : Félix Rousseau. Henri l'Aveugle, comte de Namur et de Luxembourg, 1136-1196 (bon). — D. Brouwers. Cartulaire de la commune de Namur; t. V : 1621-1692. — Chronique. A. TIBERGHIEN. La « Carte de cabinet » des Pays-Bas autrichiens, par le général-comte Joseph de Ferrari (cette carte, levée de 1770 à 1777, vient d'être restituée par le gouvernement autrichien à la Bibliothèque royale de Bruxelles. Analyse de ce précieux document). — Juillet. P. CLOCHÉ. La politique étrangère d'Athènes de 371 à 361 av. J.-C. — P. JOUGUET. Les Lagides et les indigènes égyptiens

(avec une abondante bibliographie). — E. CAVIGNAC. Le calendrier ptolémaïque sous Philadelphe et Évergète (à propos des travaux de M. Edgar dans les « Annales du service des antiquités », t. XVII). — L. HALPHEN. Les origines asiatiques des « Grandes invasions ». — H. NELIS. Le style de Pâques à Diest au XIV^e siècle. — Dom Pl. LEFÈVRE. Une étape inconnue de l'itinéraire des Flagellants en Belgique au XV^e siècle (à Averbode, siège d'une abbaye de Prémontrés en Brabant, janvier 1400, v. st.). — C.-rendus : *J. Schwendemann*. Der historische Wert der « *Vita Marci* » bei den « *Scriptores historiae augustae* » (consciemment et bien documenté). — *L. Namèche*. La ville et le comté de Gembloux (bon). — *J. Vannérus*. Les comtes de Salm-en-Ardenne, 1029-1415 (très érudit). — *Gosses*. De rechterlijke organisatie van Zeeland in de middleeuwen (excellent). — *R. Fruin*. De keuren van Zeeland (nouvelle édition des coutumes de Zélande). — *Albert Monod*. La controverse de Bossuet et de Richard Simon au sujet de la « *Version de Trévoux* » (très intéressant). — Octobre-décembre. G. MILLET. La coupole primitive de Sainte-Sophie. — Dom Renier PODEVYN. Étude critique sur la « *Vita Gudulæ* ». — H. VAN WERVEKE. Comment les établissements religieux belges se procurent-ils du vin au haut moyen âge? (au moyen de vignes qu'ils possédaient en France et en Allemagne. Liste de ces possessions). — James W. THOMPSON. Henri le Lion et les théories politiques des Guelfes dans la Germanie féodale. — A. HANSAY. L'origine du patriciat à Liège au moyen âge. — V. TOURNEUR. La bataille de Roosebeke et le rosebeker (les pièces de monnaie dites « rosebeker » n'ont rien à voir ni avec le village de Roosebeke ni avec la bataille du même nom; le nom vient de ce qu'elles portent un « chapel de roses »). — H. NELIS. Clercs des Pays-Bas à l'Université d'Avignon en 1394. — F. UZUREAU. Prêtres français en exil à Maestricht, 1792-1793. — C.-rendus : *A. Jardé*. La formation du peuple grec (excellent guide de voyage à travers la Grèce ancienne). — *Rodolphe Hoornaert*. Sainte-Thérèse écrivain (beaucoup d'utiles renseignements). — *H. Strohl*. L'évolution religieuse de Luther jusqu'en 1515 (clair et précis). — *R. Will*. La liberté chrétienne (étude approfondie sur la personne de Luther). — *M. Hoc*. Le déclin de l'humanisme belge; étude sur Jean-Gaspard Gewaerts (bon). — *M. Rouff*. Les mines de charbon en France au XVIII^e siècle (longue analyse de cet intéressant volume). — *H. Donnedieu de Vabres*. Introduction à l'étude du droit pénal international (important pour l'histoire du droit).

GRANDE-BRETAGNE.

23. — **Quarterly Review**. 1924, janvier. — Lord HARDINGE OF PENHURST. La Société des Nations (à propos de la quatrième assemblée tenue à Genève; critiques très générales). — Lord ERNLE. Nos villages anglais (parle de quelques monographies récentes : celles

d'Arthur Pensonby sur le prieuré et le manoir de Lynchmere et Shulbrede, de R. C. Dudding sur le manoir et la paroisse de Saleby, d'Arthur L. Humphreys sur la paroisse d'East Hendred au comté de Berks). — Horatio F. BROWN. Venise et l'Angleterre; parallèle historique. — Dougal MALCOLM. La Compagnie anglaise de l'Afrique du Sud (fondée par une charte royale du 29 octobre 1889; rôle considérable joué par Cecil John Rhodes). — Le combat naval du Jutland (d'après le t. III de Julian Corbett et les souvenirs de deux officiers de la flotte anglaise : H. W. Fawcett et G. W. Hooper). — Richard M. GUMMERE. Matthew Arnold (essai sur « le plus grand des critiques anglais »). — Algernon CECIL. La politique étrangère de l'Angleterre autrefois et aujourd'hui (à propos des récents ouvrages de MM. Ward et Gooch). — J. H. MORGAN. La personnalité de Lord Morley, I (intéressants souvenirs, notamment sur les Irlandais, que Morley eut toujours en grande pitié. Il dit un jour : « C'est nous et l'Église qui les avons faits ce qu'ils sont »). — Sir A. W. WARD. L'alliance de Hanovre (d'après une étude récente de James Fred. Chance).

24. — *The Scottish historical Review*. 1924, janvier. — E. W. M. BALFOUR-MELVILLE. Les dernières années de la captivité de Jacques I^{er} d'Écosse et sa mise en liberté (récit minutieux de la captivité pendant le règne de Henri V et des négociations qui aboutirent au traité de 1423; on sait qu'une des conditions du traité était le mariage du roi captif avec Jeanne de Beaufort, mariage qui fut célébré à Sainte-Marie-Overy, Southwark, le 13 février 1424; le roi fut définitivement échangé le 24 mars suivant à Durham). — J. Storer CLOUSTON. Le « Lawthing » et les plus anciens fonctionnaires des Orcades (le « Lawthing » est une assemblée, cour ou tribunal, que les Scandinaves importèrent avec eux dans les Orcades; on n'en connaît bien le fonctionnement que depuis le XVI^e siècle; composition et compétence de cette institution au XVI^e et au XVII^e siècle. Quant à l'administration locale, elle comprenait trois organes : le comté, l'évêché et les « Royal estates », sorte de tiers état, qui avaient chacun une juridiction séparée). — G. F. BARWICK. Un trait de lumière sur le mystère de Marie Stuart. Récit par un contemporain, Pietro Bizari, du meurtre de Riccio et de Darnley (traduit un long passage de la « Historia de la guerra in Hungaria », d'après l'édition de 1568. Bizari explique les causes de la haine que Marie finit par ressentir contre Darnley, raconte la scène du meurtre et le mariage de la reine avec Bothwell, « ce qui confirma les lords dans le soupçon que le meurtre de Darnley était son œuvre ». Publie quelques lettres échangées entre Hubert Languet et Sir Philipp Sidney, où il est question de Bizari, 1573 et 1574. Bizari mourut peu de temps après le supplice de la reine). — Geo. NEILSON. L'île de Yell, une des Shetlands, et un acte de donation par James Folisdail à son frère Jean, 1639 (intéressant pour l'histoire de la propriété sous le régime du droit scandinave). — C. T. ATKINSON. Les régiments du Lowland, 52^e division, en 1914-

1918. — **Duc d'ARGYLL.** Deux documents tirés des archives d'Argyll (1^o lettre datée d'Elseneur, 1^{er} octobre 1580; elle est envoyée au roi Jacques VI; 2^o état de l'abbaye de Cupar après la suppression des biens du clergé régulier; vers 1559). — **J. T. Brown.** Notice nécrologique sur George Neilson (né le 7 décembre 1858, mort le 15 novembre 1923). = C.-rendus : *Bertram C. A. Windle. The Romans in Britain* (bien présenté, mais sans originalité). — *H. M. B. Reid. The divinity professors in the University of Glasgow, 1640-1903* (bon, avec d'abondantes bibliographies et d'excellents portraits). — *Arthur M. Hind. Wenceslaus Hollar and his views of London and Windsor in the xviith century* (planches très intéressantes qui font revivre le « Londres gothique »).

25. — The Times. Literary Supplement. 1923, 23 août. — *Allen Sinclair Will. Life of cardinal Gibbons, archbishop of Baltimore* (très intéressant). — *Joannes K. Fotheringham. Eusebii Pamphili Chronici canones* (excellente édition de la Chronique d'Eusèbe de Césarée traduite par saint Jérôme). — *F. J. C. Hearnshaw. The social and political ideas of some great medieval thinkers* (recueil de conférences par des auteurs différents sur saint Augustin, Jean de Salisbury, saint Thomas d'Aquin, Dante, Pierre Dubois, Marsile de Padoue et Wycliffe). — *W. O. E. Oesterley. The sacred dance; a study in comparative folklore* (fort intéressant). — *Sir George O. Trevelyan. The life and letters of Lord Macaulay* (nouvelle édition à peine remaniée d'un ouvrage remarquable). = 30 août. *Thomas J. Norton. The constitution of the United States* (remarquable). — *Otto Bauer. Die österreichische Revolution* (important témoignage par le chef du parti socialiste en Autriche, qui fut même, en 1918-1919, secrétaire d'État pour les affaires étrangères. C'est aussi une sorte d'autobiographie). — *George O'Brien. Advertisements for Ireland. Being a description of the state of Ireland in the reign of James I* (ce document curieux paraît avoir été composé par Sir Henry Bourchier, plus tard cinquième comte de Bath; c'était un Anglo-Irlandais, membre d'une commission d'enquête sur les affaires d'Irlande en 1622). = 6 septembre. *Benito Mussolini. Il mio diario di guerra* (intéressant). — *William Stearns Davis. A short history of the Near East* (bon résumé de l'histoire de Turquie, que l'auteur fait commencer à la fondation de Constantinople en 330). — *Edmond Gaudard. Catalogue des manuscrits des anciennes archives de l'Inde française; I : Pondichéry, 1690-1788* (bonne compilation, très instructive). — *Sophie Bryant. Liberty, order and law under native Irish rule* (bonne étude sur les lois des Brehons). — *Warner. The Shahnama of Firdousi, vol. VIII* (très bonne traduction du Shah namé ou « Livre des rois », du grand poète persan Firdousi, qui le termina en l'an 1010). — *Sir Christopher Wren; memorial volume, 1632-1723* (intéressant recueil d'articles faits pour commémorer le second centenaire de la mort du célèbre architecte anglais). = 13 septembre. *H. Asquith. The*

genesis of the war (important témoignage, accablant pour le Kaiser et le parti militaire). — *Lady Paget. Embassies of other days* (souvenirs fort intéressants d'une Allemande d'origine, qui s'appelait Walburga Hohenthal, et qui épousa Auguste Paget, ambassadeur successivement à Copenhague, Lisbonne, Florence, Rome, Vienne, aux moments les plus tragiques de l'histoire européenne, de 1860 à 1893). — *T. Eric Peet et C. Leonard Woolley. The city of Akhbenaten* (excellente étude archéologique sur une ville construite à El Amarna par un roi hérétique d'Égypte). — *David Alec Wilson. Carlyle till marriage, 1795-1826* (bon résultat de recherches approfondies). — *Bayard Quincy Morgan. A bibliography of German literature in english translation* (excellente bibliographie des livres allemands qui ont été traduits en anglais depuis l'origine jusqu'en 1917). — 20 septembre. *Francis Parkman* (notice sur le célèbre historien canadien, dont les œuvres viennent d'être rééditées à l'occasion de son centenaire). — *Giuseppe Prezzolini. La cultura italiana* (remarquable). — *George N. Barnes. From workshop to war Cabinet* (intéressants souvenirs d'un homme qui a occupé une place éminente dans le parti travailliste en Angleterre et qui, pendant la guerre, a fait partie du ministère). — *J. de V. Loder. The truth about Mesopotamia, Palestine and Syria* (beaucoup de faits utiles à connaître). — *W. C. Mackenzie. The life and times of John Maitland, duke of Lauderdale, 1616-1682* (bon). — *Jean Plattard. Guillaume Budé, 1468-1540*, et les origines de l'humanisme français (bon). — 27 septembre. *Lord Morley* (notice nécrologique). — *Christian literature in Moslem lands* (instructif recueil de rapports rédigés par des missionnaires sur l'islamisme, sa diffusion dans le monde et sa situation actuelle au point de vue chrétien; intéressant même au point de vue politique). — *Harold Stannard. The fabric of Europe* (bon; mais plus d'une des idées de l'auteur est déjà dépassée ou déjouée par les événements). — *John Buchan. France* (recueil d'essais destinés à faire comprendre aux Anglais comment s'est faite la France d'aujourd'hui). — *F. S. Marvin. Science and civilization* (intéressant). — *E. Potter. Corpus vasorum antiquorum*, livr. 1 (remarquable). — 4 octobre. *D. Lloyd George. Is it peace?* (recueil d'articles de journaux publiés par l'ancien premier ministre depuis la chute de son cabinet, de discours qu'il a prononcés sur les grandes questions de l'heure présente. Quelques belles pages, mais beaucoup de déchet). — *Godfrey Elton. The revolutionary idea in France, 1789-1871* (intéressant). — *Philip Gibbs. Adventures in journalism* (amusant et instructif). — *J. W. Fortescue. A history of the British army*; vol. XI : 1815-1838 (remarquable). — *F. de Navenne. Rome et le palais Farnèse* pendant les trois derniers siècles (excellent). — *W. Sanday et C. H. Turner. Novum Testamentum sancti Irenaei episcopi Lugdunensis* (édition admirable). — *C. J. Gadd. The fall of Nineveh; the newly discovered Babylonian chronicle* (important). — 11 octobre. L'utopie et ses rêves (à propos de deux livres récents : « The story of Utopias », par

Lewis Mumford, et « The history of Utopian thought », par *Joyce O. Hertzler*. — *H. Westergaard, Samuel Thomas* et *K. O. Vedel-Petersen*. Losses of life caused by war (recherches très étendues, par *S. Dumas*, de l'Université de Lausanne, sur les pertes de vies humaines de 1763 à 1914, et par un Danois, membre du département de statistique, pendant la Grande Guerre). — *F. M. Cullah*. The Australian flying corps, 1914-1918 (intéressant surtout pour l'expédition anglaise de Mésopotamie). — *J. H. Longford*. Japan (bon résumé de l'histoire du Japon). — *H. F. Reeve*. The Black Republic : Liberia ; its social and political conditions to day (bon). — *W. Alison Phillips*. The Revolution in Ireland, 1906-1923 (bon). — *W. R. Lethaby*. Londinium ; architecture and crafts (excellent répertoire de tous les faits recueillis par les archéologues sur Londres à l'époque romaine). — *G. M. Trevelyan*. Manin and the Venetian revolution of 1848 (épisode conté avec autant d'art que de précision). — 18 octobre. Les journaux et l'histoire (d'après l'ouvrage de *Lucy Maynard Salmon* : « The Newspaper and the historian », qui considère les informations données par les journaux comme sans valeur historique ; l'auteur fait surtout le procès de la presse pendant la guerre mondiale). — *Rudolf Cuno*. Der Kampf um die Ruhr (l'auteur estime qu'en définitive, grâce à l'aventure de la Ruhr, l'Allemagne a reconquis la situation morale qu'elle avait autrefois dans l'opinion du monde et que la défaite lui avait fait perdre ; c'est maintenant la France qui est frappée d'ostacisme et le traité de Versailles qui est le grand coupable du chaos européen). — *M. Harden*. Deutschland, Frankreich, England (ce livre du célèbre pamphlétaire est une satire virulente de la politique allemande). — *D. C. Somervell*. Studies in statesmanship (contre-partie de la thèse de Carlisle sur le rôle des héros et des prétendus grands hommes dans l'histoire). — *Cécile Tormay*. An outlaw's diary, 2^e partie (histoire de l'insurrection communiste en Hongrie par une ardente révolutionnaire. « Vive la dictature du prolétariat ! » Ces cinq mots indiquent l'esprit dans lequel est écrit son livre). — *Theodor M. Fries*. Linnaeus (adaptation en anglais, par *B. D. Jackson*, d'une instructive biographie du célèbre botaniste écrite en Suédois). — Sir *J. G. Frazer*. Folklore in the Old Testament (édition condensée d'un ouvrage en trois volumes dont on connaît l'importance). — *M. F. Farbridge*. Studies in biblical and semitic symbolism (instructif). — *James Mavor*. My windows on the streets of the world (piquant recueil d'observations sur le monde scientifique, littéraire et politique depuis un demi-siècle ; l'auteur, qui fut appelé en 1892 à professer l'économie politique à Toronto, a beaucoup à nous dire, non seulement sur le Canada, mais encore sur la Sibérie, la Chine et le Japon). — 25 octobre. L'Europe et l'Empire (à propos de la « Cambridge history of British foreign policy » ; III : 1866-1919). — Sir *Rennell Rodd*. Social and diplomatic memories ; 2^e série : Egypt and Abyssinia (important). — *Lionel Vibert*. The constitutions of Freemasons, 1723. — *M. San-*

derson. An examination of the masonic ritual (bon). — *J. A. Spender*. The life of the R. Hon. Sir Henry Campbell-Bannermann (instructif). — *Athur P. T. Samuels*. The early life, correspondence and writings of the R. H. Edmond Burke (livre trop long, mais d'un grand enseignement). — *Ballard et Tait*. British borough charters, 1216-1307 (remarquable). — 4^e novembre. *Shafaat Ahmad Khan*. The East India trade in the XVIII^e century (il n'est traité ici que du commerce de l'Inde avec l'Angleterre; les sources anglaises ont été utilisées avec soin et intelligence; mais il aurait fallu consulter aussi les documents et les livres néerlandais). — Général *F. J. Moberley*. The campaign in Mesopotamia, 1914-1918, I (excellent). — The Memoirs of Alexander Herzen, I et II, trad. par *J. D. Duff* (très intéressant). — *Lord Charnwood*. Theodore Roosevelt (bon). — *J. Armitage Robinson*. The times of saint Dunstan (agréable et savante esquisse). — *Alexander Carlyle*. Letters of Carlyle to John Stuart Mill, John Sterling and Robert Browning. — 8 novembre. *Collman Phillipson*. Three criminal law reformers : Beccaria, Bentham, Romilly (remarquable). — *Winston S. Churchill*. The world crises, 1915, II (affaire des Dardanelles, conflit entre Churchill, Kitchener et Fisher, entre l'Amirauté et la Guerre. Témoignage très important). — *Kishio Satomi*. Japanese civilization (ouvrage important par un disciple du grand philosophe bouddhiste Nichiren). — *Kiyoshi Ogata*. The cooperative movement in Japan (instructif; recommandé par Sidney Webb). — *James H. Cousins*. The new Japan (pénétrantes observations recueillies par un Irlandais qui, après avoir suivi les leçons de théosophie données à Madras par M^e Besant et constaté l'« arrogance de la domination britannique » en Inde, alla enseigner au Japon). — *Edmund Curtis*. A history of mediaeval Ireland, 1110-1513 (étude approfondie). — *E. H. Pearce*. Thomas de Cobham, bishop of Worcester, 1317-1327 (a mis à profit le registre de cet évêque). — *C. A. Windle*. The Romans in Britain (intelligente vulgarisation). — Cardinal *Gasquet*. The religious life of king Henry VI (plaidoyer en faveur de la canonisation du malheureux Henri VI). — 15 novembre. *Harold F. Jacob*. Kings of Arabia (histoire d'Aden et des États musulmans voisins, par un homme qui a passé plusieurs années dans le pays). — *Herbert A. Gibbons*. Europe since 1918 (superficiel et souvent erroné; quelques observations personnelles à retenir). — *Margaret E. Hirst*. The Quakers in peace and war (bon). — Baron *F. von Hügel*. The mystical element of religion (nouvelle édition, à peine modifiée). — *Howard Carter et A. C. Mace*. The tomb of Tut-Ankh-Amen, I (admirables reproductions). — *A. Polau y Dulcet*. Manual del librero hispano americano (important catalogue de librairie). — 22 novembre. Sir *Thomas G. Jackson*. The renaissance of roman architecture (ingénieux et original). — La politique orientale de l'Allemagne en Perse (remarquable). — *Hume Wrong*. Government of the West Indies (bon). — The letters of the Tsaritsa to the Tsar (nou-

velle série de ces lettres, qui ajoutent peu de chose à l'intérêt des premières. La dernière relate en termes très saccadés les premiers bruits sur l'assassinat de Rasputine). — *John Buchan*. British America (recueil d'articles composés par divers collaborateurs sur l'histoire et le développement économique du Canada). — Twenty select colloquies of *Erasmus*; trad. par Sir Roger L'Estrange (cette traduction par L'Estrange, qui fut en son temps un pamphlétaire tory, et qui la publia en 1680, au moment du « Papish plot » machiné par Titus Oates, a peut-être encore plus de saveur que l'original). — *T. Rice Holmes*. The roman republic and the founder of the empire (grande érudition et vigueur de style). — *Leighton Pullan*. Religion since the Reformation (œuvre d'un anglo-catholique, partiale, mais brillante et originale). — *R. T. Gunther*. Early science in Oxford; II : Astronomy (remarquable). — 29 novembre. *Leonida Bissolati*. La politica estera dell' Italia, 1897-1920; scritti e discorsi (important). — *Sir Charles Lucas*. The empire at war, II (ce volume concerne surtout le Canada et le concours apporté par lui à la Grande Guerre). — *Suetonius*. History of the twelve Cæsars (réédition de la traduction donnée par Philémon Holland en 1606). — *Theodor Herzl*. Tagebücher (ces journaux, tenus de 1895 à 1904, sont indispensables pour l'histoire du mouvement sioniste, dont Herzl a été le plus actif promoteur). — *Fr. H. Melland*. In witch-bound Africa (intéressant rapport sur les croyances primitives des Bakaondes, tribu de la race Bantou dans la Rhodésie septentrionale). — *H. I. Priestley*. The Mexican nation; a history (bien informé et impartial). — *A. Weigall*. Tutankhamen and other essays (récit imagé des premières fouilles). — *Ad. Deissmann*. The religion of Jesus and the faith of Paul (deux remarquables conférences). — 6 décembre. *Philip Neame*. German strategy in the great war (instructif). — *Anna Virubova*. Memories of the Russian court (ces mémoires de l'intime amie de la tsarine n'apprennent plus grand' chose, maintenant qu'on possède la correspondance de la tsarine avec le tsar; ils contribuent néanmoins à dissiper plus d'une légende calomnieuse sur le compte de l'impératrice). — *W. C. Willoughby*. Race problems in the New Africa (ouvrage bien renseigné et judicieux). — *Dom Bede Camm*. Pilgrim paths in latin lands (décrit avec enthousiasme les plus fameux des pèlerinages). — *Fred. Chamberlin*. The sayings of Queen Elizabeth (intéressant). — *Albert T. Clay*. The origin of biblical traditions (bonne étude sur les rapports entre l'antique civilisation babylonienne et celle des peuples sémitiques de la Syrie et de la Palestine). — *Jos. Wells*. Studies in Herodotus (contient onze intéressantes dissertations). — 13 décembre. *James A. Williamson*. English colonies in Guiana and on the Amazon, 1604-1668 (bon). — *Ph. Kerr et Lionel Curtis*. The prevention of war (intéressant et instructif; mais les auteurs se tiennent exclusivement au point de vue anglo-saxon, comme si l'avenir du monde dépendait de la conception que s'en font les Anglais et les Américains). — *W. H. Moreland*. From

Akbar to Aurengzeb; a study in Indian economic history (bonne étude sur la Compagnie des Indes orientales). — *John C. Van Dyke*. Rembrandt and his school; a critical study of the master and his pupils (critique très virulente des attributions récemment faites à Rembrandt et à ses élèves, tant en Allemagne qu'en Amérique). — *Hubert J. Treston*. A study in ancient greek blood-vengeance (étude historique et juridique sur le meurtre dans la Grèce ancienne). — *William Pierce*. John Penry; his life and writings (bonne étude sur un « humaniste » du temps d'Élisabeth, un des auteurs présumés des célèbres pamphlets publiés sous le nom de « Marprelate »). — *Corrado Ricci*. Beatrice Cenci (excellent). — La production bibliographique en 1623 et ce qui en reste (à l'occasion de la publication du premier Folio de Shakespeare, M. Alfred Pollard a relevé la liste des livres publiés en cette même année 1623; il en a trouvé 145, dont 115 ont pu être identifiés dans les bibliothèques anglaises. Dans ce nombre ne figurent ni les « ballades » ni les feuilles volantes de nouvelles ou « Currants »). — 20 décembre. General *P. N. Krasnov*. From the two-headed eagle to the red flag, 1894-1921 (c'est le premier ouvrage critique où l'on essaie d'exposer les prodromes de la Révolution russe. La traduction anglaise est très médiocre). — *S. E. Morison*. Sources and documents illustrating the american Revolution, 1764-1788, and the formation of the federal constitution (excellent). — *G. P. Gooch*. Franco-german relations, 1871-1914 (résumé clair et utile). — *John A. Gibbs*. The history of Antony and Dorothea Gibbs and of the early years of Antony Gibbs and sons (important pour l'histoire du commerce, d'après les archives de la famille qui nous renseignent sur les choses d'Espagne au temps de Napoléon I^r). — *Henry O. Taylor*. Freedom of the mind in history (bon). — *Marguerite Wood*. Foreign correspondence with Marie de Lorraine, queen of Scotland, from the originals of the Balcarres papers, 1537-1548 (intéressant pour la peinture des mœurs à la cour de France et à celle d'Écosse). — *William L. Mathieson*. English Church reform, 1815-1840 (utile documentation; mais ajoute peu en somme à l'ouvrage d'Élie Halévy). — *Victoria Sackville West*. The diary of Lady Anne Clifford (on publie des souvenirs sur Lady Anne pour l'année 1603 et son journal de trois années, 1616, 1617 et 1619; intéressant pour l'histoire de la haute société au temps de Jacques I^r). — *Walter Wreszinski*. Atlas zur altägyptischen Kulturgeschichte (important recueil de 424 planches photographiques provenant pour la plupart de tombes thébaines). — 27 décembre. *Gilbert Slater*. The dravidian element in indian culture (attache une grande importance à l'élément dravidiens dans la formation de la civilisation aryenne). — *G. N. Clark*. The dutch alliance and the war against french trade, 1686-1697 (plein de détails intéressants et d'une lecture agréable). — *Henry D. Sedgwick*. Ignatius Loyola (remarquable). — *Joseph Quincy Adams*. A life of William Shakespeare (excellent recueil de faits bien présentés; peu de contro-

verse). — *J. M. Robertson*. The Shakespeare canon, part II (études critiques très pénétrantes sur la part qui revient en propre à Shakespeare dans la composition de ses drames). — 1924, 3 janvier. *L. H. Skillington*. A history of Leicester (bon). — *Cl. Bernardy* et *V. Falorsi*. La questione adriatica vista d'oltre Atlantico (beaucoup de faits intéressants et plusieurs documents inédits sur le président Wilson et sa conduite à l'égard des visées italiennes sur l'Adriatique. Les auteurs ont fait tous deux partie de la mission italienne aux États-Unis et M^e Bernardy a été pendant un temps employé à la délégation italienne à Paris). — *Coupland*. Wilberforce (excellente biographie). — *H. Oppenheimer*. The constitution of the german republic (critique approfondie et sévère de la constitution de Weimar). — Comte *Alex. Skrzynski*. Poland and peace (habile plaidoyer; il rendra service en faisant mieux connaître au public anglais la Pologne, que le gouvernement britannique a longtemps traitée avec un sentiment d'hostilité). — *Karl von Amira*. Die germanischen Todesstrafen (remarquable). — *W. A. Wigram*. The separation of the monophysites (excellent). — *F. Gavin*. Some aspects of contemporary greek orthodox thought (instructif). — 10 janvier. *Stephen Gwynn*. The history of Ireland (intéressant surtout pour l'histoire des vingt dernières années). — *Field-Marschall Conrad*. Aus meiner Dienstzeit, 1906-1918, t. IV (ce volume se rapporte aux trois mois qui vont de l'assassinat de Sarajevo à la retraite des Autrichiens en Galicie, fin septembre 1914; les opérations militaires y occupent plus de place que la politique). — The Cambridge medieval history; IV : The eastern roman empire, 717-1453 (très important). — *Sir Verney Lovett*. India (bon résumé). — *Jos. Strzygowski*. The origin of christian church art (excellente traduction anglaise d'un livre très original et même paradoxa). — *Charles E. Raven*. Apollinarism, an essay on the christology of the early Church (remarquable). — Résultats des plus récentes fouilles en Italie (environs de Rome, Ostie, etc., par Dr. T. Ashby; suite et fin le 17 janvier : Tivoli, Italie septentrionale et Sicile). — 17 janvier. *Muriel Buchanan*. Recollections of imperial Russia (peu de souvenirs personnels; ce que l'auteur raconte de la Russie depuis Pierre le Grand a peu de valeur). — *Cora L. Scofield*. The life and reign of king Edward IV (remarquable documentation). — 24 janvier. *Jan Kucharzewski*. Od bialego caratu do Czerwonego I (importante étude sur le développement du système politique en Russie depuis le tsarisme blanc jusqu'au présent règne du tsarisme rouge). — *W. Page*. The Victoria history of the counties of England. Yorkshire, West riding, II (excellent). — *Lepsius, Bartholdy* et *Thimme*. Die grosse Politik der europäischen Kabinette, 1871-1914, t. VII-XII (important recueil de documents tirés des Affaires étrangères de Berlin; très instructif pour la période qui suivit la chute de Bismarck). — *B. A. G. Fuller*. History of greek philosophy : Thalès to Democritus (bon). — *Adrian Fortescue*. The Uniate eastern

Churches. The byzantine site in Italy, Sicily, Syria and Egypt; edited by *George D. Smith* (importants fragments d'une œuvre posthume). — 31 janvier. Trois ouvrages sur Mussolini : baron *Bernardo Quaranta di San Severino* : Mussolini, as revealed in his political speeches; *Clayton S. Cooper* : Understanding Italy; *Carleton Beals* : Rome or death; the story of fascism (aident à bien faire comprendre les inspirations et les aspirations des chemises noires qui ont porté Mussolini à la tête du gouvernement afin de restaurer en Italie le principe d'autorité en même temps que de socialisme pratique). — *John Buchan*. The Baltic and Caucasian states (instructif). — *E. W. Bowcock*. Shropshire place-names (très bonne étude sur la formation des noms de lieux d'origine germanique). — *C. W. Domville-Fife*. Among wild tribes of the Amazons (important).

26. — *Transactions of the royal historical Society*. 4^e série, t. VI, 1923. — *G. C. EDMUNDSON*. Les rapports de la Grande-Bretagne avec la Guyane (et les contestations pour les frontières avec l'Espagne et le Portugal). — *R. A. ROBERTS*. Les origines de l'État américain : la Géorgie ; un effort de philanthropie et de propagande protestante (d'après le journal de Lord Egmont, que publie la Commission des mss. historiques, 1730-1738. Intervention de George Whitefield et des Wesley, fondateurs du méthodisme). — *Charles JOHNSON*. De la manière dont étaient tenus les comptes de la garde-robe au temps d'Édouard I^{er} (indications très précises sur les sources et sur les principaux articles des comptes concernant la « *Magna garderoba* »). — *Emilio RE*. La colonie anglaise à Rome pendant le XIV^e siècle (communique trois documents nouveaux sur l'hospice fondé en 1362 dans le quartier de « *Regola* » par John Shepherd et sa femme Alice « *pro subsidio infirmorum pauperum* ». Ces documents, provenant d'archives notariales conservées dans l' « *Archivio di stato* », sont tous de l'an 1365). — *Sir Charles Harding FIRTH*. Les portraits d'historiens à la « *National portrait gallery* » (notes bio-bibliographiques). — *E. W. HENSMAN*. Les comtés du centre (East Midland counties) et la seconde guerre civile, de mai à juillet 1648 (récit très minutieux des opérations militaires).

CHRONIQUE.

France. — Dans les premiers jours de la présente année, l'érudition française a été durement éprouvée par la mort de deux savants considérables : Ernest BABELON (3 janvier 1924) et René BASSET (7 janvier). — Babelon, conservateur du département des médailles à la Bibliothèque nationale, professeur au Collège de France, membre de l'Académie des inscriptions, s'est fait un nom plus qu'européen par ses nombreuses publications sur les médailles, monnaies et joyaux dont il avait la garde ; il a fourni aux historiens de l'antiquité classique des documents importants, admirablement mis par lui en valeur, ouvert des vues nouvelles et fécondes sur la monnaie considérée tant en elle-même que comme moyen d'échange, et par conséquent sur l'histoire des routes commerciales dans l'antiquité et au moyen âge. Né le 7 novembre 1854, il suivit d'abord les cours de l'École des chartes et de l'École des hautes études, puis il entra au Cabinet des médailles en 1882 ; son intelligence, son activité, la variété et la valeur de ses productions, l'aménité de son caractère lui ont mérité les situations les plus honorables, où il ne cessa de travailler et d'agir pour le plus grand profit de la science et de la patrie.

M. René Basset, doyen de la Faculté des lettres d'Alger, un des premiers arabisants de l'Europe, était le maître incontesté des études berbères. Il était né le 24 juillet 1854.

— Le 31 janvier 1924 est mort M. Jules DELAVAUD, ministre de France à Stockholm. Il venait de demander sa mise à la retraite et il allait rentrer en France pour se donner tout entier aux études historiques, auxquelles il avait consacré les loisirs d'une carrière très bien remplie, quand il fut enlevé par une crise cardiaque à l'âge de soixante-quatre ans. On lui doit de nombreux articles sur la Sain-tonge, son pays originaire, mais aussi sur les pays du Nord, enfin sur Louis XIV et son temps.

— La mort de M. Marcel THÉVENIN (février) est une perte pour l'École des hautes études où il professait, sans aucune interruption, depuis 1871 ; il y enseignait l'histoire des institutions et des sources françaises et surtout allemandes au moyen âge. On lui doit une traduction française d'études sur le droit franc de Sohm (n° 13 de la « Bibliothèque de l'École »), une étude sur la *Propriété au moyen âge : moulins et fours, et les Communia*, un *Recueil de textes relatifs aux institutions privées des époques mérovingienne et carolingienne* (1887), etc.

— Notre collaborateur M. Pierre BERTRAND, de qui nous avons récemment publié une étude sur la composition des mémoires de Richelieu, vient de mourir (18 février), dans sa soixante-treizième année. Il avait l'an dernier pris sa retraite comme bibliothécaire en chef du ministère des Affaires étrangères.

— Sur la vie et l'œuvre du chanoine Ul. CHEVALIER, on consultera utilement d'abord la brochure publiée à l'occasion de son élection à l'Académie des inscriptions et belles-lettres : *M. le chanoine Ulysse Chevalier, membre de l'Institut. Son œuvre scientifique, sa bibliographie* (nouvelle édition, publiée par les soins de la Société d'archéologie de la Drôme, 1912), et, tout récemment, une brochure contenant les discours prononcés à ses funérailles (30 octobre 1923), ainsi que plusieurs lettres et témoignages relatifs à cet admirable bibliographe (*le Chanoine Ulysse Chevalier, membre de l'Institut, 1841-1923*. Valence, Jules Céas et fils, janvier 1924, in-8°, 48 p. Extrait du *Bulletin de la Société d'archéologie de la Drôme*, t. LVIII).

— Le prix triennal fondé par la marquise Arconati-Visconti, née Alphonse Peyrat, a été décerné par l'Université de Paris aux deux thèses de M. Émile CHAUDRON : *la Grande peur en Champagne méridionale, 26-29 juillet 1789* (Éditions de la Vie universitaire, in-8°, XIX-149 p.; prix : 12 fr.), et *l'Assistance publique à Troyes à la fin de l'ancien régime et pendant la Révolution* (*Ibid.*, XXIII-544 p.; prix : 25 fr.).

— La soutenance des thèses a eu lieu à l'École des chartes les 28-31 janvier 1924. Voici, d'après les *Positions*, les titres des thèses soutenues et le nom des auteurs : Robert AVEZOU. Les comtes de Périgord et leurs domaines de Périgord et de Quercy au XIV^e siècle.

— Georges BAILHACHE. Les maîtres des requêtes de l'hôtel du roi depuis l'avènement de Jean le Bon (1350) jusqu'à l'édit de Compiègne (août 1553). — Henri DE BERRANGER. La sénéchaussée de Poitou de la mort d'Alphonse de Poitiers (21 août 1271) à l'occupation anglaise (1361). — Étienne BONNAIRE. Histoire des abbayes de Saint-Rion et de Beauport, au diocèse de Saint-Brieuc, depuis les origines jusqu'en 1630. — André CHAMSON. Étude sur la géographie historique et l'histoire de l'évêché d'Arisitum, du VI^e au VIII^e siècle. — Étienne DELCAMBRE. Les rapports de Jean II d'Avesnes, comte de Hainaut, avec le royaume de France (1280-1297). — Joseph DESPONT. Une famille seigneuriale aux XIII^e et XIV^e siècles. La famille de Garlande. — Alfred-L. FOULET. La lettre de Jean Sarrasin à Nicolas Arrode. — Jean-Baptiste GONDY. Le commerce avec le Levant sous Louis XI. — Jacques HAUMONT. Les romans de Girart de Roussillon au XIV^e et au XV^e siècle. — André JAULME. Étude sur François Regnault, libraire et imprimeur à Paris (1500-1541). — Pierre MAROT. Neufchâteau en Lorraine au moyen âge. — Jacques MEURGEY. Histoire de la paroisse

Saint-Jacques-de-la-Boucherie, des origines à 1600. — Raymond MIGEOT. La diplomatie du comte de Vergennes et la liberté de l'Escaut (1784-1785). — Georges RECOURA. Les assises de Romanie, édition critique avec une introduction et des notes. — Guy DE TOURNADRE. Histoire du comté de Forcalquier, XIII^e siècle. — Jeanne VIELLIARD. Le latin des diplômes royaux et chartes privées de l'époque mérovingienne. Quatre de ces thèses ont été signalées comme particulièrement dignes d'attention au ministre de l'Instruction publique : celles de M^{me} Vielliard, de MM. Recoura, Foulet et Avezou.

— Pour le cinquantenaire de la mort de MICHELET, 9 février 1924, la librairie Rouff a commencé une réédition de son *Histoire de la Révolution française*, par fascicules hebdomadaires illustrés de gravures sur bois (prix de la souscription à l'ouvrage complet : 55 fr.).

— Une Société des études latines s'est fondée en mars 1923, afin d'améliorer les conditions du travail scientifique et de l'enseignement. Le président en est M. Louis Havet. La cotisation annuelle est de 20 francs. Chacun des membres recevra un Bulletin ; les communications doivent être adressées à M. Marouzeau, secrétaire-administrateur, demeurant à Paris, 4, rue Schœlcher, XIV^e.

— La librairie E. de Boccard annonce une *Histoire du monde*, publiée sous la direction de M. Eugène CAVIGNAC, professeur à l'Université de Strasbourg. Elle comprendra douze volumes, répartis entre une vingtaine de collaborateurs, parmi lesquels, outre M. Cavagnac, on trouvera MM. de La Vallée-Poussin, J. Zeiller, H. Maspero, Gaudefroy-Demombynes, Fléchier, de Périgny, Vaader Linden, Tramond, Vermeil, Pérès, Rocheblave, etc. Chaque volume sera mis en vente au prix de 20 à 25 francs.

— *L'Année sociologique*, que la guerre et la mort du regretté Émile Durkheim avaient arrêtée, va bientôt reparaître par les soins de « l'Institut français de sociologie », dont le président est M. Maus.

— Une *Revue anglo-américaine* vient de paraître; la première livraison a été publiée en octobre 1923. Nous y relevons un article de George-Edgar BONNET sur la politique monétaire des États-Unis et une note de M. LEGOUIS intitulée : « Quelques mots encore sur la fille française de Wordsworth. » Il s'agit, comme on sait, d'Annette Vallon que le poète connut à Orléans en 1791, qu'il promit d'épouser et qu'ensuite il oublia, lui laissant une fille. — Cette Revue est dirigée par MM. Cazamian et Cestre, avec un « Comité de direction » présidé par M. Émile Legouis (Paris, les Presses universitaires. Six livraisons par an; abonnement : 35 francs pour la France et 45 francs pour l'étranger).

— Société d'histoire du droit. Séance du 14 décembre 1922. — BATCAVE. Une forme de propriété indivise de familles : la source

salée de Salies de Béarn (la propriété de cette source, qui coule sur le domaine public, ne repose sur aucun acte connu; elle a vraisemblablement pour origine une concession à la communauté même). — Marcel FOURNIER. *Le cartulaire de Mirepoix* publié par M. Félix Pasquier. — 1923, séance du 11 janvier. COLLINET. L'enseignement du droit à l'école de Beyrouth (expose le programme des études dans les écoles avant Justinien, notamment à Beyrouth, la plus célèbre de toutes, et les ouvrages de jurisprudence antique mis alors aux mains des étudiants). — 8 février. Roger GRAND. Un sens peu connu du mot « désaveu » en droit coutumier : le désaveu de communauté familiale par devant l'échevinage (d'après le *Cartulaire* encore inédit de Provins, dont les actes s'échelonnent de 1271 à 1330). — GUÉBIN. Les confiscations pour rupture d'hommage dans le comté de Poitiers, à l'occasion de la révolte de 1242 (cette opération assura au comte Alphonse et à ses successeurs, les rois de France, des profits considérables dans toute la région comprise entre Le Blanc et l'Océan) — 15 mars. M. MARION. Les partages de présuccession (il s'agit des partages anticipés, que la législation révolutionnaire a imposés ou proposés aux descendants d'émigrés, dans le dessein d'attribuer immédiatement à la République les parts d'héritage devant advenir à leurs enfants émigrés). — F. MARTROYE. Les « defensores ecclesiae » aux v^e et vi^e siècles. — 19 avril. GÉNESTAL. Les plaidis de la sergenterie de Mortemer, 1320-1321 (d'après un rouleau de parchemin contenant huit sessions et quelques procédures faites hors plaidis devant le vicomte). — E. CHÉNON. Un manuscrit de cours de Pierre Jan, sieur du Rabot, professeur royal de droit français à l'Université de Bourges, 1703-1742 (ce manuscrit a été donné récemment à la Faculté de droit de Paris, qui avait déjà reçu en 1921 un manuscrit analogue. Comparaison de ces deux manuscrits).

— L'Office national des Universités et écoles françaises, que dirige M. Charles PETIT-DUTAILLIS, a publié le tome I de sa « Bibliothèque » : *Documents concernant l'expansion scientifique et universitaire de la France* (Paris, les Presses universitaires de France, 1913, in-8°, 200 p.). On y trouvera : 1^o les rapports sur l'activité de l'Office, notamment aux États-Unis et en Angleterre; 2^o des documents sur les instituts français de Florence, Naples, Madrid, Barcelone, Londres, Prague, Buenos-Ayres et sur la mission française en Roumanie; 3^o le texte des lois et règlements concernant les professeurs français détachés à l'étranger; 4^o celui des conventions et accords réglant les relations scientifiques, universitaires et scolaires avec certains pays étrangers; 5^o une statistique des étudiants étrangers qui ont été immatriculés en 1922 avec les décrets arrêtés et circulaires sur les équivalences de baccalauréat, de licence et de certificats d'études supérieures de lettres.

— Nous avons déjà annoncé (t. CXXXIX, p. 117) l'utile répertoire des *Ressources du travail intellectuel en France*, publié par

MM. Edme TASSY et Pierre LÉRIS. Ils viennent d'en donner un *Supplément* pour les années 1921-1923. Dressé dans le même cadre et avec les mêmes subdivisions que dans le volume primitif, ce Supplément indique les faits nouveaux qui se sont produits dans les trois dernières années. On y verra avec quelle ardeur féconde s'est accru le travail intellectuel pendant ce court espace de temps; le grand public ne s'en aperçoit guère, surtout à l'étranger, parce que, si l'on travaille beaucoup en France, c'est toujours en ordre dispersé. Aussi le répertoire de MM. Tassy et Léris est-il d'un haut enseignement. Au point de vue pratique, les indications qu'il contient sont d'une immédiate et permanente utilité.

Ch. B.

— *Qui êtes-vous? Annuaire des contemporains; notices biographiques* (Paris, G. Ruffy et Ch. Delagrave, 1924, in-8°, 806 p.; prix : 20 fr.). — Cette compilation, établie sur le modèle du *Who is who?* anglais et américain, a paru sous une première forme en 1912; elle a été entièrement refondue pour l'édition de 1924. Le cadre en a été élargi : au lieu d'être limité à Paris, il comprend maintenant toute la France économique, intellectuelle, artistique. Les historiens apprécieront particulièrement, outre les indications biographiques sur certains auteurs, la bibliographie, parfois très détaillée, de leurs œuvres. Peut-être pourra-t-on, dans un autre tirage, que nous souhaitons très prochain, établir un plus juste équilibre entre ces notices. On en profitera en outre pour corriger un nombre assez considérable de menues erreurs et omissions. Telle qu'elle est, on constate dans cette nouvelle édition un progrès considérable et il faut lui souhaiter un tel succès qu'elle devienne réellement un « Annuaire ». Ch. B.

— L'Académie des inscriptions et belles-lettres a distribué à ses membres un très utile et instructif livret donnant son Histoire, indiquant les prix qu'elle est appelée à distribuer, les fondations dont elle administre les revenus, les publications entreprises par ses membres ou sous son patronage (*Institut de France. L'Académie des inscriptions et belles-lettres. Histoire, prix et fondations, publications*. Paris, A. Picard, 1924, petit in-8°, 304 p.).

— Nous ne pouvons qu'annoncer aujourd'hui les deux premiers volumes du *Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France pour la Hollande*, par MM. Émile BOURGEOIS et Louis ANDRÉ. Le tome I (Paris, E. de Boccard, 1922, LXXVII-545 p.) est précédé d'une introduction par M. Bourgeois qui présente un tableau des rapports diplomatiques entre la France et les Pays-Bas depuis les traités de Westphalie jusqu'à la Révolution française; il contient les instructions de 1548 à 1697; le tome II (1923, 547 p.) donne la suite jusqu'en 1730. Nous reviendrons prochainement sur cette importante publication.

Allemagne. — La grande publication allemande des documents diplomatiques postérieurs à 1870 n'a pas reçu en France l'accueil qui

lui est dû; en général, la presse a paru l'ignorer. C'est seulement dans une intention de polémique que quelques journaux français, par exemple le *Populaire* (8 janvier 1924), ont emprunté au tome IX le rapport du comte de Münster du 13 décembre 1894, où l'innocence du capitaine Dreyfus est mise parfaitement en lumière.

Georges BOURGIN.

— Nous devons signaler la traduction française de deux œuvres de Karl Marx : 1^o le *Capital*, traduit par J. MOLITOR, dans le recueil de ses Œuvres complètes, dont trois volumes ont déjà paru à la librairie Costes (1924, au prix de 8 francs chacun). Dans le tome I, outre le texte du *Capital*, on trouvera les préfaces de Marx lui-même à ses deux premières éditions et une longue introduction de Karl KAUZTKY sur la pensée marxiste et ses développements essentiels; 2^o M. Guillaume a traduit l'étude, publiée en 1878 par l'internationaliste italien Carlo CAFIERO, sur l'*Abrégé du Capital de Karl Marx* (Paris, Stock, « Bibliothèque sociologique », 1924, in-18, XII-131 p.); c'est un travail posthume dont l'auteur ne s'est pas contenté de traduire le livre italien; il l'a corrigé d'après les textes allemands et, dans une intéressante préface, il a montré l'action de Cafiero dans les mouvements italiens et internationaux entre 1870 et 1880. Cafiero a été en effet un des plus fidèles soldats de l'Internationale bakouniniste; tandis que sa femme, Olympia Koutousof, était déportée en Sibérie pour ses actes de propagande révolutionnaire, Cafiero fut, dans sa patrie, emprisonné pour sa participation au mouvement de Ceretto (5-11 avril 1877); c'est alors qu'il élabora son ouvrage. Il fut le premier à faire connaître Karl Marx aux Italiens.

G. BN.

Autriche. — Le tome IV des *Mémoires du feld-maréchal Conrad von HÖTZENDORF* est extrêmement intéressant pour la période de la neutralité italienne au début de la Grande Guerre, et sur les origines, lointaines et proches, de celle-ci. La *Neue freie Presse* de Vienne du 18 décembre l'a commenté, ainsi que le *Times* du 18 janvier 1924 (avec une lettre complémentaire de M. G. Aston, publiée le 23 janvier).

G. BN.

Belgique. — Une *Notice sur Paul Fredericq* ne pouvait être mieux écrite que par M. Henri PIRENNE, son élève, son collègue, son ami très cher de toujours, son compagnon de captivité de 1916 à 1918. Il l'a écrite avec son esprit et son cœur. A la suite, une bibliographie qui n'occupe pas moins de vingt pages et qu'il y a lieu de croire complète (Annuaire de l'Académie royale de Belgique; tirage à part chez Hayez, Bruxelles, 1924, in-12, 64 p., avec un beau portrait).

Fredericq avait, avant 1914, commencé un recueil de documents relatifs à la vente des indulgences dans les Pays-Bas. Continué et achevé par son ami P.-L. MULLER, ce recueil a paru sous le titre : *Codex documentorum sacratissimarum indulgentiarum neerlandicarum, 1300-1600* (La Haye, Nijhoff; collection des « Rijks geschiedkundige publicatiën »).

Ch. B.

Canada. — On a célébré à l'Université de Toronto le centenaire de Francis PARKMAN, né à Boston en 1823, mort le 8 novembre 1893, l'auteur du livre célèbre : *France and England in the New World* (1865-1892). L'ambassadeur de France à Washington, M. Jusserand, a envoyé aux organisateurs une étude sur Parkman où, tout en critiquant la manière dont cet historien traite l'expulsion des Acadiens en 1755, il applaudit à sa tentative d'expliquer l'histoire des rapports franco-anglais dans le Nouveau Monde par l'attraction de la forêt, avec ses ressources immenses.

G. BN.

— Lord Dartmouth a fait don à la « Canadian history Society » d'un grand nombre de documents se rattachant à l'histoire de ce pays pour la période de 1688 à 1882, mais particulièrement pour les années 1772-1775, pendant lesquelles le comte de Dartmouth fut secrétaire d'État pour les colonies. On trouve dans ce riche fonds des renseignements curieux sur les missions des frères moraves dans le Labrador.

États-Unis. — Les *United States naval Institute proceedings* contiennent dans leur fascicule de novembre 1923 une intéressante lettre d'un officier du *Monitor*, le célèbre bâtiment qui, le 9 mars 1862, combattit le non moins célèbre *Merrimac*; c'est cet épisode de la guerre de Sécession qui est exposé dans le document en question. Dans le fascicule de décembre se trouve une étude sur le fameux amiral américain Farragut par le contre-amiral GOODRICH.

Grande-Bretagne. — On signale la mort, à l'âge de soixante-six ans, de M. John LEYLAND, membre de la « Navy Record Society » et vice-président de la « Society for nautical research ». Il a publié un grand nombre d'articles historiques et techniques dans *Army and Navy Gazette*, *The Navy*, le *Naval Annual*, édité en deux volumes les *Dispatches and letters relating to the blockade of Brest, 1803-1805*.

— Le comte Byron de Prorok a fait à la « Royal geographical Society », le 19 décembre 1923, une conférence sur les résultats des récentes fouilles archéologiques en Tunisie; un résumé en a été publié par le *Times* du 20 novembre.

— Dans *The Engineer* (14 décembre 1923), M. E. A. FORWARD a fait l'histoire de la locomotive et de l'invention de Marc Seguin, M. R. HADFIELD (nos des 2, 9, 16, 13 et 30 novembre) publié une savante étude sur *The history and progress of metallurgical Science*.

— L'étude des noms de lieu a pris depuis plusieurs années une telle importance en Angleterre qu'il s'est formé une « English place name Society », sous la présidence du professeur James Tait. Le secrétaire général est M. Mawer, professeur à l'Université de Liverpool, auquel doivent être adressées les adhésions (15 sh.).

— La librairie Quaritch (Londres) a mis en vente la table des cinquante premiers volumes de l'*Indian Antiquary*, 1871-1921, dressée

par Miss Lavinia M. ANSTEY. Elle comporte trois parties : pour les auteurs, pour les matières, pour les illustrations (6 sh. 8 d.).

Grèce. — Un comité s'est formé pour la publication des œuvres posthumes de Spr. LAMBROS. Lambros avait employé de longues années à réunir des documents sur l'époque des Paléologues et du despotat de Morée; il commença en 1912 les deux premiers volumes de ses *Palaeologia et Peloponnesiaca*; mais il n'eut le temps de rédiger ni préface ni index; aussi, bien qu'imprimés, n'ont-ils pas été mis dans le commerce. Tout récemment, M. BOYATZIDÉS a fait paraître le tome I, qui contient les œuvres de Marc et Jean Eugenicos et de Jean Dokianos (1 vol. de 27 feuillets, plus un supplément de 11 feuillets; en tout 80 drachmes).

Italie. — On annonce l'apparition depuis le mois de septembre 1923, par les soins de la « Società internazionale di studi Cateriniani », d'un *Bulletino* intitulé *Studi Cateriniani* (Sienne, tipografia S. Bernardino; abonnement : 15 l.; le n° : 5 l.).

— Les éléments principaux de la doctrine scientifique de Léonard de Vinci, particulièrement sa dynamique, sont exposés avec des références et des schémas précis par M. I. B. HART dans *Engineering*, 7 décembre 1923.

— Le ministre italien des Finances, M. de Stefani, a décidé de faire établir le catalogue de toutes les publications officielles d'Italie. Un premier fascicule vient de sortir (*Indice generale delle pubblicazioni edite dallo Stato o col suo concorso*. Roma, libreria dello Stato, 1923), où les titres sont groupés en deux grandes parties : publications administratives et parlementaires, publications scientifiques. C'est une heureuse initiative. Il conviendrait qu'elle fût suivie en France, où l'on ignore trop souvent, même dans les milieux d'historiens, les imprimés officiels, qui constituent, cependant, des sources indispensables.

G. BN.

— Un Comité s'est fondé à Rome, sous la présidence de M. V. Vaturi, pour publier les œuvres oratoires du grand patriote florentin Guerrazzi.

— La « Società Nazionale per la Storia del Risorgimento » a tenu à Milan, du 17 au 19 septembre 1923, son onzième congrès. Des communications diverses y ont été développées : de M. ZIPPEL sur le Musée trentin du Risorgimento; du colonel ALBERTI sur l'armistice de Villa Giusti; de M. PICCOLI sur les études giobertiniennes depuis la guerre; de M. CASANOVA sur l'*Archivio triennale* de C. Cattanéo; de M. AMÒ sur les affaires génoises de décembre 1848 à février 1849; de M. V. FARINELLI sur l'expédition de Mille et le gouvernement piémontais; de M. VITTANI sur les restitutions d'archives opérées par l'Autriche; de M. MONTI sur les fonds Bertarelli et Guastalla récemment

incorporés au Musée du Risorgimento de Milan; de M. COLOMBO sur Pompeo Litta; de M. E. MICHEL sur Guerrazzi; de M. MASTI sur Poggi et Vesi; de M. CAIRO sur divers exilés oubliés. G. BN.

— M. E. MICHEL prépare un recueil de *Fonti per la storia del Risorgimento*; nous sommes heureux de signaler dès maintenant deux articles de lui : le premier, intitulé : *la Biblioteca Vallicelliana di Roma* (extrait de *Rassegna storica del Risorgimento*. Aquila, Officine Vecchioni, 1923, in-8°, 21 p.); le second : *I manoscritti relativi alla storia del Risorgimento (1748-1876) nella Biblioteca Nazionale Vittorio Emanuele di Roma* (extrait de *Biblio filia*. Firenze, Olschki, 1923, gr. in-8°, 16 p.). Dans le premier, M. Michel fait une revue chronologique des documents les plus intéressants, dont il donne les cotes exactes; dans le second, il considère tour à tour les principaux fonds (Gesuitico, Sessoriano, Fondi varii, Fondo Vittorio Emanuele, Carteggi varii). Ces articles complètent les indications données déjà par M. E. CALVI, *Bibliografia di Roma nel Risorgimento* (t. I. Roma, 1922), et par moi-même.

G. BN.

Roumanie. — Le premier Congrès international consacré aux études byzantines se tiendra à Bucarest du 14 au 20 avril 1914, une semaine devant être ensuite consacrée à des excursions en Roumanie. Le Comité d'organisation a pour président M. le professeur IORGĂ et le Congrès est placé sous le patronage du gouvernement roumain.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

Abensour (Léon). Voir *Godard*.
Adam le Bossu. V. Langlois (Ernest).
Adher (S.). Recueil de documents sur l'assistance publique dans le district de Toulouse, 1789-1800, 67.
Aldis (Harry Gidney). The University library, Cambridge, 278.
André (Louis). Voir *Bourgeois (Émile)*.
André (P.-J.). L'Islam et les races, 281.
Aulard (A.). Le patriotisme français, de la Renaissance à la Révolution, 71.
Bals (Georges). Voir *Iorga (Nicolas)*.
Banescu. Changements politiques dans les Balkans après la conquête de l'empire bulgare de Samuel, 1018, 128.
— Les premiers témoignages byzantins sur les Roumains du Bas-Danube, 128.
Barber (E. A.). Voir *Bury (J. R.)*.
Barker (Ernest). The Crusades, 109.
Baron (François). Le cardinal Pierre de Foix le Vieux, 1386-1464, et ses légations, 230.
Bartholomeu (J. G.). Voir *Robertson (C. Grant)*.
Bataillon (Lionel). Voir *Febvre (Lucien)*.
Bédier (J.) et Hazard (P.). Histoire de la littérature française illustrée, 272.
Bevan (Ed.). Voir *Bury (J. B.)*.
Billioud (Joseph). Les États de Bourgogne aux XIV^e et XV^e siècles, 226.
Bloch (Camille). Procès-verbaux du Comité des finances de l'Assemblée constituante, 64.
Blochet (E.). Notices sur les manuscrits persans et arabes de la collection Marteau, 121.
Bonaventura (Arnaldo). Verdi, 285.
Borgeaud (Ch.). L'adoption de la Réforme par le peuple de Genève, 1536, 129.
Boudou (Adrien). Le Saint-Siège et la Russie; t. I : 1814-1847, 251.
Bourdaloue. Œuvres complètes; publ. par l'abbé Griselle; t. II : Sermons pour tous les jours de carême, 274.
Bourgeois (Émile) et André (Louis). Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France : Hollande, 321.
— Sources de l'histoire de France au XVII^e siècle, t. IV, 275.
Bourgin (Georges). Die Französische Revolution, 70.
— (Hubert). Les systèmes socialistes, 111.
Boutillier du Retail et Piétresson de Saint-Aubin. Obituaires de la province de Sens; t. III : Diocèses de Meaux et de Troyes, 121.
Brancour (René). Massenet, 286.
Bridge (John S. C.). A history of France from the death of Louis XI; vol. I : 1483-1493, 223.
Brun (Félix). Jeanne d'Arc à Soissons, 231.
Bury (J. B.), Barber (E. A.), Bevan (Ed.), Tarn (W.). The hellenistic age, 268.
Busson (Henri), Fève (Joseph), Hauser (Henri). La France d'aujourd'hui et ses colonies, 277.
Byrne (W. J.). A dictionary of english law, 126.
Caggesse (Romolo). Roberto d'Angiò e i suoi tempi, t. I, 281.
Calbrecht (J.). De oorsprong der Sinte Petersmannen, 282.
Calendar of the mss. of the marquis of Salisbury, t. XIV, 278.
Cayrou (Gaston). Le français classique; lexique de la langue du XVII^e siècle, 275.
Champion (Pierre). Histoire poétique du XV^e siècle, 232.
Clapiès (Étienne). Histoire de Bessan, 124.
Clouzot (Étienne). Pouilliés des provinces d'Aix, d'Arles et d'Embrun, 121.
Cordier (Henri). Mélanges d'histoire et de géographie orientales, t. IV, 127.
Crueveilhier (P.). Les principaux résultats des nouvelles fouilles de Suse, 94.
Curia regis rolls of the reigns of Richard and John, 125.
Cuvelier (Joseph). Voir *Lonchay (Henri)*.
Davies (G.). A student's guide to the mss. relating to english history in the xvith. century in the Bodleian library, 278.
De Boer (M. G.). Leven en bedrijf van Gerhard Moritz Roentgen, 283.
Defresne (A.) et Évrard (P.). Les subsistances dans le district de Versailles de 1788 à l'an V, t. II, 65.
Delahache (Georges). Strasbourg, 124.
Delaporte (L.). La Mésopotamie; les civilisations babylonienne et assyrienne, 264.

Deries (Madeleine). Le district de Saint-Lô pendant la Révolution, 83.

— L'école centrale du département de la Manche, 84.

Diary of the first earl of Egmont, t. II, 279.

Dommanget (Maurice). La déchristianisation à Beauvais et dans l'Oise, 1790-1802, 2^e partie, 78.

Douin (G.). La campagne de Bruix en Méditerranée, 1799, 77.

Doutrepont (Georges). La croisade projetée par Philippe le Bon contre les Turcs, 121.

Duchêne (Albert). Gabriel Malès et la reconstitution financière de la France après 1789, 88.

Dumolin (Maurice). Voir *Rochegeude* (marquis de).

Edgar (John). The making of Europe, 109.

Egmont (earl of). Voir *Diary*.

Évrard (F.). Voir *Defresne* (A.).

Faurey (Joseph). La monarchie française et le protestantisme français, 273.

Feuvre (Lucien) et Balaillon (Lionel). La terre et l'évolution humaine, 235.

Fevre (Joseph). Voir *Busson (Henri)*.

Fleur (H. J.). Geographical factors, 278.

Friedmann (Georges). Voir *La Batut* (Guy de).

Gaultier (Paul). L'idéal moderne, 111.

Gérola (Théodore). Schubert, 285.

Ghoshal (U.). A history of hindu political theories, 127.

Gilchrist (R. N.). Principles of political science, 260.

Giraud (Victor). La vie héroïque de Blaise Pascal, 273.

Griselle (abbé). Voir *Bourdaloue*.

Godard et Abensour (Léon). Département de la Haute-Saône. Cahiers de doléances du bailliage d'Amont, 63.

Got (Ambroise). L'Allemagne à nu, 117.

Goyau (Georges). La pensée religieuse de Joseph de Maistre, 93.

Grange (Henri). Sommaire des lettres pontificales concernant le Gard, émanant des papes d'Avignon, 222.

Guénin (G.) et Nouaillac (J.). Le Consulat, l'Empire et la Restauration, 1800-1830, 275.

Guillaume de Lorris et Jean de Meun. Le Roman de la Rose, t. IV; publ. par Ernest Langlois, 121.

Halgouët (Hervé du). Droits honorifiques et prééminences dans les églises de Bretagne, 125.

Hauser (Henri). Voir *Busson (Henri)*.

Hazard (P.). Voir *Bédier* (J.).

Herceg (Rudolf). Die Ideologie der kroatischen Bauernbewegung, 284.

Hérissey (Jacques). Le monde des théâtres pendant la Révolution, 89.

Häpfner (Ernest). Voir *Machaut* (Guillaume de).

Hubert-Rouger. La France socialiste, t. III, 124.

Huldermann (Bernhard). La vie de Albert Ballin, 269.

Iorga (Nicolas) et Bals (Georges). L'art roumain, 98.

Isaac (Jules). Contribution à l'histoire de Charleroi. Joffre et Lanrezac, 112.

Jaurès (Jean). Histoire socialiste de la Révolution française, t. I-IV; publ. par A. Mathiez, 68.

Jean (Ch.-F.). Sumer et Akkad; contribution à l'histoire de la civilisation dans la Basse-Mésopotamie, 265.

Jean de Meun. Voir *Guillaume de Lorris*.

Kaser (Kurt). Das späte Mittelalter, 109.

Koyré (A.). Essai sur l'idée de Dieu et les preuves de son existence chez Descartes, 115.

— L'idée de Dieu dans la philosophie de saint Anselme, 115.

Labry (Raoul). Autour du moujik, 128.

La Batut (Guy de) et Friedmann (Georges). A history of the french people, 119.

La Gorce (Pierre de). Histoire religieuse de la Révolution française, t. V, 91.

Langlois (Charles-V.). Les hôtels de Clisson, de Guise et de Rohan-Soubise au Marais, 276.

— (Ernest). Adam le Bossu : le jeu de la feuillée et le jeu de Robin et Marion, 271.

— Voir *Guillaume de Lorris*.

Lanson (Gustave). Histoire illustrée de la littérature française, 272.

Latouche (Robert). La vie en Bas-Quercy du XIV^e au XVII^e siècle, 225.

Latour (Th.-Louis). Princes, dames et aventurières du règne de Louis XIV, 274.

Launay (Louis de). Une famille de la bourgeoisie parisienne pendant la Révolution. Toussaint Mareux et François Sellier, 72.

Lavergne (Bernard). Le principe des nationalités et les guerres; son application au problème colonial, 257.

Lefebvre (Georges). Documents rela-

tifs à l'histoire des subsistances dans le district de Bergues pendant la Révolution, t. II, 66.

Le Parquier (E.). Département de la Seine-Inférieure, pour les États-Généraux de 1789. Cahiers de déléances du bailliage d'Arques, 62.

Lerolle (G.). Voir *Redhand-Yorke (Henri).*

Lewilliot (Paul). Les Jacobins de Colmar. Procès-verbaux des séances de la Société populaire, 1791-1795, 79.

Lizerand (Georges). Le dossier de l'affaire des Templiers, 271.

Lonchay (Henri) et Cuvier (Joseph). Correspondance de la cour d'Espagne sur les affaires des Pays-Bas au XVII^e siècle, 244.

Longnon (Auguste). Les noms de lieu de la France, 3^e fascicule, 120.

Louis (Paul). Le déclin de la société bourgeoise, 110.

Lucas-Dubrelon (J.). Louvel le Régicide, 123.

Lyon (Laurence). Le prestige du pouvoir, 111.

Mac Guire (C. E.). Voir *Moulton (H. G.).*

Machaut (Guillaume de). Œuvres; publ. par Ernest Häppfner, 219.

Mann (Jacob). The Jews in Egypt and in Palestine under the fatimid caliphs, 241.

Manuscripts of the duke of Portland, t. IX. 279.

Manuscripts of the House of Lords, 1708-1710. 279.

Marinesco (Constantin). Alphonse V, roi d'Aragon et de Naples, et l'Albanie de Scanderbeg, 117.

Martin (Etienne). Petite histoire financière de l'ancien régime, 120.

— (Olivier). Histoire de la coutume de la prévôté et vicomté de Paris, 121.

Masson (Paul). Les Bouches-du-Rhône. Encyclopédie départementale; 1^{re} partie, t. III: 1482-1787, 252.

— 2^e partie: le Bilan du XIX^e siècle, 106.

— Marseille depuis 1789, 252.

— (Paul-Marie). Berlioz, 285.

Mater (André). La République au conclave. Le conclave de Venise, 1794-1799-1800, 91.

Mathiez (Albert). La Révolution française, t. I, 69.

— Voir *Jaurès (Jean).*

Mathorez (J.). Un apologiste de l'alliance franco-turque au XVI^e siècle: François Sagon, 122.

— Un étudiant pangermaniste à Orléans en 1517, 122.

Matter (Paul). Cavour et l'unité italienne, t. I, 104.

Mauger (J.-B.). Recherches sur les relations économiques entre la France et la Hollande, 1785-1795, 87.

Mémoires présentés par divers savants à l'Académie des inscriptions et belles-lettres, t. XIII, 1^{re} partie, 267.

Metzger (Hélène). Les doctrines chimiques en France, du début du XVII^e siècle à la fin du XVIII^e, 274.

Michaut (G.). Le roi Flore et la belle Jeanne; Amis et Amiles. Contes du XIII^e siècle, 271.

Michon (Georges). La justice militaire sous la Révolution, 75.

Miller (William). Essays on the latin Orient, 96.

Montandon (Georges). Deux ans chez Koltchak et chez les bolchéviks, 129.

Montjou (Guy de). Impressions d'Allemagne. Enquête sur l'aviation allemande, 270.

Moreau (E. de). Un évêque de Tournai au XIV^e siècle: Philippe d'Arbois, 228.

Morel-Fatio (Alfred). La Comedia espagnole du XVII^e siècle, 2^e édit., 119.

Morpeau (Louis). La France antiléenne, 281.

— Une île de soleil et d'éternelle verdure: Haïti, 1789-1923, 281.

Moulard (Anatole). Saint Jean Chrysostome, le défenseur du mariage et l'apôtre de la virginité, 114.

Moulton (H. G.) et Mac Guire (C. E.). Germany's capacity to pay, 258.

Murray (Robert H.). Ireland, 1494-1829, 278.

Notices et extraits des manuscrits de la Bibliothèque nationale, t. XLI.

Voir *Doutrepont (Georges), Thomas (Antoine) et Blochel (E.).*

Nouaillac (J.). Voir *Guénin (G.).*

Ogilvie (Alan G.). Some aspects of boundary settlement of the peace conference, 278.

Ono (Giichi). Expenditures of the sino-japanese war, 127.

— War and armament expenditures of Japan, 127.

Oppermann (Otto). Rheinische Urkundenstudien, I, 116.

Pârvan (Vasile). Histria, 268.

— La pénétration hellénique et hellénistique dans la vallée du Danube, 267.

Pasquier (Félix). Cartulaire de Mirepoix, 222.

Pauty. Realencyclopädie der klassischen Altertumswissenschaft, 3^e série, t. IV¹, 269.

Picot (Émile) et Stein (Henri). Recueil de pièces historiques impris-

mées sous le règne de Louis XI, 221.

Pidresson de Saint-Aubin. Voir *Boutillier du Retail*.

Pillet (M.). L'expédition scientifique et artistique de Mésopotamie et de Médie, 1851-1855, 248.

Pinsseau (Pierre). Gien sous l'Ancien régime et la Révolution, 80.

Polybe. Histoires ; trad. par *Pierre Waltz*, 113.

Portland (duke of). Voir *Manuscrits*.

Poulet (dom Charles). Guelles et Gibelins, 116.

Quennedey (commandant). La prison de Jeanne d'Arc à Rouen, 231.

Qui êtes-vous ? 321.

Rahola (Carles). La dominació napoleònica a Girona, 101.

Ralea (Michel). Révolution et socialisme, essai de bibliographie, 110.

Recueil des historiens de la France. Obituaires, t. IV. Voir *Boutillier du Retail* et *Pidresson de Saint-Aubin*.

— Pouilliés, t. VIII. Voir *Clouzot (Étienne)*.

Redhand-Yorke (Henri). Paris et la France sous le Consulat. Les hommes, les institutions, les meurs ; trad. fr. par *G. Lerolle*, 90.

Régné (Jean). Histoire du Vivarais, t. II, 227.

Reuss (Rodolphe). La constitution civile du clergé et la crise religieuse en Alsace, 1790-1795, 79.

Richard (Antoine). Le gouvernement révolutionnaire dans les Basses-Pyrénées, 81.

— (Camille). Le Comité de Salut public et les fabrications de guerre sous la Terreur, 74.

Rivers (W. H. R.). History and ethnology, 278.

Robertson (C. Grant) et *Bartholomew (J. G.)*. An historical atlas of modern Europe, 1789-1922, 280.

Rocheugue (marquis de) et *Dumolin (Maurice)*. Guide pratique à travers le vieux Paris, 277.

Roger-Cornoz (F.). Voir *Strachey (Lyttton)*.

Rose (John Holland). Lord Hood and the defence of Toulon, 77.

Rouet de Journeu (M.-J.). Un collège de Jésuites à Saint-Pétersbourg, 1800-1816, 251.

Ryss (Pierre). L'expérience russe, 129.

Salin (Édouard). Le cimetière barbare de Lezéville, 240.

Salomon (Henri). L'incident Hohenzollern, 117.

Saller (H. E.). Registrum annualium collegii Mertonensis, 1483-1521, 278.

Samaran (Charles). Dépêches des ambassadeurs milanais en France sous Louis XI et François Sforza, 219.

Samaran (Charles). Jean de Bilhères-Lagraulas, cardinal de Saint-Denis ; un diplomate français sous Louis XI et Charles VIII, 228.

Sauliol (René). La manœuvre de De-nain, 274.

Schrader. Voir *Vivien de Saint-Martin*.

Schweizer (Paul). Festgabe, 284.

Servières (Georges). Saint-Saëns, 286.

Soyer (Jacques). Les curiosités orléanaises. Eloge de la Pucelle d'Orléans par le chanoine Mathieu Cosson, 232.

— De l'emplacement du pont gaulois de « Cenabum », 120.

— Identification de « Vellaunodunum oppidum Senonum », 120.

Stein (Henri). Voir *Picot (Émile)*.

Stephen (Dorothea Jane). Studies in early Indian thought, 128.

Strachey (Lyttton). La reine Victoria ; trad. par *F. Roger-Cornoz*, 280.

Tannery (Paul). Mémoires scientifiques ; t. V : Sciences exactes au moyen âge, 286.

Tarn (W.). Voir *Bury (J. B.)*.

Thomas (Antoine). Notice sur une traduction de la « Consolatio philosophiae » de Boëce, 121.

Thorndike (Lynn). History of magic and experimental science, 110.

Thureau-Dangin (Paul). La renaissance catholique en Angleterre au xix^e siècle, nouv. édit., 126.

Tuetey (Alexandre). Correspondance du ministre de l'Intérieur relative au commerce, aux subsistances et à l'administration générale, 1792, 65.

Vallès (Jules). L'insurgé, 123.

Van der Flier. War finances in the Netherlands up to 1918, 283.

Van Genep (Arnold). Traité comparatif des nationalités, t. I, 255.

Verhaeghen (Paul). La Belgique sous la domination française, t. I, 85.

Villa-Urrutia (marqués de). Fernando VII, rey constitucional, 1820-1823, 246.

Vinogradoff (Sir Paul). Historical juri-disprudence. Introduction, 277.

Vivien de Saint-Martin et Schrader. Atlas universel de géographie, 112.

Waltz (Pierre). Voir *Polybe*.

Weil (commandant H.). Un agent inconnu de la coalition. Le général de Stamford, 1793-1806, 73.

Whitney (J. P.). Bibliography of Church history, 115.

Zévaès (Alexandre). Le parti socialiste de 1904 à 1923, 123.

TABLE DES MATIÈRES.

ARTICLES DE FOND.

	Pages
ALFARIC (Prosper). Christianisme et gnosticisme	42
CLOCHÉ (Paul). Les dernières années de l'Athènien Phocion (suite et fin)	1
MATTER (Paul). Cavour et la guerre de Crimée	161

MÉLANGES ET DOCUMENTS.

BRUGMANS (H.). Deux historiens du xvi ^e siècle : De Thou et Emmius	55
MAUGIS (Éd.). La journée de huit heures et les vignerons de Sens et d'Auxerre devant le Parlement (1383-1393).	203

BULLETIN HISTORIQUE.

Histoire de France. Fin du moyen âge, 1328-1498, par Charles PETIT-DUTAILLIS	219
— La Révolution, par Rod. REUSS	62

COMPTEES-RENDUS CRITIQUES.

BOUDOU (Adrien), S. J. Le Saint-Siège et la Russie. Leurs relations diplomatiques au xix ^e siècle. T. I, 1814-1847 (E. Duchesne)	251
CRUVEILHIER (P.). Les principaux résultats des nouvelles fouilles de Suse (G. Contenau)	94
FEBVRE (Lucien) et BATAILLON (Lionel). La terre et l'évolution humaine (Marc Bloch)	235
GILCHRIST (N. R.). Principles of political sciences (Henri Séée)	260
IORGA (Nicolas) et BALS (Georges). L'art roumain (Septime Gorceix)	98
LAVERGNE (Bernard). Le principe des nationalités et les guerres (Henri Hauser)	257
LONCHAY (Henri) et CUVELIER (Joseph). Correspondance de la cour d'Espagne sur les affaires des Pays-Bas au xvii ^e siècle. T. I (Alfred Morel-Fatio)	244
MANN (Jacob). The Jews in Egypt and in Palestine under the fatimid caliphs (Th. Reinach)	241

[SUPPLÉMENT AU NUMÉRO DE MARS-AVRIL 1924].

TABLE DES MATIÈRES.

	331
	Pages
MASSON (Paul). Les Bouches-du-Rhône. Encyclopédie départementale. 1 ^{re} partie, t. III (Henri Hauser)	254
— — — 2 ^e partie, t. IX et X (Id.)	106
— — — Marseille depuis 1789 (Id.)	254
MATTER (Paul). Cavour et l'unité italienne. T. I (Georges Bourgin)	104
MILLER (William). Essays on the latin Orient (Louis Bréhier)	96
MOULTON (H. G.) et MAC GUIRE (C. E.). Germany's capacity to pay (Henri Hauser)	258
PILLET (M.). L'expédition scientifique et artistique de Mésopotamie et de Médie, 1851-1855 (G. Contenau)	248
RAHOLA (Carles). La dominació napoleònica a Girona (Camille Pitolle)	101
ROUET DE JOURNEL (M.-J.). Un collège de Jésuites à Saint-Pétersbourg, 1800-1816 (E. Duchesne)	254
SALIN (Édouard). Le cimetière barbare de Lezéville (A. Grenier)	240
VAN GENNEP (Arnold). Traité comparatif des nationalités, t. I (Henri Hauser)	255
VILLA-URRUTIA (marquès DE). Ferdinando VII, rey constitucional, 1820-1832 (Alfred Morel-Fatio)	246

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES : Allemagne (p. 116, 269), Espagne (p. 117), Extrême-Orient (p. 127), France (p. 119, 274), Grande-Bretagne (p. 125, 277), Haïti (p. 281), Islam (p. 281), Italie (p. 281), Pays-Bas (p. 282), Roumanie (p. 128), Russie (p. 128), Suisse (p. 129, 284), Yougoslavie (p. 281). — Histoire de l'antiquité (p. 113, 264), de l'Église (p. 114), de la guerre (p. 112), de la musique (p. 285), des sciences (p. 286). Histoire générale (p. 109).

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

Belgique. Analecta Bollandiana (p. 146); Revue belge de philologie et d'histoire (p. 302).

France. Anjou historique (p. 141); Annales de Bretagne (p. 142); Annales du Midi (p. 143); Annales révolutionnaires (p. 130, 287); Bibliothèque de l'École des chartes (p. 287); Bulletin de l'École française d'Extrême-Orient (p. 130), de la Société d'histoire moderne (p. 288), de la Société de l'histoire de Paris (p. 144), du Comité d'études historiques et scientifiques de l'Afrique occidentale française (p. 145), hispanique (p. 288);

Correspondant (p. 135, 297); Grande Revue (p. 136, 297); Mercure de France (p. 137, 298); Moyen âge (p. 131); Polybiblion (p. 132, 289); la Révolution française (p. 290); Revue archéologique (p. 290); Revue critique d'histoire et de littérature (p. 133, 291); Revue de France (p. 139, 299), de l'histoire des religions (p. 292), de Paris (p. 139, 299); Revue des Deux Mondes (p. 140, 301), des études historiques (p. 293), des études napoléoniennes (p. 293), des questions historiques (p. 294); Revue d'histoire de l'Église de France (p. 134, 295); Revue d'histoire diplomatique (p. 134); Revue historique de la Révolution française (p. 134, 295); Revue maritime (p. 135, 296).

Grande-Bretagne. Bulletin of the John Rylands library Manchester (p. 148); English historical Review (p. 149); History (p. 150); Quarterly Review (p. 151, 307); Scottish historical Review (p. 151, 308); The Times. Literary supplement (p. 309); Transactions of the royal historical Society (p. 316).

Italie. Archivio storico per le provincie napoletane (p. 152); Atti e memorie della Deputazione di storia patria per le provincie di Romagna (p. 153).

CHRONIQUE : Allemagne (p. 321), Autriche (p. 158, 322), Belgique (p. 322), Canada (p. 323), États-Unis (p. 323), France (p. 156, 317), Grande-Bretagne (p. 159, 319), Grèce (p. 324), Italie (p. 159, 324), Roumanie (p. 325); Histoire religieuse (p. 160).

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE 326

TABLE DES MATIÈRES 330

Le gérant : R. LISBONNE.

